

## OÙ [EN] EST LA CRITIQUE EN COMMUNICATION ?

### Actes du colloque international

Dans le cadre du 80<sup>ème</sup> congrès de l'Association francophone  
pour le savoir (Acfas), Palais des congrès de Montréal, 7 au 11 mai 2012

Disponible en ligne : [www.gricis.ca](http://www.gricis.ca)

Sous la direction de Oumar Kane et Éric George

Avec la collaboration de Nayla Naoufal

2013

ISBN : 978-2-920752-10-8

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2013

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives Canada, 2013

## Remerciements

Le colloque *Où en est la critique en communication ?*, organisé par le Centre de recherche GRICIS, les 7 et 8 mai 2012, dans le cadre du congrès annuel de l'Association francophone pour le savoir (Acfas), a d'abord été l'occasion de rendre hommage à Gaëtan Tremblay, cofondateur avec Jean-Guy Lacroix du GRICIS. Son départ à la retraite a été un puissant moteur pour rassembler autant de personnes, avec la plupart desquelles il a collaboré à un titre ou à un autre dans sa carrière. C'est ici l'occasion pour nous, au nom du GRICIS, de lui témoigner notre reconnaissance.

Nos remerciements vont également à Antonin Serpereau qui a coordonné avec brio l'organisation de l'événement. Avant lui, François Laplante-Lévesque avait travaillé pendant plusieurs mois à penser le projet et à lui donner une forme matérielle. Il a effectué un travail remarquable afin que nous obtenions la subvention du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) qui a permis de financer la tenue du colloque.

Plus récemment, Nayla Naoufal, coordonnatrice du Centre, a abattu un travail impressionnant sans lequel ces actes n'auraient pas vu le jour. Sa collaboration au niveau de la coordination avec les auteurs, de la révision des textes et de leur formatage a été essentielle.

Nous voudrions terminer en remerciant les contributeurs qui ont répondu de bonne grâce à nos sollicitations répétées en vue de répondre aux critères académiques en vigueur tant au niveau de la forme que du contenu de leurs textes.

Merci également à l'ensemble de la vingtaine de collègues qui, en tant que membres du comité scientifique, ont participé à la sélection des présentations en un temps record. Nous avons été impressionnés par le fait que les évaluations des propositions ont toutes été faites en moins d'une semaine. Permettez-nous donc de citer les collègues qui y ont participé : Christian Agbobli, France Aubin, Pierre Barrette, Aimé-Jules Bizimana, Luc Bonneville, Philippe Bouquillion, Colette Brin, Michael Dorland, Riadh Ferjani, Chantal Francoeur, Fabien Granjon, Normand Landry, Ndiaga Loum, Luiz Martino, Tristan Mattelart, André Mondoux, Viva Paci, Edgard

Rebouças, Michel Sénécal et François Yelle.

Enfin, nos remerciements vont aux organismes de subvention, tout d'abord au CRSH, dont la subvention a facilité la réception de nos invités et l'organisation matérielle du colloque. Nous remercions également le Fonds de recherche du Québec sur la société et la culture (FRQSC), qui a indirectement contribué à financer ce colloque, ainsi que l'Université du Québec à Montréal (UQAM), qui a reconnu le GRICIS comme centre de recherche depuis deux ans maintenant, lui donnant les ressources et les moyens de constituer un lieu de référence à l'international pour la recherche critique en communication.

## Table des matières

Remerciements.....	i
Comité organisateur.....	vi
Comité scientifique.....	vi
Équipe technique.....	vi
Notices biographiques.....	vii
Introduction	
Oumar Kane et Éric George.....	1
<b>Première partie : Approches critiques, objectivité et rationalité.....</b>	<b>19</b>
Les fondements de la critique sociale chez Pierre Bourdieu et Luc Boltanski	
Agoston Faber.....	20
« Espace public » et recherche critique : pourquoi se méfier d'un concept passe-partout	
Loïc Ballarini.....	31
Saisir les transformations du journalisme en ligne : vers un croisement des approches critiques	
Renaud Carbasse.....	46
Approche critique et techniques numériques d'infocommunication : Vers la prise en compte d'une nouvelle dimension ?	
Dominique Carré.....	61
Critique et postcolonialité. Une lecture transcritique	
Oumar Kane.....	74
Pistes méthodologiques pour la pratique de l'esprit critique dans les études sur les médias	
Gaëtan Tremblay.....	89
<b>Deuxième partie : Démarche critique, émancipation, exploitation et conflit.....</b>	<b>105</b>
La démarche critique dans l'étude des relations armées-médias	
Aimé-Jules Bizimana.....	106

Interroger les processus de communication dans l'entreprise de services : la proposition du communicationnisme Mohamed Ali Elhaou.....	123
Gouvernance des TIC et inégalités en Afrique : une approche critique Évariste Dakouré.....	137
Les nouvelles formes du travail, ou comment la notion de "prosumer" permet d'analyser les pratiques participatives sur l'Internet Marc-Olivier Goyette-Côté.....	150
Malaise dans la communication : la communication organisationnelle sous l'empire du management Vincent Petit.....	163
Pratiques des TIC et faible littératie : une critique des dystopies de « l'ère numérique » au Québec Karine Poirier et Sylvain Quidot.....	174
Contributions de la théorie de Jacques Rancière à l'analyse des pratiques démocratiques en ligne Julien Rueff.....	187
<b>Troisième partie : Perspectives critiques, dynamiques globales et approche holistique.....</b>	<b>198</b>
« Il faut se développer ! » : Critiques de cinquante ans de communication pour le développement en Afrique Christian Agbobli.....	199
Une « critique » des TIC en milieu de travail : le cas du travail soignant Luc Bonneville.....	212
La tyrannie de la beauté en production alimentaire Reisa Klein et Michèle Martin.....	226
L'analyse esthétique des « contenus » des industries culturelles: une perspective critique ? Propositions d'analyse socio-économique et musicologique de la musique de publicité Christophe Magis.....	239
L'économie politique culturelle : Pour un dépassement du clivage entre l'économie politique de la communication et les <i>Cultural Studies</i> Maxime Ouellet.....	254
La critique des technologies de l'information et de la communication à l'épreuve des mutations du capitalisme contemporain Serge Proulx.....	269

Le conflit, la signification, la norme : penser les approches critiques pour l'étude de la mondialisation de la production artistique Guillaume Sirois.....	282
<b>Quatrième partie : Théorie critique, science et réflexivité .....</b>	<b>296</b>
Pour une recherche critique en communication dans le champ de l'éducation populaire Nathalie Boucher-Petrovic.....	297
De praticien à chercheur critique à militant : la crédibilité dans l'approche critique Chantal Francoeur .....	315
L'incidence déterminante de la critique dans le développement de la connaissance et l'épistémologie qui l'anime Jean-Guy Lacroix.....	332
Perspectives critiques et épistémologie de la communication: le rôle central du débat sur la technologie Luiz C. Martino.....	348
Sociologie critique de la communication : connaissance et action Michel Sénécal.....	364

## LES COMITÉS DU COLLOQUE

### Comité organisateur

Eric George, directeur, GRICIS  
 Oumar Kane, responsable de la diffusion de la recherche, GRICIS  
 Marc Ménard, responsable administratif, GRICIS  
 Renaud Carbasse, adjoint de recherche, GRICIS  
 Marc-Olivier Goyette Côté, adjoint de recherche, GRICIS  
 Antonin Serpereau, agent de recherche, GRICIS

### Comité scientifique

Christian Agbobli, Université du Québec à Montréal (UQAM)  
 France Aubin, Université du Québec à Montréal (UQAM)  
 Àngel Badillo, Universidad de Salamanca  
 Pierre Barrette, Université du Québec à Montréal (UQAM)  
 Aimé-Jules Bizimana, Université du Québec en Outaouais (UQO)  
 Luc Bonneville, Université d'Ottawa  
 Philippe Bouquillion, Université Vincennes – Saint-Denis (Paris 8)  
 Colette Brin, Université Laval (Québec)  
 Michael Dorland, Carleton University (Ottawa)  
 Riadh Ferjani, Université de Tunis 1  
 Chantal Francoeur, Université du Québec à Montréal (UQAM)  
 Fabien Granjon, Université Vincennes – Saint-Denis (Paris 8)  
 Normand Landry, Télé-Université du Québec (TÉLUQ)  
 Ndiaga Loum, Université du Québec en Outaouais (UQO)  
 Luiz Martino, Universidade de Brasilia  
 Tristan Mattelart, Université Vincennes – Saint-Denis (Paris 8)  
 André Mondoux, Université du Québec à Montréal (UQAM)  
 Viva Paci, Université du Québec à Montréal (UQAM)  
 Edgard Rebouças, Universidade Federal do Espírito Santo (Vitória)  
 Michel Sénécal, Télé-Université du Québec (TÉLUQ)  
 François Yelle, Université de Sherbrooke

### Équipe technique

Antonin Serpereau, coordination du colloque (2012)  
 François Laplante-Lévesque, coordination du colloque (2011)  
 Sylvain Rocheleau, webmestre

## Notices biographiques

Christian Agbobli est professeur au Département de communication sociale et publique et directeur de l'unité de programmes de deuxième cycle en communication à l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Co-fondateur du Groupe d'études et de recherches axées sur la communication internationale et interculturelle (GERACII), chercheur au Centre de recherche GRICIS et chercheur associé à la Chaire Unesco en communication et développement international, il s'intéresse à la communication internationale ainsi qu'à la communication interculturelle sous leurs diverses formes.

Courriel : agbobli.christian@uqam.ca

Loïc Ballarini est docteur en Sciences de l'information et de la communication, membre du Centre d'études sur les médias, les technologies et l'internationalisation (CEMTI, Université Paris 8, France). Ses recherches portent principalement sur l'espace public et les médias régionaux. Il travaille actuellement à la publication d'un ouvrage (*Nouveaux territoires médiatiques*, en codirection avec Gilles Delavaud, à paraître aux éditions Apogée).

Courriel : loic.ballarini@free.fr

Aimé-Jules Bizimana est professeur au Département des sciences sociales de l'Université du Québec en Outaouais (UQO, Québec, Canada). Il est chercheur au Centre de recherche GRICIS et ses recherches portent sur les pratiques journalistiques et les enjeux de la communication en temps de guerre.

Courriel : aime-jules.bizimana@uqo.ca

Luc Bonneville est professeur agrégé au Département de communication de l'Université d'Ottawa (Canada) et est co-responsable du Groupe de recherche interdisciplinaire sur la communication organisationnelle (GRICO). Il est l'auteur de plusieurs contributions scientifiques qui portent sur l'informatisation du travail, particulièrement dans le secteur de la santé. Il est chercheur affilié à l'Institut de recherche de l'Hôpital Montfort (Ottawa, Canada) et chercheur associé au Centre de recherche GRICIS à l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Courriel : luc.bonneville@uottawa.ca

Nathalie Boucher-Petrovic est maître de conférences en Sciences de l'information et de la communication à l'Université Paris 13. Elle est membre du LabSic-MSH Paris Nord. Ses intérêts de recherche touchent entre autres à l'éducation populaire, aux discours et usages des TIC, aux pratiques numériques et aux pratiques culturelles.

Courriel : malisan@free.fr

Renaud Carbasse est doctorant à la Faculté de Communication de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et agent de recherche au Centre de recherche GRICIS. Ses recherches touchent aux sites Web d'information indépendants, aux transformations du journalisme en tant qu'activité professionnelle et, plus globalement, aux liens entre journalisme et démocratie. Il est récipiendaire d'une bourse doctorale du Fonds de recherche sur la science et la culture du Québec (FQRSC) pour la période 2010-2013.

Courriel : carbasse.renaud@uqam.ca

Dominique Carré est professeur des universités en Sciences de l'information et de la communication à l'université Paris 13 et membre du LabSic-MSH Paris Nord. Ses recherches actuelles concernent le contrôle social analysé à partir d'une approche communicationnelle, les productions discursives, les normes d'action communicationnelle, la mobilisation par la communication et l'espace public.

Courriel : d-carre@sic.univ-paris13.fr

Évariste Dakouré est titulaire d'un doctorat en Sciences de l'information et de la communication de l'Université Stendhal Grenoble 3, en France. Chercheur au Groupe de recherche sur les enjeux de la communication (GRESEC), il s'intéresse à l'analyse de politiques publiques des TIC et des stratégies d'acteurs économiques qui accompagnent leur développement. Les médiations et mutations que les TIC engendrent dans les domaines social, culturel et politique sont également au centre de ses intérêts de recherche.

Courriel : evaristedakoure@hotmail.com

Mohamed Ali Elhaou est titulaire d'un doctorat en Sciences de l'information et de la communication de l'Université Paris 13. Sa thèse de doctorat est intitulée « Ère du Changement en Tunisie ? ». Il est Attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'Université Lille 3 en France, où il est associé au Groupe d'études et de recherche interdisciplinaire en information et communication (GERIICO). Ses travaux de recherche sont à l'intersection de la communication des organisations et de l'économie politique de la communication.

Courriel : elhaou@gmail.com

Agoston Faber est doctorant en sociologie à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales à Paris. Ses intérêts de recherche touchent à la sociologie critique, à la sociologie pragmatique, à l'œuvre des sociologues Pierre Bourdieu et Luc Boltanski, ainsi qu'à la problématique des porte-parole.

Courriel : agostonfaber@gmail.com

Chantal Francoeur est professeure en communication à l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Elle est chercheure au Centre de recherche GRICIS. Elle s'intéresse notamment à la convergence, aux méthodes journalistiques, aux radiodiffuseurs publics et à la culture audio.

Courriel : francoeur.chantal@uqam.ca

Éric George est professeur en communication à l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), Montréal, Canada. Il est chercheur au Centre de recherche GRICIS qu'il a dirigé entre 2007 et 2012. Inscrivant ses recherches en économie politique de la communication, il développe un programme de recherche articulé autour des perspectives critiques en sciences de la communication.

Courriel : george.eric@uqam.ca

Marc-Olivier Goyette-Côté est doctorant en communication à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et en Sciences de l'information et de la communication à l'Université Sorbonne-Nouvelle Paris III. Il est adjoint de recherche au Centre de recherche GRICIS. Ses recherches portent sur les modèles socioéconomiques de la diffusion d'actualités en ligne, les industries culturelles et l'économie des contenus générés par les internautes.

Courriel : goyette.marco@gmail.com

Oumar Kane est professeur au Département de communication sociale et publique de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et chercheur au Centre de recherche GRICIS dont il assure actuellement la direction. Ses intérêts de recherche touchent aux théories et à l'épistémologie de la communication, à l'économie politique de la communication et à la communication internationale.

Courriel : kane.oumar@uqam.ca

Reisa Klein est doctorante à la School of Journalism and Communication de Carleton University au Canada. Ses intérêts de recherche concernent le féminisme et les études critiques en journalisme. Sa thèse développe une approche critique dans laquelle les pratiques associées à la beauté prennent la forme d'une négociation entre les notions de domination et de résistance.

Courriel : rklein@connect.carleton.ca

Jean-Guy Lacroix est sociologue de formation et professeur retraité et associé au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Il a été professeur titulaire dans ce département de 1980 à 2007, directeur de celui-ci en 2006-2007 et directeur du module de sociologie de 1983 à 1986. Il a dirigé la revue du département de sociologie, *Cahiers de recherche sociologique*, de 1992 à 1998. Il a co-fondé (en 1986) et co-dirigé, avec Gaëtan Tremblay, le GRICIS (Groupe de recherche interdisciplinaire sur l'information, la communication et la société) de 1986 à 2007. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, articles et chapitres d'ouvrages collectifs portant sur la culture, les industries culturelles, l'informatisation de la société, les effets de la mondialisation sur la société et l'humanité, l'épistémologie des sciences sociales et humaines et de la conscientivité.

Courriel : lacroix.jean-guy@uqam.ca

Christophe Magis est Attaché temporaire d'enseignement et de recherche en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université Paris 8 (« Vincennes à St-Denis »). Il rédige actuellement une thèse de doctorat sur les relations entre industrie musicale et industrie publicitaire à travers l'analyse des musiques utilisées dans les publicités. Ses travaux, proches des théories des industries culturelles et des études sur les musiques populaires, s'attachent à penser l'articulation des questions à la fois économiques, politiques, sociologiques mais aussi esthétiques dans la recherche sur l'industrie de la musique et sur la culture populaire.

Courriel : christophe.magis@gmail.com

Michèle Martin est professeure à la School of Journalism and Communication de Carleton University au Canada. Elle participe aux travaux de l'Observatoire de la Presse Illustrée Internationale Magazine (OPIIM) rattaché à l'Université Paris 13 et à la Maison des Sciences de l'Homme Paris-Nord. Ses intérêts de recherche touchent à l'économie politique, à la presse magazine 19e siècle, à l'histoire des médias et au féminisme.

Courriel : michele\_martin@carleton.ca

Luiz C. Martino est professeur à la Faculté de communication de l'Université de Brasília au Brésil. Il est membre du Groupe de recherche TTC-Teorias e Teclogias da Comunicação (UnB)

et chercheur associé au Centre de recherche GRICIS. Ses recherches portent sur l'épistémologie de la communication, les théories de la communication et des médias, les technologies de communication et les méthodologies de la recherche.

Courriel : martino@unb.br

Maxime Ouellet détient un doctorat en études politiques de l'Université d'Ottawa (Canada). Il est professeur associé à l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et chercheur associé au Centre de recherche GRICIS. Ses intérêts de recherche portent sur l'économie politique culturelle, la sociologie économique et la théorie critique.

Courriel : ouellet.maxime@uqam.ca

Vincent Petitet est chercheur au Laboratoire « Communication et politique » du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) à Paris en France. Après sa thèse en sciences humaines soutenue en 2005 à l'École Normale Supérieure sur l'anthropologie du pouvoir dans les organisations et l'orthopédie managériale, il s'est intéressé aux processus de « communication dogmatique », à l'appropriation de la communication par le discours managérial dans les organisations et aux enjeux de réification du social qui en découlent.

Courriel : vincentpetitet@yahoo.fr

Karine Poirier est chercheuse et détient d'une maîtrise en science politique. Elle a dirigé un programme de recherche en technologie sociale et travaille dans le milieu des médias. Elle est co-productrice, animatrice et chroniqueuse de l'émission de géopolitique « La Guerre des mondes » sur *CIBL 101,5 FM* à Montréal.

Courriel : karine.poirier@gmail.com

Serge Proulx est professeur titulaire à l'École des médias de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et professeur associé au Département des Sciences Économiques et Sociales (SES) de Télécom ParisTech (Paris). Il est codirecteur du Laboratoire de communication médiatisée par ordinateur (LabCMO) et dirige le Groupe de recherche et d'observation sur les usages et cultures médiatiques (GRM). Membre du Centre interuniversitaire de recherche sur la science et la technologie (CIRST), ses travaux portent sur les mutations des dispositifs d'information et de communication à l'ère numérique, en particulier les innovations et contributions des usagers dans le contexte d'une économie de l'immatériel.

Courriel : proulx.serge@uqam.ca

Sylvain Quidot est docteur en Sciences de l'information et de la communication et membre associé au Groupe d'études et de recherche interdisciplinaire en information et communication (GERIICO) à l'Université Lille 3. Chercheur en technologies de l'information et de la communication au Québec, il est membre de Communauté et est chercheur associé aux projets INTECH Québec et INTEGRA-Littérature Québec. En 2011, il a publié aux éditions L'Harmattan *La conversation banale. Représentations d'une sociabilité quotidienne*.

Courriel : sylvainquidot@gmail.com

Julien Rueff détient un doctorat en communication de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). Sa thèse de doctorat analyse les formes de (dé)valorisation sociale dans les mondes numériques en mobilisant la théorie de la reconnaissance d'Axel Honneth. Dans sa recherche postdoctorale, il a questionné, à partir de la théorie de Jacques Rancière, les processus de subjectivation s'exprimant en ligne autour de «Occupy Wall Street». Ses intérêts de recherche actuels concernent les dimensions politiques et sociales des technologies de l'information.

Courriel : [rueff.julien@gmail.com](mailto:rueff.julien@gmail.com)

Michel Sénécal est professeur titulaire en communication à la Télé-université à Montréal où il dirige un programme d'études en analyse des médias. Il est chercheur au Centre de recherche GRICIS. Ses intérêts de recherche portent sur l'appropriation citoyenne des médias, l'internationalisation des systèmes de communication et l'histoire sociologique et géopolitique des acteurs et enjeux de la communication.

Courriel : [senecal.michel@gmail.com](mailto:senecal.michel@gmail.com)

Guillaume Sirois est doctorant au département d'Histoire de l'art et d'études en communications à l'université McGill (Montréal). Ses recherches portent principalement sur les conséquences de la mondialisation des pratiques artistiques sur le développement des politiques culturelles aux niveaux national et global.

Courriel : [guillaume.sirois@mail.mcgill.ca](mailto:guillaume.sirois@mail.mcgill.ca)

Gaëtan Tremblay est professeur en sciences de la communication à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) depuis 1974. Il est chercheur au Centre de recherche GRICIS et du Centre d'études et de recherches sur le Brésil (CERB) à l'UQAM. Il a publié plusieurs ouvrages sur les industries médiatiques et culturelles, la société de l'information et la formation à distance. Il travaille actuellement sur les rapports entre l'accessibilité, la créativité et les biens communs dans le renouvellement du service public télévisuel.

Courriel : [gje\\_tremblay@yahoo.ca](mailto:gje_tremblay@yahoo.ca)

## **Introduction**

### **Déclinaisons critiques de la recherche en communication. Une cartographie oscillante entre émancipation, objectivité, globalité et réflexivité**

**Oumar Kane et Éric George**

Les présents actes font suite au colloque *Où en est la critique en communication ?*, organisé par le Centre de recherche GRICIS les 7 et 8 mai 2012, dans le cadre de l'Association francophone pour le savoir (Acfas). L'événement s'est tenu au Palais des congrès de Montréal et se situe dans la continuité d'un cycle de séminaires du GRICIS intitulé *Pensée critique et communication*. Pendant deux ans, des échanges et débats ont eu lieu sur une base mensuelle autour de la place et du rôle de la critique dans les études en communication. Plus de 25 intervenantes et intervenants (dont plusieurs figurent au nombre des contributeurs de ces actes) ont présenté les résultats de leurs travaux à ce cycle de séminaires, que le colloque de mai 2012 est venu prolonger. Au moment où le colloque s'est tenu, le contexte québécois et plus largement international entrait particulièrement bien en résonance avec la thématique retenue. En effet, la montée en puissance de plusieurs mouvements sociaux, notamment en Espagne (*Indignés*) et aux États-Unis (*Occupy*), les mobilisations de très grande envergure dans plusieurs pays arabes (*Printemps arabe*), à commencer par la Tunisie et l'Égypte, et plus près de nous la grève étudiante qui entamait au Québec sa 13<sup>e</sup> semaine (Printemps érable!) étaient là pour en attester avec une acuité criante.

Le rôle de l'institution universitaire et l'évolution de la recherche en communication méritent d'être questionnés quant à leur mission sociale et à leurs orientations effectives. Lorsque le Centre de recherche GRICIS a lancé le cycle de séminaire en 2010, il nous apparaissait que l'université, pourtant historiquement l'un des principaux lieux de la contestation sociale, s'avérait plutôt en décalage avec cette mouvance, au sein des études en communication comme dans d'autres disciplines des sciences humaines et sociales. Nous nous sommes alors demandé si ce constat ne tendait pas à confirmer le « naufrage de l'université » pensé par le sociologue et philosophe Michel Freitag, tant celle-ci semblait dorénavant être au service du capitalisme globalisé et reléguer au second plan sa mission sociale classique d'éducation et d'accessibilité des études pour tous les citoyens. D'ailleurs, l'université ne fonctionne-t-elle pas de plus en plus sur le modèle même de l'entreprise privée ? Quelle est dès lors la place réelle de la recherche et quel est devrait-être le rôle de la critique, quelles que soient ses déclinaisons ? Malgré une tendance très nette vers une plus grande professionnalisation des formations universitaires en vue de l'acquisition par les étudiantes et les étudiants d'habiletés techniques, il ne faut néanmoins pas méconnaître qu'au cours des dernières années, les appels à publications et à communications portant sur la critique et la communication ont été plus fréquents que par le passé. Très souvent, le contexte politique, social, culturel et peut-être surtout économique – on pense à la crise économique de 2008 dont les conséquences continuent à se faire sentir – a été mis en avant afin de justifier l'importance de cette réflexion.

Le colloque *Où en est la critique en communication ?* a été l'occasion de discuter de ces enjeux et d'interroger la dimension polysémique du terme « critique » puisqu'on parle de pensée critique, de démarche critique, de perspective critique, de théorie critique, de position critique, d'épistémologie critique, d'approches critiques, etc. Les deux espaces théoriques auxquels ont

peut rapporter la majorité des prises de position contenues dans ces actes sont, d'une part, la perspective marxienne qui met l'accent sur les rapports de domination et mobilise des catégories telles que le conflit, la domination ou l'émancipation et, d'autre part, la critique kantienne davantage soucieuse de penser les conditions de possibilité de la production scientifique et la « sortie de la minorité », c'est-à-dire l'émancipation.

Dans cette introduction, nous proposons de distinguer quatre façons de penser la relation entre critique et communication, cette cartographie sommaire recoupant en plusieurs points les deux approches classiques de la critique qui viennent d'être évoquées. Cette partition ainsi dessinée à grands traits sera ensuite mise à contribution pour organiser le plan des 25 contributions rassemblées ici.

Premièrement, il importe de considérer que penser de façon critique consiste à user de la raison et ce, même si, dans les faits, raison et passion sont souvent étroitement liées dans nos métiers. Pratiquer la raison (car il s'agit bien d'une *praxis*), c'est s'interroger sur la réalité en considérant que nous n'y avons pas un accès aisé. Il s'agit donc de prendre du recul par rapport à ses propres convictions et émotions, de préférer la réalité, même difficile ou complexe à appréhender, à des illusions confortables ou à des simplifications abusives. On retrouve ici la proposition qui consiste à mettre en évidence la réalité des choses derrière leurs apparences avec laquelle la pensée postmoderne a tant de mal à s'accommoder. Il s'agit alors tout à fois de prendre les sujets/acteurs au sérieux, mais aussi d'assumer le fait que le rôle du chercheur, de la chercheuse, demeure central dans la compréhension du monde. Observer et analyser, mais aussi interpréter, commenter, aller au-delà de qui nous paraît évident.

Deuxièmement, adopter une posture critique peut aussi consister à accorder une place centrale dans nos travaux à des notions telles que les inégalités, les rapports d'exploitation ou de domination, les notions de conflit, de pouvoir, d'émancipation, de changement social ou de coopération. Il devient dès lors nécessaire de mobiliser ces concepts en les replaçant dans leur contexte d'analyse socio-historique et en privilégiant une démarche dialectique liant par exemple les notions apparemment contradictoires d'aliénation et d'émancipation, de conflits et de coopération, de continuité et d'émergence, de temps court et de temps long, etc.

Troisièmement, penser de façon critique peut également consister à porter un regard synoptique sur nos sociétés et au-delà sur le monde. Adopter un tel point de vue revient à récuser une vision par trop fragmentaire de la production de connaissances sur le social et par conséquent à éviter l'écueil de l'hyperspécialisation. Celle-ci est dans une certaine mesure nécessaire pour approfondir les connaissances mais constitue également un vrai danger en faisant souvent des chercheurs des experts – c'est d'ailleurs le terme que l'université utilise pour nous vendre auprès des journalistes, relationnistes et autres professionnels des communications – incapables de porter un avis en dehors de leur champ spécifique de compétences. Cela interdit quasiment *de facto* toute adoption éventuelle d'une posture critique, puisque celle-ci ne peut se passer d'une analyse un tant soit peu globale du monde dans lequel nous vivons.

Cela dit, ces trois façons d'aborder la question de la critique doivent tenir compte d'une quatrième pratique qui leur est indissolublement reliée, celle de la pratique systématique de la réflexivité du chercheur sur son propre travail et sur sa démarche, Bourdieu aurait dit interroger sa *libido sciendi*. C'est la seule façon de distinguer une pensée critique d'une pensée dogmatique qui, au contraire, vise à remplacer les dogmes et les mythes par d'autres dogmes et mythes. Et, là

encore, la réflexivité est une condition nécessaire mais non suffisante pour fonder une véritable démarche critique, puisqu'en se restreignant à cette seule sphère réflexive, elle ne saurait être complète car l'engagement avec le réel et ses « rugosités » lui ferait défaut.

Il s'agit ensuite de décliner ces propositions qui demeurent valables pour les sciences sociales dans leur ensemble à l'univers communicationnel. Dès lors, il faut se poser la question du statut de la communication. La question institutionnelle de la communication comme discipline dont le statut est mouvant (études, objet de recherche, carrefour de problématiques, discipline, voire interdiscipline, etc.) doit à cet effet être distinguée de la centralité du phénomène communicationnel dans les sociétés contemporaines. Est-elle dès lors à considérer comme un lubrifiant avant tout au service des intérêts dominants ? C'est-à-dire, comme un instrument de consolidation de l'hégémonie, auquel cas les chercheurs en communication risqueraient de jouer le rôle d'intellectuels organiques de l'ordre dominant théorisé par Gramsci ? Ou la communication, quels que soient ses artefacts, est-elle d'abord un outil – mais n'est-elle qu'un outil ? – favorisant les pratiques émancipatrices comme nous invitent à le croire les sociologues des usages et les promoteurs de l'appropriation ? Pour échapper à cette opposition binaire et stérile, il nous semble plus utile de questionner la mesure dans laquelle la communication moderne, technologiquement médiatisée, est tributaire des *dispositifs* et des *agencements* qui la soutiennent et la rendent possible. Ce sont là quelques-unes des questions abordées par les auteurs des 25 articles ici rassemblés et qui, comme on pouvait s'y attendre, tout en s'intéressant parfois à des objets inédits, font appel à des auteurs classiques des sciences sociales (Marx, Foucault, Bourdieu, Habermas, etc.) ou spécifiques au champ de la communication, tant pour montrer leurs limites que pour vanter leur pertinence actuelle pour un projet critique. Au niveau conceptuel également, des construits théoriques tels que la réification, la dialectique, l'espace

public, l'émancipation, l'aliénation, la réflexivité ou l'engagement sont récurrents, en toute cohérence avec l'évocation des théoriciens qui les ont forgés.

Les présents actes sont organisés en quatre parties, en fonction des quatre déclinaisons critiques identifiées plus haut.

### **Première partie : Approches critiques, objectivité et rationalité**

Le texte d'**Agoston Faber** entre en dialogue avec celui de Loïc Ballarini quand il soutient que ce qui relève de la communication pour Habermas constitue de la domination pour Bourdieu. C'est en effet la critique que Ballarini adresse à Habermas qui se trouve ainsi reprise et mise au crédit de Bourdieu dont la *sociologie critique* entre en dialogue avec la *sociologie de la critique* de Boltanski. Ce faisant, Faber retrace les parentés théoriques et épistémologiques ainsi que les allers et retours de Boltanski par rapport au mentor que fut pour lui Bourdieu. La contribution, rédigée dans un langage clair et concis, évoque deux formes prises par la critique sociale contemporaine française et parvient à les faire dialoguer de manière heureuse en montrant leurs convergences et leurs apories respectives.

**Loïc Ballarini** s'attache à effectuer une critique argumentée de la notion d'espace public et montre comment, à partir d'une perspective descriptive, le philosophe en est arrivé à développer une approche normative autour de la notion de déclin de l'espace public. Le texte montre que cette perspective du déclin ou de la dégénérescence de l'espace public est corrélative de l'avènement des communications de masse. Dans sa tentative de revisiter l'un des travaux classiques des sciences de la communication, l'auteur interroge un des canons de la théorie

critique dans notre discipline. On y retrouve une approche nuancée qui montre à la fois les convergences et les différences entre l'approche habermassienne et celle de ses aînés de l'École de Francfort. Proches par leur critique d'Habermas, les textes de Ballarini et Kane sont épistémologiquement irréconciliables en ce que le premier reproche à Habermas d'avoir emprunté la pente glissante d'une perspective idéale/normative contradictoire avec la recherche scientifique, tandis que Kane considère pour sa part que la normativité est consubstantielle à la recherche et tente d'explicitier celle de Habermas dans sa *Théorie de l'agir communicationnel*.

**Renaud Carbasse** effectue ici une analyse de la pratique professionnelle des journalistes indépendants, pratique qu'il qualifie comme relevant « de la marge ». S'inscrivant résolument dans le champ de l'économie politique de la communication, et plus spécifiquement dans son versant critique, il mobilise un cadre conceptuel bourdieusien pour rendre compte des permanences et des innovations dans le champ journalistique caractérisé par un « habitus professionnel » spécifique. Sa perspective critique se ressource également aux *Cultural studies*, lui permettant ainsi de complexifier le cadre analytique en vue d'échapper au risque de déterminisme monocausal dans lequel maintes recherches antérieures sont tombées.

**Dominique Carré** s'attelle à analyser la recherche critique en communication à partir d'un manque : l'absence de prise en compte par la recherche de la dimension environnementale des techniques numériques d'info-communication. Procédant à une auto-analyse de sa production scientifique, il aboutit à la conclusion que l'« habitus scientifique » (en cela, il fait référence à Bourdieu comme Carbasse qui, pour sa part, parle d'« habitus professionnel » concernant le champ journalistique) de la recherche critique en communication ne favorise pas la prise en compte des incidences environnementales des technologies, incidences sur lesquelles il fournit

des statistiques en termes de pollution et de consommation d'énergie. Il identifie plus précisément sept facteurs qui déterminent à ses yeux la négligence de la dimension environnementale dont la prise en compte constitue à ses yeux un chantier de première importance pour la recherche critique en communication.

**Oumar Kane** revisite dans sa contribution l'épistémologie de la critique en invoquant des auteurs comme Thompson, Mannheim et Foucault. L'appareillage critique ainsi dégagé est ensuite mobilisé pour adresser une critique à une certaine théorie critique exemplifiée par le Jürgen Habermas de la *Théorie de l'agir communicationnel* dont la production scientifique est ainsi historicisée. Élargissant la critique adressée à Habermas par les théoriciennes féministes, l'auteur évoque un nécessaire décentrement épistémique, une *parallaxe* qui se ressource à l'œuvre de Kant comme condition d'une approche authentiquement critique des espaces non occidentaux. Le travail actuel de théoriciens des Suds qui occupent ce terrain est ensuite esquissé comme alternative aux apories de la théorie critique philosophique et communicationnelle classique.

**Gaëtan Tremblay** commence d'emblée son article en précisant que la recherche en économie politique de la communication a emprunté quatre avenues pour construire la « mise à distance » nécessaire dans toute démarche critique : l'approche est *historicisante, contextualisante, comparative* et *interdisciplinaire*. Il précise que, pour ce faire, il n'est nul besoin de construire la créativité (poétique ou humoristique) comme l'envers de la critique ainsi que d'aucuns le soutiennent dans les sciences sociales et humaines. Au niveau méthodologique également, il identifie certaines pistes et montre ce qui à ses yeux fait la spécificité de la recherche critique en communication car « le nœud de la différence ne réside pas tant dans l'appareillage

méthodologique que dans l'élaboration de problématiques qui remettent en cause les rapports de pouvoir ». Dès lors, le recours exclusif aux méthodes qualitatives ne saurait aucunement garantir la portée critique de la recherche menée en communication selon l'auteur. Évoquant ses collaborations et les recherches dans lesquelles il s'est impliqué, Tremblay évoque la « critique enracinée » dans laquelle il inscrit ses recherches menées avec Bernard Miège et Pierre Mœglin, et précise qu'elle constitue un moyen d'échapper conjointement aux analyses circonscrites à des terrains trop limités et à celles qui sont exagérément surplombantes et dès lors inaptes à saisir la vérité des phénomènes tels qu'ils se passent de manière concrète. La contribution se termine sur un appel à privilégier dans la recherche critique en communication une perspective dialectique des phénomènes analysés, et enfin par une évocation des relations entre humour et sens critique.

## **Deuxième partie : Démarche critique, émancipation, exploitation et conflits**

**Aimé-Jules Bizimana** tente un exercice qui peut sembler *a priori* ardu : appliquer aux relations journalistes-armées une grille d'analyse foucauldienne. Sur pièce, c'est un exercice parfaitement réussi en raison de la portée large de la définition que Foucault a donnée du dispositif. Le passage de la *société de discipline* à la *société de contrôle* sert de prétexte à l'auteur pour convoquer les travaux de Deleuze et ainsi rendre compte des ruptures constatées dans les relations entre les acteurs dans les situations de guerre au fil de l'histoire. Mariant une analyse historique à une approche critique, Bizimana est très foucauldien en ce qu'il propose de revoir l'historiographie des relations armées-médias à la lueur de systèmes de relations spécifiques à des périodes données. Ce faisant, il accorde du crédit au projet de Foucault de déterminer des instances de régulations macrosociales qui permettent de rendre compte des relations de pouvoir dans des conjonctures spécifiques.

**Mohamed Elhaou** propose dans sa contribution une analyse de l'entreprise *Téléperformance Tunisie* dont il déconstruit la logique managériale. Bien que son propos ne s'inscrive pas explicitement dans une perspective critique, le concept de *communicationnisme* développé par l'auteur met au jour l'aliénation au travail dont les téléopérateurs sont victimes. À travers l'analyse des notions de *technologisation*, de *rationalisation* et de *rhétorisation*, Elhaou parvient à mettre en lumière, avec des exemples précis à l'appui, la manière dont les travailleurs sont dépouillés de leur autonomie et soumis à une logique organisationnelle qui est aux antipodes du discours autopromoteur de l'entreprise. Cette étude de cas entre en résonance avec la contribution de Bonneville pour ce qui est de l'organisation qui en constitue le terrain d'étude.

**Évariste Dakouré** offre ici une lecture critique à la fois de la gouvernance internationale des TIC, de l'e-gouvernance dans les pays africains et de l'instrumentalisation qui est faite de la fracture numérique pour renforcer les dynamiques capitalistes à l'œuvre en Afrique comme ailleurs dans le monde. Mobilisant des auteurs critiques autant des dynamiques du capitalisme avancé que des rapports inégalitaires à l'œuvre sur le continent africain, l'auteur dresse une cartographie sommaire mais assez précise de certains enjeux structurants qui s'inscrivent dans la recherche en communication et développement. Le texte de Dakouré entre ainsi en résonance avec celui d'Agbobli à la différence que ce dernier tente de dresser un bilan, tandis que Dakouré analyse dans une perspective synchronique et critique l'état des enjeux actuels.

**Marc-Olivier Goyette-Côté** se pose la question suivante : à quelle logique répond l'activité des usagers sur les plateformes participatives ? Dans sa contribution, l'auteur considère que la seule analyse de l'activité des internautes sous le registre de la participation, fût-elle citoyenne, est trop restrictive et ne rend pas assez bien compte de la profondeur de ce qui se joue. Pour analyser le

phénomène de manière adéquate, il s'inscrit dans le cadre d'une *économie politique* qui lui permet de replacer ces usages circonscrits dans le cadre plus large des mutations du capitalisme contemporain. La mise à contribution du consommateur dans le processus de valorisation, dont rend compte le terme *prosumer*, est une modalité centrale de ce phénomène. En le mettant en relation avec le *crowdsourcing*, Goyette-Côté parvient à rendre compte de manière critique du phénomène à l'étude en articulant l'analyse des dynamiques économiques sous-jacentes et les usages circonscrits et observables des internautes sur les plateformes dites participatives.

**Vincent Petitot**, dans son article intitulé *Malaise dans la communication*, analyse la communication organisationnelle sous le prisme du management et reconstruit cette dernière comme une instance idéologique dotée d'effets performatifs sur l'organisation et les individus. La communication technicisée ainsi produite opèrerait sur le double registre langagier (accumulation d'impératifs) et iconique (accumulation de spectacles), les deux analysables comme une forme de « législation silencieuse ». Bien que construit principalement autour des mécanismes de création de l'assentiment, l'article évoque également une dynamique de séduction, référant pour ce faire à l'anatomo-politique foucauldienne également proposée par Klein et Martin.

**Karine Poirier** et **Sylvain Quidot** prennent prétexte des études consacrées à la fracture numérique pour tenter d'en montrer les incohérences sur les plans théorique et méthodologique. S'en prenant au déterminisme technique, ils postulent pour leur part que les pratiques des TIC subissent des formes d'inégalités sociales qui dépassent le strict cadre de la technologie. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les usages mobilisés par les « personnes à faible littératie » qui sont leurs enquêtés. Les deux chercheurs prennent également leurs distances à l'égard d'une méthodologie quantitative qui ne leur semble pas adaptée pour saisir la logique des

pratiques de ces personnes, malgré les pressions institutionnelles pour une reproduction de cette approche dans le cadre de l'étude qu'ils ont menée. Finalement, ils font la promotion d'une *écologie numérique* comme cadre de recherche didactique dont ils revendiquent la portée critique.

Jacques Rancière développe à certains égards l'approche la plus radicalement anti-bourdieusienne qu'on puisse concevoir. Comme le résume **Julien Rueff**, quand Bourdieu défend l'idée « d'une domination fondée sur la méconnaissance, c'est-à-dire l'idée que les dominés restent prisonniers de la domination en raison de leur ignorance des mécanismes de la domination », Rancière milite à l'opposé pour une « égalité des intelligences », dont le corollaire est la négation d'une position surplombante et « connaissante », fût-elle celle que s'attribue le chercheur critique. Rueff mobilise la tripartition de Rancière entre *la politique*, *la police* et *le politique* pour justifier une ouverture critique, qui relèverait de l'émancipation des « sans-titre », et dont *la politique* permettrait de rendre compte. Appliquant le cadre théorique du philosophe à l'Internet, l'auteur manifeste cependant une certaine réticence à suivre jusqu'au bout Rancière et à considérer les pratiques en ligne comme parfaitement égalitaires. Tout en tenant compte des différentes formes d'inégalités, il propose *in fine* de penser jusqu'au bout la vérité des rapports horizontaux, c'est-à-dire leur stricte *égalité*.

### **Troisième partie : Perspectives critiques, dynamiques globales et approche holistique**

**Christian Agbobli** tente de faire le bilan de la communication pour le développement. Face à ce chantier difficile et extrêmement ambitieux, il propose une cartographie sommaire de la recherche telle qu'elle s'est développée pendant ces cinquante dernières années. Sans prétendre

aucunement à l'exhaustivité, son article permet, à travers une revue des travaux de plusieurs auteurs, de mettre en perspective les enjeux liés à la recherche en « communication et développement », syntagme d'une apparition relativement récente dont la généalogie est retracée et l'histoire esquissée à grands traits. L'auteur termine en précisant les limites des recherches menées dans ce sous-champ de la communication.

**Luc Bonneville** rend compte d'une recherche en cours dans laquelle il analyse les implications de l'utilisation des technologies d'information et de communication sur la notion de travail et sur les travailleurs dans le système de santé. S'intéressant à un hôpital situé dans l'est de l'Ontario, il a interrogé des infirmières « hyper débordées », dont le stress est en relation avec leur connexion à leur travail par le biais des TIC. En replaçant son analyse dans le cadre plus vaste des changements structurels liés au capitalisme contemporain, Bonneville se donne le moyen de proposer une sociologie du travail qui se situe dans une perspective résolument critique.

Dans leur contribution, **Reisa Klein** et **Michèle Martin** prennent pour objet la notion de *beauté* dans le secteur agroalimentaire. Plus précisément, elles proposent une analyse centrée sur les fruits et légumes et leur construction commerciale en lien avec le *beau* dans toute la chaîne de valeur de l'industrie, de la production à la consommation en passant par la distribution. En établissant un parallèle inattendu entre, d'une part, les fruits et légumes et, d'autre part, l'image de la femme comme conjointement soumis à la tyrannie du *beau*, les deux auteures soutiennent qu'une dynamique de fond traverse de part en part les sociétés contemporaines et que la catégorie du beau, négligée par la recherche, permet d'en rendre compte avec pertinence.

**Christophe Magis**, tout en pointant certaines lacunes de la recherche en économie politique de la communication qui aurait négligé la question des contenus au profit d'approches socioéconomiques quasi hégémoniques, propose cependant une contribution articulée autour des logiques d'acteurs. Ce faisant, il met l'accent sur la manière dont lesdites logiques sont moins structurées par le haut que par le bas, c'est-à-dire en fonction des enjeux liés au contenu des produits et à laquelle une analyse esthétique peut contribuer de manière importante. Prenant comme objet la musique de publicité qui obéirait à une logique de « démarque », l'auteur parvient à montrer que ce processus parvient à structurer de manière importante le positionnement des acteurs et la manière dont s'effectue leur création de valeur ajoutée en fonction d'une des quatre typologies dégagées. Cette analyse est pensée comme un plaidoyer en vue d'une prise en compte accrue par l'économie politique de la communication de la dimension esthétique des produits culturels.

**Maxime Ouellet** tente dans sa contribution de dépasser les apories de l'économie politique de la communication et des *Cultural studies*, toutes deux considérées comme inaptes dans leur orientation actuelle à rendre compte des dynamiques propres à la *praxis* dans le cadre du capitalisme contemporain. À travers une revalorisation des médiations, il propose de dépasser les clivages entre les approches objectivantes et trop surplombantes de l'économie politique de la communication et celles à ses yeux exagérément subjectivistes et situées des *Cultural studies*. Il tente ainsi de tracer les linéaments d'une *économie politique culturelle* qui semble entrer en dialogue avec le projet de Magis de compléter l'économie politique par une analyse esthétique des formes culturelles.

**Serge Proulx** inscrit sa contribution dans le cadre plus vaste d'un programme de recherche destiné à « caractériser les transformations de la pensée critique en communication à travers le prisme des mutations du capitalisme contemporain ». Pour mener à bien ce vaste projet, il commence ici par s'intéresser aux travaux d'André Gorz dont la trajectoire intellectuelle a oscillé tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, du panorama des interprétations des logiques sous-jacentes de la dynamique du capitalisme contemporain. Proulx s'intéresse ici notamment à la spécificité du travail dit *immatériel* dont l'acteur est celui-là même que Goyette-Côté a saisi sous la figure du *prosumer* et qui est également qualifié de *producer* dans la littérature. Proulx est cependant attentif à rendre état du processus dialectique, qu'il qualifie d'*oscillation* entre les horizons de l'émancipation et de l'aliénation.

Aux deux formes classiques que sont la critique épistémologique et la critique éthique, **Guillaume Sirois** propose d'ajouter la critique artistique qui s'appliquerait aux œuvres d'art et donc au jugement esthétique dont il regrette l'absence dans les travaux de recherche en communication. Évoquant la conception « en feuilleté » de l'étude des arts théorisée par Garcia Canclini, il souhaite arrimer plus fermement la critique sociale et la critique artistique. Resserrant son cadre d'analyse autour de la production artistique (et non culturelle) dans le cadre de la globalisation, Sirois déplore le fait que l'économie politique de la communication n'a « rien à dire sur le contenu des œuvres », délaissant ainsi ce champ à la critique littéraire. Son argument est que le processus de globalisation devrait justement amener la critique à revoir ses catégories et à élargir ses champs d'investigation en raison de la dynamique globalisante qui caractérise les sociétés contemporaines. Cela signifie *in fine* penser conjointement à la suite de Foucault le conflit et la signification, ce qui revient à articuler *Cultural Studies* et économie politique ou critique sociale et critique artistique.

#### **Quatrième partie : Théorie critique, science et réflexivité**

**Nathalie Boucher-Petrovic**, dans sa contribution qui reprend pour l'essentiel les résultats de sa thèse, analyse le champ de l'éducation populaire à partir d'une interrogation conjointement communicationnelle et critique. Commençant par fonder la pertinence de sa recherche sur l'absence de travaux spécifiquement centrés sur l'analyse des liens entre éducation populaire et communication, elle plaide notamment pour une approche critique qui relie les trois dimensions de l'analyse (micro, méso et macro) afin d'avoir une bonne intelligence de l'éducation populaire à la fois dans une perspective synchronique et diachronique. Comme pour Francoeur, la dimension de l'engagement fait pour Boucher-Petrovic l'objet d'une attention particulière qu'elle considère comme indissociable de tout travail à prétention critique.

**Chantal Francoeur** développe ici une analyse auto-réflexive de sa recherche doctorale en questionnant sa position de chercheure. Sa réflexion, qui n'a nulle prétention à la généralisabilité, lui permet de gagner en profondeur en se posant la question suivante : Peut-on être à la fois journaliste, chercheure critique sur le journalisme et militant pro Radio-Canada ? Sa réponse, affirmative, lui fait poser trois conditions : transparence, subjectivation et auto-critique sont conjointement nécessaires pour tenir ce pari hautement hypothétique. Analysant avec lucidité son positionnement et les contraintes qui pèsent sur sa production discursive, elle développe un cadre conceptuel foucauldien qui articule savoir et pouvoir, de manière à se doter des instruments critiques qui seront appliqués à la fois à son objet d'étude et à son propre travail.

Dans un texte de nature épistémologique, **Jean-Guy Lacroix** s'interroge sur les relations au niveau le plus fondamental entre la critique et l'épistémologie. Il commence par montrer que des

obstacles à la construction d'un savoir valide existent à la fois pour le sens commun et pour l'activité scientifique. Il parle de la notion comme d'un « concret pensé » et de la conception comme « totalité pensée » pour rendre compte de ces deux écueils majeurs. Les analyses de Bourdieu sont mises à contribution pour penser la spécificité de l'activité scientifique comme *praxis*, notamment dans les sciences humaines et sociales. Soutenant que la critique doit entretenir une relation de nature dialectique avec l'épistémologie, Lacroix s'attelle ensuite à mener une critique, au sens marxien du terme, des dynamiques sociétales contemporaines et de l'instrumentalisation idéologique autant de la communication comme discipline que des instruments et outils de communication qui se présentent sous des dehors émancipateurs malgré leur rôle d'aliénation effectif.

**Luiz C. Martino**, dans un texte qui interroge les fondements de la critique, montre que Kant est l'auteur qui a forgé le syntagme *pensée critique*, dans le sillage duquel Max Horkheimer et ses collègues inscriront au XXe siècle la théorie critique et l'opposeront à la *théorie traditionnelle*. Il effectue une critique argumentée des approches technophobes, notamment celles d'Habermas (pour sa définition exagérément large de la technique) et de Raymond Williams (pour sa réduction de la technique à la culture). Innis et l'école de Toronto sont crédités d'une approche non-marxiste plus pertinente pour analyser les technologies comme moyens de communication dans une perspective critique. La pertinence de l'approche innisienne consisterait dans le fait de mettre au centre de l'analyse de la modernité le rôle des technologies de communication dans le social, ce qui constituerait une innovation à rebours des théorisations critiques inspirées du kantisme et qui posent *a priori* la question de l'émancipation du sujet face à une autorité. En définitive, il s'agit de penser notre modernité à partir des moyens de communication que sont les

médias, ce qui permettrait en dernière instance de fonder épistémologiquement les sciences de la communication.

Enfin, **Michel Sénécals**, dans sa contribution, s'attelle à revisiter les travaux d'auteurs qui se sont intéressés à l'épistémologie des sciences sociales. Il montre que la sociologie critique qui, dans le droit fil d'une certaine tradition marxienne, cherche à intervenir sur le monde social pour le modifier, peut être opposée à la sociologie dite « critique », dont la visée se limite à une portée évaluative. À ces deux postures, Sénécals rappelle que De Munck ajoute une troisième qui consiste à identifier les mal-fonctionnements, ce qui constitue une étape intermédiaire entre les deux approches précédemment décrites. Dès lors, les trois fonctions assignées à la recherche critique dans les sciences sociales sont d'être tour à tour *explicatives*, *normatives* et *pratiques*. Sénécals poursuit en évoquant la nécessaire prise en compte de la *praxis* et des conduites émancipatoires comme catégories centrales de l'analyse critique. Enfin comme nombre d'autres contributions rassemblées dans ce volume, Sénécals rappelle la nécessaire dimension autoréflexive consubstantielle à toute sociologie critique, en appelant à un niveau méta qui seul peut permettre au chercheur d'objectiver sa pratique.

Vous voilà sur le point de passer à la lecture des textes. Nous vous souhaitons d'apprécier ce moment tout en renouvelant pour notre part nos remerciements à l'ensemble des contributrices et des contributeurs pour le travail effectué.

## **Première partie :**

### **Approches critiques, objectivité et rationalité**

# **Les fondements de la critique sociale chez Pierre Bourdieu et Luc Boltanski**

**Agoston Faber**

Dans cette contribution, je souhaite présenter, sous forme synthétique, deux pensées sociologiques dont la mise en parallèle pourrait nous aider à apporter des éléments de réponse à la question suivante : quelles sont les conditions d'existence d'une critique sociale efficace ? En m'appuyant sur les écrits de deux sociologues reconnus, Pierre Bourdieu et Luc Boltanski, je souhaite contribuer à la compréhension des fondements épistémologiques et scientifiques des voix critiques prenant pour cible en général les tendances sociales identifiées comme négatives et, plus spécifiquement, le capitalisme néo-libéral chez Bourdieu (1998) ou le nouvel esprit du capitalisme chez Boltanski et Chiapello (1999).

## **1. Critique sociale et sociologie critique**

Exactement dix ans après la disparition de Pierre Bourdieu, sa pensée sociologique ne cesse d'alimenter des débats portant sur des questions essentielles pour les sciences sociales. Depuis sa mort, les participants aux colloques organisés en hommage au sociologue peut-être le plus connu du monde – et également le plus influant du monde sociologique - s'interrogent constamment, non seulement sur l'existence, mais également sur les conditions d'existence d'une sociologie après Bourdieu. Même aujourd'hui, sa pensée sociologique reste incontournable pour les réflexions tant scientifiques que politiques et ceci n'est pas indépendant de son potentiel critique.

Analyse scientifique et critique sociale allaient de pair chez Bourdieu, qui faisait souvent référence à la fameuse constatation de Gaston Bachelard selon laquelle « il n'y a de science que du caché » (cité dans Bourdieu et Wacquant, 1992, p. 168). Ce constat reflète sous une forme très condensée l'attitude bourdieusienne vis-à-vis du monde social : la tâche, voire la mission du sociologue, ne serait autre que de dévoiler les mécanismes qui sous-tendent les transformations et, surtout, la conservation des rapports d'une société donnée et que les membres des classes dominantes (ou les fractions dominantes de tel ou tel champ social) ont toutes les raisons de maintenir cachées.

La formulation empruntée à Bachelard suggère qu'activité scientifique et activité politique sont en fin de compte les deux faces d'une même médaille : en rendant visibles les tendances et les mécanismes cachés dans la société, le sociologue ne peut pas ne pas se mêler des jeux de pouvoirs. Son activité scientifique, aussi autonome qu'elle soit, risque à tout moment d'affecter les rapports de force dans les microcosmes de la vie sociale, en dehors de celui de la science. La vérité scientifique – ou ce qu'on pense qu'elle est, ce qui, dans la science, revient au même – joue un rôle primordial dans la vie sociale. En ce sens, chez Bourdieu, c'est la politique de la vérité qui engendre la vérité sur le politique.

Cette attitude bourdieusienne de toujours s'intéresser aux questions sociales les plus brûlantes est mise en lumière par Franck Poupeau et Thierry Discepolo (2002) dans la préface écrite à l'ouvrage *Pierre Bourdieu. Interventions 1961-2001. Science sociale et action politique* et publié après la mort du sociologue :

Science sociale et militantisme, loin de s'opposer, peuvent être conçus comme les deux faces d'un même travail d'analyse, de décryptage et de critique de la réalité sociale pour aider à sa transformation. La trajectoire illustrée par les textes qui suivent montre comment la sociologie elle-même se trouve enrichie par l'engagement politique et la réflexion sur les conditions de cet engagement (Poupeau et Discepolo, 2002, p. 8)

Bien sûr, on doit comprendre que même si toute activité scientifique est une activité politique, toute activité politique n'est pas activité scientifique. Bourdieu mettait toujours l'accent sur cette asymétrie entre science et politique. Cela suggère que les sciences (et notamment la sociologie) ont un statut privilégié en ce qui concerne l'identification des problèmes sociaux et en tant que méthode de connaissance. Bien évidemment, il y a des moments où des influences et des volontés non scientifiques interviennent pour perturber le fonctionnement de la méthode scientifique. Cependant, la méthode politique de la connaissance du monde social, si une telle chose existe, est par définition influencée par des préoccupations autres que scientifiques. Ceci n'empêche pas le recours souvent abusif des discours politiques à des slogans à visée scientifique en vue de légitimer leurs objectifs.

La critique sociale bourdieusienne maintient la rupture épistémologique entre savants et acteurs en affirmant de manière quelque peu euphémisée que « les intellectuels et les chercheurs ont un peu plus que la moyenne accès à des vérités sur le monde social » (Bourdieu, 2000, p. 68). En réveillant les acteurs (ou agents, comme les appelle Bourdieu) de leur rêve de fausse conscience, seuls les sociologues - désignés comme « élite épistémologique » par Berger et Zijderveld (2010, p. 57) - peuvent les mobiliser en vue d'une lutte collective contre les rapports de domination et d'injustice et contre les risques d'hétéronomie qui viseraient les champs de production culturelle plus ou moins indépendants. À partir du début des années 90, la critique sociale de Bourdieu devient incontestablement une critique de gauche qui se nourrit à la fois de ses recherches scientifiques et de ses valeurs de gauche.

Les critiques de Bourdieu adressées au régime néo-libéral sont en majeure partie fondées sur sa théorie des champs. Bourdieu et Wacquant (1992, p. 71-90) postulent l'existence de champs sociaux relativement autonomes, qui sont les garants du bon fonctionnement de la société. Une certaine homologie structurelle rapproche ces champs, ces microcosmes sociaux,

les uns des autres : dans chaque champ, il y a les dominants et les dominés, une lutte pour la domination au sein de chacun d'entre eux, des espèces de capital, des règles et des enjeux spécifiques, mais sans que les enjeux, les capitaux, les règles etc. soient les mêmes d'un champ à l'autre. Un champ est autonome si son fonctionnement n'est pas perturbé par des logiques extrinsèques. Or, dans la phase du capitalisme que Bourdieu (1998) appelle « néo-libérale » (dans le sous-titre de son livre *Contre-feux*), c'est justement l'autonomie des champs qui est en danger. Ces tendances hétéronomes vont jusqu'à saper l'autonomie du champ scientifique lui-même, seul capable de sonner le tocsin et d'attirer l'attention sur les dangers. Cela risque d'entraîner un cercle vicieux : si le champ scientifique passe sous la domination de logiques autres que scientifiques, nul ne sera plus en position de protester contre cette domination.

En dehors de ses œuvres scientifiques, les efforts critiques de Bourdieu s'incarnent dans des pamphlets, des articles de journal, des discours éloquents soutenant les grévistes et les plus démunis, des discours d'un « intellectuel collectif » ouvert à la coopération avec d'autres intellectuels reconnus (écrivains, philosophes, artistes, chercheurs, etc.), mais qui a du mal à trouver une langue commune avec ceux au nom de qui il dénonçait les injustices sociales liées à un régime néo-libéral à son apogée. Et ce n'est pas le fait du hasard.

Bourdieu pense en termes d'asymétries de pouvoir. Ce qui est de la communication pour Habermas est pour Bourdieu de la domination. Le monde des échanges exempts de domination, le monde de l'agir communicationnel de Jürgen Habermas (1987) est totalement étranger à sa problématisation. Dans la pensée bourdieusienne, la sphère publique est dominée par le champ journalistique qui est, à son tour, placé sous la domination du champ politique et économique. Or, les acteurs de ces champs ont tendance à agir en fonction de leurs intérêts, liés à la position qu'ils occupent au sein de leurs champs respectifs. Dans le cas où la thématization d'un problème social s'oppose aux intérêts de ceux qui contrôlent la circulation

des idées dans le champ journalistique, ce problème n'aura aucune chance d'être discuté publiquement.

Selon Bourdieu (1996, p. 79-94), la presse, au lieu de devenir porte-parole des « voix civiles », cherche à imposer la logique du champ politico-économique. Ce faisant, au lieu de donner lieu à des tendances libératrices ou émancipatrices, elle sert les intérêts des dominants. Or, dans une telle configuration, seuls les chercheurs et les artistes connus et reconnus sont en situation de rendre publiquement audible les voix étouffées par le rouleau compresseur médiatique.

Comme la mission d'ouvrir les yeux des gens en difficulté incombe aux intellectuels, de nombreux ouvrages de vulgarisation voient le jour dès le milieu des années 90. Bourdieu publie des livres peu volumineux et accessibles à un public plus élargi et moins familier avec le langage et la pensée sociologiques. À cet effet, une maison d'édition est fondée en 1996 sous le nom de *Liber-Raisons d'Agir*. La même année, Bourdieu y publie un ouvrage concis et critique consacré au monde médiatique intitulé *Sur la télévision* et deux petits volumes ayant pour titre *Contre-feux I* et *II* en 1998 et en 2001.

Bourdieu avait donc une attitude méfiante, non seulement à l'égard des journalistes et des politiciens, mais aussi à l'égard des acteurs, ou si on veut appliquer sa terminologie, des agents qui, dans sa vision, sont incapables de s'opposer aux tendances manipulatrices des groupes dominants.

## **2. Critique sociale et sociologie de la critique**

En ce qui concerne les capacités critiques des acteurs sociaux, le sociologue Luc Boltanski part d'une conviction assez différente. Ancien disciple et collaborateur de Pierre Bourdieu, il rompt avec celui-ci au milieu des années 80 et développe sa propre approche sociologique,

opposée en grande partie à certains éléments clés de la conception bourdieusienne, notamment la prééminence du rôle des savants dans l'identification des problèmes sociaux.

Boltanski avait pris au sérieux les propos de Bourdieu à propos des habitants de son village natal : « les gens savent tout », ce que celui-ci, selon Boltanski, avait tendance à oublier. Boltanski élabore une approche sociologique (la *sociologie de la critique*, en opposition avec les « insuffisances » de la sociologie bourdieusienne refoulée dans la catégorie de *sociologie critique*), rejetant la prépondérance de la « fausse conscience » et se fondant sur les capacités critiques des acteurs se manifestant dans des situations de dispute (Boltanski et Thévenot, 1991).

En collaboration avec l'économiste Laurent Thévenot, Boltanski identifie six cités, qui sont considérées comme des ordres, des logiques différentes et incommensurables. Sans entrer dans les détails, la force novatrice de ces cités réside dans la multiplicité des façons d'argumenter, qui jouent un rôle prédominant dans les situations conflictuelles de tous les jours (Boltanski et Thévenot, 1991).

Boltanski et Thévenot (1991) définissent les cités de deux manières : les ordres de grandeur d'une part, et, d'autre part, les différentes formes d'argumentation et de justification des actes sont tous identifiés empiriquement et définis en ayant recours à des textes de philosophie politique. Comme les cités sont ancrées dans l'histoire, elles peuvent tomber en décadence et d'autres peuvent émerger à tout moment. Les six cités identifiées par Boltanski et Thévenot (1991) sont celles qui sont les plus marquantes des années 1980-1990 en France et seront complétées par la cité des projets en 1999 dans *Le nouvel esprit du capitalisme* (Boltanski et Thévenot, 1991), pour être supprimée par Boltanski lui-même (2008, p. 24) quelques années plus tard.

Ce qui importe donc ici, ce n'est pas précisément l'émergence de telle ou telle cité, mais la pluridimensionnalité des argumentations face à la logique constante de domination et d'accumulation des différentes espèces de capital par les agents sociaux. Chez Boltanski, on trouve même des moments dont non seulement la domination est exclue, mais dans lesquels, tout bonnement, même le calcul de la valeur de tel ou tel acteur est suspendu :

L'agapè, pour Boltanski, renvoie à des moments d'insouciance engageant dans un amour singulier débarrassé de tout recours au calcul. C'est un mouvement d'amour singulier vers une personne, qui n'est pas conditionné par une réciprocité, et qui nous éloigne, à certains moments et dans certaines situations, des relations d'intérêts, de calcul et même de mesure (Corcuff, 2005).

Après quinze ans de collaboration avec Bourdieu, Boltanski commence à se distinguer de celui-ci à divers égards. Ces différences du point de vue de Boltanski se résument en quatre éléments.

1. « Bourdieu voit de la domination partout » :

Selon la conviction intime de Boltanski, le sociologue doit être capable de distinguer des situations de domination de celles qui ne sont pas telles. À côté des relations verticales, c'est-à-dire des relations de pouvoir, les relations horizontales, autrement dit de coopération, doivent également être prises en compte (Boltanski, 2009a, p. 41-42). En vue d'une finalité commune, les acteurs coopérant les uns avec les autres sont enclins à « fermer les yeux » sur des problèmes et des conflits mineurs.

2. « Selon Bourdieu, les agents sont aveuglés par leurs propres illusions » :

Selon Boltanski (2009a, p. 42), dans la conception sociologique de Bourdieu, les agents sont très souvent aveuglés par des illusions, une sorte de fausse conscience, que seuls les savants, notamment les sociologues, sont capables de mettre en lumière. Pour sa part, Boltanski (2009a, 46-55) met en avant une conception très différente des acteurs, en affirmant que ceux-ci sont aptes à analyser et à exprimer

leurs problèmes et critiques. Les situations de dispute émergent parce que la violence doit être évitée et qu'un accord entre les participants doit être trouvé.

3. « Une rupture épistémologique sépare le savant et les agents » :

Boltanski reproche à Bourdieu de sous-estimer les capacités critiques des acteurs :

J'avais fait quelques années auparavant un livre sur les cadres, paru en 1982, un sujet sur lequel j'avais travaillé pendant cinq ans, et quand j'allais voir les représentants d'organisations de cadres, le fait qu'ils connaissaient parfois mieux la littérature sociologique sur les cadres (Crozier, Touraine, Bourdieu) que moi-même, m'a étonné. Si on tient compte d'une part de toute la théorie critique de la connaissance qu'avait élaborée l'école de Francfort sur les conditions sociales de la mise en place d'un cadre théorique, et Bourdieu lui-même d'ailleurs, et d'autre part le fait que les produits savants retournaient sous d'autres formes dans le monde social, il devient très difficile de maintenir une séparation radicale entre un chercheur omniscient et un acteur dans l'illusion (Boltanski, 2008, p 14).

4. « La sociologie de Bourdieu est trop déterministe » :

Le déterminisme prétendu de Bourdieu pose problème à Boltanski (2009, p. 44) parce que si les actions sont déterminées par la structure sociale et l'incertitude, les choix sont par conséquent éliminés des interactions et des situations de dilemme. Ainsi, aucune question morale n'a de pertinence ; la critique ou/et l'action deviennent par définition impensables.

Or, dans le cadre de la sociologie pragmatique, ce sont les voix critiques qui se trouvent derrière la dynamique sociale. Boltanski distingue les critiques réalistes des critiques radicales. Tandis que les premières restent dans le cadre défini par telle ou telle cité, les secondes remettent en question l'applicabilité de telle ou telle cité à une situation donnée. Si je dis par exemple que, lors d'un concours, il me semble que ce sont les proches du président du comité qui sont sélectionnés, tandis que les plus méritants et les plus travailleurs sont refusés, je fais une critique réaliste en suggérant que la cité industrielle, qui est censée désigner le cercle des candidats à retenir, est contaminée par d'autres logiques, notamment par celle de

la cité domestique. Par contre, si je constate que la presse, au lieu de s'intéresser à des artistes et des savants, a tendance à s'occuper plutôt de célébrités qui n'ont quasiment rien fait dans la vie, je suggère que ce n'est pas la cité de l'opinion, mais plutôt la cité industrielle, qui devrait définir le *modus operandi* des journaux.

Bien que ces éléments alimentent une pensée sociologique fructueuse, le bilan est moins positif, si on l'envisage sous l'angle de la critique. Au bout de 15 ans de recherche, Boltanski doit avouer l'impossibilité d'asseoir une solide critique sociale, une critique du capitalisme, sur les seules compétences critiques des acteurs (Boltanski et Chiapello, 1999), et cela pour de nombreuses raisons.

Tout d'abord, le problème central de toute critique, notamment celui de la rupture entre les jugements de fait et les jugements de valeur, persiste. Tout ce que Boltanski en fait, c'est qu'il le transpose dans le monde des acteurs de tous les jours sans le résoudre lui-même. Il cherche à alimenter sa propre critique sociale en s'appuyant sur les compétences critiques des simples acteurs, qui, hélas, s'avèrent incapable de dissoudre ce dilemme ultime.

Un deuxième problème est que, selon Boltanski, les acteurs ont tendance à rester réalistes : comme leurs problématisations critiques ne dépassent pas l'horizon de la vie des tous les jours, il serait problématique d'asseoir une critique sociale globale sur leurs compétences critiques liées à des situations très concrètes. Je reprends l'exemple cité par Boltanski : « Le garçon de café va critiquer parce que son collègue a eu trois jours de vacances de plus. Il ne va pas critiquer le fait de ne pas être professeur au Collège de France, parce que ça serait absurde simplement » (Boltanski, 2008, p. 25).

La troisième insuffisance de la sociologie de Boltanski, soulevée par Philippe Corcuff (2011), c'est que l'amplification savante des voix critiques des acteurs de tous les jours contribue à la conservation des rapports sociaux, puisque, comme on vient de le voir, les acteurs sont enclins à rester réalistes. Or, une critique sociale ne peut pas se passer d'un point de vue extérieur,

« utopique », parce que c'est cette perspective qui rend plus facile l'identification des problèmes sociaux existants.

Le quatrième point problématique, c'est le rôle des institutions (les lois, la constitution, le tribunal, la langue, etc.). Comme les institutions ont pour fonction de mettre un terme aux disputes et à l'incertitude et de rendre la réalité sociale plus stable, elles résistent d'office à toute tentative de remise en question.

## **Conclusion**

En guise de conclusion, on peut constater que malgré les efforts d'asseoir la critique sociale sur les compétences linguistiques et critiques des acteurs sociaux, Boltanski est obligé de puiser de nouveau dans la sociologie critique de son ancien maître et d'admettre que les acteurs ont besoin des compétences spécifiques du savant, qui peut seul donner une forme plus systématique et plus amplifiée aux voix critiques face à des entités puissantes, qu'elles revêtent la forme d'une institution (lois, constitution, État), ou bien celle d'un régime économique (capitalisme, socialisme ou autre).

Étant impuissants face à des entités qui les dépassent de loin (société, capitalisme), les acteurs ne peuvent se passer de la contribution du sociologue. Par conséquent, d'une certaine manière, la rupture épistémologique entre savants et non savants doit être maintenue.

Boltanski est actuellement en train de combiner les apports de sa sociologie de la critique avec ceux de la sociologie critique bourdieusienne (Boltanski, 2009a), en vue d'éliminer les points faibles des deux approches. Pour mener cette entreprise à bien (dans une coopération plus ou moins étroite avec Philippe Corcuff (2011), il devra aussi bien puiser dans les traditions de la sociologie compréhensive de Max Weber que dans la sociologie et la philosophie critiques s'inscrivant dans le sillage de Marx, de l'École de Francfort et de Pierre Bourdieu.

## Bibliographie

Berger, P. et Zijderveld, A. (2010). *In Praise of Doubt. How to have Convictions Without Becoming a Fanatic*. New York : Harper Collins.

Boltanski, L. (2008). « A szociológiai bizonytalanság középpontjába a bizonytalanságot kell helyezni » [« Il faut mettre au cœur de la construction sociologique la question d'incertitude »]. *Replika*, 62, 11-37.

Boltanski, L. (2009a). *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*. Paris : Gallimard.

Boltanski, L. (2009b). L'inquiétude sur ce qui est. Pratique, confirmation et critique comme modalités du traitement de l'incertitude sociale. Dans Severi, C. et Bonhomme J. (dir.). *Paroles en Actes, Cahiers d'anthropologie sociale 5* (163-179). Paris : Éditions de l'Herne.

Boltanski, L. et Chiapello, E. (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard.

Boltanski, L. et Thévenot, T. (1991). *De la justification. Les économies de la grandeur*. Paris : Gallimard.

Bourdieu, P. (2000). *Propos sur le champ politique*. Lyon : Presses universitaires de Lyon.

Bourdieu, P. (1998). *Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion néolibérale*. Paris : Raisons d'Agir.

Bourdieu, P. (1996). *Sur la télévision*. Paris : Liber/Raisons d'Agir.

Bourdieu, P. (1984). *Questions de sociologie*. Paris : Les Éditions de Minuit.

Bourdieu, P. et Wacquant, L. (1992). *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*. Paris : Seuil.

Corcuff, P. (2011). *Style de théorie, statut de la critique et approche des institutions*, CRIDIS, working paper no. 28. Repéré à [www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/cr-cridis/documents/\\_WP\\_28\\_Philippe\\_Corcuff.pdf](http://www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/cr-cridis/documents/_WP_28_Philippe_Corcuff.pdf)

Corcuff, P. (2005). *Figures de l'individualité, de Marx aux sociologies contemporaines*, EspacesTemps.net, Textuel, 12 juillet 2005 Entre éclairages scientifiques et anthropologies philosophiques. Repéré à : <http://espacestemp.net/document1390.html>

Habermas, J. (1987). *Théorie de l'agir communicationnel*. Paris : Fayard.

Poupeau, F. et Discepolo, T. (2002). *Pierre Bourdieu. Interventions 1961-2001. Science sociale et action politique*. Marseille : Agone.

## **« Espace public » et recherche critique : pourquoi se méfier d'un concept passe-partout**

**Loïc Ballarini**

Le concept d'espace public connaît un succès paradoxal. Fréquemment évoqué dans des articles ou dans l'introduction d'ouvrages, il n'est quasiment jamais mis en œuvre en tant qu'élément d'un cadre théorique destiné à l'élucidation d'une problématique. Il est en fait devenu d'usage si courant qu'il semble fonctionner comme un acquis de la pensée, désignant un invariant dont la définition serait partagée par tous, sans pour autant être utile dans la conduite d'une recherche. Dans une perspective de recherche critique en communication, ce paradoxe soulève des questions qui sont de nature à remettre en cause le modèle hérité de Jürgen Habermas.

Publié initialement en 1962 en Allemagne, *L'Espace public* (Habermas, 1993) a suscité maints écrits et débats, faisant le succès d'un concept qui a rapidement essaimé hors du champ scientifique. Les milieux politique et médiatique ont notamment été séduits par une vision qui, en considérant l'espace public comme le lieu où les idées circulent afin de construire une opinion publique, les conforte comme seules instances légitimes du débat démocratique. Mais alors qu'elle devrait justement entraîner la prudence des chercheurs, cette réception simplifiée semble au contraire s'imposer à nombre d'entre eux. Dans l'immense majorité des cas où il est mentionné, le concept d'espace public n'est en effet jamais accompagné d'une définition, tout au plus d'une référence à l'ouvrage fondateur d'Habermas (1993). Ce faisant, les auteurs acceptent implicitement le cadre posé par Habermas, en négligeant les implications de celui-ci pour leurs

recherches. Issu de mon travail de thèse, cet article vise à analyser les implications profondes de la conception habermassienne de l'espace public. En dépassant les critiques habituellement formulées à son encontre, il entend montrer en quoi cette conception peut être néfaste pour les recherches en communication, avant de suggérer quelques pistes pour y remédier.

## **1. Les deux visages de l'espace public**

Qu'est-ce que l'espace public ? À cette question, Habermas (1993) n'apporte pas une réponse, mais deux. Deux définitions successives à la portée bien différente : la première répond à une démarche scientifique, quand la seconde glisse vers le jugement moral.

### **1.1 « Une catégorie caractérisant une époque déterminée »**

Habermas considère la sphère publique comme un principe structurant l'ordre politique. Quelle que soit l'époque à laquelle on s'intéresse, les définitions respectives et les relations entre les domaines privé et public déterminent la manière de faire de la politique et, plus largement, le fonctionnement de la société. C'est le cas de la cité grecque, dont la vie s'articule autour de l'opposition nette entre l'*oikos*, le domicile et les affaires économiques, et la *polis*, l'assemblée des citoyens égaux où sont discutées les questions communes. C'est également le cas de la « sphère publique structurée par la représentation » (Habermas, 1987) qui était le modèle du Moyen-Âge. C'est enfin le cas de la « sphère publique bourgeoise » qui caractérise l'Europe du XVIII<sup>e</sup> siècle et à laquelle Habermas s'intéresse plus particulièrement.

Si nous parvenions à comprendre l'histoire et les structures du complexe que nous embrassons de nos jours assez confusément sous l'intitulé « espace public », nous serions alors en droit d'espérer à travers une telle démarche, outre un éclaircissement de ce concept du point de vue sociologique, que l'une des catégories centrales de notre propre société nous en livre la compréhension systématique (Habermas, 1993, p. 17-18).

L'ambition d'Habermas est donc grande, peut-être démesurée : l'étude de l'espace public doit conduire à la « compréhension systématique » (*ibid.*) de la société. Élaborer un tel concept suppose qu'il soit à la fois suffisamment précis pour rendre compte des phénomènes sociaux les plus divers, tout en autorisant une montée en généralité suffisamment importante pour donner à entendre, grâce à un travail d'abstraction, un principe générateur de la société. Sans doute conscient des difficultés d'une telle entreprise, Habermas a soin de prendre très tôt quelques précautions méthodologiques qui sont loin d'être anodines. La première phrase de son ouvrage est en effet : « La présente étude a pour tâche d'analyser le modèle de l'« espace public bourgeois » » (Habermas, 1993, p. 9). Dans le court avant-propos qui ouvre *L'Espace public*, il décrit son projet et insiste à plusieurs reprises sur le fait que la sphère publique bourgeoise doit être comprise comme « une catégorie caractérisant une époque déterminée » (Habermas, 1993, p. 9). La dimension historique, à laquelle il fait constamment appel, est là pour rappeler que l'espace public n'est pas envisageable sans une analyse préliminaire des circonstances particulières dans lesquelles il naît, se développe et se transforme. Si le concept d'espace public est destiné à fournir le socle d'une théorie sociale, les moyens d'y parvenir passent d'abord par la description d'une de ses manifestations, l'idéaltype de la sphère publique bourgeoise. Habermas en donne la définition au début du chapitre II de son ouvrage :

La sphère publique bourgeoise peut tout d'abord être comprise comme la sphère des personnes privées rassemblées en un public. Celles-ci revendiquent cette sphère publique réglementée par l'autorité, mais directement contre le pouvoir lui-même [...]. Le médium de cette opposition entre la sphère publique et le pouvoir est original et sans précédent

dans l'histoire : c'est l'usage public du raisonnement (Habermas, 1993, p. 38).

Ce type de sphère publique apparaît dans les clubs et salons à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle en Angleterre, au cours du XVIII<sup>e</sup> en France puis en Allemagne. Il est le résultat du profond mouvement de transformation engagé dès le XIII<sup>e</sup> siècle, notamment à travers le développement du grand commerce précapitaliste. Ayant progressivement assuré sa domination sur le domaine économique, qui échappe désormais à l'aristocratie, la bourgeoisie va naturellement revendiquer une domination politique qui lui fait encore défaut. Elle le fait en pratiquant une forme de double langage : en apparence, elle défend une sphère publique ouverte à tous, où tous sont considérés comme égaux, et dans laquelle les idées politiques peuvent être librement débattues. On y fait un usage public de la raison : un argument ne s'impose que parce qu'il est rationnellement jugé meilleur qu'un autre. Mais en réalité, la bourgeoisie ne fait que défendre ses propres intérêts en les faisant passer pour l'intérêt général. En affirmant se battre contre la domination, elle ne cherche en fait qu'à installer et à maintenir sa propre domination.

## **1.2 Un idéal normatif**

La recherche des déterminants historiques et sociaux de la sphère publique bourgeoise, la description de son fonctionnement et de ses contradictions occupent les trois premiers chapitres de *L'Espace public*. Dans la suite du livre, qui compte quatre autres chapitres, Habermas (1993) laisse de côté ses précautions méthodologiques, abandonnant la démarche idéal-typologique pour se livrer à l'élaboration d'un modèle normatif d'espace public qui perd sa capacité à rendre compte des phénomènes sociaux. Bien qu'il continue à faire assaut de références savantes, il ne

s'en sert plus pour mettre en lumière la complexité des situations ou l'ambiguïté des notions. Au contraire, il se contente d'exposer différentes visions avant d'imposer une définition présentée comme naturelle.

C'est ainsi qu'il opère lorsqu'il analyse différents écrits sur l'opinion publique. Hegel et Marx d'une part, Mill et Tocqueville d'autre part, à partir de visions du monde opposées, avancent des arguments qui, selon Habermas lui-même, remettent en cause le concept de sphère publique bourgeoise. Puisqu'il a pris le temps de cette étude, on aurait donc pu s'attendre à ce qu'il discute ces critiques, en retienne certaines ou en rejette d'autres. Il ne fait pourtant que les renvoyer dos à dos, avant de conclure, sans plus de justification, que la sphère publique bourgeoise a dépassé le stade de son apogée. Or, qu'y a-t-il après l'apogée ? Le déclin. Habermas introduit ici un jugement de valeur dans son analyse historique. De l'idéaltype de la sphère publique bourgeoise, il fait un idéal dont il ne peut effectivement que regretter le déclin. La sphère publique bourgeoise était au départ comprise comme l'outil qui a permis, à la bourgeoisie anglaise, française et allemande d'étendre au domaine politique la domination qu'elle exerçait déjà en matière économique. C'était un modèle correspondant à une époque précise, le XVIII<sup>e</sup> siècle. Habermas le transforme en une norme indispensable à *toute* société démocratique, transformant l'espace public historiquement déterminé en idéal d'une discussion d'intérêt général fondée sur l'échange rationnel d'arguments. L'usage public de la raison se voit alors doté d'une fonction, celle de la production d'une opinion publique. Ce faisant, Habermas passe de la méthode scientifique, qui consiste à tenter de dire ce qui est, à la posture morale, qui énonce ce qui devrait être.

Un bon exemple de cette posture morale réside justement dans les raisons invoquées par Habermas pour expliquer le déclin de la sphère publique bourgeoise à partir du XIX<sup>e</sup> siècle : c'est la massification des communications et l'ouverture de l'espace public à des catégories moins

cultivées qui seraient à l'origine de sa perte. Le sous-chapitre 18, consacré à l'étude des publics, est ainsi une litanie de clichés sur le caractère nécessairement néfaste de la culture de masse :

La radio, le cinéma et la télévision font radicalement disparaître la distance que le lecteur est obligé d'observer lorsqu'il lit un texte imprimé — distance qui [...] était la condition nécessaire d'une sphère publique où pouvait avoir lieu un échange réfléchi sur ce qui avait été lu (Habermas, 1993, p. 178).

La grande presse tout d'abord, et à sa suite les nouveaux médias du XX<sup>e</sup> siècle, auraient donc en commun d'abolir la distance critique qui existait lorsque la presse était réservée à une élite et de replonger le lecteur/spectateur/auditeur dans l'état de minorité dont Kant voulait à tout prix l'aider à sortir<sup>1</sup>. Serinée à toutes les époques sans jamais avoir été prouvée, cette formule ne montre finalement que la peur des élites, auxquelles Habermas s'identifie, de perdre une partie de leur pouvoir symbolique et opérationnel au profit d'une population moins éduquée qu'elle.

### 1.3 Poursuivre la critique

On trouve donc dans le même livre deux conceptions très différentes de l'espace public, dont la seconde, qui est l'extension illégitime de la première, n'a pas d'assise scientifique et ne peut servir à conduire une recherche. Comment peut-on alors parler d'« espace public » sans préciser à laquelle de ces conceptions l'on fait référence ? La question pourrait paraître naïve, tant la vision normative d'Habermas a été critiquée, et tant a été louée sa propre capacité à répondre aux critiques, notamment à travers la préface qui accompagne les éditions récentes de *L'Espace*

---

1 Habermas utilise le terme *Mündigkeit* pour désigner la « distance émancipatoire » supprimée par les nouveaux médias (1993, p. 179). Kant (2007) utilisait le même terme pour désigner l'état de majorité auquel conduisent les Lumières.

*public*<sup>2</sup>. Il faut cependant garder à l'esprit qu'au terme de l'ouvrage, c'est bien la seconde définition qui a la préférence d'Habermas. Une mention sans précision implique donc acceptation de cet idéal certes séduisant, mais non scientifique.

En outre, si la démarche de discussion d'Habermas est intéressante, elle mérite d'être à son tour discutée. L'auteur sélectionne en effet soigneusement les critiques auxquelles il répond. Et celles qu'il choisit ne sont pas de nature à remettre en question ses propres conclusions. « Bien sûr, une évaluation erronée n'altère pas les grandes lignes du processus de transformation que j'ai décrit », affirme-t-il dans cette fameuse préface (1993, p. x), ajoutant un peu plus loin : « Je tiens tout de même, maintenant comme précédemment, à l'intention qui a guidé l'ensemble de la recherche » (1993, p. xx). Le cas d'Oskar Negt est à ce titre exemplaire. Dans *Espace public et expérience*, initialement publié en 1972, il dénonce la manipulation théorique opérée par Habermas, qui tente de faire passer l'espace public pour la « synthèse illusoire de la totalité sociale » (2007, p. 96). Pour Negt, le glissement d'Habermas de la science vers la morale a une fonction précise : il s'agit de dissimuler « la véritable structure productive de la société » (*ibid.*, p. 55), c'est-à-dire dissimuler les rapports de classes pour mieux naturaliser la domination bourgeoise. Habermas ne peut ignorer les travaux de Negt, qui a été son assistant de 1962 à 1970 et qui appartient également à l'école de Francfort. Mais il se garde bien de les citer dans sa préface.

---

2 Cette préface a été rédigée pour l'édition allemande de 1990. Elle a notamment été reprise dans l'édition française de 1993 (p. I-XXXV) et dans Calhoun (1992, p. 421-461).

## **2. L'ambition renouvelée d'une théorie sociale**

En faisant le choix d'édicter une norme plutôt que d'approfondir un modèle, Habermas échoue dans sa tentative d'élaborer une théorie sociale. Il n'y renonce pas pour autant, pas plus qu'à l'idéal de la discussion rationnelle, et tente à nouveau de les concilier dans son ouvrage *Théorie de l'agir communicationnel* (1987, initialement publié en 1981). Il y procède à une généralisation du concept d'espace public, concevant l'activité humaine comme une activité de communication dans laquelle les individus tentent de construire un consensus : pour Habermas, la théorie de l'agir communicationnel « met au centre d'intérêt l'intercompréhension langagière en tant que mécanisme d'orientation de l'action » (Habermas, 1987, tome 1, p. 284).

### **2.1 L'agir communicationnel ou l'idéal de l'intercompréhension**

En revisitant la conception de l'action rationnelle de Max Weber et la théorie des actes de langage de John L. Austin, Habermas (1987) affirme qu'il existe deux types de rationalité orientant l'action : la recherche d'un consensus et la satisfaction d'un intérêt. L'agir communicationnel rassemble toutes les interactions langagières guidées par la recherche active de l'intercompréhension entre les acteurs. Celles qui sont guidées par la satisfaction d'un intérêt sont quant à elles regroupées sous le terme d'agir stratégique. Ce dernier décrit donc des actions langagières destinées à produire un effet sur le destinataire du message : l'agir stratégique est une perversion de l'usage public de la raison, qui ne peut être orienté que vers l'intercompréhension et qui est le seul à même de définir la structure et le fonctionnement de la société.

Pour résumer, on pourrait dire qu'Habermas théorise comme s'il ouvrait des poupées gigognes successives. Sa théorie sociale est une philosophie du langage, fondée sur le postulat que c'est le langage qui fait société. Le langage, quant à lui, est composé d'échanges et d'actes de communication qu'Habermas regroupe sous le terme d'agir communicationnel. Ce dernier est compris comme l'ensemble des échanges visant l'intercompréhension. Le problème est que la dernière poupée, celle de l'intercompréhension, est si petite qu'elle a bien du mal à répondre à l'ambition d'Habermas, qui est d'embrasser la totalité sociale.

## 2.2 Les conditions illusoires de l'agir communicationnel

Habermas énonce trois conditions qui doivent être réunies pour qu'une interaction puisse être considérée comme constitutive de l'agir communicationnel. Tout d'abord, le locuteur doit émettre, dans son message même, des prétentions à la validité dont la caractéristique principale est qu'elles sont critiquables — en effet, ce n'est que parce que le locuteur accepte que son énoncé puisse être discuté qu'il assure son interlocuteur de sa volonté de parvenir à un consensus<sup>3</sup>. La seconde condition concerne non plus le contenu, mais la forme du message : il faut que « les expressions linguistiques utilisées soient grammaticalement bien formées et que les conditions contextuelles requises pour le cas typique de l'acte de parole soient remplies » (Habermas, 1987, tome 1, p. 307). Enfin, la troisième condition concerne les caractéristiques de l'échange : « le terme d'intercompréhension (*Verständigung*) a pour signification minimale qu'(au moins) deux sujets capables de parler et d'agir comprennent identiquement une expression

---

3 Il y a trois types de prétention à la validité : la prétention à la vérité (présentation d'un état de fait objectif) ; la prétention à la justesse (instauration d'une relation interpersonnelle) ; la prétention à la véracité (autoreprésentation du locuteur, qui fait appel à un monde subjectif).

langagière » (*ibid.*, p. 315).

La première condition est très restrictive : le fait d'exclure de la définition de l'acte de langage toute autre intention que la recherche active de l'intercompréhension implique de renoncer à des pans essentiels de la réalité sociale et, notamment, à tout ce qui a trait aux rapports de force. Les deux autres conditions relèvent d'une conception naïve de l'échange interpersonnel, que la simple observation de la vie quotidienne suffit à infirmer, et que de nombreux auteurs ont contribué à remettre en cause de manière scientifique. En littérature comme en sciences de l'information et de la communication, les études de réception sont de puissants remèdes au mythe selon lequel la communication serait faite de messages compris identiquement par les interlocuteurs. De plus, comment peut-on limiter les actes de langage dignes d'être étudiés aux expressions « grammaticalement bien formées » ? Sans même parler des jeux de mots ou des expressions toutes faites, nombre d'échanges verbaux transgressent les règles canoniques de grammaire et de syntaxe sans pour autant nuire à la communication.

Il est difficile d'imaginer qu'une théorie sociale reposant sur le langage puisse négliger ces questions. Habermas ne s'y arrête cependant pas et pousse sa logique jusqu'au bout. L'éthique de la discussion qu'il avait esquissée dans *L'Espace public* devient une loi naturelle dans *Théorie de l'agir communicationnel*. Car la recherche du consensus n'est pas seulement le résultat d'un choix moral fait par les interlocuteurs : elle est la structure même du langage, qui détermine la structure de la société. Habermas, qui a toujours prétendu vouloir renouveler les analyses de l'École de Francfort, fait ici prendre à la Théorie critique un tournant linguistique radical. Ce n'est plus le travail et, conséquemment, les rapports de domination et d'exploitation, qui sont l'élément constitutif des sociétés humaines, mais le langage, étant entendu que le langage est nécessairement orienté vers l'intercompréhension.

### 2.3 La dissimulation des rapports de force

Oskar Negt (2007) reprochait à l'espace public de dissimuler les rapports de force et la majorité des phénomènes sociaux. L'agir communicationnel fait de même : il est conçu pour ne prendre en compte que les phénomènes irénistes du langage. Tous les phénomènes agonistiques tels que la menace, la contrainte et la dispute, mais aussi la diplomatie et toutes les formes de conflit accompagnées ou non de négociations, lui échappent irrémédiablement. Par conséquent, l'un comme l'autre mènent à des voies empiriques et conceptuelles sans issue. Pourtant, le concept d'espace public version idéale-normative et la théorie de l'agir communicationnel font toujours l'objet de très nombreuses références sans précaution. Les raisons de ce succès sont à chercher dans ce que le philosophe Jean-Jacques Lecercle (2004) appelle la « conjoncture Habermas », une période historique qui va de 1975 à 1995 environ. Pendant celle-ci, Habermas (1987) fournit la philosophie du langage dont a besoin la société bourgeoise dite « néolibérale » de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. En apposant un vernis scientifique au *credo* jamais démontré selon lequel le langage est un instrument neutre et transparent de communication, la théorie de l'agir communicationnel constitue la représentante la plus élaborée de l'idéologie de la communication qui s'est développée depuis la Seconde Guerre mondiale. La force de cette nouvelle *doxa* repose sur son apparente évidence (qui peut contester le fait que le langage sert à communiquer ?), évidence qui fait oublier la construction historique d'un discours dont la fonction est de dépolitiser le débat sur les enjeux collectifs en dissimulant les conflits et rapports de force.

L'idéologie de la communication est celle qui convient au capitalisme, [...] elle représente le libéralisme en matière de langage en ce qu'elle fétichise et met en relation deux locuteurs idéaux, un Destinateur et un Destinataire, dont la position est en principe réversible (Lecercle, 2004, p. 66).

Là où le néolibéralisme économique tente de faire oublier les rapports de domination sociale en laissant entendre qu'employeur et employé seraient sur un pied d'égalité, la philosophie du langage d'Habermas (1987) prétend démontrer que, dans l'échange langagier, destinataire et destinataire seraient interchangeable. Or, il n'en est rien. Même dans les interactions quotidiennes au sein du foyer, du voisinage, du cercle familial ou d'amis et *a fortiori* du travail, l'échange n'est que rarement égal, marqué qu'il est par les déterminants sociaux des interlocuteurs ainsi que par leurs compétences sur le sujet abordé et leur aisance à s'exprimer et à formuler des arguments. La situation est encore plus déséquilibrée dans le cas de la transmission à sens souvent unique entre média et récepteur, ou entre élu et électeur.

### **D'autres espaces publics sont possibles**

La recherche critique en communication, attentive aux rapports de domination, aux phénomènes de résistance, aux tensions entre groupes sociaux et aux formes et usages historiquement déterminés des moyens de communication, ne peut se satisfaire d'une théorie dont l'effet premier est de dissimuler les rapports de force. La société n'est pas langage, et encore moins langage orienté vers l'intercompréhension. La société est rapports de force, habillés de langage. Le langage reste donc certainement indispensable à la compréhension de la société, mais pas de la manière dont Habermas l'entend.

De nombreux auteurs ont déjà montré que d'autres espaces publics sont possibles. Il n'entre pas dans le propos de cet article de détailler leurs contributions, simplement d'indiquer quelques pistes. Parmi les plus intéressantes, mentionnons celles tracées par Peter Dahlgren (1995), qui introduit la dialectique entre domaine commun et domaine partisan ; et par Érik Neveu et Bastien

François (1999), qui proposent un riche programme de recherches autour de l'espace public. Un recours modéré à l'œuvre de Bernard Miège est également envisageable : ses articles de 1995 (a et b) ouvrent de pertinentes perspectives sur la dynamique et la fragmentation des espaces publics. Cependant, l'ouvrage qu'il a récemment consacré à l'espace public prend essentiellement la forme d'une laborieuse défense de la posture morale d'Habermas et ce, bien qu'il prétende en faire la critique (Miège, 2010 ; Ballarini, 2011).

Ces approches ne constituent toutefois qu'un premier pas. Elles ne remettent en effet pas en cause le postulat fondamental d'Habermas, à savoir le mythe du langage orienté vers l'intercompréhension. Quatre auteurs peuvent nous guider plus avant sur ce chemin qui doit nous conduire à ne plus jamais mentionner le concept d'espace public sans l'assortir d'une définition. Les deux premiers ont déjà été abordés : il s'agit d'Oskar Negt (2007), qui pose la question des intérêts particuliers dans l'espace public, et de Jean-Jacques Lecercle (2004), qui porte cette réflexion sur les tensions sociales en matière de philosophie du langage. Lecercle propose pour ainsi dire de « retourner » le tournant linguistique effectué par Habermas (1987) en replaçant au centre de l'attention non plus l'intercompréhension, mais le travail. La troisième contribution à la remise en question du mythe du langage orienté vers l'intercompréhension est à lire chez Hannah Arendt (2002). Habermas lui avait emprunté son histoire des relations entre sphères publique et privée. Il en avait tiré deux modèles : celui d'un espace public conçu comme le cadre de procédures conduisant à l'élaboration d'une entente, et celui d'un acteur défini par des droits, qui lui permettent de prendre part au débat public. Arendt (2002) ne s'engage pas dans cette voie. Pour elle, au contraire d'Habermas, l'acteur ne préexiste pas à son acte : c'est l'acte qui révèle l'acteur, c'est la prise de parole qui révèle le citoyen. L'échange n'est pas recherche d'intercompréhension, il est lutte. L'espace public qu'Arendt invite à penser sans en utiliser le

terme n'est donc pas défini par des normes, mais apparaît au gré des prises de parole et prend des formes changeantes selon le contexte. Parce qu'il se fonde sur la prise en compte des rapports de force, il permet d'envisager une lecture critique des phénomènes observés. Enfin, le quatrième auteur qui peut nous aider à faire sortir l'espace public de l'agir communicationnel est Habermas lui-même. Pas n'importe quel Habermas : celui des trois premiers chapitres de *L'Espace public*, où la sphère publique bourgeoise désigne un lieu, symbolique ou non, où s'échangent les idées et se forment les opinions, sans ignorer que la prétention à l'universalité de cet espace public particulier est illusoire, et qu'il ne constitue en réalité qu'un outil permettant à une catégorie de population d'exercer une forme d'influence sur une société historiquement déterminée.

## Bibliographie

Arendt, H. (2002 [1958]). *Condition de l'homme moderne*. Paris : Pocket.

Ballarini, L. (2011). Bernard Miège, L'espace public contemporain. Approche Info-Communicationnelle. *Lectures, Les Comptes rendus 2011*. Repéré à <http://lectures.revues.org/6264>.

Calhoun, C. (1992). *Habermas and the Public Sphere*. Cambridge, Massachussets/Londres : The MIT Press.

Dahlgren, P (1995). *Television and the Public Sphere*. Londres : Sage Publications.

François, B., et Neveu, É. (1999). *Espaces publics mosaïques. Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.

Habermas, J. (1993 [1962]). *L'Espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris : Payot.

Habermas, J. (1987 [1981]). *Théorie de l'agir communicationnel*. Paris : Fayard.

Kant, I. (2007 [1784]). *Qu'est-ce que les Lumières ?* Paris : Hatier.

Lecerclé, J.-J. (2004). *Une philosophie marxiste du langage*. Paris : Presses universitaires de

France.

Miège, B. (1995a). L'espace public : perpétué, élargi et fragmenté. Dans Pailliar, I. (dir.), *L'espace public et l'emprise de la communication* (163-175). Grenoble : Ellug.

Miège, B. (1995b). L'espace public : au-delà de la sphère politique, *Hermès*, 17-18, 49-62.

Miège, B. (2010). *L'espace public contemporain. Approche Info-Communicationnelle*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.

Negt, O. (2007). *L'espace public oppositionnel*. Paris : Payot.

## **Saisir les transformations du journalisme en ligne : vers un croisement des approches critiques**

**Renaud Carbasse**

Dans le cadre de la démarche collective du Gricis visant à dresser un portrait des approches critiques dans la recherche en communication, nous souhaitons dans le cadre de cet article mettre l'accent sur l'importance de la multiplication des points de vue pour saisir la dynamique actuelle du journalisme et les tensions qui le traversent. En effet, les transformations du contexte socioéconomique de production et de diffusion des contenus journalistiques, accélérées par la numérisation de l'activité de production-diffusion autant que par le report d'une partie croissante de la production et du lectorat vers Internet, ont de profondes conséquences sur l'activité journalistique (Rebillard, 2007). On pourra évoquer également les transformations des modes d'accès aux médias et de consommation des produits journalistiques, l'émergence du phénomène du journalisme citoyen et la popularité des contenus produits et rediffusés par les usagers qui viennent brouiller les frontières historiquement établies entre professionnels de l'information et citoyens-consommateurs (Bouquillion et Matthews, 2010). De fait, la dernière décennie a été marquée par nombre de débats tant sur le rôle des journalistes dans la société, que sur les enjeux du financement de l'activité journalistique, financement lui-même affecté dans le contexte d'Internet : les acteurs du journalisme et de l'édition s'interrogent encore sur les modèles éditoriaux et industriels à privilégier dans un contexte de concurrence accrue. Selon les points de vue adoptés, on parlera de « crise des médias » ou de « révolution » du secteur, certains essayistes

allant même jusqu'à évoquer un changement de paradigme qui consacrerait la prise de pouvoir du citoyen (pour une critique, voir Rebillard et Touboul, 2010).

Loin du déterminisme technique qui teinte souvent ces discours, ce sont des changements de différents ordres – économiques, sociaux et technologiques – qui semblent réellement alimenter cette reconfiguration des rapports entre producteurs, distributeurs et consommateurs de contenus informationnels en ligne. Soulignons ici les influences conjointes de la numérisation de la production et des formes de re-réglementation du secteur des médias à partir des années 1980 ou l'arrivée de nouveaux acteurs issus du monde de l'informatique ou d'autres secteurs d'activité dans la sphère de production et/ou diffusion des contenus. Ensemble, elles mènent à un mouvement de déstructuration-restructuration du journalisme (Demers, 2008) qui s'inscrit dans la lignée d'un vaste mouvement d'intensification des logiques marchandes et d'une rupture de l'équilibre fragile entre la vocation sociopolitique du journalisme et ses impératifs commerciaux.

Pourtant, on peut constater un paradoxe entre l'intensification des logiques commerciales et la floraison d'initiatives journalistiques en marge des logiques marchandes sur Internet. Ainsi, on assiste, d'une part, à la poursuite d'un travail de rationalisation de la production, à l'intensification des luttes pour la visibilité entre acteurs historiques et natifs et à l'organisation de la redondance de l'information pour les grands acteurs du secteur de l'information. D'autre part, tant les faibles barrières à l'entrée que le contexte hautement incertain en matière de survie économique des indépendants sur le Web poussent à la multiplication d'un ensemble d'initiatives éparées, militantes ou non, qui visent à servir de laboratoire pour les formes de production, de diffusion et, éventuellement, de valorisation des produits journalistiques. S'il ne s'agit pas bien sûr de postuler que toutes les formes de journalisme en ligne auront la même portée ou la même visibilité, cela nous incite par contre à penser cette transition du journalisme comme un moment où les

structures ne sont plus aussi solidement établies, laissant la possibilité à un nombre d'acteurs de contester les formes de l'ordre établi, qu'il s'agisse de journalistes professionnels, d'aspirants journalistes ou de membres de la société civile.

Dans ce contexte de transformations profondes et de changements rapides au sein de la pratique du journalisme, notre démarche se veut critique à deux niveaux. D'abord, elle fait appel à des théories qui mettront l'accent sur les rapports de pouvoir relativement aux inégalités d'accès et aux luttes pour une meilleure visibilité médiatique et qui inscriront la production journalistique professionnelle dans un cadre socio-historique plus large. De plus, elle évalue le journalisme à l'aune de l'horizon du souhaitable, gardant présent à l'esprit le rôle fondamental du journalisme comme instance de médiation au sein de l'espace public ayant une mission sociopolitique de dissémination des informations nécessaires à la tenue d'un débat public sain. Par ailleurs, cette critique sociale est, selon nous, indissociable d'une démarche méthodologique critique, d'une remise en question des apparences, d'un aller-retour incessant entre la théorie et le terrain et d'un travail réflexif permanent aussi bien sur notre démarche que sur le point de vue et les concepts retenus.

## **1. Construire son objet : des marges du journalisme professionnel**

Notre recherche porte sur les marges du journalisme professionnel sur Internet, plus particulièrement sur les sites ayant une production journalistique originale – délaissant, par la même occasion, la masse d'acteurs qui privilégient les activités de réintermédiation de l'information sur le Web ou de commentaire de la nouvelle. La production d'information est ici assurée par des journalistes qui revendiquent le statut de professionnels de l'information et

aspirent à vivre de leur activité. Toutefois, ceux-ci se positionnent dans le champ journalistique hors de conglomérats médiatiques existants et conservent le statut de journalistes indépendants.

Ces activités « à la marge » ne sont pas nées avec Internet et existaient auparavant sous la forme de médias indépendants, alternatifs ou communautaires. Elles partagent nombre de caractéristiques communes avec les deux derniers, notamment en termes de visibilité limitée, d'une structure organisationnelle moins rigide et, bien souvent, d'une forte précarité économique doublée d'une longévité relativement faible (Fontan, 2006). Toutefois, à l'image du cas des blogueurs politiques évoqué par Le Cam (2006), le statut d'indépendant n'empêche pas ces acteurs du journalisme de revendiquer leur adhésion aux valeurs du groupe journalistique professionnel (notamment celles d'objectivité, d'équité et de neutralité) ni de mettre en place des pratiques de production similaires. De la même manière, ils se différencient de nombre d'« alternatifs » en aspirant à valoriser leur production, ne rompant donc pas avec certaines des logiques commerciales qui structurent la profession.

Si les formes de journalisme en marge ne sont pas nées avec Internet, elles ont désormais accès à une visibilité théorique sans aucune commune mesure avec celle de leurs prédécesseurs, s'affranchissant notamment de contraintes géographiques de diffusion (Pélissier, 2003). Il n'en demeure pas moins que celles-ci n'auront pour la plupart, ni le même poids, ni la même visibilité, ni le même capital symbolique ou économique que les entreprises médiatiques établies. Par contre, en raison de la baisse des barrières à l'entrée, on pourra assister à une certaine effervescence de ce type d'initiatives journalistiques indépendantes servant de laboratoires et de lieux d'expérimentation importants pour le journalisme. Dans notre cas, nous nous intéressons à des initiatives québécoises et canadiennes comme Ruefrontenac.com, de Ruemasson.com, Pieuvre.ca ou encore la start-up Openfile.ca. Toutes ont des formes organisationnelles, des

structures de financement et des terrains de couverture journalistique différents, notre but étant ici de rendre compte autant de la variété que des points communs entre ce type d'initiatives et ce, dans un contexte d'apparition et de disparition accéléré des acteurs.

Cette configuration particulière nous incite à croiser les approches pour tenter de dresser un portrait aussi complet que possible des conditions d'apparition, d'existence et éventuellement de disparition de tels acteurs de l'information. Ainsi, le nécessaire travail réflexif qu'implique une posture critique nous pousse à convoquer différentes écoles de pensée pour décrire la dynamique structurant-structuré (Miège, 1997) à l'œuvre. Cela passe notamment par un travail de « sociologisation » des travaux de l'Économie politique critique de la communication au sein desquels nous nous inscrivons pour saisir la place tenue par les acteurs dans la dynamique de recomposition du champ et de la production journalistique tel que nous y invite George (2004). Ainsi, nous ferons appel dans un premier temps à l'Économie politique critique de la communication. Ces approches nous permettent de rendre compte des tendances structurantes lourdes observables au sein des industries de la culture et de la communication (Bouquillion, 2008). Dans un second temps, la sociologie critique du journalisme d'inspiration bourdieusienne (Bourdieu, 1994, 1996; Accardo *et al.*, 2007) sera mobilisée afin de décrire finement les mécanismes par lesquels les acteurs sociaux sont capables d'innover au sein des structures de production et de reproduire – non forcément à l'identique – les usages et *habitus* professionnels. Enfin, une troisième tradition critique, celle des *Cultural Studies* britanniques vient teinter nos orientations de recherche, en mettant l'accent sur l'intérêt des pratiques à la marge, comme lieux privilégiés de contestation et de négociation des formes dominantes du journalisme (Clifford, 2000).

## **2. La perspective « processuelle » de l'Économie politique critique de la communication**

Notre analyse s'appuie d'abord sur les apports de l'Économie politique critique de la communication (ÉPCC). Pour Mosco (2009), il s'agit d'un projet à la fois théorique et politique qui vise à comprendre les interactions entre économie, politique, culture et social, à partir d'une perspective globale. Il s'agit de souligner les différentes forces en présence, les lieux d'opposition, en mettant l'accent sur les inégalités entourant la production, la distribution et la consommation des ressources communicationnelles. Si le projet s'inscrit dans la continuité du projet de l'École de Francfort, en conservant notamment son intérêt pour les liens existant entre économie et culture, il se distancie de la première génération de ses penseurs en faisant une critique de la réduction des enjeux à leur seule dimension économique. L'ÉPCC propose de complexifier les liens qui existent entre les deux grands pôles du projet. En se distanciant, *in fine*, de toute forme d'essentialisme (Babe, 2009 ; Golding et Murdock, 1991), le projet de l'ÉPCC est sorti de la seule analyse en termes de facteurs économiques et a su se renouveler à la fin des années 1970 pour passer à une forme de déterminisme « souple » (Garnham, 1990). Mosco (2009) montre donc comment l'analyse part des déterminants économiques pour envisager ensuite nombre d'autres médiations, notamment en vue de tenir compte de la place des acteurs au sein du processus de production et de (re)production du social. En d'autres termes, si l'économique est toujours la première instance d'analyse, elle sera désormais complétée par d'autres facteurs. Nous entendons ici la notion de détermination telle que la décrit Williams (2010), non au sens d'une programmation intégrale du comportement des individus par l'économie, mais plutôt comme l'imposition de limites, c'est-à-dire la création d'un cadre au sein duquel les individus pourront

négocier leurs rôles respectifs.

Mosco montre bien que c'est une analyse en termes de *processus* qui est désormais mise de l'avant, marquée notamment par les travaux sociologiques de la structuration de Giddens (1984) ou du structuralisme génétique de Bourdieu (1987). Il existe une (re)formation dynamique du social dans laquelle acteurs sociaux et structures ont une influence mutuelle. À partir des concepts et indicateurs fondamentaux que sont les processus de marchandisation, les transformations de l'organisation du travail et de la production, les conditions de mise en marché et d'accès, l'ÉPCC permet de rendre compte de manière dialectique de la manière dont se mettent en place les conditions de production des acteurs journalistiques de la marge.

Pour autant, l'analyse ne doit pas ignorer d'autres processus, aussi bien règlementaires que politiques ou culturels, qui ont une influence importante sur les stratégies suivies par chacun. Ainsi, en tenant compte de la dynamique structurant-structuré évoquée par Miège (1997) comme par Mosco (2009), l'analyse doit tenter de multiplier les points de vue pour rendre compte de la même réalité à différentes échelles et, notamment, mettre en lumière comment structures économiques et dimensions culturelles propres se manifestent au niveau méso ou micro, ces dernières influençant à leur tour la manière dont les structures se (re)produisent.

### **3. Du macro au micro : les apports de la sociologie critique et des *Cultural Studies***

George (2004) soutient que l'ÉPCC doit forcément tenir compte d'une dimension sociologique pour ne pas passer à côté de toute une série de médiations entre les conditions de pratique et les pratiques journalistiques elles-mêmes. C'est dans cette optique que nous faisons appel à des

approches complémentaires, empruntées à la sociologie critique comme aux analyses culturelles.

### **3.1. Champ et habitus, la sociologie bourdieusienne appliquée au journalisme**

Dans leur analyse des conditions de pratique des journalistes pigistes, Accardo et ses collègues (2007) montrent comment macro, méso et micro représentent différentes facettes d'une même réalité, autant de points de vue dont il est nécessaire de tenir compte pour comprendre le journalisme dans sa globalité. Les apports de la sociologie bourdieusienne sont ici une première porte d'entrée pour la compréhension du phénomène qui nous intéresse, les outils théoriques qu'elle propose étant à la fois utiles pour rendre compte de la dialectique entre modalités de contrainte et éléments favorisant l'autonomie des journalistes, et pour saisir les stratégies et le jeu des acteurs pour se positionner les uns par rapport aux autres dans le domaine de la production journalistique. Nous aurons donc recours aux concepts complémentaires d'*habitus* professionnel et de *champ* du journalisme pour tenter de cerner les pratiques, les trajectoires personnelles et les motivations des différents acteurs de la marge du journalisme.

La pratique du journalisme et l'appartenance revendiquée par les acteurs du Web au journalisme inscrivent leurs pratiques dans le « champ du journalisme ». La métaphore du champ, comme champ de pratique et comme champ de forces est un des apports clés de la sociologie de Bourdieu (1987, 1994). Ce dernier a également développé une description assez spécifique du « champ journalistique » (*ibid.*, 1996) qui, selon nous, n'est pas adéquate pour rendre compte des dynamiques à l'œuvre, puisque Bourdieu décrit un champ particulièrement homogène et hermétique. Pour autant, la métaphore du champ de forces, de lieu de luttes internes et de positionnement respectif des publications et des journalistes les uns par rapport aux autres nous

semble utile pour décrire le *jeu* à l'œuvre entre journalistes, d'une part, et titres de presse, d'autre part, ainsi que les inégalités qui persistent au sein de ce jeu.

Selon Benson et Neveu (2005), la théorie du champ est un travail en cours. En ce sens, il nous semble plus productif de faire dialoguer le concept de champ avec la définition du journalisme offerte par Ruellan (2008) et de voir ce champ comme un espace qui n'est ni homogène, ni fermé, ni véritablement autonome, mais plutôt comme un espace socioprofessionnel assujetti à des impératifs et à des règles de légitimation propres. L'apport d'une approche du journalisme comme un « professionnalisme du flou » (Ruellan, 2008), aux frontières floues et poreuses, permet de rendre compte de la variété de ses manifestations comme de sa capacité à faire évoluer ses frontières et à déterminer ce qui relève du journalisme et ce qui n'en relève pas en fonction du contexte socio-historique. Il faut également voir comment celui-ci organise ses relations avec d'autres champs sociaux (nous pensons ici davantage au champ économique et des nouveaux métiers de la communication qu'au champ politique), analysant la perméabilité de ses frontières et ses liens avec d'autres sphères de production de la culture.

L'analyse en termes de champs est complétée par l'analyse en fonction des *habitus* des individus, notamment les formes d'*habitus* professionnel propres au journalisme. Le concept d'*habitus* est la manière dont l'appareil théorique bourdieusien rend compte des interactions complexes entre structures et acteurs, entre aliénation et émancipation, entre reproduction de l'ancien et production du nouveau. Il s'agit, dans les mots de Bourdieu (1980, p. 88), de schèmes de perception et d'action *structurés* et *structurants*, qui influencent notre vision du monde et conditionnent en partie certaines de nos actions. Nous percevons le monde à travers notre *habitus* et nous agissons en fonction de ces perceptions : le concept permet de décrire les mécanismes de reproduction du social, mais peut également être générateur de pratiques nouvelles selon

Bourdieu (1980).

Si l'*habitus* est propre à chaque groupe, étant le fruit de nos socialisations successives, on peut retrouver des traits communs au groupe socioprofessionnel des journalistiques. Nous désignons ces traits communs par le terme d'*habitus* professionnel, à savoir les conséquences des socialisations propres au groupe, notamment les mécanismes de formation universitaire et de socialisation dans les rédactions et associations professionnelles. Le concept d'*habitus* est utile dans ce contexte car il nous permet de rendre compte de manière dynamique des ruptures et des continuités du journalisme. En agissant comme un ensemble de dispositions durables (c'est-à-dire des manières de concevoir ce qui fait la nouvelle, de la produire, de la mettre en forme ou encore de la récolter), il permet de décrire comment le mouvement de déstructuration-restructuration du journalisme opère à partir d'éléments existants et comment le journalisme s'inscrit, malgré tout, dans une certaine continuité. Par ailleurs, les *habitus* sont constamment réactualisés et peuvent être particulièrement générateurs de pratiques et de schèmes nouveaux (1987). Ainsi, nous avons vu que le concept d'*habitus*, dépouillé de certains de ses éléments les plus déterministes liés notamment aux trajectoires personnelles (voir notamment Frisque, 2010), peut être particulièrement utile pour décrire le développement paradoxal de la pratique journalistique, entre les formes de conservatisme et de reproduction des logiques existantes de la production journalistique et les innovations et ruptures qui peuvent s'opérer au sein du champ.

### **3.2. Les marges et les relations centre-périphérie : l'analyse culturelle**

La métaphore spatiale du champ journalistique prend par ailleurs une résonance particulière lorsqu'elle est mise en relation avec les *Cultural Studies* (CS) britanniques. Ce troisième axe de

nos influences théoriques, développé autour des chercheurs de Birmingham dans le courant des années 1970 et 1980, est caractérisé par nombre des problématiques soulevées par l'économie politique et par la sociologie critique, tout en se détachant des éléments déterministes qui pouvaient teinter leur analyse à cette époque. C'est notamment grâce à cette « pensée sauvage » (Mattelart et Neveu, 1996), qu'on a pu réintroduire dans le cadre de l'analyse plusieurs médiations et facteurs déterminants auparavant occultés par l'analyse marxiste, notamment les questions de genre, d'ethnie ou d'âge. Les travaux sur les sous-cultures et les groupes généralement présentés comme « dominés » par les analystes des productions culturelles ont été particulièrement nombreux au *Centre for Contemporary Cultural Studies* de Birmingham. En particulier, les CS se démarquent par leur intérêt pour les frontières du champ, les marges de la culture dominante et pour les acteurs qui gravitent autour d'elle.

Selon les chercheurs en Cultural Studies britanniques, il est possible de voir un jeu beaucoup plus complexe entre les acteurs centraux et périphériques qu'une simple domination unilatérale des seconds par les premiers. Plus encore, certains acteurs de ces sous-cultures se trouvant en marge, par choix ou par contrainte, peuvent revendiquer cette marginalité et en faire un de leurs éléments constitutifs, jouer avec la règle et se placer en situation d'opposition au groupe dominant. Dans cet ordre d'idées, il est possible de penser la relation qu'entretient un acteur qui se trouve aux marges du champ avec les règles et les codes dominants du journalisme. Dans la lignée des travaux de S. Hall, Clifford (2000) met en lumière l'intérêt de la marge dans la compréhension d'un phénomène ou d'une culture. Ce sont là des lieux où l'inertie sociale est moindre, où la reproduction aura tendance à se faire moins à l'identique. En ce sens, on pourra y observer une effervescence particulière, une création et des négociations avec les codes dominants, qui pourront être amenés à se retrouver un jour au sein du *mainstream*. Les mécanismes de passage

du centre vers la périphérie et inversement, les deux se nourrissant mutuellement, seront alors particulièrement révélateurs des dynamiques à l'œuvre. Ainsi, l'apport des CS est de montrer l'importance de ce qui est fait et perçu par les acteurs et comment ceux-ci peuvent à leur tour influencer les structures dominantes par des mécanismes de création sous certaines contraintes, en fonction d'impératifs qui leur sont propres. De même, leur intérêt pour les relations centre-périphérie, entre acteurs dominants et acteurs entrants, est intéressant à prendre en compte pour saisir une partie du jeu social au sein du champ journalistique.

#### **4. De l'analyse des conditions de pratique à celle de leur légitimation : analyse culturelle du capitalisme et un « nouvel esprit du journalisme »**

Ultimement, la combinaison des différentes approches est intéressante pour interroger la perméabilité du journalisme aux transformations culturelles du capitalisme, aux évolutions des moteurs de l'action et de formes symboliques propres au journalisme vers celles venues du monde entrepreneurial. Ouellet (2009) souligne pourquoi la promotion et l'intériorisation de valeurs prônées par le capitalisme pour nombre d'acteurs doivent nous inciter à questionner le pan culturel de ce système d'organisation sociale. Ainsi, pour les premiers journalistes du Web, Estienne (2007) observait déjà cette perméabilité aux valeurs du management et évoquait une rencontre de l'activité avec le nouvel esprit du capitalisme décrit par Boltanski et Chiapello (1999). Nous évoquons, dans leur prolongement, l'idée d'un « nouvel esprit du journalisme », où les différentes espèces de capital mobilisées par les acteurs pour se positionner dans le champ appartiendront désormais moins à des marqueurs symboliques propres à la profession et davantage aux logiques économiques et entrepreneuriales. L'ÉPCC nous montre déjà comment

les conditions de travail et d'emploi ont évolué de manière similaire à celles du monde du travail en général évoquées par Boltanski et Chiapello (1999). On parlera notamment d'une individualisation accrue des rapports de travail à travers le recours grandissant à la pigne, l'importance mise sur le fait d'être mobile, flexible et disponible et le fait d'entretenir sa propre marque, son « moi inc. » (Ouellet, 2009) en ligne qui doit témoigner de sa propre employabilité. Il nous sera possible d'interroger ces problématiques, évoquées dans d'autres contextes, à la lumière du terrain de recherche.

C'est, en somme, ce que la combinaison des points de vue trop rapidement décrite ici doit nous permettre de réaliser : évaluer, d'une part, comment évoluent les structures de production journalistiques comme les nouvelles formes prises par l'emploi dans le secteur à l'aide des outils mis à notre disposition par l'économie politique critique de la communication et, d'autre part, comprendre les mécanismes de reproduction des pratiques anciennes et les formes de l'innovation, l'adhésion aux normes professionnelles en vigueur ou leur éventuelle contestation par des nouveaux entrants.

## **Bibliographie**

Accardo, A., Abou, G., Balbastre G., Dabitch , C. et Puerto, A. (2007). *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*. Marseille : Agone.

Babe, R. E. (2009). *Cultural Studies and Political Economy : Toward a New Integration*. Lanham : Lexington.

Benson, R. et Neveu, E. (2005). *Bourdieu and the journalistic field*. Cambridge : Polity.

Boltanski, L. et Chiapello, E. (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard Essais.

Bourdieu, P. (1996). *Sur la télévision*. Paris : Liber.

- Bourdieu, P. (1994). *Raisons pratiques – Sur la théorie de l'action*. Paris : Seuil.
- Bourdieu, P. (1987). *Choses dites*. Paris : Éditions de minuit.
- Bourdieu, P. (1980). *Le sens pratique*. Paris : Éditions de minuit.
- Bouquillion, P. (2008). *Les industries de la culture et de la communication. Les stratégies du capitalisme*. Grenoble : PUQ.
- Bouquillion, P. et Matthews, J. (2010). *Le Web collaboratif dans le capitalisme : mutations des industries de la culture et de la communication*. Grenoble: PUG.
- Clifford, J. (2000). Taking Identity Politics Seriously : 'The contradictory, Stony Ground...'. Dans Gilroy, P., Grossberg, L. et McRobbie, A. (dir.). *Without guarantees : in honour of Stuart Hall* (94-112). Londres : Verso.
- Demers, F. (2008). Déstructuration et restructuration du journalisme. *tic&société*, 1, (1). Repéré à <<http://revues.mshparisnord.org/lodel/ticsociete/index.php?id=298>>
- Estienne Y. (2007). *Le journalisme après Internet*. Paris : L'Harmattan.
- Fontan, J-M. (2006). La presse écrite indépendante québécoise : état de la situation. Dans Gusse, I. (dir.). *Diversité et indépendance des médias* (99-116). Montréal : PUM.
- Frisque, C. (2010). Des militants du journalisme? Les journalistes critiques comme militants de l'autonomie professionnelle. Dans S. Lévêque et D. Ruellan (dir.), *Journalistes engagés* (145-164), Rennes : Presses universitaires de Rennes.
- Garnham, N. (1990). *Capitalism and communication : Global culture and the economics of information*. Londres : Sage
- George, E. (2004) *Éléments de réflexion sur la dimension sociologique de l'approche de l'économie politique de la communication et de la théorie des industries culturelles*. Actes du colloque du GT 13, congrès de l'AISLF. Repéré à <http://w3.aislf.univ-tlse2.fr/gtsc/activites.htm>
- Giddens, A. (1984). *The constitution of society*. UCP : Berkeley.
- Golding, P. et Murdock, G. (1991). Culture, Communication and Political Economy. Dans J. Curran and M. Gurevitch (dir.). *Mass Media and Society* (15-32). Londres : Edward Arnold.
- Le Cam, F. (2006). États-Unis : les weblogs d'actualité ravivent la question de l'identité journalistique. *Réseaux*, 138, 139-158.
- Mattelart, A. et Neveu, E. (1996). Cultural Studies' stories. La domestication d'une pensée sauvage ? *Réseaux*, 80, 11-58.

Miège, B. (1997). *La société conquise par la communication, tome 2. La communication entre l'industrie et l'espace public*. Grenoble : PUG.

Mosco, V. (2009). *The political economy of communication*. Londres : Sage.

Ouellet, M. (2009), Crise économique globale ou crise des fondements symboliques du capitalisme? Une critique marxienne de l'imaginaire de la modernité capitaliste. *Revue du MAUSS*, 2, (34), 115-139.

Pélissier, N. (2003). Un cyberjournalisme qui se cherche. *Hermès*, 35, 99-107.

Rebillard, F. (2007). *Le Web 2.0 en perspective : une analyse socioéconomique de l'Internet*. Paris : L'Harmattan.

Rebillard, F. et Touboul, A.-L. (2010). Promises unfulfilled? 'Journalism 2.0', user participation and editorial policy on newspaper websites. *Media, Culture & Society*, 32, 323-334.

Ruellan, D. (2008). *Le journalisme ou le professionnalisme du flou*. Grenoble : PUG.

Williams, R. (2010). *Culture et matérialisme*. Montréal : Lux

# **Approche critique et techniques numériques d'information communication : Vers la prise en compte d'une nouvelle dimension ?**

**Dominique Carré**

## **Introduction**

Ce texte et la communication sur laquelle il se base, doivent beaucoup, sans qu'il s'en doute, à quelqu'un que l'on a honoré au colloque « Où en est la critique en communication? » à l'ACFAS en mai 2012, notre collègue le professeur Gaëtan Tremblay. En effet, à l'occasion d'un colloque qui s'est tenu à Montréal en 2008 avec pour titre « L'émancipation, hier et aujourd'hui. Perspectives françaises et québécoises » et qui rendait hommage au professeur Jean-Guy Lacroix, Gaëtan Tremblay a fait une intervention *intitulée Communication et émancipation. Les défis de l'industrialisation et de l'écologie*. Celle-ci posait la question suivante : Quels défis communicationnels majeurs confrontent aujourd'hui la poursuite des mouvements d'émancipation ?

Selon Gaëtan Tremblay (2009), deux ordres de problèmes s'imposent comme prioritaires :

- Premièrement, ceux que posent l'industrialisation de la communication et le type de société qui se développe sur la base des plus récentes innovations technologiques.
- Deuxièmement, ceux que soulèvent les problèmes environnementaux créés par l'activité humaine - réchauffement climatique, recyclage des déchets, utilisation de produits

chimiques, pollution...

Constatant qu'il y a toujours une opposition entre progrès et protection de l'environnement, mais que, depuis quelques années, un courant de pensée la remet en question, Tremblay en appelle à l'élaboration d'une théorie de la communication et de l'émancipation qui puisse prendre en compte l'environnement au même titre que l'économique et le social (Tremblay, 2009, p. 235).

La communication m'avait intéressé à plus d'un titre. Bien que je développais depuis de nombreuses années un programme de recherche critique sur les conditions de développement et d'utilisation des techniques numériques d'info-communication (politique d'informatisation, constitution de l'offre, mise en marché, construction des usages, analyse des usages, mise en réseau, fichage et traçabilité), je me suis rendu compte que je n'avais guère, jusqu'alors, pris en compte la dimension environnementale<sup>1</sup> de celles-ci, alors qu'*a contrario*, un engagement non académique m'y avait incité. Il aurait, sans doute, été pertinent d'esquisser ici une sorte d'auto-socioanalyse comme le préconise Bourdieu<sup>2</sup> (2001) dans *Science de la science et réflexivité*, mais ce n'est pas ici le lieu d'exposer le questionnement sur ce hiatus entre « recherche » et « engagement ».

Progressivement, cette réflexion a cheminé, a mûri, et le colloque « Où (en) est la recherche en communication » organisé par le Gricis m'a donné la possibilité d'apporter une première contribution sur l'absence de prise en compte par la recherche critique de la dimension environnementale des techniques numériques d'info-communication.

---

<sup>1</sup> À l'exception de Carré et Craipeau (1996) et ce, d'une manière marginale lors d'une co-publication.

<sup>2</sup> Pour rappel, Bourdieu (2011) recommande de mener à bien un travail réflexif reposant sur le triptyque suivant : positionnement du chercheur dans « l'espace social », positionnement du chercheur dans « les sciences sociales » et positionnement du chercheur dans « l'univers scolaire » (voir en particulier les pages 184-220).

## Examen de la littérature

Que nous apprend l'examen de la littérature scientifique francophone ? Que la dimension environnementale est quasi inexistante dans les textes traitant des problématiques reliées aux techniques numériques d'info-communication. On peut comprendre que certaines contributions antérieures aux années 2000, comme celle de Lacroix, Miège et Tremblay (1994) n'intègrent pas cette dimension dans les analyses proposées. Il en va de même pour les textes du numéro de la revue *Sciences de la société* qui traite en 1999 du sujet suivant : « Les télé-services. Les nouveaux services de communication ». En effet, à la fin du 20<sup>e</sup> siècle, les questions environnementales étaient déjà bien présentes dans la société, mais n'occupaient pas une place aussi importante. Cependant, il semble plus difficile, rétrospectivement, de justifier l'absence de prise en compte de la dimension environnementale dans l'ouvrage, si important pour le monde académique, de Miège (2007) intitulé *La société conquise par la communication. Les TIC entre innovation technique et ancrage social*.

Plus récemment, l'ouvrage publié en 2011 par Jauréguiberry et Proulx sur les *Usages et enjeux des technologies de communication* est instructif. Présentant de manière synthétique l'ensemble des travaux de recherche en la matière menés depuis une vingtaine d'années, il en ressort qu'aucun d'entre eux ne prend en compte la dimension environnementale des usages et des technologies de communication<sup>3</sup>. Citant Illich, l'un des auteurs les plus critiques de la technologie, Jauréguiberry et Proulx signalent que celui-ci exclut de sa critique les technologies de communication, en particulier le téléphone, sous prétexte qu'elles sont libératrices, conviviales

---

<sup>3</sup> Seule référence marginale, celle de Jean Vogé (1983) dont font état Jauréguiberry et Proulx (2011) : « la société de communication doit être une société de microsociétés... Les réseaux câblés interactifs... devraient faire naître ou recréer de nouveaux villages... Cette décentralisation permettrait, selon cet auteur, de résoudre les problèmes d'aménagement de l'hypertrophie des métropoles, des nuisances engendrées (bruit, pollution), de la baisse de la qualité de vie... » (Vogé, 1983, p. 201-2012) cité par Jauréguiberry et Proulx (2011, p. 13).

et non polluantes, alors que les autres technologies sont décrites comme dangereuses et aliénantes (*ibid.*, 2011, p. 16).

Situation paradoxale, à l'heure de l'industrialisation des échanges internétiques, l'usage de ces techniques n'est pas sans conséquences sur la production de l'énergie, les émissions de gaz à effet de serre et les changements climatiques. Par exemple, plus un message électronique a de destinataires, plus il consomme d'énergie. Réduire de 10% l'envoi de courriels incluant un responsable hiérarchique et un collègue permettrait un gain d'environ une tonne équivalent CO2 sur l'année, soit l'équivalent d'un aller-retour Paris-New York (ADEME, 2011). Ainsi, contrairement aux idées reçues, l'utilisation des techniques numériques d'info-communication n'est pas sans impact sur l'environnement.

Ne trouve-t-on alors aucune publication qui traite, même d'une manière très partielle, de la dimension environnementale des techniques numériques d'info-communication ? Ces publications sont rares et encore très embryonnaires. On les trouve, soit dans quelques productions qui traitent du travail à distance, soit dans la revue *Terminal* :

- Le premier cas peut être illustré par l'ouvrage *Le travail à distance dans la société de l'information* de Valenduc et Vendramin paru en 1998. Alors que, pour la plupart des auteurs, le télétravail est perçu comme un moyen écologique de travailler, les auteurs cités s'interrogent pour la véritable dimension écologique de celui-ci. Ils évaluent dans leur ouvrage (voir le chapitre 5) les impacts environnementaux du télétravail et s'interrogent sur l'économie dite « dématérialisée » : est-elle plus écologique ? Le bilan dressé montre que cela est loin d'être évident. Les auteurs précisent, entre autres, que les véritables atouts environnementaux du télétravail doivent être recherchés ailleurs que dans les économies d'énergie ; ils soulignent qu'il faudrait effectuer un « écobilan » du travail à distance et qu'il serait nécessaire de procéder à des transformations sociétales et

économiques pour éviter l'effet « rebond » (*rebound effect*). En effet, plus la dématérialisation se développe, plus le nombre de produits et de services consommateurs de ressources et d'énergie augmente, si bien que l'effet écologique pressenti ou supposé s'amenuise fortement<sup>4</sup>.

- Le deuxième exemple résulte du positionnement de la revue *Terminal*<sup>5</sup>. Que cela soit sous la forme du magazine ou de la revue académique qu'elle est devenue, *Terminal* a traité à plusieurs reprises de la dimension environnementale des techniques numériques d'info-communication. Dans le dernier numéro en date (n° 106-107 en 2011), le thème choisi est « le développement durable à l'épreuve des TIC » et les divers textes rendent compte des relations entre TIC et développement durable, plus précisément de la manière dont les techniques numériques d'info-communication peuvent être considérées comme des techniques « vertes », surtout au service d'un développement durable de nos sociétés (éveiller les consciences et mettre en œuvre ce type de développement).

Malgré ces trop rares contre-exemples, comment expliquer l'absence de prise en compte de la question environnementale dans la production scientifique ? Qu'est-ce qui fait que même les chercheurs inscrivant leurs travaux dans une approche critique n'aient pas retenu dans leurs travaux cette dimension ? Nous allons essayer de clarifier la question dans les prochains

---

<sup>4</sup> Le remplacement des écrans de télévision par des écrans plats, moins consommateurs d'électricité, était supposé réduire la consommation d'énergie. Ce n'est pas le cas. Les ménages se procurent dorénavant des écrans plats de plus grandes dimensions, voire de très grandes dimensions qui s'intègrent dans un dispositif de « home cinéma », consommant ainsi six à huit fois plus d'énergie qu'un téléviseur traditionnel.

<sup>5</sup> La revue *Terminal* a eu deux vies. Dans la première, *Terminal* était un magazine, « né sous des couleurs militantes », comme l'indique Vitalis (2005-2006, p. 49) en analysant le journal de sa naissance en 1980 à 1993. L'objectif consistait à « proposer une approche critique de l'informatique, en faire un objet de contestation... » (*ibid.*). Signalons que ce magazine a même eu pendant quelque temps le sous-titre de revue écologique sous l'impulsion de Videcoq. A partir du numéro 49 publié en avril-mai 1990, *Terminal* s'est défini pour un temps assez bref comme un « magazine écologiste sur les technologies de l'information et de la communication » et pas seulement comme « Informatique, Culture et Société ». Le magazine s'interrogeait sur l'approche que l'écologie pouvait avoir par rapport à l'informatique et aux TIC ainsi que sur les menaces et les risques matériels dont l'informatique était à l'origine (Gono, 2005-2006, p. 82). Dans sa deuxième vie, le magazine devient une revue savante.

paragrapes.

## **Démarche réflexive**

Bien entendu, il n'est pas question de remettre en cause ici l'approche critique, approche qui a été indéniablement source d'une production scientifique importante et indispensable en sciences humaines et sociales, y compris en sciences de l'information et de la communication (SIC) pour appréhender les techniques numériques d'info-communication. Ce qui nous intéresse, on l'aura compris, est de chercher à comprendre pourquoi la recherche critique a négligé de prendre en compte la dimension environnementale.

En effet, l'introduction de l'informatique, puis la diffusion élargie de qui est communément appelé les techniques numériques d'info-communication ont fait l'objet de nombreux travaux à orientation critique, s'inscrivant le plus souvent dans la suite des travaux de l'École de Francfort (Habermas, 1973), des orientations proposées par Ellul (1988) ou des réflexions menées par certains collectifs, comme le Centre de Coordination pour la Recherche et l'Enseignement en Informatique et Société (CREIS) ou la revue *Terminal* en France.

Ces approches ont introduit une distance salutaire vis-à-vis des visions techniciennes et sociales jugées avec raison trop prométhéennes ou déterministes. Elles ont ainsi mis au cœur de leurs analyses les rapports de domination, de contrôle social et le procès de la rationalisation. a été par ailleurs privilégié le dévoilement, la mise en cause de l'ordre social, la prise en compte d'enjeux spécifiques ou encore les processus d'aliénation et de contrôle social.

L'approche critique appliquée depuis une quarantaine d'années à l'étude des techniques numériques d'info-communication a permis d'interroger dans une perspective idéologique ou

épistémologique non seulement l'introduction de l'informatique, l'implantation de la micro-informatique, la diffusion de la télématique et des autoroutes de l'information, mais aussi la société de l'information et la gouvernance de l'Internet. Elle porte ainsi une attention particulière aux notions d'exploitation, de logiques sociales, d'inégalités socioculturelles et de reproduction, tout en prenant parfois en compte l'évaluation même des conditions possibles d'émancipation.

Les questionnements qui s'inscrivent dans l'approche critique favorisent généralement l'une des dimensions suivantes :

- la dimension socioéconomique (modèles socio-économiques, rationalisation, industrialisation, marchandisation),
- la dimension sociotechnique (contrôle social, assujettissement, aliénation),
- la dimension socioculturelle (normes, valeurs, pertes de sens),
- la dimension sociopolitique (imposition, conditions d'accès, alternatives possibles),
- la dimension géopolitique (domination culturelle, idéologique et politique à l'échelle internationale et internationalisation des systèmes de communication).

Toutes ces dimensions ont bien été prises en compte, mais *a contrario* l'université et les centres de recherche tardent à investiguer la dimension environnementale des techniques numériques d'info-communication, alors que cette préoccupation est de plus en plus présente dans les sociétés industrielles occidentales. Comment expliquer ce décalage ? Qu'est-ce qui fait que le courant critique n'ait pas pris en compte cette dimension ? Cette interrogation est au cœur de notre réflexion.

Le questionnement à charge est destiné à la communauté des chercheurs qui étudient les techniques numériques d'info-communication et inscrivent leurs travaux dans la tradition critique, ce qui est aussi notre cas puisque nous avons mené un ensemble de recherches qui interroge les conditions de production et de mise en marché ainsi que les usages des techniques

numériques d'info-communication, en prenant en compte différentes dimensions à l'exception de la dimension environnementale. C'est dire si cette démarche réflexive est aussi autoréflexive. Elle a pour objectif d'interroger les (nos) orientations de recherche dans la (notre) production scientifique, mais également de questionner par la même occasion l'usage intensif par les chercheurs des techniques numériques d'info-communication (messagerie électronique, navigation sur le *Web*, recherche d'information sur Internet via un moteur de recherche...) dans la sphère professionnelle et au-delà, pour favoriser la mise en œuvre de processus informationnels, relationnels et interactionnels.

### **Premiers éléments de réponse**

Il est communément admis que la production scientifique ainsi que l'émergence d'orientations de recherche ou de paradigmes scientifiques sont influencés par les facteurs sociaux intra et extra-théoriques. Bourdieu (2001) n'indique-t-il pas que le passage d'une philosophie attachée aux vérités formelles et universelles (Koyré, Vuillemin) à une philosophie qui propose des analyses historico-culturelles particulières (Foucault, Deleuze) a été « très directement liée, dans son style et dans ses objets, aux expériences et aux influences de mai 68 qui font découvrir aux philosophes et à la philosophie, la politique ou, comme ils aiment à le dire, le politique » (Bourdieu, 2001, p. 204-205). Qu'est-ce qui fait qu'il n'en soit pas ainsi, dans le cas étudié, puisque les expériences menées, l'importance prise par les enjeux environnementaux, l'influence grandissante de l'écologie politique dans la société n'ont visiblement pas permis aux chercheurs en sciences sociales qui étudient les techniques numériques d'info-communication de prendre en compte la dimension environnementale ?

Il ne s'agit ici que d'exposer quelques pistes et éléments de réponse qu'un travail ultérieur se doit d'approfondir et de hiérarchiser. Diverses raisons peuvent être invoquées :

Premièrement, les techniques numériques d'info-communication bénéficient indéniablement auprès de la communauté des chercheurs d'un *a priori* favorable, pour ne pas dire trop favorable. Cela rejoint l'étonnement manifesté à plusieurs reprises par Miège lors de communications ou de publications (1989, 2007), lorsqu'il se demande pourquoi ces techniques font de façon générale moins l'objet de critiques (et pas seulement sur le plan environnemental) que d'autres catégories de techniques.

Deuxièmement, il faut prendre en compte la propension marquée des universitaires, y compris ceux qui développent une analyse parfois radicale sur les techniques numériques d'info-communication, à faire de celles-ci un usage quotidien conséquent, pour ne pas dire très productiviste dans différentes configurations professionnelles. Une culture de la production, de la circulation et de la consommation intensives de l'information et de la communication est à l'œuvre.

Troisièmement, bien que les chercheurs ne croient guère en la puissance salvatrice de la technique, celle-ci fascine, il faut le reconnaître. Le potentiel de séduction de l'Internet est important. Le fait que ces techniques réduisent temps et distance, tout en favorisant la démultiplication des échanges, n'est pas à négliger, d'autant plus que cette forte opérationnalité professionnelle et sociale ménage un espace d'échanges collectifs qui tient compte de la singularité de chacun. N'oublions pas non plus que « le champ scientifique est sans doute celui qui est le moins enfermé dans les frontières nationales... » (Bourdieu, 2001, p. 149).

Quatrièmement, trop souvent, nombre d'auteurs présentent les techniques numériques d'info-communication comme des techniques de l'immatériel, du virtuel entre circulation des atomes, d'une part, et substitution des déplacements par les échanges à distance, d'autre part. Ceci

favorise ainsi la perte de la matérialité des techniques et des échanges. C'est oublier un peu vite que les techniques numériques d'info-communication ne sont pas si immatérielles que cela. Selon un rapport commandé par le gouvernement français et intitulé *Les TIC et le développement durable*, elles génèreraient en effet au niveau mondial autant de CO<sub>2</sub> que l'aviation civile et elles consommeraient 13% de l'électricité en France. Dans le secteur résidentiel, les TIC représentent désormais 30% de l'électricité spécifique des ménages, contre 10% en 1995 selon un rapport conjoint du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire et du Ministère de l'Économie, l'Industrie et l'Emploi en France (Breuil, Burette et Flüry-Hébard, 2008). Il en résulte qu'au-delà de la seule consommation énergétique, ces techniques numériques ont une empreinte carbone qui est loin d'être négligeable.

Cinquièmement, la propension que peuvent avoir les universitaires à percevoir les techniques numériques d'info-communication comme des techniques libératrices et non polluantes perpétue la posture initiée par Illich (1973). Ce dernier, pourtant grand pourfendeur de l'idéologie de la technologie, a exclu de sa critique les technologies de communication sous prétexte qu'elles sont « conviviales ». Leur caractère convivial permettrait de les exempter de tout aspect de négativité.

Sixièmement, la découverte que « les nouvelles technologies ne servent pas seulement les pouvoirs dominants et peuvent être mises au service des causes » (Vitalis, 2005, p. 53) n'est pas à écarter. Le fait que des individus et des collectifs puissent s'organiser, faire connaître leurs points de vue via le courrier électronique, les listes de diffusion et de discussion, les blogues, les sites *Web* participe à élargir et à démultiplier leur capacité d'action dans l'espace public et est gage d'émancipation démocratique. Cela témoigne aussi du passage d'une critique sociale qui s'est transformée au fil du temps, passant, comme nous l'avons déjà souligné, d'une interrogation sur les limites de l'informatisation et sur les dégâts du progrès à une critique sociale qui a pour objectif de nos jours de réclamer toujours plus de techniques, davantage d'infrastructures et

encore plus d'usages au nom de l'accès pour tous aux TIC et de la lutte contre ce qui est appelé la fracture numérique (Carré, 2005, p. 91-99). Les dispositifs participatifs d'échange et de communication numériques laissent aussi à penser combien l'ouverture et l'incitation à la communication pourraient être une forme d'ingénierie du social. Mais perçues comme libératrices, émancipatrices et assorties de vertus démocratiques, les techniques numériques d'info-communication sont fortement valorisées.

Enfin, la tradition scientifique est aussi à prendre en compte. Paradigmes dominants de la recherche critique, habitus scientifique, trajectoires de recherche font que les chercheurs critiques sont avant tout les continuateurs d'une tradition scientifique éprouvée qui met au cœur de l'analyse l'opposition capital/travail comme moteur du conflit central de la société. Tout le mouvement de réflexions critiques amorcé à partir du 20<sup>e</sup> siècle s'inscrit dans des lignées épistémologiques, voire idéologiques, propres à la société industrielle : conceptions marxistes et néo-marxistes de l'idéologie (Althusser, Gramsci) ; production industrielle de la culture (Horkheimer, Adorno) ; prise en compte des rapports sociaux au travail (Touraine, Friedmann). Or, l'une des premières revues écologiques, *The Ecologist : Journal of Post-Industrial Society*, a remis en cause le cadre de l'opposition capital/travail, ainsi que la nature même du conflit central au sein des sociétés contemporaines. Ceci va à l'encontre de la tradition marxienne et pourrait contribuer aussi à expliquer pourquoi la dimension environnementale a été négligée ou oubliée.

### **En guise de conclusion provisoire**

Il nous semble que l'accent mis sur les pratiques technicisées ou médiatisées d'info-communication ne doit pas entraîner l'omission de porter intérêt et attention à la dimension

environnementale, au même titre qu'aux autres dimensions : sociale, économique, culturelle et idéologique. La dimension environnementale est à prendre en compte dans toute approche critique car son intégration aurait le mérite de la compléter utilement. Cela nous paraît d'autant plus important que se développe le marché du *Cloud computing* (informatique « dématérialisée », appelée également informatique « en nuage ») qui a pour vocation de favoriser une augmentation significative de l'utilisation de la mémoire, des capacités des ordinateurs et un recours systématique aux réseaux et aux serveurs pour accéder à la moindre donnée. Utilisations qui nécessitent des ressources énergétiques importantes et engendrent un impact environnemental certain.

## Bibliographie

ADEME (2011). *Nouvelles technologies, nouveaux usages : les TIC, quels impacts?* Repéré sur [http://npdc-picardie.ordi2-0.fr/IMG/pdf/guide\\_ademe\\_tic\\_impacts.pdf](http://npdc-picardie.ordi2-0.fr/IMG/pdf/guide_ademe_tic_impacts.pdf)

Bourdieu, P. (2001). *Science de la science et réflexivité*. Paris : Raison d'agir.

Breuil, H., Burette, D. et Flüry-Hébard, B. (2008). *Rapport TIC et développement durable*. France : Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire et Ministère de l'Économie, l'Industrie et l'Emploi. Repéré sur [http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/005815-02\\_rapport\\_cle2aabb4.pdf](http://www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/005815-02_rapport_cle2aabb4.pdf)

Carré, D. et Craipeau, S. (1996). Entre délocalisation et mobilité : analyse des stratégies entrepreneuriales de télétravail. *TIS*, 8 (4), 333-354.

Carré, D. (2005). Des dégâts du progrès... au marketing de l'usage. Revirement de perspective en matière de critique sociale, dans le champ « informatique et société ». *Terminal*, 93-94, 91-99.

Ellul, J. (1988). *Le bluff technologique*. Paris : Hachette.

Gono, A (2005-2006). Une première histoire de *Terminal*. *Terminal*, 93-94, 65-89.

Habermas, J. (1973). *La technique et la science comme « idéologie »*. Paris : Gallimard.

Illich, I (1973). *La convivialité*. Paris : Seuil.

Jauréguiberry, F. et Proulx S. (2011). *Usages et enjeux des technologies de communication*. Toulouse : Erès.

Lacroix, J-G., Miège, B. et Tremblay G. (1994). *De la télématique aux autoroutes électroniques. Le grand projet reconduit*. Montréal-Grenoble : Presses de l'Université du Québec/Presses Universitaires de Grenoble.

Miège, B. (1989). *La société conquise par la communication. Les TIC entre innovation technique et ancrage social. Tome 1*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.

Miège, B. (2007) : *La société conquise par la communication. Les TIC entre innovation technique et ancrage social. Tome 3*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.

Tremblay, G. (2009). Communication et émancipation. Les défis de l'industrialisation et de l'écologie. Dans Tremblay, G. (dir.). *L'émancipation hier et aujourd'hui. Perspectives françaises et québécoises* (225-236). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Valenduc, G. et Vendramin, P. (1998). *Le travail à distance dans la société de l'information*. Namur-Bruxelles : FTU-Emerit, Evo société.

Vitalis, A. (2005). L'informatique prise au sérieux. *Terminal*, 93-94, 49-54.

Voge, J. (1983). La société de communication. Nouveaux médias pour un nouveau monde. *Études*, 2 (358), 189-204.

# Critique et postcolonialité. Une lecture transcritique

Oumar Kane

## Introduction

En sociologie de la connaissance, se pose de manière récurrente le problème de la science et la nécessité de la distinguer de l'idéologie en vue de fonder la validité de la recherche en sciences sociales. Il s'agit en d'autres termes du *dilemme de Mannheim* qui pose la question de la liberté et du déterminisme pour les scientifiques dans les mêmes termes que pour les autres agents humains. Le privilège du scientifique de découvrir des lois est questionné au motif que l'activité scientifique est elle-même soumise aux mêmes lois qui expliquent le comportement des agents humains puisque « l'idéologie est l'état naturel de la pensée », scientifique ou de sens commun (Macherey, 2007).

En d'autres termes, une aporie logique guette le chercheur puisqu'à la lueur de ces considérations : « toute analyse de l'idéologie est vouée à être arbitraire et toute argumentation contraire vouée à l'échec puisqu'il n'y a pas de point hors idéologie à partir duquel l'idéologie peut être décrite » (Thompson, 1987, p. 24). L'analyse de l'idéologie, si elle est conséquente avec elle-même et si elle effectue son autocritique, court donc le risque de se qualifier elle-même d'idéologique. Une des manières de sortir de cette aporie récursive est notamment de s'intéresser à la relation entre *l'interprétation de l'idéologie* et la *critique*. C'est la voie que Thompson empruntera dans sa tentative de mener une étude systématique de l'idéologie, notamment en lien avec le langage. Dans les prochains paragraphes, après avoir abordé la conception par Thompson

de l'idéologie, nous évoquerons la manière dont Foucault invoque Kant pour définir l'*attitude critique* en lien avec la gouvernementalité. Ensuite, nous ferons état de la tentative d'Habermas de fonder normativement une théorie critique de la modernité et préciserons les critiques auxquelles son projet l'a exposé. Nous terminerons par l'explicitation de la notion de transcritique qui nous permettra de faire la transition avec les enjeux épistémiques relativement à la condition postcoloniale. Ainsi, ce texte proposera une relecture critique de la production et de la circulation du savoir à la lueur des travaux de théoriciens dont certains s'inscrivent dans le paradigme postcolonial. Ce faisant, nous suggérerons de lire cette critique épistémologique comme s'inscrivant dans le cadre de la notion de parallaxe telle que Karatani (2003) l'a proposée.

## **2. Déclinaisons critiques**

### **2.1 Thompson : l'idéologie et l'*usage critique***

Selon Thompson (1984, p. 1), l'idéologie est toujours la pensée d'un *autre que soi-même*. C'est-à-dire que le fait de qualifier un propos d'idéologique est en soi une prétention à la critique. Par ailleurs, le médium privilégié de l'idéologie est le langage, dans la mesure où l'étude de l'idéologie ne saurait être dissociée de celle du langage dans le monde social. L'analyse du langage que l'étude de l'idéologie appelle ne saurait dès lors être une analyse systématique des formes correctes du langage mais plutôt une approche du langage comme mode d'action/interaction qui permet de « produire l'histoire et de reproduire la société » (Thompson, 1984, p. 2).

Il faut pour ce faire effectuer la distinction entre plusieurs usages du terme idéologie : l'*usage neutre* tend à considérer que l'idéologie est présente partout et tout le temps. Elle est ainsi conçue comme un système de valeurs sous-jacent à toutes les productions discursives, ce qui aboutit à une *neutralisation* du concept. Inversement, l'*usage critique* de l'idéologie la met en relation avec le maintien (ou non) des relations de domination. L'approche privilégiée par Thompson est anti-consensuelle puisque de son point de vue, l'idéologie n'est pas une sorte d'inconscient social qui unit les membres de la société. A l'opposé : « the stability of our societies may depend, not so much upon a consensus concerning particular values or norms, but upon a lack of consensus at the very point where oppositional attitudes could be translated into political action » (Thompson, 1984, p. 5). C'est à cette mobilisation en vue du maintien des relations de domination que l'idéologie concourt. Cette conception reflète la description que Bourdieu fait de la domination comme connaissance et reconnaissance :

Lorsque les dominés appliquent à ce qui les domine des schèmes qui sont le produit de la domination, ou, en d'autres termes, lorsque leurs pensées et leurs perceptions sont structurées conformément aux structures même de la relation de domination qui leur est imposée, leurs actes de *connaissance* sont, inévitablement, des actes de *reconnaissance*, de soumission (Bourdieu, 1998, p. 19).

Dans un sens, effectuer un travail critique ne revient à rien d'autre qu'à étudier l'idéologie et ses ressorts en vue de favoriser une prise de conscience (ce qui n'équivaut pas nécessairement à l'émancipation).

## 2.2 Foucault : l'*attitude critique*

La critique sera aux yeux de Kant [*Was ist Aufklärung*, 1784] ce qu'il va dire au savoir: sais-tu bien jusqu'où tu peux savoir ? Raisonne tant que tu veux, mais sais-tu bien jusqu'où tu peux raisonner sans danger ?... c'est à ce moment-là, lorsqu'on se fera de sa propre connaissance une idée juste, que l'on pourra découvrir le principe de

l'autonomie et que l'on n'aura plus à entendre le *obéissez* ; ou plutôt que le *obéissez* sera fondé sur l'autonomie elle-même (Foucault, 1990, p. 41).

Lors d'une conférence donnée en mai 1978 devant la Société française de philosophie et intitulée *Qu'est-ce que la critique ?*, Foucault tente de replacer l'entreprise kantienne dans le cadre historique de l'Occident et de démêler les liens qui unissent chez Kant *Critique et Aufklärung* (c'est le sous-titre de sa conférence). La pleine saisie du projet kantien dans ce qu'il a de spécifique nécessite à ses yeux d'effectuer une distinction importante :

Et il me semble qu'entre la haute entreprise kantienne et les petites activités polémico-professionnelles qui portent ce nom de critique, il me semble qu'il y a eu dans l'Occident moderne (à dater, grossièrement, empiriquement, des XVe-XVIe siècles) une certaine manière de penser, de dire, d'agir également, un certain rapport à ce qui existe, à ce qu'on sait, à ce qu'on fait, un rapport à la société, à la culture, un rapport aux autres aussi et qu'on pourrait appeler, disons, l'attitude critique (Foucault, 1990, p. 36).

D'un seul mouvement est ainsi esquissée une double articulation aux niveaux synchronique (entre les différentes acceptions du terme *critique*) et diachronique (la genèse de la critique) qui permet à Foucault de définir la critique comme *attitude*. Cette attitude se construit à l'intersection des trois instances que sont le savoir, le sujet et le pouvoir. L'attitude critique est dès lors à comprendre en rapport avec la gouvernementalisation caractérisée par la pastorale chrétienne qui traduisait la nécessité pour chaque individu de se laisser gouverner dans un rapport d'obéissance à un autre individu (direction de conscience, *technè technôn*). Cette pastorale chrétienne a débuté dès le XVe siècle et s'est accentuée avec la Réforme. Elle a par ailleurs subi une forme de laïcisation de l'art de gouverner les humains, et a vu la fabrication de méthodes diverses complétée par une démultiplication des arts de gouverner (les enfants, les pauvres, les mendiants, les cités, son corps, etc.) ainsi que des dispositifs et des institutions de gouvernement.

Inédite, la thèse défendue par Foucault est que cette *gouvernementalisation*, quelque prégnante qu'elle ait été, ne saurait être dissociée de la question corollaire qui peut se formuler de la manière suivante : « Comment ne pas être gouverné ? ». Cette *attitude critique*, qui est le comportement adopté par le sujet qui se pose la question « comment ne pas être gouverné » (question du *pouvoir* et de la résistance) est donc une réaction à la gouvernementalisation. Cependant, cette réaction doit être nuancée dans la forme qu'elle prend puisque le sujet ne dit pas « je ne veux pas être gouverné *du tout* » mais plutôt « je ne veux pas être gouverné *comme cela* ». *Comme cela, ainsi, de telle manière*. Dès lors, Foucault en arrive à reformuler l'attitude critique dans les termes suivants : « nous ne voulons pas être *tellement* gouvernés » (Foucault, 1990, p. 38), c'est-à-dire pas gouvernés suivant telles ou telles modalités.

L'attitude critique est une *pratique sociale* du *sujet* qui prend ses distances d'un *pouvoir* qui se réclame de la *vérité*. Par conséquent, la critique est un désassujettissement à l'égard de la « politique de la vérité ». Là, résiderait selon Foucault la mission que Kant a fixée à la critique : être *en décalage* par rapport à l'*Aufklärung*.

### **2.3 Habermas : la *théorie critique* et ses apories**

Le silence d'Habermas sur la question des relations de genre, dénoncé par Nancy Fraser (1989), est à mettre en rapport avec son évocation explicite de l'Afrique dans le tome 1 de la *Théorie de l'agir communicationnel*. Dans son analyse de la modernité occidentale, Habermas, à l'instar de Parsons (qui met l'accent sur les révolutions démocratique, industrielle et éducative dans *System of Modern Societies*) met l'accent sur des facteurs endogènes en omettant les contacts, parfois fracassants, de l'Occident avec le reste du monde sur les plans culturel, militaire et économique sous les formes de l'esclavage, de l'impérialisme, du colonialisme, etc. (Eze, 1998). Une

première critique adressée à Habermas est son évocation de l'Afrique pour comprendre la modernité occidentale sans aucune référence à ces rencontres historiques, mais plutôt en privilégiant une anthropologie anhistorique de l'homme africain et de ses cultures.

La perspective habermassienne relative à l'Afrique est à cet égard qualifiée de « an excursus into the outer court of the theory of argumentation » (Eze, 1998, p. 141), puisque l'Afrique constitue l'altérité radicale (en termes de spatialité et d'historicité) de l'expérience occidentale pour ce qui est de l'agir communicationnel. Le recours à la culture azande pour en montrer l'absurdité (c'est-à-dire la tolérance aux contradictions logiques) sert de contrepoint pour montrer que la rationalité occidentale n'est pas seulement spécifique, mais supérieure aux *formes de vie* non occidentales et plus particulièrement africaines.

Eze (1998) propose de lire la perspective habermassienne sur l'Afrique à l'aune du contexte géopolitico-épistémique qui l'a rendue possible. En effet, les récits occidentaux sur l'Afrique du XVe siècle montraient, à l'ère des grands empires africains, une exemplaire relation d'égalité. Quand l'économie de plantation nécessita une main d'œuvre servile dont les Africains réduits à l'esclavage constituèrent l'essentiel, la littérature se fit péjorative et l'Afrique fut considérée comme le territoire d'une « sous-race », de sauvages, etc. Dès lors que l'esclavage déclina et que les relations entre l'Afrique et l'Europe prirent la forme d'une occupation et d'une administration locale des populations et des ressources consécutivement à la *Conférence de Berlin* de 1885, « the theory of Africans shifted to accommodate this new reality: Africans are not subhuman or prerational, they have rational capacity, but one inferior to Europeans » (Eze, 1998, p. 147). C'est selon Eze dans le cadre de cette économie générale qu'il faut comprendre les thèses africanistes d'Habermas qui s'inscrivent dans une perspective téléologique de rationalisation où l'Afrique a un lourd handicap à surmonter face à ses devanciers occidentaux.

Ces considérations situent le cœur de la critique d'Eze (1998) au niveau épistémologique. Habermas commence par universaliser la rationalité (un produit daté et localisé) puis à interroger les sociétés africaines à l'aune de cette catégorie pour en montrer l'absence. Dès lors, l'univers rationnel par excellence est bien entendu constitué des sociétés occidentales dont l'Afrique, reconstruite à travers l'anthropologie essentialiste, est le parfait envers.

Au terme de son argumentation, Eze considère que, pour être développée, rationnelle et civilisée, une culture ne doit pas seulement être moderne mais doit aussi être occidentale selon les termes de la démonstration habermassienne. Appliquer à Habermas sa propre thérapie, c'est-à-dire questionner les relations entre l'idéologie et la critique, permet de montrer les limites de l'approche habermassienne et de la validité de son universalité autoproclamée.

#### **2.4 Karatani : une approche transcritique**

Karatani (2003) a effectué une contribution importante et remarquée avec *Transcritique : On Kant and Marx*, ouvrage dans lequel il relit *Le Capital* (dont le sous-titre est *Critique de l'économie politique*) de Marx à la lumière des trois *Critiques* kantiennes. C'est un premier sens, assez évident, dans lequel on peut comprendre le titre (*Transcritique*) puisqu'il articule les deux plus grands théoriciens de la critique en lisant le plus récent (Marx) à la lumière de l'appareil conceptuel du plus ancien (Kant). Un deuxième sens de *transcritique*, plus restreint, est l'application à la théorie de la valeur de Marx des catégories transcendantales kantiennes. C'est un travail de réflexivité qui pose la question des conditions de possibilité de la théorie de la valeur à un niveau conjointement épistémique et historique (dialogue avec Ricardo et Bailey

notamment). Ce faisant, Karatani est transcritique dans sa démarche théorique même et permet d'articuler Kant (théorie de la connaissance) et Marx (mise au jour de l'idéologie<sup>1</sup>).

Le cœur de la thèse de Karatani réside dans la reprise du traitement que Kant fait des *Antinomies de la raison*. Ces antinomies sont des propositions contradictoires qui ne peuvent être simultanément tenues pour vraies, mais qui sont valides quand elles sont considérées séparément à partir de leurs perspectives propres. En analysant ces antinomies dans sa *Critique de la raison pure*, Kant ne les oppose pas et ne les considère pas comme étant la négation l'une de l'autre. Cette procédure aboutit à des allers et retours qui privilégient à chaque fois la considération d'une proposition et la mise entre parenthèses de la proposition alternative. C'est cette procédure analytique, qui relève de l'entendement, que Karatani appelle « parallaxe ». Ce faisant, il considère qu'il n'y a pas de moment de synthèse (approche hégélienne de la dialectique) possible et qu'il faut rendre droit à la radicale différence des antinomies, à leur irréductible altérité. Là réside la condition d'une *ouverture critique* qui interroge les conditions de possibilité du savoir et donne les outils pour le contester. Nous verrons plus loin que la condition d'une critique postcoloniale est irréductiblement liée à cette parallaxe qui met entre parenthèses le discours occidental universalisant, fût-il critique.

D'un côté, Karatani (2003) applique l'analytique kantienne à la théorie marxienne de la valeur, et, de l'autre, il montre avec pertinence que Marx lui-même effectue une analyse transcendantale des conditions de possibilité de l'économie capitaliste et qu'il met au jour des antinomies au sens que Kant attribue à ce terme. Pour résoudre ces antinomies, Karatani considère que Marx utilise une analyse *parallactique* qui lui permet de passer *successivement* de la position dogmatique (idéalisme hégélien) à celle de l'empirisme anglais.

---

<sup>1</sup> Ce sont certaines dérives qui en sont issues que Foucault (1990) a caractérisées de « petites activités polémico-professionnelles »

En termes de circulation des discours scientifiques et des théories, une distinction pertinente selon les termes marxistes est celle qui apparaît quand on considère les univers de la *production* de théories occidentalo-centrées comme celle de l'agir communicationnel d'Habermas et leur circulation/consommation/appropriation dans les univers subalternes qui sont parfois traités par ces théories.

Nous aborderons dans la prochaine section quelques-uns des enjeux liés à cette question à travers les travaux à orientation épistémologique de certains théoriciens du Sud.

### **3. Postcolonialité et décentrement épistémique : vers un renouvellement de la critique ?**

La nécessité d'une *dissidence théorique* s'impose avec force pour éviter les effets d'un *impérialisme épistémique*, comme dans les écrits de Habermas en ce qui concerne l'Afrique. Cette dissidence peut trouver des munitions du côté d'une approche transcritique qui, tout en demeurant critique au sens plein du terme, met l'accent sur le décentrement théorique et sur la parallaxe des perspectives. Il s'agit de récuser, avec Wallerstein (2008), une universalisation induite des catégories sans adhérer pour autant à son projet d'un « universalisme universel », utopique dans le cadre d'une approche transcritique. La perspective postcoloniale peut être considérée comme une modalité de ce décentrement : Le postcolonial propose un mode de penser pluriel, qui entend tenir compte de tous les points de vue. On refuse de privilégier comme universelle la pensée, consciente ou pas, transmise par l'historiographie classique des anciennes métropoles européennes, via la bibliothèque coloniale... Relire le passé à la lumière de la critique menée sur la « bibliothèque coloniale » révèle aussi la contingence du savoir, étroitement lié à son contexte historique et politique. L'analyse historiographique légitime la nécessité de la pluralité des regards (Coquery-Vidrovitch, 2011, en ligne).

C'est également la critique qu'Eze (1998) a adressée aux travaux qu'Habermas a consacrés à l'Afrique dans sa *théorie de l'agir communicationnel*. Il s'agit, à l'instar de l'interrogation des rapports entre *Aufklärung* et *Critique*, d'effectuer une « interrogation soupçonneuse » pour se

demander « de quels excès de pouvoir, de quelle gouvernementalisation, d'autant plus incontournable qu'elle se justifie en raison, cette raison elle-même n'est-elle pas historiquement responsable ? » (Foucault, 1990, p. 42). Ce soupçon est celui dont Eze (1998) fait preuve lorsqu'il remet en question le projet habermassien d'interroger la *rationalité de l'agir et la rationalisation de la société* (le sous-titre de la *théorie de l'agir communicationnel*) dans les sociétés non occidentales à partir du critère de rationalité formelle issu de la théorie occidentale.

Le projet foucauldien est à cet égard plus précis et moins *impérialiste*<sup>2</sup> que le propos de Habermas consacré à l'analyse de l'agir communicationnel :

Il ne s'agira pas de dire que les Grecs du Ve siècle sont un peu comme les philosophes du XVIIIe siècle ou bien que le XIIe siècle était déjà comme une sorte de Renaissance, mais bien d'essayer de voir sous quelles conditions, au prix de quelles modifications ou de quelles généralisations on peut appliquer à n'importe quel moment de l'histoire cette question de l'*Aufklärung*, à savoir des rapports des pouvoirs, de la vérité et du sujet (Foucault, 1990, p. 46-47).

L'approche historico-philosophique, qui caractérise selon Foucault son propre travail, ne prétend pas systématiser et synthétiser une raison rationalisante, produite localement puis posée comme universelle, qui servira ensuite de critère pour annoncer aux sociétés autres le diagnostic de leur propre « manque ». Limitant ses prétentions, Foucault prend grand soin de ne pas généraliser un moment historique donné à d'autres conjonctures historiques, tandis qu'Habermas procède à une généralisation à la fois dans l'espace et dans le temps avec pour effets une forme de domination épistémique sur les *hétérotopies* que sont les sociétés non occidentales. C'est ce méta-regard synthétique omniprésent dans le projet habermassien que la transcritique réfute en privilégiant à la place un mouvement transversal qui décentre alternativement les perspectives. Avec la théorie postcoloniale, cette renonciation à la prétention à la totalité a permis de forger des concepts

---

<sup>2</sup> Une analyse plus poussée permettrait de relativiser cette affirmation si elle tient compte de la critique que Spivak (1988) a adressée conjointement à Foucault et à Deleuze.

spécifiques comme le *commandement* (Mbembe, 2000) pour penser la condition postcoloniale avec des concepts *ad hoc*.

Dans la même visée, Santos (2011), cherchant à promouvoir les « épistémologies du Sud », part du constat que la tradition critique eurocentriste a « perdu ses termes » depuis une trentaine d'années et que des alternatives critiques sont à chercher ailleurs. La « perte des termes » de la tradition critique se traduit par le délaissement de sa terminologie propre (aliénation, émancipation, fétichisme, etc.) au profit d'un lexique bourgeois édulcoré (économie sociale, développement alternatif, social-démocratie, etc.). Ainsi, il lui semble nécessaire de tenir à distance une tradition critique inapte à saisir les stratégies et les modalités de l'émancipation hors de l'espace occidental, notamment en Amérique latine et en Afrique :

Je pense qu'aujourd'hui nous sommes confrontés à un phénomène nouveau, à savoir l'énorme divergence qui existe entre ce que prévoit la théorie et les pratiques les plus innovantes et les plus transformatrices qui ont cours dans le monde. Durant ces trente dernières années, les luttes les plus avancées ont été le fait de groupes sociaux dont la théorie critique eurocentriste n'avait pas prévu l'existence : femmes, peuples indigènes, paysans, afro-descendants, piqueteros, chômeurs, sans-papiers, homosexuels et lesbiennes (Santos, 2011, p. 49).

Cette nécessité qu'on peut caractériser de *parallactique* en ce qu'elle enjoint de regarder d'autres réalités avec d'autres instruments théoriques n'équivaut pas pour autant à valider le divorce de la théorie et de la pratique. Cette « cécité réciproque » de la pratique et de la théorie ne peut être surmontée qu'en alliant l'une à l'autre et en tenant la théorie au plus près de l'activisme sous ses différentes formes. La disjonction entre la théorie et la pratique, d'une part, et la « perte des termes » de la théorie critique, d'autre part, nécessitent pour être corrigées à la fois un *décentrement* et la prise en considération de l'imprévu dans le cadre du travail théorique. Ces « surprises » réalités ne le sont que pour la théorie critique eurocentrique, puisqu'à défaut de se décentrer, cette dernière ne saurait même subodorer leur existence du fait de l'inadéquation de

son appareillage théorique par rapport à l'univers des pratiques *indigènes*. Santos en appelle ainsi à une « sociologie des absences » pour récupérer ces expériences *autres* qui se situent de l'autre côté de la « ligne abyssale » tracée entre les sociétés métropolitaines et les sociétés coloniales par des théoriciens comme Habermas :

Cette ligne abyssale surgit de toutes parts dans la pensée d'Habermas. La lucidité remarquable de ce philosophe lui permet de voir cette ligne mais non de *la* dépasser. Sa théorie de l'action communicative, comme nouveau modèle universel de la rationalité discursive, est bien connue. Jürgen Habermas croit que sa théorie constitue un objectif (*telos*) pour toute l'humanité et tient compte du rejet du relativisme et de l'éclectisme. Cependant, lorsqu'on lui a demandé si sa théorie, en particulier sa théorie critique du capitalisme avancé, pouvait être utile aux luttes des forces progressistes dans le Tiers Monde et si ces luttes pouvaient, à leur tour, servir la construction du socialisme démocratique dans le monde développé, il a répondu : « Je suis tenté de dire non dans les deux cas. Je suis conscient qu'il s'agit d'un point de vue limité, eurocentriste. Je préférerais ne pas avoir à répondre » (Santos, 2011, p. 33).

En dépit de la prétention à l'universalité d'Habermas, Santos met en lumière que la rationalité communicative de celui-ci exclut la majorité de la population mondiale. Nous avons vu que, dans son approche historico-philosophique, Foucault se restreint à l'espace occidental où il essaie de reconstruire la généalogie des systèmes de pensée et l'économie générale des pratiques et des institutions relativement à certains sujets soigneusement circonscrits. Habermas, dans son ambitieux projet de penser la modernité occidentale, prend comme contrepoint les sociétés non occidentales comme envers des premières. Ce faisant, il articule la double altérité temporelle et spatiale et parvient ainsi à créer une contraposition entre des *formes de vie* spécifiques. Mais il en arrive paradoxalement à poser « la non contemporanéité du contemporain, c'est-à-dire l'idée que la simultanéité dissimule les asymétries des temps historiques convergeant en elle » (Santos, 2011, p. 34-35). Appliquant une méthode critique, c'est-à-dire « faisant l'analyse de l'idéologie », Santos identifie cinq façons de produire de la *non existence* au niveau théorique. La simple ignorance en est une modalité récurrente. Les quatre autres façons correspondent à des modes de

caractérisation où on qualifie l'expérience autre de *rétrograde*, d'*inférieure*, de *locale* et de *stérile*. Il s'agit *in fine* de modes de production de la *non existence* qui s'inscrivent dans le « registre du manque » (manque d'État, d'économie de marché, de démocratie, de rationalité, etc.) comme analytique des sociétés non occidentales. Dès lors, la parallaxe devient une possibilité d'ouverture dans l'ordre du discours théorique qui permet de montrer la vanité d'une théorie générale et de considérer le métadiscours scientifique comme une « théorie générale sur l'impossibilité d'une théorie générale ». Cette ouverture théorique devrait être complétée par une *traduction* des pratiques émancipatoires en vue de les rendre mutuellement intelligibles. C'est à cette seule condition que l'épistémicide des *épistémologies du Sud* sera évitée, tout en laissant ouverte la question des conditions d'intelligibilité et de réception de ces voix autres supposément muettes dans l'univers discursif dominant (Spivak, 1988).

## Conclusion

Questionner les prétentions à la validité de catégories épistémiques considérées comme universelles ne saurait emprunter les mêmes chemins selon que l'on se situe dans l'espace naturel de naissance de la théorie critique ou dans des univers *autres* qui se trouvent être pris comme objets d'étude par la critique occidentale. Cette irréductible *différence* met en échec les tentatives d'universalisation et entraîne la *dissidence théorique* de penseurs non occidentaux qui estiment être l'objet d'un impérialisme épistémique à prétention universalisante et totalisante. Dans ce cadre, s'inscrit l'appel de Mudimbe (1988) à se débarrasser de la « bibliothèque coloniale » pour penser à nouveaux frais l'expérience africaine. Pour avoir quelque chance d'être opératoire, la critique qui s'interroge sur la condition postcoloniale doit effectuer, à la suite de Marx, le

dévoilement des rapports de domination de toutes sortes, mais aussi interroger, dans le sillage de Kant, *avec un regard soupçonneux*, les discours (y compris scientifiques) sur leurs prétentions à la validité. C'est dans cette articulation qu'une transcritique pourra être fondée comme moyen transitoire en vue de construire une «sociologie des absences».

## Bibliographie

Bourdieu, P. (1998). *La domination masculine*. Paris : Seuil.

Coquery-Vidrovitch, C. (2011). *Comment penser l'universel à partir du postcolonial* [Billet de blogue]. Repéré à <http://blogs.mediapart.fr/edition/la-revue-du-projet/article/130711/comment-penser-l-universel-partir-du-postcolonial-par>

Eze, E. (1998). Out of Africa : Communication Theory and Cultural Hegemony. *Telos*, 111, 139-161.

Foucault, M. (1990). Qu'est-ce que la critique ? *Critique et Aufklärung. Bulletin de la société française de philosophie*, 84 (2), 35-63.

Fraser, N. (1989). *Unruly Practices: Power, Discourse and Gender in Contemporary Social Theory*. Minneapolis : University of Minnesota Press

Habermas, J. (1987). *Théorie de l'agir communicationnel. Rationalité de l'agir et rationalisation de la société*. Paris: Fayard.

Karatani, K. (2003). *Transcritique. On Kant and Marx*. Cambridge : MIT Press.

Macherey, P. (2007). *Karl Mannheim, Idéologie et Utopie*. [Billet de blogue]. Repéré à <http://stl.recherche.univ-lille3.fr/seminaires/philosophie/macherey/macherey20072008/macherey21112007.html>

Mbembe, A. (2000). *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Paris : Karthala.

Mudimbe, V.-Y. (1988). *The Invention of Africa*. Bloomington: Indiana University Press.

Santos, B. de S. (2011). Épistémologies du Sud. *Études rurales*, 187, 21-49.

Spivak, G. C. (1988). Can the Subaltern Speak ? Dans Nelson, C. et Grossberg, L. (dir.), *Marxism and the Interpretation of Culture* (271-313). Urbana, IL: University of Illinois Press.

Thompson, J. B. (1984). *Studies in the Theory of Ideology*. Berkeley: University of California Press.

Thompson, J. B. (1987). Langage et idéologie. *Langage et société*, 39, 7-30.

Wallerstein, I. (2008). *L'universalisme européen*. Paris: Demopolis.

## **Pistes méthodologiques pour la pratique de l'esprit critique dans les études sur les médias**

**Gaëtan Tremblay**

Ils sont à table  
Ils ne mangent pas  
Ils ne sont pas dans leur assiette  
Et leur assiette se tient toute droite  
Verticalement derrière leur tête.  
(Jacques Prévert, *La Cène*, dans *Paroles*, 1946)

En ces quelques mots tout simples, le poète change le cadre d'interprétation de *La Cène* et nous fait rire. Il met à distance la représentation chrétienne, en déconstruit le sens et la désacralise. Création et critique sont ici indissociables. En citant ce poème de Jacques Prévert, je souhaite tout simplement mettre la table, dès le début, pour la fin de mon exposé qui évoquera les rapports entre le sens critique, la création et le sens de l'humour.

Prévert n'est pas le seul poète à déboulonner les statues, à faire place nette pour créer du neuf. En fait, toute l'histoire de l'art et celle de la littérature sont parcourues par cette alternance de déconstruction-reconstruction où l'inspiration des grands maîtres fait bon ménage avec la remise en question des modèles antérieurs.

Le sens critique n'est pas l'envers de la créativité comme le disent ces mauvaises langues qui ne voudraient voir dans les critiques littéraires ou artistiques que des créateurs ratés ou impuissants. Création et sens critique constituent plutôt les deux faces d'une même réalité, les deux moments d'un seul et même processus. J'y reviendrai plus tard, lorsque j'évoquerai mes préoccupations

actuelles en matière de recherche. Auparavant, il me faudra, comme je l'ai annoncé, réfléchir sur les conditions épistémologiques et méthodologiques propices au déploiement de l'esprit critique dans l'étude des phénomènes de communication médiatique. Chacun sait qu'en sciences humaines et sociales, le chercheur fait partie de la réalité qu'il observe. Pour relativiser sa propre subjectivité, pour « désubjectiver » sa lecture ou son interprétation, il ne peut pratiquer la manipulation des variables en laboratoire. L'exercice de l'esprit critique, cet art du doute intrinsèque à toute démarche scientifique, exige toutefois une nécessaire prise de distance, à la fois à l'égard de la subjectivité du chercheur, de son enracinement social et de l'objet de son investigation.

Ma démarche, se voulant épistémologique et méthodologique et motivée avant tout par des considérations pédagogiques, m'entraînera dans une réflexion sur les conditions d'exercice du sens critique et sur les manières de le mettre en œuvre dans une démarche de recherche. J'évoquerai, inévitablement et de manière très rapide, quatre avenues empruntées par les travaux d'économie politique de la communication pour instaurer cette mise à distance, plus particulièrement les études ayant porté sur les transformations des industries culturelles et médiatiques au cours des quatre dernières décennies : l'approche historique, la mise en contexte socio-politico-économique, la méthode comparative et l'interdisciplinarité.

En retraçant la genèse des phénomènes, en mettant en évidence leurs particularismes et leurs similitudes, en expliquant leur rôle et leur sens dans le contexte plus large de la société globale, en confrontant son point de vue avec d'autres, le chercheur en communication se donne les moyens d'éviter les pièges que constituent le naturalisme, l'ethnocentrisme, le déterminisme et le dogmatisme. J'essaierai d'étoffer mon point de vue en faisant référence aux œuvres d'historiens comme Harold Innis et Armand Mattelart et en me basant sur les travaux auxquels j'ai participé au cours des quatre dernières décennies, avec Jean-Guy Lacroix, Bernard Miège, Pierre Mœglin,

Éric George, Philippe Bouquillion et Yolande Combès. En plus de trente ans de collaboration, nous avons mobilisé les ressources de l'histoire, de la comparaison, de la contextualisation et de l'interdisciplinarité dans l'analyse de la convergence et des transformations des systèmes médiatiques français et québécois.

Je terminerai par une réflexion inspirée par mes travaux en cours sur la créativité, le service public et la propriété intellectuelle, laquelle me conduit à une analyse des rapports dialectiques qu'entretiennent les processus de la création et de la critique.

Un retour à la dialectique me semble incontournable pour restaurer la vigueur de l'esprit critique dans les études en sciences de l'information et de la communication. Créativité et sens critique ne sont pas incompatibles. Ils constituent plutôt deux composantes intimement liées de la recherche comme de la pratique sociale.

Le sens critique se manifeste souvent sous la forme d'une petite gêne qui retient d'adhérer sans réserve à tout système, toute idéologie, même à toute théorie si cohérente soit-elle. Cette réserve incite à la modestie. Je conclurai donc par quelques mots sur le sens critique et le sens de l'humour, l'un comme l'autre invitant à prendre avec un grain de sel les énoncés qui prétendent à la vérité.

## **1. L'école critique en sciences de la communication**

Au début des années 1980, Everett Rogers, dans une tentative pour rapprocher et réconcilier les deux écoles, américaine et européenne, représentée respectivement par l'International Communication Association (ICA) et par l'Association internationale des études et recherches

sur l'information (AIERI-IAMCR), écoles qu'il qualifiait dans son article d'empirique et de critique, résumait ainsi les caractéristiques de l'une et de l'autre :

L'école empirique de recherche en communication a, d'habitude, pour caractéristique, l'empirisme quantitatif, le fonctionnalisme et le positivisme. Dans le passé, elle a mis l'accent sur l'étude des effets directs de communication, faisant peu de cas du contexte auquel cette communication est liée. À l'inverse, l'essence de l'École critique est l'importance donnée à la philosophie, au contexte socio-structural plus élargi de la communication, à son orientation marxiste de départ (et ce, bien qu'en aucun cas tous les chercheurs critiques ne soient marxistes), et le souci primordial de savoir qui contrôle un système de communication (Rogers, 1981, p. 311).

Rogers rappelle que d'autres épithètes sont parfois utilisées pour dénommer les deux courants de pensée : recherche administrative versus recherche critique, science répressive versus science émancipatoire, etc. Même s'il s'en trouve plus ou moins satisfait, il préfère quant à lui les qualificatifs d'empirique et de critique.

En 1983, le *Journal of Communication* consacrait un numéro entier (volume 33, numéro 3) à ce débat entre la recherche empirique ou administrative et la recherche critique ou émancipatoire. L'opposition, en fait, est encore bien antérieure et remonte aux origines mêmes des études en communication. Elle a connu un épisode mémorable quand Adorno accepta de participer à une étude sur la radio à l'invitation de Lazarsfeld, lequel mit ensuite fin abruptement à la collaboration en accusant son collègue de se livrer à la spéculation abstraite sans se soucier de vérification empirique (Pollack, 1980).

Pourquoi les diverses tentatives de réconciliation des deux approches ont-elles plus ou moins échoué ? Sans doute parce que, malgré d'évidentes bonnes intentions, la dichotomie entre la recherche dite « objective » et la recherche dite « philosophique » reflète des choix idéologiques et théoriques bien réels et difficiles à harmoniser. Évidemment, la présentation des deux écoles exacerbe l'opposition en enfermant les deux camps dans une position presque caricaturale. Tout

chercheur digne de ce nom ne doit-il pas faire preuve de sens critique, quelle que soit la méthodologie qu'il emprunte et le type de données qu'il analyse ? En revanche, en quoi l'exercice du sens critique doit-il absolument se limiter à l'usage exclusif des méthodes qualitatives ? Nous qui nous réclamons de l'approche critique le savons bien : le nœud de la différence ne réside pas tant dans l'appareillage méthodologique que dans l'élaboration de problématiques qui remettent en cause les rapports de pouvoir, voire dans une posture épistémologique qui ne craint pas d'interroger les fondements même de l'ordre socio-économique.

L'équipe qui s'est constituée autour de Bernard Miège à partir des années 1970 a explicitement refusé le cadrage restrictif imposé par le conflit entre la recherche dite « objective » et la recherche dite « philosophique ». Elle a opté dès le départ pour une méthodologie qui enracine l'analyse critique dans la recherche sur le terrain et a maintenu systématiquement une préférence pour la théorisation de moyenne portée. Ainsi, inspirée de ce que Pierre Mœglin (2012) appelle la critique enracinée, les recherches comparatives que nous avons menées conjointement au cours des années 1990 sur les industries de la câblodistribution, de la télévision, de la télématique et des télécommunications ont donné lieu à l'analyse des luttes de pouvoir entre grands acteurs économiques, dans le contexte des mutations structurelles de ces secteurs, appuyées sur des documents précis et des données concrètes. Les tendances lourdes, à la convergence par exemple, servant d'assises à l'élaboration de moult discours déterministes par les technocrates et les politiques, ont été soumises à une déconstruction systématique mettant au jour les intérêts particuliers des uns et des autres.

Comment se pose le problème de la pensée critique maintenant ? Quels sont les enjeux actuels pouvant affecter sa transmission et son exercice ? Distinguons entre les menaces globales, qui gangrènent l'ensemble de la société, telles que le créationnisme et les fondamentalismes

religieux, les défis spécifiques au champ scientifique, plus particulièrement au champ des études en communication, tels que le relativisme absolu et les orientations exclusivement professionnalisantes de certains programmes de formation. Je n'aborderai pas ici les reculs obscurantistes qu'inflige à la société la montée du conservatisme, bien réels dans un pays comme le Canada dont le ministre responsable de la science et de la technologie est d'obédience créationniste et dont le gouvernement impose le baillon à ses scientifiques parce que les résultats de leurs recherches pourraient contredire le bien fondé de ses politiques rétrogrades, en matière par exemple de protection de l'environnement ou de sécurité publique. Je ne m'y attarderai pas, bien que l'enjeu soit de taille, parce que tel n'est pas le propos que j'ai annoncé. Je me concentrerai plutôt sur le champ des communications, sur les pistes méthodologiques qui m'ont permis, ainsi qu'à mes collaborateurs, de concrétiser et de renforcer l'exercice du sens critique dans nos travaux, en insistant cependant sur le fait que l'usage de ces outils, si utile soit-il, ne produit pas de son seul fait le sens critique.

## **2. Pistes méthodologiques**

### **2.1 L'approche historique**

J'ai fait une bonne partie de mes études durant la belle époque du structuralisme et du systémisme dont les principes méthodologiques mettaient l'accent sur les relations entre les éléments de la structure et du système au moment même de l'observation et tendaient à minimiser les conditions de départ et l'évolution temporelle des phénomènes étudiés. Ni la sémiologie inspirée de la linguistique structurale, ni la pragmatique enracinée dans la cybernétique et

l'analyse de systèmes ne faisaient grand cas de l'histoire. L'identification des composantes et des règles qui en gouvernent les interactions devaient suffire à épuiser le sens, sans qu'il soit nécessaire ou utile d'en retracer l'origine ni le parcours.

Ce déni de l'histoire a fait long feu. Pour comprendre l'état actuel du monde, il est nécessaire d'en retracer la genèse jusqu'aux conditions de départ, d'en suivre les étapes et les transformations au gré des luttes et des conflits, de soupeser l'influence de leurs traces mémorielles jusque dans le temps présent.

Aux États-Unis, le développement des sciences de la communication doit beaucoup à la sociologie, à la science politique et à la rhétorique (Berger, 1991). Au Canada, les influences américaines et européennes se sont évidemment fait sentir avec force. Mais si la sociologie et la sémiologie ont marqué la formation et les travaux de nombre de chercheurs, les œuvres pionnières d'Harold Innis et de Marshall McLuhan ont durablement inscrit l'histoire et l'économie politique parmi les disciplines inspiratrices des sciences de la communication. On peut y voir la source de l'intérêt marqué pour la longue durée et les jeux de pouvoir qu'on retrouve souvent dans les études canadiennes. Parmi d'autres, le travail de Maurice Charland et celui de Michael Dorland en sont de bonnes illustrations. L'accueil enthousiaste réservé aux livres d'Armand Mattelart, au Québec en particulier, constitue un autre indice de cette ouverture aux perspectives historiques et politico-économiques.

Dans nos études sur les industries culturelles et médiatiques québécoises et canadiennes, les rappels historiques se sont toujours avérés déterminants pour comprendre les règles du jeu et les stratégies des acteurs. Chaque fois, nous avons été confortés dans notre conviction que l'analyse critique, pour mettre en évidence les enjeux soulevés par les développements récents, devait prendre appui sur la connaissance du passé.

L'explication historique n'a rien à voir avec la mécanique systémique. Loin du jeu de règles abstraites et intemporelles, elle donne à voir le poids des héritages et des institutions, les intérêts et les stratégies des divers protagonistes collectifs et individuels, la succession des événements parfois aléatoires, souvent imprévisibles. L'histoire situe l'action humaine dans le contexte des tendances lourdes de son époque. Elle raconte l'inextricable imbrication, chaque fois circonstancielle, des déterminismes contextuels et des choix d'acteurs.

## **2.2 La contextualisation**

La référence au contexte social, économique et politique pour comprendre les transformations des secteurs médiatiques et culturels représente une autre prescription méthodologique essentielle à l'exercice du sens critique. Bien évidemment, le choix qui nous a orientés vers les sciences de la communication nous porte tout naturellement à diriger le projecteur sur les phénomènes qui y sont associés ou qui en résultent, voire à privilégier le fait communicationnel dans l'explication des transformations en cours. La centralité accordée à la communication est compréhensible chez des chercheurs qui en ont fait leur objet d'étude, choix renforcé par le constat de l'importance grandissante, depuis le milieu du XIXe siècle, de la communication dans la vie des sociétés industrielles avancées. Le danger qui nous guette, auquel McLuhan n'a pas su résister, est celui du déterminisme technique, malheureusement si répandu dans notre champ d'étude ainsi qu'auprès des technocrates et des décideurs économiques et politiques.

Une bonne partie des efforts de l'économie politique de la communication a été consacrée au fil des ans à la déconstruction des *a priori* du déterminisme technique et à la mise en valeur des facteurs économiques, politiques et sociaux. *2001 Boggles*, ouvrage en quatre tomes que nous j'ai

coédité et dont le titre est un clin d'œil au pétard mouillé du bogue de l'an 2000, a permis d'attirer l'attention sur d'autres problèmes que les pannes techniques.

Pour faire contrepoids à cette tendance déterministe et nuancer la centralité du fait communicationnel, il est indispensable de resituer ce dernier dans un contexte plus large qui fait bonne part aux intérêts socio-économiques, aux facteurs démographiques et géographiques, aux jeux de pouvoir et aux influences culturelles.

La question reste de savoir si l'on peut fournir, et à quelles conditions, une explication globale, raisonnable et crédible des enjeux contemporains à partir de la communication ? Ceux qui jusqu'à présent s'y sont essayés, en publiant des énoncés sur la société de l'information, comme Manuel Castells par exemple, ont certes connu un succès relativement important auprès des technocrates et d'une partie de l'opinion publique, mais n'ont pas réussi à présenter un modèle qui résiste à une analyse critique minutieuse.

### **2.3 L'approche comparative**

D'un point de vue sémiotique, l'histoire et la mise en contexte sont des stratégies qui appartiennent à l'axe syntagmatique. L'approche comparative et l'interdisciplinarité se situent davantage sur l'axe paradigmatique. Ou pour parler le langage d'Innis, les deux premières stratégies renvoient à la dimension temporelle, celle de la genèse comme celle de l'instant présent. En revanche, les deux autres stratégies relèvent de la dimension spatiale, celle de l'ailleurs comme celle de l'ici.

J'ai eu la chance, tout au long de ma carrière, de collaborer avec des collègues de diverses nationalités pour mener à bien des études comparatives des industries culturelles et médiatiques ainsi que des politiques publiques les concernant. L'analyse comparative est risquée et doit être

menée avec circonspection. Elle nécessite une connaissance approfondie de chacune des situations comparées, de leur genèse et de leur contexte. Mais si l'on réussit à prendre garde aux simplifications intempestives et aux contrastes artificiels, aux fausses identités et aux généralisations hâtives, l'identification précise des similitudes et des différences se révèle un outil précieux dans l'exercice du sens critique.

L'approche comparative permet de spécifier et de relativiser le phénomène étudié. Elle fournit au chercheur des éléments pour prendre distance de la situation qu'il observe, mais dont il est aussi partie prenante. La comparaison instaure une forme de dépaysement.

## **2.4 L'interdisciplinarité**

La communication est un phénomène complexe et les sciences de la communication sont hétérogènes. Leur origine même, foncièrement multidisciplinaire, invite à l'interdisciplinarité. La recherche en équipe s'impose donc assez spontanément et elle est d'autant plus féconde quand les compétences de ses membres sont complémentaires.

La collaboration interdisciplinaire devient carrément incontournable pour l'analyse comparative internationale, un seul chercheur ne pouvant prétendre maîtriser à lui seul tous les paramètres nécessaires à une analyse compréhensive des systèmes nationaux mis en parallèle. J'ai toujours refusé de me considérer comme un brésilien ou un latiniste, malgré un intérêt de longue date pour le Brésil et l'Amérique latine, préférant dire que je travaille à des analyses comparées en collaboration avec des chercheurs brésiliens et latino-américains.

Sciences-carrefour, les sciences de la communication constituent-elles pour autant une interdiscipline, comme l'affirment plusieurs auteurs (Miège, 2004) ? Le débat sur la spécificité disciplinaire des études en communication se poursuit depuis plusieurs années déjà (Martino,

Berger et Craig, 2007). Qu'on en vienne à la conclusion que les sciences de la communication constituent, ou non, une discipline à part et de plein droit n'a pas en soi d'incidence directe sur l'objet de notre réflexion concernant l'exercice du sens critique. L'ouverture interdisciplinaire, par contre si, dans la mesure où la multiplication et le croisement des approches, des points de vue et des méthodes favorisent la remise en question des dogmes, des évidences et des conclusions mal fondées.

## **2.5 Pour un retour à la pensée dialectique**

Si pertinentes soient-elle à sa mise en pratique, l'histoire, la contextualisation, la comparaison et l'interdisciplinarité ne débouchent pas nécessairement sur l'esprit critique. Encore faut-il qu'elles soient tournées vers la recherche des contradictions et de leur dépassement. Bref, il faut qu'elles se situent dans le cadre d'une approche dialectique, une approche d'économie politique de la communication.

L'articulation de la pensée en termes de thèse, d'antithèse et de synthèse met l'accent sur le mouvement, sur les transformations des phénomènes étudiés. Elle conduit fatalement à poser un regard critique sur l'état du monde à un moment historique donné, à débusquer les intérêts sous-jacents, à dévoiler les mécanismes de pouvoir, à identifier les contradictions et les forces d'opposition. Mais pour atteindre sa pleine valeur explicative et sa force transformatrice, cette analyse dialectique doit être enracinée dans des études concrètes, qui ne rejettent *a priori* aucune technique d'enquête, fut-elle quantitative.

### 3. Créativité et sens critique

Plusieurs artistes manifestent ouvertement une certaine aversion pour les critiques, perçus et présentés comme des créateurs ratés et envieux. Cette attitude se rencontre aussi à l'université, dans les programmes de formation culturelle et médiatique, chez certains professeurs et chez beaucoup d'étudiants. La création et la critique sont alors appréhendées dans un rapport d'opposition, d'antagonisme, chacun étant invité à choisir son camp, le créatif étant davantage valorisé que le critique.

Pourtant, une réflexion même sommaire amène vite à conclure que les rapports entre la création et la critique sont faits davantage d'affinités que d'incompatibilités. La culture vit certes de création, mais elle implique aussi transmission, conservation et remise en question. Elle se nourrit d'un aller-retour perpétuel entre critique et création, destruction et reconstruction.

La démarche scientifique suit un parcours similaire. Le chercheur doit faire preuve d'intuition, de sens créatif pour énoncer des hypothèses stimulantes et prometteuses, élaborer une méthodologie adéquate et originale, faire jaillir le sens de ses résultats. Mais il doit également se livrer à une analyse critique rigoureuse des modèles et des recherches précédentes. Et appliquer la même médecine à ses propres travaux, ce qui bien sûr est plus facile à dire qu'à faire.

Depuis la fin des années 90, l'usage d'une nouvelle expression s'est répandue dans les milieux technocratiques et académiques, celle des industries créatives, engendrant rapidement celle d'économie créative. Après Nicholas Garnham (2005) et Philip Schlesinger (2007), j'ai analysé avec un œil critique cette autre nouveauté langagière (Tremblay, 2008). J'ai également abordé avec Pierre Mœglin les enjeux de celle-ci en termes de propriété intellectuelle (Mœglin et Tremblay, 2012). Et j'ai entrepris récemment, avec mes collègues Oumar Kane et Aimé-Jules

Bizimana, une recherche sur les rapports entre l'accessibilité, la créativité et les biens communs dans le renouvellement du service public télévisuel.

L'objectif principal de cette recherche est d'évaluer dans quelle mesure le mouvement des *knowledge and creative commons* permet à la SRC/CBC, à France Télévision et à la BBC de repenser et de reformuler leur mandat de service public dans le contexte créé par le développement de l'Internet et le repositionnement des industries culturelles dans le secteur plus vaste des industries créatives. Pour parvenir à cette évaluation, des objectifs plus spécifiques devront être atteints par l'analyse :

- De l'importance accordée à la promotion de la créativité et de l'accessibilité par les radiodiffuseurs publics au Canada, en France et au Royaume-Uni ;
- Des stratégies de gestion de la créativité interne et externe à l'organisation ;
- De la conciliation opérée par les radiodiffuseurs publics entre les exigences de la propriété intellectuelle et celles de l'accessibilité aux biens communs immatériels ;
- Des intérêts des groupes impliqués dans la création, la production et la diffusion des produits et services culturels ;
- Des objets de conflit, des stratégies de négociation et des ententes conclues.

Notre sens critique doit s'exercer également à l'égard des principes et des institutions qui nous sont chères. Le service public doit être repensé en fonction des transformations en cours. Encore une fois, nous y procéderons dans une perspective historicisante, contextualisante, comparative et interdisciplinaire.

## Conclusion : sens critique et sens de l'humour

Le sens critique, parce qu'il récuse le jovialisme, attitude béatement optimiste, est-il par définition morose ? J'incline, par tempéramment, à penser le contraire. Le sens critique, s'il ne donne pas toujours envie de rire, n'est pas incompatible avec le sens de l'humour. Et Umberto Eco nous a déjà fait entrevoir, avec *Le nom de la rose*, ce qu'il peut y avoir de subversif dans le rire :

Ici on renverse la fonction du rire, on l'élève à un art, on lui ouvre les portes du monde des savants, on en fait un objet de philosophie, et de perfide théologie... [...] Le rire libère le vilain de la peur du diable, parce que, à la fête des fols, le diable même apparaît comme pauvre et fol, donc contrôlable. Mais ce livre pourrait enseigner que se libérer de la peur du diable est sagesse. Quand il rit, tandis que le vin gargouille dans sa gorge, le vilain se sent le maître, car il a renversé les rapports de domination : mais ce livre pourrait enseigner aux doctes les artifices subtils, et à partir de ce moment-là illustres, par lesquels légitimer le bouleversement. Alors, ce qui, dans le geste irréfléchi du vilain, est encore et heureusement opération du ventre se changerait en opération de l'intellect (Eco, 1982, p. X).

L'on sait que le philosophe Henri Bergson a consacré trois essais au rire, rassemblés et publiés en 1900 en un petit livre intitulé *Le rire. Essai sur la signification du comique*. L'on connaît moins l'article publié dans la *Revue philosophique* en 1893 par un autre philosophe français, Auguste Penjon<sup>1</sup>, pour lequel mon ami Pierre Mœglin et moi avons une affection particulière. Contrairement à Bergson qui voit dans le rire une réaction automatique, Penjon y voit une manifestation de la liberté :

---

<sup>1</sup> Il est spécialiste du philosophe irlandais du XVIIIe siècle George Berkeley (1685-1753) et d'African Spir (1837-1890), un philosophe ukrainien du XIXe siècle.

Le caractère commun du comique ou du risible, dans les cas les plus différents, c'est en effet l'irruption soudaine d'une spontanéité, d'une fantaisie, d'une liberté dans la trame des événements et des pensées. Le comique, à tous les degrés et sous ses formes les plus diverses, est donc l'oeuvre d'une liberté. C'est proprement la liberté supposée de la nature ou celle de l'esprit, intervenant en quelque sorte en dépit de la règle, bien plus, comme se jouant, se moquant de la règle, et comme pour faire, si l'on peut ainsi parler, une niche à la raison. Cette brusque intervention, qui dérange le convenu, qui bouscule l'ordre et introduit un pur jeu là où le sérieux se croyait sûr de durer, voilà, si je ne me trompe, où trouver la source profonde du rire (Penjon, 1893, p. 118).

Enfin, rappelons que, selon Erhard Taverna, l'illustre Emmanuel Kant considérait que « trois choses pouvaient neutraliser les difficultés de la vie : l'espoir, le sommeil et le rire. Espérer, malgré le peu de perspectives de recevoir des réponses absolues ; dormir, même si le renoncement est tout ce qui reste à la fin ; rire sur la vanité des efforts philosophiques » (Taverna, 2007).

Le rire subversif, manifestation d'un esprit libre, relève d'une posture épistémologique. Si l'on peut rire sur la vanité des efforts philosophiques, *a fortiori* le peut-on, le doit-on même, sur les prétentions qui font fi de tout sens critique. Le rire n'est pas indispensable au sens critique. Mais assaisonnée d'une dose d'humour adéquate, la pensée critique n'interdit ni le sommeil ni l'espoir.

## **Bibliographie**

Berger, C. R. (1991). Chautauqua: Why Are There So Few Communication Theories? Communication Theories and Other Curios. *Communication Monographs*, 58, 101-113.

Bergson, H.(1900) *Le rire. Essai sur la signification du comique*. Paris : Éditions Alcan.

Dorland, M. et Charland, M. (2002). *Law, Rhetoric, and Irony in the Formation of Canadian Civil Culture*. Toronto : University of Toronto Press

Eco, U. (1982). *Le nom de la rose*. Paris : Grasset.

Garnham, N. (2005). From Cultural to Creative Industries. An analysis of the implications of the 'creative industries' approach to arts and media policy making in the UK. *International Journal of Cultural policy*, 11, 1, 15-29.

Innis, H. A. (1977). *The Bias of Communication*. Toronto : University of Toronto Press.

Innis, H. A. (1972). *Empire and Communications*. Toronto : University of Toronto Press.

Martino, L. C., Berger, C. R. et Craig R. T. (2007). *Teorias da Comunicação. Muitas o Poucas ?* São Paulo : Atelié Editorial.

Mattelart, Armand (1994). *L'invention de la communication*. Paris : Éditions La Découverte.

Miège, B. (2004). *L'information-communication, objet de connaissance*. Bruxelles : De Boeck et INA.

Mœglin, P. (2012). *Enraciner la critique. La question de la diversité culturelle et ses enjeux*. À paraître.

Mœglin, P. (2010) *Les industries éducatives*. Paris : Presses universitaires de France.

Mœglin, P. et Tremblay, G. (2012). Industries culturelles, politiques de la créativité et régime de propriété intellectuelle. Dans Bouquillion, P. (dir.). *Creative Economy, creative industries. Des notions à traduire* (193-214). Paris : Presses Universitaires de Vincennes.

Penjon, A. (1893). Le rire et la liberté. *Revue philosophique*, II, 113-140.

Rogers, E. M. (1981). L'école empirique et l'école critique de recherche en communication. *Les Cahiers de la communication*, 1 (3), 311-326.

Pollack, M. (1980). Paul Lazarsfeld : A Sociointellectual Biography. *Knowledge*, 2, 157-177.

Schlesinger, P. (2007). Creativity : from discourse to doctrine ? *Screen*, 48 (3), 377-387.

Taverna, E. (2007). *Du rire*. Repéré sur <http://www.site-magister.com/bts/resume5.htm>

Tremblay, G. (2008). Industries culturelles, économie créative et société de l'information, *Global Media Journal*, 1 (1), 65-88.

**Deuxième partie :**  
**Démarche critique, émancipation,**  
**exploitation et conflits**

## **La démarche critique dans l'étude des relations armées-médias**

**Aimé-Jules Bizimana**

Le journalisme est un objet multiple que la recherche en communication envisage sous plusieurs perspectives. Un des angles qui retient de plus en plus l'attention des chercheurs sur plusieurs continents est le journalisme de guerre. Ce sous-champ a fait l'objet de nombreuses publications de factures variées, tantôt retraçant l'évolution des relations armées-médias dans différents contextes nationaux et internationaux, tantôt insistant sur la réflexion conceptuelle des rapports de conflit qui s'exercent entre les différentes catégories d'acteurs du théâtre de la guerre. Très souvent, les armées cherchent à limiter l'accès des médias dans les zones de guerre en invoquant la sécurité opérationnelle. Les rapports entre les acteurs qui en résultent sont marqués d'une façon ou d'une autre par le *contrôle*.

En réponse à la question du colloque « Où [en] est la critique en communication », organisé par le centre de recherche GRICIS au congrès de l'ACFAS à Montréal en mai 2012, la présente contribution présente des recherches sur le journalisme de guerre et les relations armées-médias qui s'inscrivent dans une démarche critique à différents niveaux. Nous présenterons d'abord un bref rappel du contexte de notre recherche, qui est centrée sur les dispositifs d'accès journalistique sur le terrain des opérations militaires durant les conflits. Ces dispositifs ont évolué à travers des contextes historiques précis.

Dans un deuxième temps, nous exposerons les outils d'analyse théorique empruntés à des auteurs considérés comme critiques. Ici, l'étude des relations armées-médias se fait à travers la notion de dispositif qu'on trouve dans l'œuvre de Foucault et celle de société de contrôle présente chez Deleuze. Les mécanismes de surveillance dont nous discuterons en lien avec les dispositifs journalistiques en temps de guerre reposent sur une approche centrée sur les rapports de pouvoir. Enfin, nous terminerons l'exposé sur un aspect d'ordre épistémologique qui lie la démarche critique à certaines exigences critiques de la recherche en communication (Miège, 2004). L'intérêt porté aux études sur la surveillance constitue en effet un nouveau regard sur la question des relations militaires-journalistes. C'est une nécessité à l'enrichissement des savoirs. D'un point de vue méthodologique, enrichir la recherche passe aussi par un regard plus ouvert et critique sur la démarche d'analyse.

## **Objets de recherche**

La médiatisation de la guerre est un débat récurrent depuis les conflits du XIX<sup>e</sup> siècle où sont apparues les premières mesures de contrôle de l'information et les premières modalités d'encadrement du travail des journalistes couvrant les opérations militaires. Tout au long des différents conflits qui se sont succédé jusqu'au XXI<sup>e</sup> siècle, la diffusion de l'information a été tributaire des mesures de sécurité censées protéger le déploiement opérationnel au sens large et les renseignements militaires sensibles. L'information de guerre a été étroitement associée à la censure et à la propagande en vue d'interdire ou de canaliser les contenus médiatiques. Le contrôle des productions médiatiques s'est accompagné en outre du contrôle des mouvements journalistiques en termes de restriction d'accès au théâtre des opérations. De plus, le

développement des techniques de relations publiques a modifié le rapport militaire aux médias en temps de guerre. Faire la guerre implique désormais la préparation minutieuse du front médiatique avec une planification opérationnelle élaborée qui commande le déploiement de ressources humaines et techniques considérables, ainsi que l'exécution d'un plan de communication à plusieurs niveaux.

Depuis l'invention du télégraphe et sa première utilisation pour rapporter les événements durant les guerres de Crimée (1854-1856) et de Sécession (1861-1865), le développement rapide des technologies d'information et de communication a joué un rôle important dans l'évolution du reportage de guerre (Neuman, 1996), en plus d'avoir une incidence sur les rapports entre les militaires et les journalistes sur le terrain. Après ses débuts remarquables au Vietnam, la télévision aura un impact majeur à partir de la guerre du Golfe avec l'ajout de la transmission satellitaire. Cependant, dans presque chaque guerre, l'arrivée d'une nouvelle technologie n'a eu qu'une incidence très limitée quant aux effets du contrôle de l'information en zone opérationnelle.

Dans l'évolution du journalisme de guerre, un de nos intérêts de recherche est le dispositif *embedding*<sup>1</sup>, qui a été instauré au début de la guerre en Irak à partir de février 2003. Lors de ce conflit mené contre le régime de Saddam Hussein, le Pentagone a annoncé la mise en place d'un nouveau mode d'accréditation des journalistes américains et internationaux (Lewis, 2006 ; Charron et Mercier, 2004 ; Tumber et Palmer, 2004). Jusque-là, la couverture médiatique des opérations militaires américaines se faisait par le biais du système des *pools*. Ces derniers sont des groupes restreints de journalistes, essentiellement issus des grands médias, choisis pour représenter l'ensemble des médias avec l'obligation de partager avec leurs collègues les informations recueillies sur le terrain. En raison de son caractère à la fois très limitatif sur le

---

<sup>1</sup> « L'embedding est le processus d'intégration des journalistes dans des unités militaires en vue de couvrir les opérations de l'armée durant une période donnée » (Bizimana, 2011, p. 181).

nombre des accréditations et très contraignant en matière de liberté d'action journalistique, le modèle du *pool* a été fortement critiqué, notamment au moment de la guerre du Golfe de 1991 (MacArthur, 1992 ; Sharkey, 1991) et au cours de plusieurs interventions américaines, principalement dans la décennie 1990 (Combelles-Siegel, 1996). Avec un nombre impressionnant de journalistes accrédités au sein des unités combattantes en Irak, l'*embedding* se voulait plus ouverte par rapport au *pool*. Les contraintes sévères imposées aux journalistes dans les décennies 1980-1990 tirent leur origine de la détérioration des relations armée-médias au lendemain de la guerre du Vietnam, où la couverture médiatique a été blâmée pour avoir contribué à la défaite de l'armée américaine<sup>2</sup>. Le modèle de l'intégration journalistique expérimenté en Irak a été repris ensuite par différentes armées occidentales lors de la guerre en Afghanistan à partir de 2003.

Des modalités de censure et de propagande à l'*embedding* en passant par le *pool*, il faut porter la critique dans les plis de l'étude des relations armées-médias et de la communication de guerre. En ce qui nous concerne, la démarche critique peut se concevoir d'une part en termes de remise en cause des conditions socio-historiques données et, d'autre part, en termes de processus épistémologiques à la fois par le cadre d'analyse et la posture méthodologique.

Le premier aspect a trait au regard critique que l'on peut porter sur l'évolution des relations armées-médias dans une perspective historique. Cette direction négligée par la recherche en communication offre pourtant plusieurs voies, où l'on peut remettre en question les décisions politiques et militaires ainsi que les pratiques journalistiques sur un horizon historique qui peut être synchronique ou diachronique. Entre autres, on peut confronter les politiques et les discours officiels aux réalités vécues par les journalistes sur le terrain. Par exemple, l'analyse du dispositif *embedding* peut se faire à l'aune d'un passé du journalisme de guerre dont on remet en cause un

---

<sup>2</sup> Voir entre autres Aukofer et Lawrence (1995) et MacArthur (1992) [chapitre 4 : *Vietnam Syndrome*].

certain nombre de paramètres institutionnels. Voyons à présent plus en détail les emprunts qui sous-tendent notre démarche critique.

## **Outils d'analyse critique**

Le premier emprunt théorique de notre démarche critique est fondé sur une problématisation des relations armées-médias en termes de rapports de force. Ici, nous recourons à un cadre d'explication qui s'inspire principalement de deux auteurs du courant critique, à savoir Michel Foucault et Gilles Deleuze<sup>3</sup>. Chez le premier, nous nous intéressons au concept de dispositif et à ses liens avec plusieurs autres concepts dans un univers conceptuel dense. Chez le second, nous trouvons des échos du dispositif foucauldien et nous nous arrêtons entre autres à ses propositions sur les sociétés de contrôle.

Dans ses ouvrages, Foucault s'est intéressé à différents dispositifs. Après avoir travaillé avec la notion d'*épistémè* dans *Les mots et les choses* (1966), le philosophe français a exploré la notion de dispositif : d'abord dans *Surveiller et punir* (1975) où il a analysé un nouveau pouvoir de punir qui caractérise le système carcéral à l'âge classique et ensuite dans *La volonté de savoir* (1976), ouvrage consacré à l'histoire de la sexualité à travers l'articulation discours-savoir-pouvoir.

Dans *Surveiller et punir*, Foucault use abondamment du terme *dispositif*, au singulier comme au pluriel. La première occurrence dans le livre apparaît au pluriel. Expliquant l'évolution du supplice dans la punition, Foucault écrit : « en fait la prison dans ses dispositifs les plus explicites

---

<sup>3</sup> Nous avons déjà analysé avec plus de précisions les réflexions de ces deux auteurs en rapport avec le dispositif *embedding* (voir Bizimana, 2011).

a toujours ménagé une certaine mesure de souffrance corporelle » (2006, p. 23). On peut en déduire que la prison fait référence à plus d'un dispositif.

Au fil de l'argumentaire sur l'appareil carcéral, Foucault (2006) expose plusieurs procédés opérant au sein de deux grands mécanismes de surveillance que sont le dispositif disciplinaire et le dispositif panoptique. Un des procédés disciplinaires est comme il l'explique le regard hiérarchique :

L'exercice de la discipline suppose un dispositif qui contraigne par le jeu du regard ; un appareil où les techniques qui permettent de voir induisent des effets de pouvoir, et où en retour, les moyens de coercition rendent clairement visibles ceux sur qui ils s'appliquent (Foucault, 1975 p. 173).

Le dispositif disciplinaire soumet donc les individus à un champ de visibilité dans un dessein de dressage et d'assujettissement qui passe par la docilité des corps. Selon Foucault (1975), l'exemple type est le camp militaire avec ses règlements et son organisation spatiale. Dans le camp militaire comme dans d'autres institutions (usines, écoles, hôpitaux), le fonctionnement de l'appareil disciplinaire est fondé sur des procédures où s'exercent des rapports de pouvoir. Nous reviendrons plus loin sur la conception du pouvoir chez Foucault, précision indispensable pour un décodage de son analyse des dispositifs.

Regard, pouvoir et visibilité traduisent également un autre concept majeur de *Surveiller et punir*, à savoir le dispositif panoptique. Foucault a emprunté le principe du panoptique au philosophe utilitariste anglais Jeremy Bentham, auteur du *Panopticon-The Inspection-House* en 1791<sup>4</sup>. Pour Bentham, le panoptique est une figure architecturale dominée par une tour d'inspection au centre dont la fonction est de surveiller les cellules à la périphérie. Le principe à la base de l'élaboration

---

<sup>4</sup> Voir Bentham (1977) et Foucault (2001a).

du panoptique est la capacité du centre de voir sans être vu par la périphérie. C'est le principe optique d'une surveillance permanente. À ce sujet, Foucault écrit :

Le dispositif panoptique aménage des unités spatiales qui permettent de voir sans arrêt et de reconnaître aussitôt. En somme, on inverse le principe du cachot ; ou plutôt de ses fonctions – enfermer, priver de lumière et cacher – on ne garde que la première et on supprime les deux autres. La pleine lumière et le regard d'un surveillant captent mieux que l'ombre, qui finalement protégeait. La visibilité est un piège (Foucault, 2006, p. 202).

Il faut préciser ici que la fonction d'enfermement renvoie aussi au concept de clôture. Celui-ci est un principe disciplinaire qui définit un espace fermé, mais qui n'est pas indispensable à la condition que le fonctionnement général soit basé sur un espace analytique, comme le précise Foucault.

Par ailleurs, la force du panoptique réside dans sa capacité de faire fonctionner des effets de pouvoir sans contrainte visible :

Celui qui est soumis à un champ de visibilité, et qui le sait, reprend à son compte les contraintes du pouvoir ; il les fait jouer spontanément sur lui-même ; il inscrit en soi le rapport de pouvoir dans lequel il joue simultanément les deux rôles ; il devient le principe de son propre assujettissement (Foucault, 2006, p. 202).

Avec le concept de discipline comme avec celui de panoptique, les procédés de surveillance reposent sur des rapports de pouvoir qui influent sur les conduites des surveillants et des surveillés. Ceci nous amène à préciser le sens que Foucault donne au concept de pouvoir.

L'analyse des rapports de force chez Foucault s'inscrit dans ce qu'il appelle la « microphysique du pouvoir ». Pour le philosophe, le pouvoir traduit un « réseau de relations toujours tendues, toujours en activité, plutôt qu'un privilège qu'on pourrait détenir » (Foucault, 2006, p. 31). Dans *Surveiller et punir*, la thèse centrale est déjà sous-tendue par cette conception où le pouvoir ne peut être envisagé en termes de possession, ni de propriété. Il est plutôt conçu comme un rapport stratégique où s'exercent des effets de domination.

Le pouvoir dans la surveillance hiérarchisée des disciplines ne se détient pas comme une chose, ne se transfère pas comme une propriété ; il fonctionne comme une machinerie. S'il est vrai que son organisation pyramidale lui donne un « chef », c'est l'appareil tout entier qui produit du « pouvoir » et distribue les individus dans ce champ permanent et continu (Foucault, 2006, p. 172).

Dans la perspective foucauldienne, le pouvoir n'est pas nécessairement une instance d'excès, ni de répression. Il s'agit d'un pouvoir basé sur le calcul et l'analyse. C'est le déplacement conceptuel sur le pouvoir qu'a opéré Foucault d'un modèle juridique à un modèle aux effets producteurs. Ce déplacement est beaucoup plus explicite dans son cours au Collège de France *Il faut défendre la société* (1997) et dans son ouvrage *La volonté de savoir* (1976), où il analyse le dispositif de sexualité non en termes d'interdiction, mais en termes de production de la vérité. Certes, le pouvoir peut être répressif, mais il peut également être productif avec de multiples effets (Revel, 2008, p. 109). Aussi, le pouvoir foucauldien s'inscrit dans un même jeu avec le contre-pouvoir. Ici, le contre-pouvoir renvoie aux possibilités de liberté et de résistance, qu'elles soient actualisées ou qu'elles soient seulement à l'état de puissance.

Dans les dispositifs foucauldien, le pouvoir renvoie aux relations de pouvoir, aux rapports de force<sup>5</sup>. Le pouvoir ne peut être identifié à un pôle particulier, mais traverse le dispositif tout entier à travers un jeu local et stratégique. Dans toute société, le pouvoir traduit « une relation dans laquelle l'un veut essayer de diriger la conduite de l'autre » (Foucault, 2001b, p. 1538-1539). Ailleurs, Foucault utilisera les concepts de gouvernement et de gouvernementalité pour expliquer les effets de la conduite des uns sur la conduite les autres<sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> Pour une analyse fine des thèses du pouvoir dans l'œuvre de Foucault, on se référera entre autres à Deleuze (1986, p. 77-99).

<sup>6</sup> À ce sujet, voir le texte *Deux essais sur le sujet et le pouvoir* (Dreyfus et Rabinow, 1984). Pour le concept de gouvernementalité, voir les cours *Sécurité, territoire et population* (Foucault, 2004a) et *Naissance de la biopolitique* (Foucault, 2004b).

Alors qu'il n'avait pas clairement défini le concept de dispositif dans *Surveiller et punir* ni dans *La volonté de savoir*, Foucault précise par la suite que le dispositif désigne un ensemble d'éléments hétérogènes (discours, institutions, décisions, mesures, etc.) qui font réseau<sup>7</sup>. Le dispositif repose à la fois sur des éléments discursifs et sur des éléments non-discursifs avec une fonction stratégique (Foucault, 2001c : 299). Dans son texte « Qu'est-ce qu'un dispositif ? », Deleuze revient sur l'analyse des dispositifs chez Foucault et explique la distinction discursif/non-discursif en parlant de régimes d'énoncés et de régimes de lumière :

Chaque dispositif a son régime de lumière, manière dont celle-ci tombe, s'estompe, et se répand, distribuant le visible et l'invisible, faisant naître ou disparaître l'objet qui n'existe pas sans elle. Ce n'est pas seulement la peinture, mais l'architecture : tel le « dispositif prison » comme machine optique pour voir sans être vu (Deleuze, 2003, p. 317).

Les régimes du visible et de l'énonçable sont traversés par les lignes de forces, celles du pouvoir qui travaillent tous les points du dispositif. Enfin, explique Deleuze (2003, p. 318), le dispositif foucauldien est composé de lignes de subjectivation qui sont des lignes de fuite qui échappent aux autres dimensions (régimes, lignes).

En plus de l'exégèse des dispositifs de pouvoir foucauldien, nous trouvons chez Deleuze une observation sur les sociétés de contrôle. Reprenant Foucault, pour qui les sociétés de discipline étaient entrées en crise, Deleuze (1990, p. 236) avance que les sociétés de contrôle ont succédé aux sociétés disciplinaires avec un fonctionnement par « contrôle continu et communication instantanée » et non par enfermement. L'idée du *contrôle* est empruntée à Burroughs (1981).

Dans cette nouvelle configuration, les milieux clos sont donc remplacés par des milieux souples

---

<sup>7</sup> Il en propose la définition suivante : « Un ensemble résolument hétérogène, comportant des discours, des institutions, des aménagements architecturaux, des décisions réglementaires, des lois, des mesures administratives, des énoncés scientifiques, des propositions philosophiques, morales, philanthropiques, bref : du dit, aussi bien que du non-dit, voilà les éléments du dispositif. Le dispositif lui-même, c'est le réseau qu'on peut établir entre ces éléments » (Foucault, 2001c, p. 299).

qui s'organisent autour d'un contrôle ouvert et flexible. Deleuze (1990, p. 237) explique que les sociétés de contrôle sont caractérisées par les machines cybernétiques et les ordinateurs, contrairement aux sociétés de discipline qui correspondent aux machines énergétiques et aux sociétés de souveraineté dont les machines typiques sont simples et dynamiques. On trouvera aussi des échos, que nous ne développerons pas ici, du passage de la société disciplinaire à la société de contrôle chez plusieurs auteurs, notamment Hardt (1995, 1998), Hardt et Negri (2000) et Mattelart (2006, 2007).

Notre démarche, qui se veut critique, repose sur une problématisation des relations armées-médias en termes de rapports de force. Dans un article consacré au rapport de l'idéologie au langage, Thompson fait le constat suivant :

L'idéologie est essentiellement reliée au processus de maintien de relations asymétriques de pouvoir – c'est à dire dans le processus de maintien de la domination. Cet usage du terme exprime ce qui pourrait être appelé une conception critique de l'idéologie (Thompson, 1987, p. 9)<sup>8</sup>.

Prenant appui sur cette conception, nous nous intéressons à l'asymétrie des rapports de force dans les dispositifs journalistiques en terrain militaire et aux facteurs qui contribuent à la diminuer, à la maintenir ou à l'augmenter. Les discours officiels peuvent être interrogés à cet égard. Le rapport asymétrique peut aussi être révélé en analysant les relations à la fois institutionnelles et individuelles qui caractérisent les dispositifs mobilisés, les principaux acteurs étant ici les différentes instances d'affaires publiques des armées et les journalistes accrédités et leurs employeurs. Dans la couverture médiatique des conflits, il est aussi intéressant de s'arrêter aux conditions de travail des journalistes non accrédités qui évoluent en marge des dispositifs

---

<sup>8</sup> Ici, notre intérêt premier n'est pas l'idéologie, mais on trouvera également la dimension critique de cette notion chez Voirol (2008).

officiels. La condition « non-accrédité » par rapport à celle d'« accrédité » constitue en soi un rapport asymétrique.

## **Exigences critiques**

La seconde dimension de notre démarche critique, qui est intimement liée à la première, est de proposer de nouvelles paires de lunettes pour l'analyse des relations armées-médias. Bernard Miège (2004) a avancé quelques exigences critiques qui incombent à la recherche en communication, que nous prenons ici la liberté de reprendre pour soutenir notre propos, sans les reproduire intégralement. La première exigence critique consiste à « enrichir les problématiques en suscitant la multiplication des approches transversales et en élargissant l'investigation à des champs partiellement ou totalement en friche » (Miège, 2004, p.183).

Sans prétendre embrasser la vaste littérature sur l'étude des relations armées-médias, nous pouvons *grosso modo* séparer deux perspectives dominantes. La première perspective est relative à l'analyse historique de la médiatisation des conflits qui repose souvent sur de larges synthèses diachroniques, surtout anglo-saxonnes, de la couverture médiatique des conflits nationaux et internationaux. La deuxième perspective est de nature théorique et s'est attelée à décortiquer les relations armées-médias et les modalités du contrôle et de la manipulation de l'information au sens large. Dans cette catégorie, on retrouve des analyses entre autres de la censure, de la propagande et de la désinformation, ainsi que celles des nouvelles formes de contrôle dans des dispositifs de communication plus flexibles. On peut donner en exemple les travaux récents sur la couverture médiatique de la guerre en Irak et du dispositif d'intégration journalistique (*embedding*).

Nos travaux cherchent à explorer de nouvelles avenues en rapportant les relations armées-médias au cadre d'analyse de Foucault et de Deleuze, d'une part, et aux études sur la surveillance, d'autre part. Ce faisant, nous nous inscrivons dans l'exigence critique d'enrichissement de la connaissance. Le recours au concept de dispositif et à ses ramifications théoriques pour comprendre les rapports de force entre les responsables de l'armée et les professionnels de l'information dans différents conflits constitue à cet égard une avenue de recherche intéressante. Dans le même esprit, nous cherchons également à exploiter les travaux des continuateurs du courant de la surveillance (*Surveillance studies*<sup>9</sup>) pour analyser différents espaces de contrôle et préciser leurs effets de pouvoir à travers les dispositifs de communication en temps de guerre qui répondent à des impératifs de sécurité.

Pour Miège (2004, p. 183), une autre exigence est d'« interroger systématiquement les idées reçues ». L'analyse des relations armées-médias doit être rigoureuse et la plus large possible pour éviter des explications simplistes. Pour pouvoir apporter un éclairage nouveau, il est nécessaire de procéder à des investigations empiriques de matériaux d'analyse susceptibles de révéler l'état réel des relations armées-médias. Faute d'être rigoureuse et méthodique, l'interprétation peut facilement recourir aux idées préconçues. La tentation du chercheur ou de l'analyste peut alors être par exemple de cantonner uniquement les relations armées-médias à l'approche de la répression. Même si la répression a été fortement présente dans la couverture des conflits passés, des processus complexes caractérisent les relations armées-médias. Dans nos travaux, l'approche des relations de pouvoir a permis de révéler des effets à la fois répressifs et producteurs dans le dispositif *embedding*. Une approche de recherche rigoureuse est le moyen d'éviter de reconduire, sans les interroger, les idées reçues.

---

<sup>9</sup> On peut penser aux travaux de David Lyon (1994, 2001).

La troisième exigence critique est de :

Faire progresser l'élaboration théorique, non par des propositions généralistes, mais en jetant les ponts entre des niveaux d'analyse supposés différents : les mouvements structurants de longue durée par rapport aux comportements microsociaux (Miège, 2004, p. 183).

Transposée à notre objet de recherche, cette dimension épistémologique appelle une ouverture quant aux approches théoriques et méthodologiques pour aborder les relations armées-médias. Le défi est de réussir un dialogue entre les perspectives d'analyse micro et macro en vue de faire avancer le débat. L'étude des pratiques journalistiques et des pratiques militaires sur le terrain durant une période donnée peut certainement éclairer l'analyse des macrodispositifs militaires et sociaux et réciproquement. À titre d'illustration, l'analyse de la « mise en données » des journalistes dans le dispositif *embedding* est mutuellement informée par l'étude de la « mise en données » des individus, qui est une tendance lourde dans la société. Cette attitude d'ouverture est une nécessité autocritique là où certaines analyses se drapent dans la prétention d'englober toute la complexité de la réalité, tandis que d'autres s'enferment dans des canevas méthodologiques trop strictement déterminés.

## **Conclusion**

L'histoire des relations armées-médias atteste d'une évolution du contrôle de l'information en temps de guerre, évolution marquée par différentes modalités d'accès journalistique sur le théâtre des opérations militaires, par différentes stratégies de communication des belligérants et par des relations de conflit ou de coopération selon les conjonctures opérationnelles.

La censure et la propagande ont été les modèles relationnels privilégiés avec les correspondants de guerre dans les deux guerres mondiales. Plus récemment, à la suite de la guerre en Irak, les dispositifs d'intégration journalistique dits *embedding* se sont multipliés au sein de plusieurs armées, notamment en Afghanistan. Entre les deux contextes historiques et leurs modalités de contrôle de l'information existe un fossé sémantique et qualitatif. Le défi du chercheur est de saisir à la fois la trame historique des événements et des pratiques tant des belligérants que des médias, mais aussi d'expliquer la nature des relations et des dispositifs où s'exercent des rapports de force qui les définissent.

Dans cette contribution, nous avons présenté les éléments sur lesquels repose notre démarche critique. Premièrement, la critique peut s'entendre comme une remise en question des conditions socio-historiques dans lesquelles les relations armées-médias se sont matérialisées. Les guerres du XIX<sup>e</sup> siècle et du XX<sup>e</sup> siècle offrent à la recherche en communication un terrain d'étude fécond. Le regard critique appelle ici à un examen des politiques gouvernementales et des décisions militaires qui déterminent les paramètres de la couverture médiatique des conflits. Dans ce cadre, il faut alors interroger les motivations et les justifications de ces politiques et de ces décisions, ainsi que les pratiques qui en découlent. Les pratiques renvoient ici aussi bien aux tactiques militaires de régulation qu'aux conduites journalistiques. De part et d'autre, les conduites peuvent être liées à des référents professionnels, mais aussi à des actions plus individuelles.

Deuxièmement, la démarche critique passe par une problématisation des relations armées-médias, où l'on cherche à analyser l'asymétrie des rapports de force et ses effets de pouvoir. Pour ce faire, nous empruntons notamment à Foucault et à Deleuze un cadre d'analyse axé sur les concepts multidimensionnels de dispositif et de contrôle.

Troisièmement, la démarche critique a trait à la nécessité pour la recherche de produire de nouvelles connaissances en élargissant les problématiques à de nouvelles approches. La mobilisation d'un nouveau cadre d'analyse centré sur le champ de la surveillance et du contrôle s'accompagne également d'une autocritique quant à la démarche méthodologique du chercheur en tenant compte des niveaux d'analyse différents, en l'occurrence les macrodispositifs socio-politiques et militaires et les micropratiques de terrain.

## Bibliographie

Aukofer, F. et Lawrence, W. P. (1995). *America's Team : The Odd Couple, A Report on The Relationship Between the Media and The Military*. Vanderbilt : The Freedom Forum First Amendment Center, Vanderbilt University.

Bentham, J. (1977). *Le panoptique précédé de l'Œil du pouvoir - un entretien avec Michel Foucault : Postface de Michelle Perrot*. Paris : Belfond.

Bizimana, A.-J. (2011). Intégrer pour mieux surveiller les journalistes de guerre. *Les cahiers du journalisme*, 22/23, automne, 180-198.

Burroughs, W.-S. (1981). *Essais II*. Paris : C. Bourgois.

Combelles-Siegel, P. (1996). *The Troubled Path to the Pentagon's Rules on Media Access to the Battlefield : Grenada to Today*. États-Unis : Strategic Studies Institute, U.S. Army War College.

Deleuze, G. (2003). *Deux régimes de fous : textes et entretiens, 1975-1995*. Paris : Éditions de Minuit.

Deleuze, G. (1990). *Pourparlers*. Paris : Éditions de Minuit.

Dreyfus, H. L. et Rabinow, P. (1984). *Michel Foucault : un parcours philosophique avec un entretien et deux essais de Michel Foucault*. Paris : Gallimard.

Foucault, M. (2006 [1975]). *Surveiller et punir: la naissance de la prison*. Paris : Gallimard.

Foucault, M. (2004a). *Sécurité, territoire et population. Cours au Collège de France. 1977-1978*. Édition établie sous la direction de François Ewald et Alessandro Fontana par Michel Senellart, « Hautes études ». Paris : Gallimard/Seuil.

Foucault, M. (2004b). *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France. 1978-1979*. Édition établie sous la direction de François Ewald et Alessandro Fontana par Michel Senellart. Paris : Gallimard/Seuil.

Foucault, M. (2001a). La vérité et les formes juridiques. *Dits et écrits I : 1954-1975*. Paris : Quarto-Gallimard.

Foucault, M. (2001b). L'éthique du souci de soi comme pratique de la liberté. *Dits et Écrits II : 1976-1988*. Paris : Quarto-Gallimard.

Foucault, M. (2001c). Le jeu de Michel Foucault. *Dits et Écrits II : 1976-1988*. Paris : Quarto-Gallimard.

Foucault, M. (1997). *Il faut défendre la société. Cours au Collège de France. 1975-1976*. Édition établie dans le cadre de l'Association pour le Centre Michel Foucault, sous la direction de François Ewald et Alessandro Fontana par Mauro Bertani et Alessandro Fontana. Paris : Gallimard/Seuil.

Foucault, M. (1976). *La volonté de savoir [Histoire de la sexualité I]*. Paris : Gallimard, Coll.

Hardt, M. et Negri, A. (2000). *Empire*. Paris : Exils.

Hardt, M. (1998). La société mondiale de contrôle. Dans Alliez, E. (dir.). *Gilles Deleuze : une vie philosophique. Rencontres internationales, Rio de Janeiro, Sao Paulo, 10-14 juin 1996* (359-375). Le Plessis-Robinson : Institut Synthélabo pour le progrès de la connaissance.

Hardt, M. (1995). The Withering of Civil Society. *Social Text*, 45, 14 (4), 27-44.

Lewis, J., Mosdell, N., Threadgold, T., et Brookes R. (2006). *Shoot First and Ask Questions Later : Media Coverage of the 2003 Iraq War*. New York : Peter Lang.

Lyon, D. (2001). *Surveillance Society : Monitoring Everyday Life*. Buckingham : Open University Press.

Lyon, D. (1994). *The Electronic Eye: The Rise of Surveillance Society*. Minneapolis : University of Minnesota Press.

MacArthur, J. R. (1992). *Second Front: Censorship and Propaganda in the Gulf War*. New York : Hill and Wang.

Mattelart, A. (2007). *La globalisation de la surveillance : aux origines de l'ordre sécuritaire*. Paris : La Découverte.

Mattelart, A. (2006). Société de la connaissance, société de l'information, société de contrôle. Entretien avec Armand Mattelart. *Cultures & Conflits*, 64, 167-183.

Miège, B. (2004). *L'information – communication, objet de connaissance*. Bruxelles : De Boeck.

Neuman, J. (1996). *Lights, Camera, War: Is Technology Driving International Politics?* New York : St. Martin's Press.

Revel, J. (2008). *Dictionnaire Foucault*. Paris : Ellipses

Sharkey, J. E. (1991). *Under Fire. U.S. Military Restrictions on the Media from Grenada to the Persian Gulf*. Washington : The Center for Public Integrity.

Tumber, H. et Palmer, J. (2004). *Media at War. The Irak Crisis*. London : Sage Publications Ltd.

Thompson, J. B. (1987). Langage et idéologie. *Langage et société*, 39, 7-30.

Voirol, O. (2008). Idéologie : concept culturaliste et concept critique. *Actuel Marx*, 43 (1), 62-78.

# **Interroger les processus de communication dans l'entreprise de services : la proposition du communicationnisme**

**Mohamed Ali Elhaou**

## **Introduction**

Les téléopérateurs<sup>1</sup> de Téléperformance Tunisie<sup>2</sup> considèrent la communication qui accompagne le processus d'intensification de leur travail comme des mots et des arguments vidés de leur sens, comme des termes absurdes. Ce sont donc des signes qui viennent conforter, à leurs yeux, une méthode managériale opportuniste et qui mérite critique. Par conséquent, les initiatives prises par la direction de l'entreprise sont souvent reçues avec méfiance de la part des salariés. Pour rendre compte de cette méfiance, nous proposons un concept : le communicationnisme. Il s'agit ici de le considérer comme la trame de fond de la communication managériale. Ce faisant, nous expliciterons trois processus qui sous-tendent l'idéal de communication dans l'entreprise et qui le transforment en communicationnisme. Ce sont la technologisation, la rationalisation (Mœglin, 2005) et la rhétorisation (voir la Figure 1).

---

<sup>1</sup> Par téléopérateurs, on désigne indistinctement les femmes et les hommes qui travaillent à Téléperformance Tunisie.

<sup>2</sup> Une multinationale spécialisée entre autres dans la sous-traitance de la relation client.

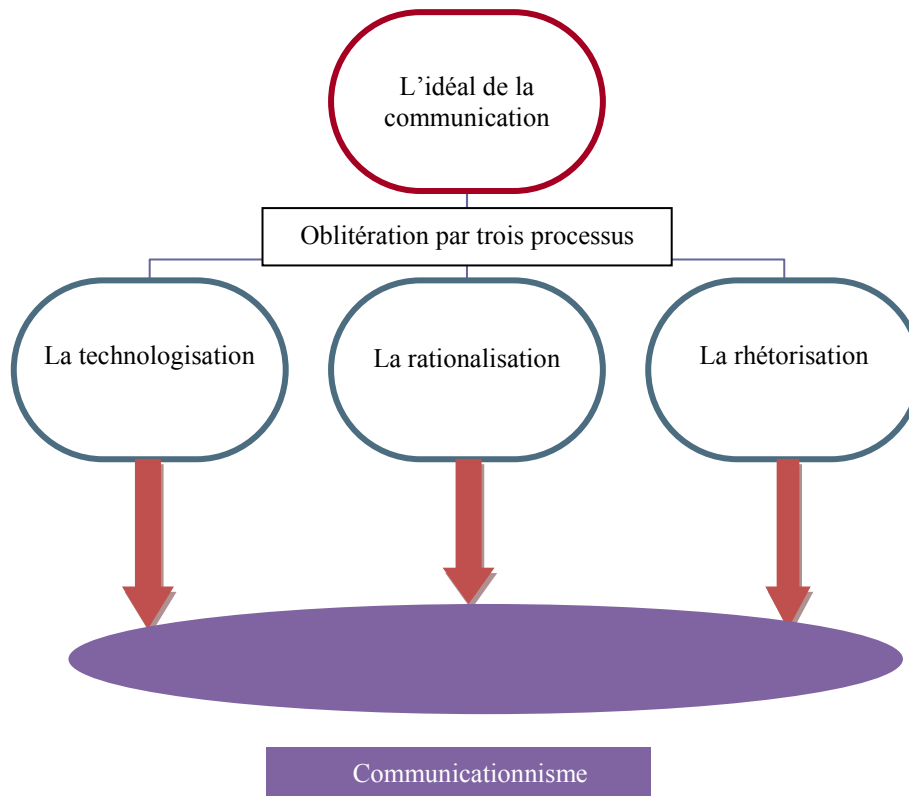


Figure 1 : Le communicationnisme comme oblitération de l'idéal de la communication

Méthodologiquement, ce texte s'inscrit dans une recherche recourant à une observation à la fois participante dans sa première partie (de manière discontinue entre 2005 et 2007) et non participante dans sa seconde partie (entre 2008 et 2010). Ces observations sont en outre accompagnées d'une enquête qualitative initiée en 2005 avec pour terrain la multinationale Téléperformance Tunisie. Cet oligopole dispose de trois bureaux dans la capitale Tunis, un quatrième à Ben Arous et un cinquième à Sousse. Elle emploie de manière variable et fluctuante environ 5000 salariés parmi les plus diplômés du pays.

Dans l'étape de collecte de données, nous avons réalisé des entrevues avec des téléopérateurs à la sortie du travail (Elhaou, 2011) et avons aussi interrogé des employés de l'entreprise sur le mode de fonctionnement de cette industrie des services<sup>3</sup> dans un contexte de grève.

<sup>3</sup> Chose que ne fut pas simple vu que l'entreprise semble à l'abri de toute critique de la part des médias ou du gouvernement tunisien.

## 1. La technologisation de la communication

Les chefs d'équipes et les responsables de production en Tunisie, une fois formés à une communication gadgétisée par des équipes de la maison-mère venant de France, soulignent la résistance au changement (Agocs, 1997), la déviance et le manque d'implication des téléopérateurs qu'ils dirigent. C'est dans ce cadre conflictuel que la technologisation de la communication s'insère en tant qu'injonction à la performance. Cette dernière tient peu compte de l'incapacité du téléopérateur à maintenir une cadence de travail sans cesse revue à la hausse. Cette cadence se conjugue en outre avec une individualisation des objectifs et une multiplication des bilans hebdomadaires, voire quotidiens sur certaines plates-formes. Ces bilans sont utilisés par les superviseurs pour mesurer et comparer les rendements de chaque exécutant.

Ces traces numérisées ont l'allure d'une mécanique organisationnelle bien ficelée. Pour nourrir cette apparence, Téléperformance n'a pas manqué pas de mettre en avant son alliance conclue avec Tunisie Télécom le 16 octobre 2007. Cette alliance avait conduit à l'élaboration d'un contrat pour le développement de l'activité des « centres de contacts ». Elle comporte des possibilités de connexion en fibre optique ainsi qu' « un réseau en IP VPN sur MPLS »<sup>4</sup>. Cette « avancée technologique » qualifiée de « majeure » encourage la direction de Téléperformance à œuvrer pour promouvoir un univers professionnel où la « communication intelligente » sévit. Cette intelligence est porteuse de solutions strictement techniques parmi lesquelles figure la téléphonie *IP Avaya*<sup>5</sup> optimisée par le logiciel *Avaya Communication Manager* et *Avaya Call*

---

<sup>4</sup> L'abréviation IP VPN désigne les réseaux privés virtuels utilisant le protocole Internet (IP). Cet IP VPN est créé à l'intention des entreprises multisites à l'image des cinq filiales de Téléperformance Tunisie. Ces réseaux privés virtuels en passant par les MPLS (acronyme de « MultiProtocol Label Switching », en français « Qualité de Service ») favorisent une communication dite « intelligente » car combinant la voix, la data et le multimédia.

<sup>5</sup> La téléphonie IP Avaya est une technologie qui favorise la baisse des coûts de communication dans un secteur de sous-traitance de service client de plus en plus disparate et internationalisé. Par ailleurs Avaya est une entreprise éditrice de technologie permettant la convergence des applications voix et données dans les réseaux. En ce sens, elle intervient au niveau de la mise en place d'une infrastructure technologique pour les petites ou

*Management System*. Ce logiciel surveille, analyse et contrôle la qualité des appels des téléopérateurs ainsi que les communications traitées. À Avaya s'ajoutent les serveurs multimédia Avaya S8710 et S8500. Ces serveurs sont équipés d'un provider vocal dit « interactif » ; lequel est, à son tour, intégré à des applications de téléphonie assistée par ordinateur enregistrant les actions entreprises par les téléopérateurs au moment de l'exécution de leurs tâches quotidiennes.

Une accentuation technique des modes de production de la communication des téléopérateurs est donc bel et bien à l'œuvre à travers des technologies comme ACD (*Automatic Call distribution* : distributeur automatique d'appels) ou CTI (*Computer Telephony Integration* : couplage téléphonie informatique). Cette accentuation technique est source de communicationnisme car *primo* elle dénie la possibilité pour le téléopérateur de contrôler les appels. *Secundo*, elle entraîne son isolement dans une activité professionnelle sans perspective de stabilisation dans la durée. *Tertio*, elle le responsabilise à l'excès puisque ce dernier engage désormais, par la qualité de son travail, la réputation de l'entreprise.

Les attrayants termes managériaux de « coaching » aux enjeux des TIC, d'« autonomie » ou de « relation de confiance avec le responsable d'équipe » cachent de fait une ferme incitation à travailler huit heures par jour, parfois durant sept jours par semaine. Cela s'opère sans aucune prise en considération de l'appartenance culturelle des employés locaux. Pour ne pas perdre leur emploi, ceux-ci doivent s'adapter aux modes de vie de leur clientèle internationale. Ines<sup>6</sup>, une téléopératrice ayant travaillé entre février 2005 et juin 2010 dans l'entreprise, explique son parcours et insiste sur un mode gestionnaire « froid ». Elle met en avant le fait que l'intelligence technologique qui représente une des fiertés de l'entreprise ne va pas sans déqualification d'un certain nombre de ses collègues de l'entreprise<sup>7</sup>. À cause, en outre, des

---

grandes entreprises. En outre, la collaboration entre Avaya et Téléperformance avait commencé à partir de février 2004.

<sup>6</sup> Les noms des participants aux entretiens ont été modifiés en vue de préserver leur anonymat.

<sup>7</sup> Note de terrain du lundi 9 août 2010.

changements permanents des technologies utilisées et de leurs fréquentes mises à jour, les opérateurs se déprofessionnalisent de plus en plus. Ils deviennent du coup pressés et constatent chaque jour l'érosion de leur savoir-faire. Ces exécutants participent ainsi de moins en moins à la trajectoire choisie par le management et construisent un rapport instrumental – une armature impersonnelle – avec l'entreprise. Leur attitude de retrait est en l'occurrence une réaction par rapport à des chefs d'équipe vérifiant en permanence la qualité de leur travail. Ils sont incités à respecter « mot à mot » le *script* standardisé et mécanisé s'affichant sur leurs écrans d'ordinateur.

Se profile bel et bien un phénomène de communicationnisme derrière cet univers managérial subliminal optant pour la profusion technologique. Communicationnisme en effet à travers lequel s'opère, *mutatis mutandis*, l'asphyxie de la parole du salarié – dit de terrain – réprimé comme étant une expression spontanée et une innovation dans l'acte d'échange avec son client au téléphone. Ce communicationnisme fabrique ainsi une censure du travail ordinaire en prenant l'apparence de la communication à travers le dispositif technique. Son but est de remplacer tant bien que mal une distanciation managériale croissante. Les salariés par conséquent ne cessent d'être abandonnés à l'imprévisibilité de la demande de leurs clients et n'ont plus le droit de demander protection et stabilité à la multinationale qui les emploie. Celle-ci ne leur garantit, dans une activité de services fluctuante et incertaine, que des missions temporaires et éphémères.

Elle les accule *de facto* au strict accompagnement des inventions techniques. C'est au téléopérateur, en ce sens, de se mettre « au niveau » de la technologie. Son agir et sa communication sont par conséquent rationalisés.

## 2. La rationalisation de la communication

À l'aune du processus de suréquipement technologique, se renforce peu à peu le processus de rationalisation de la communication. Ce deuxième processus émerge en effet dans un souci managérial de réifier les modalités de mise en relation avec le client. Cette rationalisation de la communication incite *de facto* le téléopérateur à se soumettre aux normes véhiculées par les logiciels de travail. Les textes qui s'affichent à l'écran de chaque employé au moment où il décroche le téléphone pour prendre en charge « la relation client » en sont l'illustration. En tant que deuxième manifestation du communicationnisme, le processus de la rationalisation de la communication vise à disciplinariser, à standardiser et à réguler l'espace de parole du téléopérateur, c'est-à-dire son lieu d'« innovation ordinaire » (Alter, 2000, p. 1). Cette disciplinarisation s'opère au moment où certains opérateurs souhaitent s'approprier davantage leur travail en discutant avec leurs collègues de la manière de l'effectuer le plus efficacement possible.

Or, chefs d'équipes et managers considèrent ces tentatives comme des actions informelles et inutiles, voire clandestines, qui « parasitent » l'organisation scientifique du travail (OST). Ce faisant, ils incitent les téléopérateurs à se « concentrer sur l'écran » car cet objet technique, de leur point de vue, semble comporter toutes les réponses à leurs questions. Les chargés de la surveillance et du contrôle de la tâche du téléacteur ont donc la certitude que travailler ne se réduit plus à s'adapter à un poste de travail, mais consiste plutôt à adhérer aux règles d'un système de *bonus-malus*.

En voulant rompre en apparence avec l'autoritarisme, ce système adopte une rhétorique managériale (Both, 2007, p. 53) mettant en avant l'avènement de l'« ère de l'intelligence collective » (Silva et Ben Ali, 2010, p. 360), caractérisée par la « nécessité de coopération » et le « travail collaboratif ». Le système œuvre dans cette perspective à produire une « qualité de

service» conforme, un tant soit peu, aux attentes des clients donneurs d'ordre à Téléperformance Tunisie que sont Orange, Numéricâble, Bell Canada, etc.

L'application des règles managériales passe également par la mise en avant du professionnalisme des opérateurs. Ceux-ci ont peu à peu la responsabilité de la gestion de l'image de l'entreprise. Ainsi, la rationalisation de leur communication s'inscrit dans une propension de Téléperformance à adopter une logique de fonctionnement transparente et à avoir une bonne réputation auprès de ses clients potentiels. Ces derniers exercent, par leur présence tacite, une forme de *double bind*, c'est-à-dire une double contrainte (Wittezaele, 2008) sur le travail communicationnel des téléopérateurs au quotidien. Les exécutants du centre d'appels ont en effet l'impression d'être encadrés et contrôlés par les clients donneurs d'ordre. Dans cette configuration, le management de Téléperformance se excuse de tout abus de gestion autoritariste et met en garde ses téléopérateurs contre d'éventuels « appels tests » provenant des annonceurs. Le contrôle ubiquitaire (Moati et Mouhoud, 2005) devient dès lors monnaie courante. Dans d'autres conjonctures, le management local de ce *call-center* peut aussi jouer son rôle d'intermédiaire entre ses clients et son personnel. Il rappelle, dans ce positionnement, à ses employés l'impératif de s'engager pour la viabilité de l'activité de l'entreprise dans un environnement fortement concurrentiel et incertain.

La rationalisation de la communication du téléopérateur s'exerce de surcroît par le fait de privilégier certaines formules de politesses et de bannir certains mots dits « noirs ». Ces formules de communication, devenant peu à peu des recettes managériales professionnalisantes, se cristallisent et se normalisent par la course quotidienne de chaque exécutant derrière la réalisation du meilleur score de durée moyenne de traitement (DMT). Dans ce contexte, le téléopérateur tend *nolens volens* à déshumaniser les propos de ses clients (Chantelat, 2002). Il ne s'engage ainsi que provisoirement dans la conversation, son but étant de gagner des gratifications par rapport à la performance statistique réalisée. Cet engagement

provisoire privilégiant le court terme contribue, en partie, à une marchandisation croissante de la relation de service au détriment de la logique de don, nécessitant du temps ou du moins de l'attention (Gadrey et Zarifian, 2002).

Au DMT qui régle l'échange du téléopérateur avec son client s'ajoute un artefact managérial visant la standardisation de son travail : *Teleperformance Operational Processes and Standards* (TOPS). Il s'agit d'un outil ayant pour première ambition la concentration et l'amélioration permanentes des performances quotidiennes auxquelles les travailleurs se livrent. Le TOPS amène en effet chaque téléopérateur à atteindre de nouveaux seuils de productivité et à se réinventer *ad infinitum*. Dans l'entreprise de services, le travail des centres d'appels renoue, toutes proportions gardées, avec le mythe de Sisyphe. Il s'agit, en l'occurrence, à chaque journée de travail d'atteindre de nouveaux paliers de réactivité et de découvrir ainsi de nouvelles zones d'excellence et de performance. Sous cet angle, la baisse du rendement du téléopérateur est vécue comme une forme de déviance. De ce fait, même les téléopérateurs performants ne sont pas à l'abri des modalités de contrôle instaurées par le management. Celui-ci les traite de la même manière que les téléacteurs dits à risque. Il s'agit en effet pour les chefs de production d'anticiper et de prévenir à la source d'éventuelles baisses de régime. Tous les employés, sans distinction, sont ainsi appelés à respecter scrupuleusement des consignes strictes qui vont de la manière de s'asseoir jusqu'à la gestion de leur enthousiasme personnel au travail. Au sein de ce processus de rationalisation du comportement de l'exécutant, « le travail en équipe (devient) la pratique collective d'une superficialité dégradante » (Sennett, 2000, p. 139).

De surcroît, un troisième instrument rationalisant de la communication du téléopérateur dénommé *Baseline Enterprise Standard for Teleperformance* (BEST) s'ajoute à la panoplie. Ce BEST est en effet un manuel de normes qualitatives ayant pour objectif de renforcer le dogme de la « haute qualité de service ». Cet objectif est défini comme une performance

élevée passant par une gestion proactive. Ce BEST constitue *grosso modo* la singularité du travail à Téléperformance et se veut donc un guide de bonnes pratiques pour l'instauration progressive de la culture du résultat, de la rigueur et de la polyvalence.

Ces trois instruments, que nous venons d'évoquer brièvement, concourent donc à la rationalisation de la communication du téléopérateur. Le but est de gratifier ou de sanctionner le salarié après chaque échange avec son client. C'est *de facto* une rationalisation à la pièce, qui conduit vers le communicationnisme :

L'un des moyens techniques que l'entrepreneur moderne a coutume d'employer pour obtenir de « ses » ouvriers le maximum possible de rendement, pour augmenter l'intensité du travail, c'est le salaire à la pièce (Weber, 2003, p. 38).

Cette rationalisation de la communication, dans le cadre d'une entreprise industrialisant les services, nécessite pour susciter l'adhésion de ses salariés la théâtralisation de l'énoncé managérial.

### **3. La rhétorisation de la communication**

Se prévalant d'être porteur de modernité, le management de Téléperformance prétend ne pas utiliser de méthodes tayloriennes, qu'il considère désuètes. Or la lutte contre la « flânerie » ne cesse de se perfectionner. Dans cette perspective, se pose la question : comment le management parvient-il à faire adhérer ses téléopérateurs à l'idée qu'ils exercent leur activité dans une organisation *adhocratique* ?

L'examen du processus de la rhétorisation de la communication permet en partie de répondre à cette question. Celui-ci est en effet une fiction narratologique, c'est-à-dire une « feintise » (Schaeffer, 2005, p. 19) sérieuse dans l'entreprise. La rhétorisation de la communication amène en effet par une forme d'« engobage » (Gramaccia et Cordelier, 2012, p. 14) les salariés à se mettre en conformité avec celle-ci. L'annonce, tambour battant, de l'avènement

du toyotisme et du « paradigme du don » (Alter, 2010, p. 173) dans l'entreprise de services en est en partie l'illustration. Cette rhétorisation de la communication est donc une forme de sublimation de la réalité paupérisée des opérateurs. En dépit du fait qu'ils gèrent leur déqualification au quotidien, ces derniers sont censés enjoliver leurs expériences dans l'entreprise et mettre en avant leur « performance attitude ».

En faisant donc table rase du travail réel du téléopérateur, la direction de Téléperformance Tunisie tente d'occulter ce vécu en mettant en œuvre des rhétoriques publicitaires. Ce qui est recherché est la souscription, du moins apparente, du téléopérateur aux productions discursives du management.

Ainsi, le salarié doit faire vivre des notions hermétiques dont l'entreprise use et abuse, telles que la « bonne gouvernance », l'« organisation en réseaux » et la « richesse des ressources humaines tunisiennes ». Ce faisant, en mettant en œuvre sa rationalité avec un ton ludique et une réalité sublimée, le management dit moderne voile tant bien que mal son *hubris*, c'est-à-dire son irrationalité (Mœglin, 2010).

Viennent appuyer cette rhétorique managériale les outils de communication et de gestion censés engendrer *ex nihilo* un climat plus « démocratique » et plus « transparent » dans un système entrepreneurial confortant l'esprit de la « société de l'information » en Tunisie. Dans cette perspective, la signature institutionnelle de Téléperformance en Tunisie qui consiste à « transformer la passion (du salarié) en excellence » (Téléperformance, sans date) est bel et bien une dénaturation et une abstraction des difficultés des téléopérateurs. Le management cherche dans ce contexte à amener les salariés à intérioriser la logique dominante de l'entreprise, c'est-à-dire sa culture, ses modes de raisonnement, ses contraintes, ses finalités, ses manières de faire et ses tabous. Autrement dit, que les employés s'imprègnent des valeurs de l'entreprise ne peut que conforter une direction érigeant sa propre manière de concevoir le service comme une norme dogmatique. À ce titre, les dirigeants de Téléperformance associent

désormais les notions d'engagement et d'implication à un employé fictif et imaginé. Autrement dit, à un exécutant qui ne fait pas la grève, qui ne remet pas en question les ordres qu'il reçoit et qui accepte de se plier aux consignes du travail. En ce sens, la mission principale assignée à ce salarié imaginaire consiste à le rendre capable d'innovation dans le cadre d'une « relation client » marquée par une incompréhension, voire une suspicion mutuelle (Boltanski et Chiapello, 1999).

Ainsi, cette rhétorisation de la communication vise entre autres à ce que le manager obtienne l'acquiescement des salariés. Ceux-ci doivent rechercher en eux-mêmes l'enthousiasme nécessaire à chaque appel avec un nouveau client. Ils doivent également privilégier le rythme de leur vie professionnelle par rapport à celui de leur vie privée, en travaillant par exemple à des horaires atypiques. Chaque salarié doit être « à la hauteur » des objectifs de productivité établis par ses évaluateurs et surtout ne pas faire appel à son « esprit critique » (Linhart, 1993). La docilité est érigée en repère mesurant la qualité du travail de chacun. Dans cette perspective, le communicationnisme est *de facto* saillant dans une pratique managériale faisant « comme si » elle avait abandonné le modèle taylorien (Veltz et Zarifian, 1993 ; Linhart, 1993). Ainsi, les managers présentent les filiales tunisiennes comme des organisations affranchies de l'autoritarisme et de l'aliénation, surtout après les événements du 17 décembre 2010 ayant conduit à la fuite du Président Ben Ali le 14 janvier 2011, après 23 ans de règne. L'organisation scientifique du travail (OST) entre, à l'aune de cette construction rhétorique, en dissonance avec l'intelligence offerte par les TIC et le désir d'autonomie des ressources humaines tunisiennes. C'est ce hiatus entre le dire et le faire qui engendre *in fine* le communicationnisme.

En d'autres termes, la rhétorisation de la communication publicise le dire mais quand celui-ci se retrouve en décalage avec le faire : il devient communicationnisme. À titre d'exemple, un haut responsable des filiales en Tunisie a pu déclarer avoir un attachement pour l'amélioration

des conditions de travail des téléacteurs tunisiens ainsi qu' « un souci permanent » pour leur épanouissement dans l'exercice de leur activité. Il répond aux dissidences du « terrain » en mobilisant la promesse de changement. Dans cette perspective, le directeur met en lumière l'engagement de Téléperformance pour le « confort », le « bien-être » et la sauvegarde des « capacités innovatrices de ses employés » et rassure quant à une « évaluation juste et équitable » de la « mission de chacun ». En fait, ces vœux ne consistent-ils pas à surplomber et à anticiper les prises de paroles critiques des téléopérateurs ? Il est plausible en effet que la censure s'opère ici par un récit embellissant d'un quotidien au travail réifié où les tracasseries abondent.

## **Conclusion**

Le communicationnisme dans l'organisation de l'entreprise de services est une posture managériale prétendant avoir trouvé une solution exclusive à la conflictualité organisationnelle grâce aux seules potentialités de la communication. Cette prétention est une « utopie régulatrice » (Menger, 2009, p. 515-516). Elle dissimule une certitude plus profonde basée sur une croyance de la direction de Téléperformance selon laquelle la gestion autoritariste, dans un contexte tunisien, est la seule manière possible de faire fonctionner l'entreprise. Cette croyance, comme nous avons essayé de le montrer dans cet article, est *de facto* une oblitération et favorise donc le communicationnisme. Elle engendre peu à peu une déprofessionnalisation quotidienne du téléopérateur alors même que le management met en avant la professionnalisation. Aussi, c'est, en partie, parce qu'elle prend l'apparence de la

« main tendue » aux salariés que cette certitude managériale génère présentement des grèves en Tunisie<sup>8</sup>.

## Bibliographie

Agocs, C. (1997). Institutionalized Resistance to Organizational Change: Denial, Inaction and Repression, *Journal of Business Ethics*, 6 (9), 917-933.

Alter, N. (2000). *L'innovation ordinaire*. Paris : Puf.

Alter, N. (2010). *Donner et prendre. La coopération en entreprise*. Paris : La Découverte Poche.

Boltanski, L. et Chiapello, È. (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard.

Both, A. (2007). *Les managers et leurs discours, Anthropologie de la rhétorique managériale*, Bordeaux : PUB.

Chantelat, P. (2002). La Nouvelle Sociologie Économique et le lien marchand: des relations personnelles à l'impersonnalité des relations. *Revue française de Sociologie*, 43 (3), 521-556.

Elhaou, M-A. (2011). *Ère du changement en Tunisie ? 'Analyse des enjeux de la rhétorique du changement à partir de l'expérience de l'entreprise Téléperformance Tunisie*. Sarrebruck : Presses Universitaires Européennes.

Gadrey, J. et Zarifian, P. (2002). *L'émergence d'un modèle de service: enjeux et réalités*. RUEIL-MALMAISON : Liaisons.

Gino Gramaccia G., et Cordelier B., 2012. Responsabilité des organisations et modalité d'engagement. Ébauche d'une critique de la sincérité stratégique. Dans Cordelier, B. et Gramaccia, G. (dir.), *Actes du colloque Organisations, performativité et engagement 80<sup>e</sup> congrès international ACFAS, Palais des congrès de Montréal (12-16)*. Québec : Bibliothèque et Archives nationales du Québec.

Linhart, D. (1993). À propos du post-taylorisme. *Sociologie du travail, L'éternelle modernisation des entreprises françaises*, 35 (1), p. 63-87.

Menger, P-M. (2009). *Le travail créateur, s'accomplir dans l'incertain*. Paris : Gallimard/Seuil.

---

<sup>8</sup> La dernière grève a eu lieu les 30 et 31 octobre 2012, selon Ali Warak, secrétaire général du syndicat de base de Téléperformance à Ben Arous et Sami Houli, secrétaire général du syndicat de base de Téléperformance à Tunis, à cause de « l'ignorance de la direction de leurs revendications ». Cette direction selon leurs dires ne publie jamais, ou presque, de bilan financier depuis sa présence sur le sol tunisien en novembre 2000, alors qu'elle se déclare toujours déficitaire.

Moati, P. et Mouhoud, E-M. (2005). Décomposition internationale des processus productifs, polarisation et division cognitive du travail. *Revue d'Economie politique*, 115, (5), 573-589.

Mœglin, P. (2010). *Les industries éducatives*. Paris : Puf, Que sais-je ?

Mœglin, P. (2005). *Outils et médias éducatifs. Une approche communicationnelle*. Grenoble : Presses de l'Université de Grenoble.

Sennett, R. (2000). *Le travail sans qualités*. Paris : Albin Michel.

Silva, F, et Ben Ali, A. (2010). Émergence du travail collaboratif : nouvelles Formes d'Organisation du Travail. *Management & Avenir*, 36, 340-365.

Schaeffer, J-M. (2005). Quelles vérités pour quelles fictions? *L'Homme*, 175-176, 19-36.

Téléperformance (sans date). Portail global. Repéré à <http://www.teleperformance.com/fr/home.aspx>

Veltz P. et Zarifian, P. (1993). Vers de nouveaux modèles d'organisation ? *Sociologie du travail*, 1, 3-25.

Weber, M., 2003, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard.

Witzezaele, J-J. (2008). *La double contrainte. L'héritage des paradoxes de Bateson*. Paris : De Boeck.

# Gouvernance des TIC et inégalités en Afrique :

## une approche critique

**Évariste Dakouré**

En 2008, suite au deuxième forum sur les meilleures pratiques des techniques de l'information et de la communication (TIC) en Afrique, parrainé notamment par Microsoft et l'Union Européenne (UE), une feuille de route pour l'e-gouvernance<sup>1</sup> en Afrique a été conçue et présentée comme un engagement de Microsoft et de l'UE pour le développement de l'Afrique par le biais de la technologie (AcpBusinessClimate, 2008).

Cependant, ces initiatives - en faveur du développement des TIC et des services rendus par ces dispositifs - sont entreprises dans un contexte où le secteur privé est très encouragé. Bouquillion (2000) souligne que :

Les politiques et les discours publics en matière de TIC contribuent à une définition du champ de l'intervention publique et non marchande qui se réduit au profit de celui du capital privé (Bouquillion, 2000, p. 96).

Cette *manœuvre* se fait notamment dans le cadre du passage du service public au service universel. Pour Musso (2008, p. 105) : « l'introduction du service universel, notion importée des États-Unis [...] était censée corriger les « limites » du marché ». Selon Curien (2005), ce principe de service universel situe le débat principalement sur le terrain économique au détriment de

---

<sup>1</sup> L'e-gouvernance est présentée par les organisateurs de ce forum comme étant l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) dans l'administration des services publics aux particuliers, d'une façon efficace, rentable et commode, permettant une gouvernance plus transparente et responsable (AcpBusinessClimate, 2008).

problématiques réglementaires, dans un contexte où l'État a abandonné sa souveraineté économique. Concernant l'Afrique, en se référant à Mustafa (1997), Kane (2010) affirme que le service universel dans sa définition classique semble difficilement applicable dans les contextes africains caractérisés par la rareté des ressources et l'isolement des zones rurales. Ce contexte de pauvreté est à mettre en « tension » avec les réglementations ouest-africaines des TIC qui sont d'obédience libérale. Selon Kiyindou (2010), en donnant la priorité à la privatisation à outrance des opérateurs de télécommunication africains, l'UIT a participé au démantèlement du service public des télécommunications.

La notion de « fracture numérique » a ainsi été développée pour justifier les actions favorisant l'accès aux TIC des populations à faible revenu à la fois dans les pays riches et pauvres. Mais ces thèses sur la « fracture numérique » servent en réalité le capitalisme : « en vérité, l'initiative de promotion du FSN (Fonds de Solidarité Numérique) a un premier inconvénient majeur, celui d'ajouter à la confusion propice aux prédateurs, principaux bénéficiaires des règles du marché » (Benamrane, 2005, p. 259). Le système capitaliste est de plus en plus critiqué à cause des méfaits qu'il engendre : crises financières, pertes d'emplois, démantèlement de services publics, marchandisation accrue de biens et services sociaux, etc. Pendant le Sommet Mondial sur la Société de l'Information, la société civile, notamment les chercheurs en communication, ont contribué aux réflexions et échanges, particulièrement en ce qui concerne un meilleur accès aux TIC à travers le monde. À ce propos, Lafrance (2009) affirme :

Cette grand-messe techno-industrielle se tint effectivement à Genève en 2003 et à Tunis deux ans plus tard, là où se rajouta un quatrième partenaire, la société civile, qui rassembla les ONG de développement, les maisons d'éducation, les centres de recherche et les médias communautaires ; ceux-ci commencèrent à remettre en question l'approche technico-industrielle de cette société de l'information et à présenter une vision davantage axée sur le socio-culturel (Lafrance, 2009, p. 13).

Les acteurs de la société civile soulignent ainsi leurs réserves à l'égard des ambitions en matière de réduction de la « fracture numérique » des acteurs publics et privés.

Les résistances au système capitaliste ne sont pas nouvelles, mais l'ingéniosité du capitalisme vient en partie du fait qu'il sait intégrer les critiques qui lui sont adressées, afin de mieux étendre son influence. Cette « récupération » de la critique passe entre autres par des financements d'actions en faveur des populations pauvres. Ces initiatives sont parfois perçues comme une démarche visant notamment à soigner l'image des multinationales.

C'est une évidence qu'un système social qui ne réussit plus à satisfaire les classes qu'il est censé servir en priorité (c'est-à-dire, dans le cas du capitalisme, la bourgeoisie) est menacé, quelles que soient les raisons pour lesquelles il n'y parvient plus et qui ne sont pas toutes maîtrisables par les acteurs qui détiennent ou croient détenir le pouvoir (Boltanski et Chiapello, 1999, p.28).

Cette menace peut être vue sous différents angles : tout d'abord, les résistances que des militants, voire des citoyens, opposent au capitalisme dans le cadre d'actions altermondialistes l'exposent potentiellement à plus de régulation imposée par les États sous la pression sociale. De plus, des boycotts de produits et services de certaines firmes peuvent porter atteinte aux intérêts de leurs actionnaires et donc mettre en cause l'équilibre financier, voire l'existence de ces firmes. Le capital ne pouvant s'accroître qu'en circulant, « la capacité pour le capitaliste de récupérer sa mise augmentée d'un profit est perpétuellement menacée, notamment par les actions des autres capitalistes avec lesquels il se dispute le pouvoir d'achat des consommateurs » (Boltanski et Chiapello, 1999, p. 38). Ainsi, des actions militantes bien pensées peuvent profiter du jeu de la concurrence.

Par ailleurs, tout comme le capitalisme s'adapte à la critique, celle-ci s'inspire des formes organisationnelles du capitalisme pour le combattre :

De nombreux auteurs ont souligné l'isomorphie entre les transformations récentes des formes organisationnelles de l'entreprise capitaliste ou des institutions internationales et celles des organisations qui en font la critique. Pour être efficace et déployer une critique pertinente, les structures militantes devraient emprunter leur forme et leurs ressources au monde qu'elles contestent (Aguiton et Cardon, 2005, p. 293) :

Notre approche critique ici met l'accent sur les rapports d'inégalité, d'exploitation, de domination et sur les résistances, en lien avec les stratégies du capitalisme dans le domaine des TIC en Afrique. Nous développons l'idée selon laquelle l'adoption de stratégies TIC dans les pays d'Afrique avance au rythme impulsé par le capitalisme et non au rythme des réalités des pays concernés.

Dans cet article, nous étudions les discours liés à l'e-gouvernance sur ce continent. Les enjeux de ce type de gouvernance sont analysés par le biais du rôle incitatif des partenaires du Nord. Nous nous intéressons notamment aux différents obstacles au développement d'une e-gouvernance et à des alternatives aux services des multinationales des TIC telles que les logiciels libres.

## **1. Connectivité et accès aux services d'e-gouvernance**

Rappelons rapidement la multitude de discours euphoriques évoquant les avantages des TIC. Notamment, il est question d'utiliser ces dispositifs pour stimuler le développement en Afrique. Les idées véhiculées autour des projets d'e-gouvernance alimentent le même type de discours promotionnels. Dans cette optique, la question de la connectivité et de la gouvernance de l'Internet est considérée comme un enjeu important en Afrique.

Comme la connectivité représente un enjeu important, des institutions régionales africaines visant l'intégration économique de leurs États membres en soutenant ces derniers pour qu'ils accèdent à

la fibre optique. Lors de la recherche que nous avons menée en 2008 sur la promotion des TIC au Mali, un responsable du ministère malien de la communication nous affirmait:

L'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ont donné beaucoup d'argent pour que toutes les capitales de l'Afrique de l'Ouest soient connectées entre elles.

Cependant, des inégalités existent entre les pays enclavés comme le Burkina Faso, le Mali ou le Niger et les pays côtiers. À cela s'ajoute le jeu d'intérêt des opérateurs de télécommunications, lié pour certains d'entre eux aux privilèges d'accès à la fibre optique à travers le câble sous-marin SAT-3 WASC/SAFE, dont l'exploitation permet de relier l'Europe à l'Asie en passant par plusieurs pays de la côte ouest-africaine. À ce sujet, Sagna (2007) signale que :

D'une part, ce câble ne dessert que certains pays côtiers et, d'autre part, son utilisation est sérieusement entravée par le fait que les opérateurs membres du consortium bénéficient de tarifs préférentiels et ont droit de veto sur son utilisation par d'autres opérateurs (Sagna, 2007. p. 108).

Par exemple, le Burkina Faso a accès à cette fibre optique seulement via le Bénin.

L'Afrique orientale, qui n'avait pas de projet de câble sous-marin, tente d'éviter les problèmes de gouvernance que rencontrent les pays ouest-africains en mettant en œuvre le projet EASSY (Eastern African Submarine Cable System). Celui-ci, qui doit relier l'Afrique du Sud au Soudan en passant par Madagascar, est censé fonctionner :

sur la base de l'accès libre, et tous les fournisseurs de services de télécommunications titulaires d'un permis auront un accès égal au réseau. De plus, il prendra en charge la connexion des pays situés à l'intérieur du continent, puisqu'il devrait également desservir des pays enclavés via des liaisons *blackhaul* terrestres (Sagna, 2007, p. 108-109).

Des connexions à ce câble en Afrique de l'Est sont actuellement mises en place (sans auteur, 2012).

Soulignons que des inégalités entre pays en matière d'accès à internet haut débit peuvent se répercuter sur le plan des services administratifs rendus aux citoyens. De plus, d'autres sources d'inégalités existent.

## **2. Inégalités à l'intérieur d'un même pays**

Une autre facette des inégalités concerne les disparités d'accès aux TIC entre zones urbaines et zones rurales ainsi que la discrimination en matière d'accès selon les revenus : Internet, entre autres, reste un luxe pour la majorité des Africains. À propos d'e-gouvernance et de discrimination en matière d'accès aux services administratifs, Castro (2007, p. 208) affirme : « un des grands défis sera d'éviter que cette brèche numérique entre les citoyens dotés du capital économique et culturel et les autres demeure aussi importante ». Granjon, Lelong et Metzger (2009) évoquent aussi ces risques d'inégalités face aux services d'e-administration :

Quand la bonne manipulation des outils de communication devient un prérequis pour accéder à certains biens ou services (par exemple ceux de l'e-administration), les différences de savoir-faire pratiques et d'envie qui, en soi, ne sont pas nécessairement des inégalités, sont néanmoins susceptibles de devenir des sources de discrimination sociale (Granjon, Lelong et Metzger, 2009, p. 21).

Ainsi, les discours sur les potentiels apports positifs de l'e-gouvernance en Afrique sont en décalage avec les réalités socioculturelles de ce continent :

En Afrique, l'accès aux services gouvernementaux exige souvent un effort considérable pour les citoyens... Ce fardeau est particulièrement élevé pour la population rurale, vu que tellement de services ne sont administrés que dans les grandes villes (AcpBusinessClimate, 2008).

Ce que les tenants de ces propos passent sous silence, c'est que ces mêmes zones rurales ont peu accès aux TIC, en particulier Internet, alors que ces infrastructures sont essentielles pour permettre l'accès aux documents et aux services considérés.

Certes, Internet n'est pas le seul dispositif numérique par le biais duquel des services administratifs pourraient être rendus aux citoyens, mais il est essentiel dans les projets d'e-gouvernance. Or, même si l'on rendait Internet accessible à tous les Africains, le problème des compétences nécessaires à l'utilisation de ce dispositif se poserait dans beaucoup de pays. Le constat de ce décalage entre les projets TIC et les réalités socioculturelles de ces pays conduit Kiyindou (2009) à faire l'observation suivante:

Si l'on veut que l'intégration des TIC, en particulier d'Internet, dans la société serve des objectifs de justice sociale, il devient essentiel d'articuler les politiques d'inclusion numérique à des réformes sociales et éducatives plus profondes (Kiyindou, 2009, p. 254).

On pourrait continuer à évoquer les obstacles au développement de l'e-administration en Afrique, mais le but ici n'est pas de dresser une liste exhaustive de ces obstacles, il est plutôt de mettre ces projets technico-industriels en tension avec les réalités du terrain.

### **3. Résistances aux stratégies du capitalisme informationnel en Afrique**

Les États sont de plus en plus obligés de prendre en compte dans la conduite des politiques publiques les acteurs économiques importants qui interviennent dans leurs pays. La crise économique mondiale qui a éclaté en 2008 a permis de constater un recul du politique au profit de l'économique et du financier. Cela s'observe à travers toutes les difficultés que les plus

grandes puissances politiques mondiales rencontrent dans leurs tentatives de régulation des secteurs financiers.

L'intérêt stratégique du secteur des télécommunications en Afrique n'est plus à démontrer. Certes, ce secteur est aujourd'hui fortement libéralisé et privatisé, mais ces libéralisations imposées ont mis du temps à se réaliser. Cela ne s'explique pas seulement par le fait que, dans certains pays, les opérateurs historiques étaient dans une mauvaise posture financière, mais aussi par les vives oppositions au sein de ces pays. Évoquant les résistances aux stratégies libérales, Aguiton et Cardon (2005) affirment :

Quand le mouvement de dérégulation a commencé, les syndicats et les associations de consommateurs ont été, dans le monde entier, les premiers à se mobiliser contre la fin du monopole et les privatisations, qui allaient de pair avec l'affaiblissement du service public et le renforcement du pouvoir des multinationales (Aguiton et Cardon, 2005, p.292).

Jaffré (2005, p. 274-275) nous apprend qu'au Sénégal, des mouvements de grève pendant les premières années de la libéralisation ont permis aux salariés d'obtenir des avantages. Au Mali, le syndicat des salariés de la Sotelma (société des télécommunications du Mali) a bloqué momentanément l'interconnexion de l'opérateur mobile privé Ikatel, filiale de la Sonatel sénégalaise. Ces salariés exigeaient que la Sotelma s'équipe d'un analyseur de trafic capable de calculer les sommes dues par Ikatel pour l'utilisation du réseau. On peut aussi évoquer le fait que l'intersyndicale des travailleurs des télécoms, au Niger, a été la première à dénoncer le non-respect par le consortium sino-libyen de ses obligations en termes de développement du réseau. Cette alerte a entraîné un débat à l'Assemblée nationale qui a ensuite enjoint l'État de contraindre l'opérateur à respecter ses engagements, sous peine de dénonciation du contrat. Pour ce qui est du Burkina Faso, le Synatel (Syndicat national des télécommunications) a appelé à la grève lorsqu'il

a estimé que l'interconnexion du réseau concurrent de téléphonie mobile se faisait aux dépens de l'opérateur public.

#### **4. Le mouvement du libre vu comme mode de résistance au capitalisme**

Les acteurs du libre font partie des premiers acteurs à se dresser contre le capitalisme dans le secteur des TIC. Aujourd'hui, ces militants œuvrent dans le monde entier et contribuent à ancrer la philosophie du libre dans les esprits et dans la création de biens de consommation :

Il suffit de lire ce qu'écrivent les initiateurs et porte-parole de cette ou de ces communautés pour y découvrir des aspirations qui sont celles des mouvements sociaux et militants : les logiciels y sont présentés comme un « bien commun de l'humanité » et cette défense des biens communs s'étend aujourd'hui à l'ensemble de la production intellectuelle et artistiques grâce aux « creative commons » (Aguiton et Cardon, 2005, p. 292).

En Afrique, plusieurs associations interviennent dans la promotion des logiciels libres afin de donner d'autres alternatives aux utilisateurs, qu'ils soient habitués ou non à des logiciels payants. L'Agence intergouvernementale de la francophonie et la commission économique pour l'Afrique ont organisé en 2002 un atelier intitulé « Logiciels libres : enjeux stratégiques pour l'Afrique » à l'issue duquel la société civile africaine a recommandé :

La prise en compte des logiciels libres dans les stratégies nationales et régionales en matière de TIC ; le rejet de la brevetabilité ; l'introduction des logiciels libres dans les systèmes éducatifs et de formation (Sagna, 2007, p. 104).

Dans certaines administrations africaines, des responsables évoquent les avantages du libre, notamment en termes de coût. Un responsable de l'Agence des Technologies de l'Information et de la Communication (AGETIC) rencontré en 2008 au Mali nous annonçait que l'État malien

devait signer des contrats avec Microsoft pour régulariser l'autorisation d'utiliser les licences de ses PC. Il affirmait :

Nos États (les pays ouest-africains) doivent signer ces contrats pour être en règle et éviter de se faire épingler parce que nos pays ont paraphé une convention anti-piratage sur la propriété intellectuelle. Donc nous n'avons pas le choix, nous devons souscrire à ces contrats pour être en règle. Tant que nous aurons des ordinateurs qui utilisent Windows et autres logiciels propriétaires, nos États devront signer ces contrats. Mais parallèlement à cela, nous devons avoir une politique de migration vers les logiciels libres.

Un peu partout dans les pays africains, on trouve des associations de promotion des logiciels libres, même si elles font face à des difficultés liées, entre autres, au manque de moyens financiers et aux résistances que leur opposent les multinationales.

## **5. Les stratégies mises en place par le capitalisme pour la défense de ses intérêts**

Les firmes ne restent pas indifférentes face aux résistances des divers acteurs. Couchet et Sibaud expliquent que :

Si les logiciels libres sont propices à la diffusion et l'accroissement de la connaissance, ils n'en sont pas moins menacés et chahutés, tout comme de nombreux biens communs. Les offensives sont en effet nombreuses autour de la brevetabilité, de l'allongement de la durée légale des droits de propriété, du contrôle des usages ou de la privatisation des idées (Couchet et Sibaud, 2007, p. 304).

À travers des actions de lobbying, les multinationales des TIC tentent de faire voter des lois renforçant les propriétés intellectuelles, tout en mettant en place des systèmes d'incompatibilité restreignant les usages de certains dispositifs techniques. Couchet et Sibaud (2007) qualifient cet ensemble de restrictions de « stratégie du millefeuille » :

D'abord les barrières légales, en faisant voter des textes de lois limitant les droits à la copie, puis en ajoutant des barrières techniques, pour tenter de faire appliquer ces textes sans avoir à passer par un juge. Et parfois l'opération se répète en rajoutant une couche de loi, puis une couche de technique, et ainsi de suite, créant ce qu'il convient d'appeler la «stratégie du millefeuille» (Couchet et Sibbaud, 2007, p. 308).

Même si les promoteurs de logiciels libres offrent des alternatives aux services des firmes, certains auteurs constatent qu'ils préparent le terrain (notamment en Afrique) pour les multinationales :

Le camp du logiciel libre peine parfois à gagner du terrain, y compris dans un continent comme l'Afrique où les besoins sont immenses et les multinationales du logiciel propriétaire surpuissantes. D'une part, ces dernières ont laissé sciemment se développer la contrefaçon pour former des cohortes d'utilisateurs accros à leurs produits, avant de serrer la vis. D'autre part... les partisans du logiciel libre ne tiennent pas assez compte des préoccupations de l'utilisateur (Arnaud et Ouédraogo, 2007, p. 315-316).

À ces difficultés, on peut ajouter le manque de volonté politique : bien souvent les gouvernants africains ne soutiennent pas assez le développement du libre.

## **Conclusion**

Il y a certes des résistances au capitalisme dans le domaine des TIC, mais celui-ci continue à réaliser un chiffre d'affaires important dans les télécommunications. Selon l'OMC (2011) « les services de télécommunication sont un marché mondial qui dégagne des recettes d'une valeur de 1 500 milliards de dollars EU. Les services mobiles représentent environ 40 pour cent de ce montant » (OMC, sans date). Le secteur de la téléphonie mobile est le plus rentable en Afrique, bien que les secteurs de l'informatique (des logiciels notamment) et de l'Internet offrent d'intéressantes perspectives, ce qui contribue à encourager les projets d'e-gouvernance. Comme le dit Guignard (2009) à propos de l'Internet,

Cette « révolution » pleine d'espérance nécessite une connexion aux systèmes de communications internationaux (câbles sous-marins et satellites) et un équipement nécessitant un recours aux multinationales de l'électronique, des télécommunications et de l'informatique presque exclusivement basées dans les pays du Nord (Guignard, 2009, p. 83).

Tout cela se passe dans un contexte où la pénétration des TIC en Afrique est de plus en plus grande, favorisant leur démocratisation progressive, surtout en ce qui concerne la téléphonie mobile. En outre, le cellulaire est davantage utilisé dans la gestion et le contrôle des affaires courantes de l'État : surveillance pour éviter les fraudes électorales, résultats de concours de la fonction publique... Pour l'instant, les projets d'e-gouvernance en Afrique (notamment l'Afrique de l'ouest) correspondent surtout à des sites Web d'institutions publiques ayant principalement pour but d'informer les citoyens et de recueillir leurs opinions.

## Bibliographie

AcpBusinessClimate (2008). *Feuille de route pour l'e-gouvernement en Afrique*. Bruxelles : AcpBusinessClimate et Union Européenne.

Aguiton, C. et Cardon, D. (2005). Militants et TIC. Dans Benamrane, D., Jaffré, B. et Verschave, F-X (dir.), *Les télécommunications entre bien public et marchandise* (287- 297). Paris: Charles-Léopold Mayer.

Arnaud, M. et Ouédraogo, S. (2007). Condition de développement et d'usage pour que les logiciels libres facilitent l'accès au savoir collectif. Dans Benamrane, D., Jaffré, B. et Verschave, F-X (ed.), *Les télécommunications entre bien public et marchandise* (315-330). Paris: Charles-Léopold Mayer.

Benamrane, D. (2005). Le Fonds de solidarité numérique: un abcès de la gouvernance mondiale en gestion. Dans Benamrane, D., Jaffré, B. et Verschave, F-X (dir.), *Les télécommunications entre bien public et marchandise* (251-266). Paris: Charles-Léopold Mayer.

Boltanski, L. et Chiapello, E. (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris: Gallimard.

Bouquillion, P. (2000). *Proposition en vue d'une économie politique de la communication*. (HDR). Grenoble : Université Stendhal Grenoble 3.

Castro, S. (2007). L'e-gouvernance en Amérique latine. Des promesses bien séduisantes. Dans Mathien Michel (dir.), *Le Sommet Mondial sur la Société de l'Information et «après»? Perspectives sur la cité globale* (299-313). Bruxelles: Bruylant.

Couchet, F. et Sibbaud, B. (2007). Enjeux des logiciels libres face à la privatisation de la connaissance. Dans Benamrane D. Jaffré B, Verschave F-X (dir.) *Les télécommunications entre bien public et marchandise* (299-314). Paris: Charles-Léopold Mayer.

Curien, N. (2005). *l'Économie des réseaux*. Paris: la Découverte.

Granjon, F., Lelong, B. et Metzger, J.-L. (2009). Inégalités sociales, inégalités numériques: quelles articulations? Dans Granjon, F., Lelong, B. et Metzger J.-L., *Inégalités numériques. Clivages sociaux et modes d'appropriation des TIC* (13-29). Paris: Hermès.

Guignard, T. (2009). Réduction de la «fracture numérique» et développement en Afrique: une vision ethnocentrique et industrielle. Dans Kiyindou Alain (dir.), *Fractures, mutations, fragmentation de la diversité des cultures numériques* (63-91). Paris: Lavoisier.

Kane, O. (2010). *L'organisation des télécommunications au Sénégal. Entre gouvernance et régulation*. Paris: Karthala, Dakar-Fann : AfriMAP et CREPOS.

Kiyindou A. (2009). *Fractures, mutations, fragmentation de la diversité des cultures numériques*. Paris: Lavoisier.

Kiyindou A. (2010). *TIC et développement socio-économique: enjeux et pratiques*. Paris: Lavoisier.

Lafrance, J.-P. (2009). Pour une approche critique de la société de l'information. Dans Lafrance, J.-P. (dir.) *Critique de la société de l'information* (p.9-32). Paris: CNRS Éditions.

Musso, P. (2008). *Les télécommunications*. Paris: la Découverte.

OMC (sans date). Services de télécommunication. Repéré à [http://www.wto.org/french/tratop\\_f/serv\\_f/telecom\\_f/telecom\\_f.htm](http://www.wto.org/french/tratop_f/serv_f/telecom_f/telecom_f.htm)

Sagna, O. (2007). La participation de l'Afrique au SMSI. L'annonce d'une ère nouvelle? Dans Mathien Michel (dir.), *Le Sommet Mondial sur la Société de l'Information et «après»? Perspectives sur la cité globale* (93-113). Bruxelles: Bruylant.

Sans auteur (2012). Lion 2 a aussi été activé à Madagascar. *Malango actualité*, 16 avril 2012. Repéré à [http://www.malango-actualite.fr/article/lion\\_2\\_a\\_aussi\\_ete\\_active\\_a\\_madagascar-8538.htm](http://www.malango-actualite.fr/article/lion_2_a_aussi_ete_active_a_madagascar-8538.htm)

# **Les nouvelles formes du travail, ou comment la notion de "prosumer" permet d'analyser les pratiques participatives sur l'Internet**

**Marc-Olivier Goyette-Côté**

## **Introduction**

Actif, participatif, *empowered*, créatif, citoyen, engagé, etc. : ce sont tous des qualificatifs fréquemment utilisés afin de présenter les mécanismes de fonctionnement de l'Internet dit 2.0. Or, il semblerait que, derrière le miroir déformant des adjectifs marketing (Bouquillion et Matthews, 2010), se cache une transformation progressive des formes d'organisation de la consommation et de la production, phénomène particulièrement visible dans l'économie de l'Internet, souvent qualifiée d'économie immatérielle (Bomsel, 2010) ou d'économie de l'attention (Goldhaber, 1997).

L'approche de l'économie politique critique de la communication nous invite à aller au-delà des discours enthousiastes sur la participation des internautes, afin de nous interroger sur le cadre dans lequel prennent place ces activités qualifiées de nouvelles et de révolutionnaires dans la presse professionnelle et grand public. Sénécal souligne l'idée suivante :

À la fois considérée comme enjeu et instrument de libération, la communication s'avère aussi une des voies de l'hégémonie. La communication serait ainsi autant source d'émancipation que d'aliénation suivant les époques et les contextes sociaux (Sénécal, 2008, p.147).

La théorie critique nous pousse donc à nous poser les questions suivantes : quelles sont les modalités de participation ? Quelles sont les limites de cette participation ? Comment s'organise l'économie politique des plateformes « participatives » ? L'activité des usagers est-elle émancipatoire ou contribue-t-elle plutôt au processus d'accumulation du capital ?

Dans ce texte, nous montrerons comment la participation citoyenne doit être analysée dans le cadre des mutations de la production médiatique, du travail et des lieux de création de la valeur, plutôt que dans celui d'une prise de pouvoir généralisée des citoyens/usagers. Nous chercherons à mettre en lumière que, dans bien des cas, la participation peut être perçue comme une forme de *crowdsourcing* dans la mesure où ce sont les entreprises capitalistes qui possèdent les moyens de production, les droits sur les produits générés et les profits engendrés par l'activité des internautes (Fuchs, 2010). Dans cette perspective, l'engagement ne doit pas être analysé sous l'angle de l'émancipation, mais plutôt sous celui de la récupération capitaliste de la force productive présentée comme participative. Nous verrons comment les consommateurs : (1) participent au processus de production et peuvent apporter une valeur ajoutée (connaissances techniques, sociales, etc.) ; (2) possèdent des capacités spécifiques qui sont des ressources économiquement viables ; et (3) sont de plus en plus intégrés dans les structures corporatives où leur activité est encadrée (Fuchs, 2010 ; Kleeman *et al.*, 2008). Ainsi Fuchs (2010, p. 191) affirme-t-il : « *produsage in a capitalist society can be interpreted as the outsourcing of productive labor to users who work completely for free and help maximizing the rate of exploitation so that profits can be raised and new media capital may be accumulated* ».

Il nous apparaît donc, et c'est la thèse que nous défendrons tout au long de ce texte, que l'Internet participe davantage de la marchandisation du temps de loisir et de l'entretien de la logique d'accumulation du capital que de l'émancipation des internautes. Pour ce faire, nous nous pencherons sur les notions de *prosumer* et de *crowdsourcing* afin de jauger de leur pertinence dans

le cadre de l'analyse des usages de l'Internet. Nous montrerons que les consommateurs produisent une part de plus en plus grande de la plus-value des biens et services qu'ils consomment sur l'Internet, en plus de se constituer eux-mêmes en marchandise pour les annonceurs (Fuchs, 2012). Ainsi, nous étudierons le rôle du *crowdsourcing* et des *prosumer* pour identifier les logiques de récupération commerciale de la participation des internautes.

## **1. Les consommateurs producteurs comme source de valorisation**

Dans cette section, nous présenterons les notions de *prosumer* et de *crowdsourcing*. Le premier terme renvoie à la théorie économique et aborde le rôle des consommateurs dans l'acte de production et d'achat. Pour sa part, le second terme fait référence à un type de logique économique qui se base sur la récupération de l'activité des *prosumers* aux fins de valorisation économique.

### **1.1 Origine et définition de la notion de Prosumer**

L'expression *prosumer* a été utilisée pour la première fois dans le livre *The Third Wave* (1980) d'Alvin Toffler. Toffler estimait que la séparation entre production et consommation était une invention de la société industrielle : « a wedge in society, that separated these two functions, thereby giving birth to what we now call producers and consumers » (Toffler, 1980, p. 266, cité par Ritzer et Jurgenson, 2010, p. 17). Selon l'auteur, dans les sociétés pré-industrielles, la production et la consommation étaient intimement reliées, les personnes consommaient ce qu'elles produisaient (Toffler, 1980). Ritzer et Jurgensen arguent que même lors du pic de la révolution industrielle, la consommation et la production n'étaient jamais complètement séparées, les producteurs

consommaient des matières premières et les consommateurs produisaient leurs repas (2010, p. 17). Ritzer (1983) a approfondi la notion de *prosumer* en parlant du phénomène de *McDonalizacion* de la société. Pour lui, l'industrie de la restauration rapide aux États-Unis a commencé dès les années 1950 à mettre le consommateur à contribution dans la chaîne de travail. L'argument avancé est que les consommateurs deviennent en quelque sorte les serveurs (en transportant la nourriture et en ramassant leurs déchets) et les aides-cuisiniers de leurs repas (en y ajoutant les condiments et certains ingrédients ou en composant leurs salades dans les comptoirs à salades). Les consommateurs ressortent heureux du fait qu'ils sentent que le produit correspond davantage à leurs goûts et sont contents de ne pas avoir eu à attendre d'être servi (sans compter que cela réduit les pourboires également). Pour les entreprises, il s'agit d'un gain important de productivité, puisque le consommateur effectue des tâches qui incombait auparavant à des employés salariés. Pour Ritzer, le *prosumer* est le résultat de cette « rationalization of service routines whereby consumers are expected to perform certain essential steps » (Kleeman, *et al.*, 2008, p. 7).

Il apparaît que dans un système de *prosuming*, les consommateurs agissent comme travailleurs non rémunérés (Kleeman *et al.*, 2008), c'est-à-dire comme des personnes dont le résultat de l'activité économique est accaparé par autrui. Il en va de même pour la mère-épouse qui contribue à la reproduction de la force de travail (maternité, alimentation de la famille, éducation et tâches domestiques) sans recevoir de rémunération en contrepartie, alors que la société bénéficie de nouveaux travailleurs en devenir (enfants) et d'une force de travail entretenue (santé du travailleur). Il en ressort que le travail de la mère-épouse, bien que non rémunéré, entraîne des externalités positives pour les entreprises qui ont accès à une main d'œuvre mieux disposée à être exploitée, car plus en forme et plus en santé. Les consommateurs en participant au processus de production peuvent apporter une valeur ajoutée car ils possèdent des capacités spécifiques qui sont des ressources économiquement viables (connaissances techniques ou sociales, temps libre à

disposition, etc.) pour les entreprises. Par ailleurs, les *prosumers* sont systématiquement intégrés dans les structures corporatives « where their actions can be monitored and manipulated by corporate managers much as if they were employees » (Kleeman *et al.*, 2008, p. 7).

## **2. Origine et définition du crowdsourcing « 2.0 »**

En 2006, Jeff Howe publie un article dans la revue *Wired* dans lequel il aborde la question du *Crowdsourcing*, qu'il définit comme l'externalisation du travail vers le public. Dans cet article, il souligne : « The new pool of of cheap labour: everyday people using their spare [ressources] to create content, solve problems, even do corporate R&D » (Howe, 2006, p. 1). Howe démontre dans son article que de plus en plus d'entreprises font appel à des personnes en dehors de leur personnel de paie afin qu'elles effectuent des tâches qui autrement seraient effectuées par des employés.

Le terme *crowdsourcing* tire son origine des mots anglais *crowd* (foule) et *outsourcing* (délocalisation (*offshore*)). Il s'agit donc de sortir des frontières nationales (*offshoring*) ou de l'entreprise (*outsourcing*) en faisant appel, soit à des entreprises tierces, soit à la population (*crowdsourcing*). L'idée est que le réseau Internet se rapproche du concept « d'intelligence collective » (Lévy, 1998) et que l'activité globale sur le réseau dépasserait la somme de l'activité des parties pris individuellement. Dans cette optique, l'Internet est considéré comme un lieu fédérateur de connaissances et d'individus contribuant à enrichir le savoir commun.

Parmi les différentes formes de *crowdsourcing*, Kleeman *et al.* (2008) ont identifié sept modalités : la participation du consommateur dans le développement et la configuration des produits ; la participation du consommateur dans la conception des produits ; la participation du consommateur dans les « Competitive bids on specifically defined tasks or problems » (Kleeman *et al.*, 2008, p.

14) ; la participation du consommateur dans des lignes ouvertes permanentes ; la participation du consommateur dans les reportages communautaires ; la participation du consommateur dans la notation des produits et profilage des consommateurs ; et la participation du consommateur dans le support « consommateurs - consommateurs » (*ibid.*). Il apparaît donc que le phénomène du *crowdsourcing* est protéiforme et recouvre des pratiques nécessitant aussi bien un bagage technique important que des pratiques ne consistant qu'à cocher la case d'un sondage.

La notion de *crowdsourcing* nous apporte donc un certain éclairage sur la finalité de la mise en place de plateformes collaboratives. En effet, sur les sites Internet privilégiant ce type de production, les utilisateurs sont amenés, en plus de l'acte de consommation, à s'impliquer davantage dans le cycle de production du capital en produisant une partie ou la totalité des biens et services qui sont ainsi à des prix inférieurs à ceux du marché du travail. De cette manière, le *prosumer* joue sur l'équation de l'accumulation du capital développée par Marx ( $\text{profits} = \text{plus-value} / (\text{capital fixe} + \text{capital variable})$ ) en divisant le travail en travail salarié d'un côté et non salarié de l'autre. Dans l'optique où les travailleurs non rémunérés produisent davantage que les salariés, nous pouvons envisager que le rôle des *prosumer* est de maximiser la plus-value dans une logique d'accumulation du capital. De cette façon, les biens produits sont vendus au même prix alors qu'ils contiennent moins de capital variable, ce qui permet de générer des marges de profit supplémentaires (Fuchs, 2012). Nous voyons donc que le *crowdsourcing* permet d'incorporer les *prosumers* dans le cycle de production, de les intégrer dans le processus de création de la valeur et, en particulier, qu'ils sont intégrés dans les stratégies des entreprises.

### 3. De l'individu consommateur à l'individu consommateur-commodité

Les différentes manifestations du *crowdsourcing* et de la notion de *prosumer* illustrent clairement le fait que l'intervention de l'individu-consommateur est la pièce maîtresse du processus de valorisation des firmes ayant entrepris des activités « collaboratives ». Il en ressort que l'activité des internautes est double : d'un côté, ils participent de plus en plus à la production de contenus sur l'Internet et en retirent des satisfactions, et, de l'autre, les entreprises de net utilisent la participation pour créer de la plus-value. Il nous faut donc nous arrêter à la notion de travail et à la question des motivations liées à la participation.

Nous avons vu, en nous penchant sur la notion de *prosumer*, que les activités de consommation et de production sont intimement liées. Fuchs (2012) va plus loin. Selon l'auteur, les êtres humains sont appelés à produire à tout moment au cours d'une journée (en prenant l'autobus, en faisant l'épicerie, en cuisinant, en écoutant la télévision, etc.). Fuchs (2012) nous amène à nous interroger sur la supposée opposition entre temps de loisir et travail salarié. Pour lui, le fait que la majorité de la main-d'œuvre en Occident ne travaille plus dans des secteurs industriels classiques fait en sorte qu'il est de plus en plus difficile de séparer temps de travail et temps de loisir. Le travailleur autonome exemplifie bien la difficulté de séparer le temps de travail du reste de la journée de manière précise. En effet, le travailleur autonome peut gérer ses heures de travail et sa productivité, mais plusieurs de ses actions, bien que non rémunérées, sont nécessaires à l'exercice de son travail (acquisition de connaissances, formation, ateliers, achat de matériel, etc.). Comme le soulignent Hardt et Negri dans leur livre *Empire* (2000) : « as labor moves outside of the factory walls, it is increasingly difficult to maintain the fiction of any measure of the working day and thus separate the time of production from the time of reproduction, or work time from leisure time » (Hardt et

Negri, 2000, p. 403).

Il en ressort qu'il est de plus en plus difficile de différencier les producteurs des consommateurs, le temps de travail du temps de loisir : par conséquent, il faut repenser la notion même de travailleur. Selon Fuchs (2012), l'éclatement du temps de travail et le développement du travail autonome sont caractéristiques des mouvements de capitaux impliqués dans l'idée néolibérale d'*outsourcing* (délocalisation). Dans le système néolibéral où une grande importance est attribuée à la rentabilité financière, les coûts variables peuvent être amortis en délocalisant le travail en dehors des murs de l'entreprise, ce qui réduit les dépenses pour les conditions de travail (assurances, pension, échelle salariale, etc.) et en technologie (les coûts sont assumés par les travailleurs) (Fuchs, 2010). Selon Fuchs, la société actuelle dans laquelle le savoir est devenu une marchandise très prisée a donné lieu à une nouvelle classe de travailleurs (*knowledge workers*). Ceux-ci contribuent à l'accumulation du capital, soit directement en étant des salariés autonomes, soit indirectement, dans une entreprise œuvrant dans la production de biens informationnels destinés à être échangés sur le marché : « workers that produce and reproduce the social conditions of the existence of capital and wage labor such as education, social relationships, affects, communication, sex, housework... » (Fuchs, 2010, p.186). L'aspect reproductif du travail non rémunéré vient du fait qu'il reproduit et permet l'existence du capital et du travail salarié qui consomment gratuitement les biens et services produits par les travailleurs non rémunérés. Qui plus est, avec le développement plus accéléré du secteur économique du savoir et son élargissement à de nouveaux modes de valorisation, nous assistons à une redéfinition des liens d'exploitation du capital.

### **3.1 Instrumentalisation marchande du temps de loisir**

Les outils associés au web 2.0 sont des plateformes privilégiées pour l'exploitation du travail non

rémunéré des individus rémunérés. En effet, les plateformes de participation sur l'Internet sont orientées de manière à externaliser une partie plus ou moins grande de la production vers les internautes : « one accumulation strategy is to give them free access to services and platforms, let them produce content, and to accumulate a large number of producers that are sold as a commodity to advertisers » (Fuchs, 2010, p. 191). Il s'agit d'un modèle économique proche de celui de la logique de flot (Miège *et al.*, 1986) ayant cours à la télévision, à savoir un service offert gratuitement au consommateur est transformé en audience, puis revendu sous sa forme statistique à un public d'annonceurs. Les sites Internet comme ceux de *Google*, *YouTube* et *FlickrR* répondent à ce mode de fonctionnement. Aucun des trois sites ne produit de contenu. À la place, ils offrent des espaces conviviaux qui mettent en relation producteurs de contenus et consommateurs. Le slogan du site de partage vidéo *YouTube*, « *Broadcast yourself* », est éloquent à ce sujet. En effet, suite à la baisse des coûts d'hébergement (serveurs, disques durs) et de bande passante, *YouTube* permet aux utilisateurs d'héberger leurs contenus sur ses propres serveurs et de les rendre accessibles au plus grand nombre. La popularité incontestable de ce service de vidéo (comme celui de *Facebook* ou *MySpace*) montre à quel point des services gratuits de qualité peuvent réussir à agréger un grand nombre d'utilisateurs en prenant en compte le désir des personnes de s'impliquer dans la chaîne de communication médiatique. Ce faisant, le site crée un dossier joint à une image de marque qui est forte et incite les utilisateurs à utiliser fréquemment les services offerts.

La source première de revenus pour les plateformes du web collaboratif est de loin la publicité ; par conséquent, les efforts pour rentabiliser l'activité des internautes sont cruciaux pour la réussite économique. La force de *YouTube* réside justement dans la valorisation de son audience. En effet, les goûts des internautes sont comptabilisés en fonction des vidéos consultées, des recherches effectuées et de l'historique de navigation (cookies) : ce faisant, le site peut offrir des tranches de publics à ses annonceurs. Pour *Facebook*, les clients publicitaires peuvent cibler des groupes

d'individus en fonction de différents critères : localisation, niveau d'étude, profondeur du lien social des contacts, etc. Ces stratégies de placement publicitaires permettent aux annonceurs de cibler directement une catégorie d'utilisateurs et de ne payer que pour l'exposition de leurs publicités vers des cibles spécifiques. Comme le souligne Fuchs (2012), « Google users are double objects of commodification : 1) they and their data are Internet prosumer commodities themselves, 2) through the commodification their consciousness becomes, while online, permanently exposed to commodity logic in the form of advertisement » (Fuchs, 2012, p. 44).

Il en découle que les contributeurs et les créateurs en participant au web dit collaboratif se transforment en marchandise ou, pour reprendre la terminologie de Dallas Smythe, en « audience commodity » (2001). Fuchs (2010, p. 191) s'inscrit dans la même veine quand il affirme : « Furthermore, they produce and coproduce parts of the products, and therefore parts of the use value, exchange value, and surplus value that are objectified in these products ». C'est donc dire que les participants sur les sites Internet « collaboratifs » subissent une double exploitation : une première provenant de l'exploitation commerciale de leur production et une seconde provenant de leur objectivation en audience revendue à des annonceurs. Fuchs (2010) parle même d'une surexploitation, puisqu'aucune contrepartie n'est donnée aux participants, si ce n'est l'impression d'avoir contribué au dialogue médiatique et l'espoir d'être reconnu par les autres pour ses interventions sur un site Internet. Pour Fuchs (2010, p. 191) : « this shows that produsage in a capitalist society can be interpreted as the outsourcing of productive labor to users who work completely for free and help maximizing the rate of exploitation so that profits can be raised and new media capital may be accumulated ».

## Conclusion

Il semble que la culture de l'écran et l'habitude de la manipulation matérielle des dispositifs aient permis à l'Internet d'offrir un plus grand engagement des récepteurs dans la consommation des produits médiatiques. Il en ressort d'ailleurs que de plus en plus de citoyens s'investissent sur le web et contribuent à des sites Internet en produisant des commentaires, des opinions et des recommandations. Par ailleurs, de plus en plus d'individus participent à la création de contenus en ligne. Toutefois, le caractère récent de ces pratiques en ligne et l'ampleur relativement restreinte du phénomène ne permettent pas de conclure à un renversement de la relation entre les producteurs et les consommateurs. En effet, bien que les récepteurs interagissent davantage avec le dispositif sociotechnique qu'est l'Internet qu'avec les autres dispositifs précédents, il n'en demeure pas moins qu'ils participent en premier lieu à la reproduction du capital avant de participer à l'enrichissement de la sphère publique.

Le concept de *prosumer* permet de montrer qu'il importe d'étudier à nouveau le caractère productif du consommateur dans les sociétés pré et post-industrielles. En effet, il nous semble que la participation des utilisateurs dans la production des contenus et services qu'ils consomment s'étend de plus en plus dans le secteur des industries de la culture et de la communication. Ce phénomène constitue désormais une activité qui gagne en importance sur l'Internet, comme en fait foi le nombre de contributeurs et de créateurs cités dans l'étude de *Médiamétrie* qui date déjà de 2007. Or, comme nous l'avons souligné tout au long de cet essai, cette production est récupérée par les propriétaires de plateformes afin d'alimenter leurs sites en contenus sans avoir à en défrayer la contrepartie financière. Il en ressort qu'au final, l'activité des utilisateurs est entièrement

instrumentalisée par le capital pour dégager des revenus et pour se reproduire. Nous pouvons conclure que l'Internet participe davantage au développement du capital et à la marchandisation du temps de loisir qu'à l'émancipation des citoyens.

## Bibliographie

Bomsel, O. (2010). *L'économie immatérielle : Industries et marchés d'expérience*. Paris : Gallimard.

Bouquillion, P, et Matthews, J. (2010). *Le Web collaboratif dans le capitalisme : mutations des industries de la culture et de la communication*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.

Fuchs, C. (2012). Google capitalism. *TripleC – Journal for a Global Sustainable Information Society*, 10 (1), 42-48.

Fuchs, C. (2010). Labor in Informational Capitalism and on the Internet. *The Information Society*, 26, 179-196

Goldhaber, M. (1997). The Attention Economy and the Net. *In First Monday*, 2 (4). Repéré à <http://firstmonday.org/htbin/cgiwrap/bin/ojs/index.php/fm/article/view/519/440>

Hardt, M. et Negri, A. (2000). *Empire*. Cambridge : Harvard University Press

Howe, J. (2006). The Rise of Crowdsourcing. *Wired*, 14 (06). Repéré à [http://www.wired.com/wired/archive/14.06/crowds\\_pr.html](http://www.wired.com/wired/archive/14.06/crowds_pr.html)

Kleeman, F., Voß, G., et Rieder, K. (2008). Un(der)paid Innovators : The Commercial Utilisation of Consumer Work through Crowdsourcing. *Science, Technology & Innovation Studies*, 4. Repéré à <http://www.sti-studies.de/ojs/index.php/sti/article/view/81>

Lévy, P. (1998). *Qu'est-ce que le virtuel?* Paris : La Découverte

Miège, B., Pajon, P. et Salaün, J. M. (1986). *L'industrialisation de l'audiovisuel Des programmes pour les nouveaux médias*. Paris : L'Harmattan.

Ritzer, G, et Jurgenson, N. (2010). Production, Consumption, Prosumption: The Nature of Capitalism in the Age of the Digital "Prosumer". *Journal of Consumer Culture*, 10, 13-36.

Ritzer, G. (1983). The "McDonaldization" of Society. *Journal of American Culture*, 6, 100–107.

Sénécal, M. (2008). La société de l'information : un dédale obligé pour l'examen des dynamiques sociales ? Dans George, E. et Granjon, F. (dir.), *Critiques de la société de l'information* (45-65). Paris: L'Harmattan.

Smythe, D. W. (2001). On the Audience Commodity and Its Work. Dans M.G. Durham, et D.M. Kellner (dir.), *Media and Cultural Studies Keywords* (230-256). Malden, MA : Blackwell.

Toffler, A. (1980). *La Troisième vague*. Paris : Denoël.

# **Malaise dans la communication : la communication organisationnelle sous l'empire du management**

**Vincent Petitot**

Aborder la thématique de la communication dans les organisations, c'est tenter de comprendre l'économie du signifiant dans laquelle celle-ci s'inscrit. C'est aussi affirmer que la communication interne, la circulation de la parole et les pratiques discursives au sein des organisations sont des mises en scène du théâtre managérial dans lequel elles s'inscrivent. Mais la scène managériale est elle-même mouvante : en effet, elle crée une forme de communication autant qu'elle est modifiée par celle-ci. Certes, l'enjeu est l'élaboration d'un discours managérial relayé par l'individu, mais aussi la production d'un *homo communicans* propre à ce que nous pouvons qualifier d'idéologie managériale. À ce titre, le management utilise « l'arme indolore de la Communication, mais aussi les techniques universelles de la conversion, que la tradition appelait la conquête des cœurs » (Legendre, 2007, p. 31). Sans hésiter, on pourra alors qualifier le management ainsi envisagé de gouvernementalité au sens de Foucault (1994), d'où émergent une captation et une appropriation stratégiques de la communication.

Après une première définition du management, nous en montrerons le substrat idéologique qui nous conduira à nous intéresser à la gouvernementalité managériale. Ceci nous permettra de progresser vers une problématisation des rapports entre management et communication. L'enjeu émergent sera alors la réification progressive de la communication, ce qui en fait un objet de malaise.

## 1. Définition du management

En nous appuyant sur Guillén (1999), nous pouvons caractériser le management par la poursuite de deux objectifs principaux :

- La construction d'un dispositif visant à réguler et résoudre les conflits dans l'organisation ;
- La contribution à la légitimation d'un système hiérarchique.

Ajoutons que le management a aussi pour fonction d'agencer les individus dans le temps et dans l'espace dans une perspective de gestion optimale des intensités individuelles : il s'agit ici de rendre les individus opérables, c'est-à-dire « efficaces » et « performants ». En prenant appui sur Klossowski (1970), nous dirions qu'il est ici question de canaliser les intensités individuelles, de les territorialiser afin de les rendre utiles à l'organisation. En bref, le management est d'abord un agenda des puissances d'agir individuelles, planification et captation des « conatus » devenus « automobiles » (Lordon, 2010, p. 88) : les individus ayant naturalisé la contrainte, les voici capables de se mouvoir eux-mêmes dans l'organisation, dans le respect de ses règles de fonctionnement.

## 2. Le management comme idéologie

Cette définition du management fait la part belle à la puissance d'agir individuelle. Le management fonde sa codification de la puissance d'agir dans l'organisation sur une idéologie au sens wébérien du terme : en effet, le management tend à légitimer un pouvoir (celui du décideur) et à maintenir cohérente l'action organisationnelle en faisant référence à un ensemble discursif dont l'archéologie nous conduit à la rhétorique de la *Corporate Governance*, notamment portée par les cabinets de conseil américains depuis les années 1990.

De fait, la dimension idéologique du management est à l'œuvre dans la perspective collective qu'il offre à l'action individuelle au sein de l'organisation et à laquelle il fournit une matrice. C'est cette matrice qui construit l'action organisationnelle et dont le spectacle nous est offert par les universités d'entreprise (succédanés des écoles de formation, propres aux entreprises et qui sont le passage obligé de tout nouvel entrant) ou par les conventions annuelles. Ce dispositif est proprement idéologique car il fixe des règles à l'action individuelle, mais se fonde aussi sur une conception spécifique de l'individu et sur une appréhension différenciée de l'organisation.

Prenons à titre d'exemple les trois principaux courants de management qui ont fait leur apparition depuis la fin du XIXe siècle et dont l'influence est toujours vivace, à savoir le Management scientifique, l'École des relations humaines et l'Analyse structurale (Guillén, 1999).

- Le Management scientifique appréhende l'organisation comme un dispositif technique au sein duquel l'individu agit en être rationnel. La dynamique essentielle est celle de l'intérêt individuel et l'unité d'action du management est donc l'action individuelle. La méthode managériale tendra alors à privilégier les dynamiques de contrôle (Gantt, 1919).
- L'École des relations humaines appréhende l'organisation comme un système social au sein duquel l'individu agit comme être relationnel au sein de collectifs plus ou moins importants : il est le réceptacle d'un contexte psycho-affectif. L'unité d'action du management est le groupe. La méthode privilégiée du management jouera sur les formes de coopération interindividuelle (Mayo, 1945).
- L'Analyse structurale appréhende l'organisation comme un système complexe (technique et social) qui produit de l'action individuelle et du sujet agissant. L'individu est un être organisationnel, fruit d'une discipline de liberté qui le rend

adaptable. L'unité d'action du management est l'organisation dans son ensemble ainsi que les processus de changement, de transversalité qui l'irriguent (Drucker, 1954). La méthode managériale jouera ici davantage sur la responsabilisation individuelle et sur l'autocontrôle, éléments fondateurs de toute action de coaching.

Attardons-nous sur l'Analyse structurale, aujourd'hui particulièrement populaire et influente. Si ce type de management emprunte aux deux autres, il a surtout popularisé la notion capitale de l'individu « adaptable », caractéristique d'un être souple et flexible. Au cœur du projet managérial, on discerne l'adaptation au changement, la gestion de projet et le management participatif. Toute une littérature vient alimenter ce dispositif managérial axé sur le changement ; à titre d'exemple, on peut penser au bestseller de Peter Senge (2006). L'aspect idéologique de ce type de management concerne la place de la responsabilisation individuelle au sein d'une hiérarchie complexe. L'individu est conçu comme acteur *a priori* autonome, dont l'autocontrôle est primordial et vise à pérenniser des hiérarchies complexes.

On notera que cette idéologie est aussi une forme de gouvernementalité, si l'on veut bien donner à ce terme la signification que Foucault lui confère, dans la mesure où « gouverner c'est structurer le champ d'action éventuel des autres » (Foucault, 1994). La gouvernementalité managériale est donc bien une modalité d'une idéologie organisationnelle qui incite, induit, facilite ou limite. En bref, elle est un agir sur d'autres agirs, une action sur des actions, un discours sur des conduites. L'alliée principale de cette conquête de l'assentiment individuel et de l'action strictement contrôlée est la recherche de la docilité individuelle.

### 3. La docilité

Nous avons introduit la notion de docilité, en prenant appui sur les travaux de Foucault, en associant management et docilité (Petitet, 2007). La docilité peut être définie comme un acquiescement au management et à l'organisation ; plus globalement elle concerne l'intégration par les individus des standards comportementaux voulus par le management. Intégration est ici à comprendre à la fois comme apprentissage comportemental et « naturalisation » de l'action :

Il importe en effet que l'individu soit suffisamment docile envers l'organisation pour en respecter les règles et ne pas en menacer l'existence. C'est justement à partir de cette docilité que l'on pourra mesurer l'efficacité d'un individu au sein du système ainsi que son employabilité, c'est-à-dire son utilité dans l'organisation (Petitet, 2005, p. 33).

C'est par cette docilité que le discours managérial parviendra à intensifier son emprise sur chacun : progressivement, les comportements vont s'harmoniser et les conduites se modifier pour s'accorder avec les exigences managériales et acquérir une apparente rationalité. Dans cette conquête de la docilité, la communication joue un rôle fondamental : l'adhésion au dispositif managérial et aux objectifs fixés par celui-ci passera inévitablement par les discours *corporate* et les dynamiques de communication interne.

#### 3.1 L'appropriation des relations de communication

La communication interne n'est rien d'autre qu'un dispositif discursif qui concourt à la quête de performance voulue par le management : séminaires de formation, rythmes de travail intense, évaluations de fin d'année sont autant d'éléments qui contribuent à communiquer une injonction permanente à la performance voulue par le management. De fait, cette performance deviendra un standard comportemental, un horizon managérial auquel chacun va participer, au

point de devenir un « habitus », compris comme « système de dispositions durables et transformables (...), principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations » (Bourdieu, 1980, p. 88).

« Principe générateur » fondé sur un mode gestionnaire des individus, l'habitus engendre des pratiques ajustées à un ordre organisationnel plus vaste, perçues par tous comme justes et allant de soi et non comme produits de l'obéissance.

Dans ce déploiement des habitus, le rôle de la communication est fondamental : c'est elle qui met en actes la docilité dont elle est à la fois résultante, puisqu'elle incarne une manière apprise et contrôlée d'organiser l'interaction, et productrice, puisqu'elle tend à uniformiser les pratiques par son aspect performatif. Il convient d'insister sur l'importance de la communication dans la compréhension des relations de pouvoir dans l'organisation et dans la conquête de la docilité : il n'y a pas d'éléments anodins dans cette pratique de la communication. En effet, les relations de communication sont le lieu où se jouent la mise en scène de l'ordre managérial et la conformité à l'idéologie managériale, en bref la pérennité de ce que l'on pourrait appeler le « code » de l'organisation (Sapir, 1971). Dans un entretien peu connu, Foucault reconnaissait l'importance de ce qu'il nomme le « rapport de communication » dans tout mécanisme d'obtention de la docilité :

Les rapports de communication impliquent des activités finalisées (ne serait-ce que la mise en jeu « correcte » des éléments signifiants) et, sur le seul fait qu'ils modifient le champ informatif des partenaires, ils induisent des effets de pouvoir. Quant aux relations de pouvoir elles-mêmes, elles s'exercent pour une part extrêmement importante à travers la production et l'échange de signes (Foucault, 1994, p. 234).

#### **4. Malaise dans la communication**

Comment alors définir la communication ainsi technicisée, conséquence du dispositif managérial ? On a vu que par son caractère d'habitus, la communication tend à imposer une cohérence aux actions de chacun. On pourrait donc définir le malaise dans la communication,

en nous appuyant sur l'École de Palo Alto, par cette définition même de la communication dans l'organisation : la communication serait ici la performance de l'ordre managérial : non pas une communication spontanée qui fragilise le maillage du pouvoir, mais une communication qui obéit elle-même au maillage du pouvoir ; non pas une communication créatrice de rupture qui vient suspendre le mouvement cinétique de l'organisation, mais une communication qui répète et redouble, elle-même étant un élément de mobilisation de l'individu au service de l'organisation. Bien entendu, on se gardera de postuler une passivité pure de l'individu face à ce dispositif communicationnel. On affirmera une orchestration des habitus qui vise à normer l'interaction, une communication qui canalise, amplifie ou réduit afin de garder intacte la structure de l'organisation. C'est alors un mouvement réciproque, une transaction entre l'individu et le milieu managérial qui l'enveloppe, un aller-retour entre l'expérience de l'individu et le paradigme communicationnel, celui-ci procédant néanmoins par une endosmose abusive au sein même de l'existence individuelle (Dewey, 2012).

À ce titre, deux formes de communication au sein de l'organisation nous semblent pertinentes : la parole et l'image.

#### **4.1 La parole et l'image**

Au sein de l'organisation, la prise de parole revêt plusieurs formes. L'une d'entre elles, populaire et omniprésente, concerne l'utilisation du logiciel PowerPoint. Celui-ci se veut facilitateur d'une présentation claire et précise d'un exposé, le format rendant la prise de parole efficace et convaincante. Un de ses modes opératoires est le *bullet point*, ou ordonnancement du dire sous forme de listes, d'énumération exhaustive. On parlerait volontiers d'un ordonnancement du monde propre à cet encadrement de la parole. Dans le format qu'il donne à la communication, le mode PowerPoint présente, non plus l'aspect d'une

langue vivante et parlée, mais plutôt « un idiome managérial et institutionnel » (Frommer, 2010, p. 76) qui fonctionne par puissance d'injonction et qui utilise des infinitifs : rationaliser, promouvoir, construire, développer. Voici le sujet communicationnel devenu objet d'injonctions diverses, d'impératif performatifs, au sein d'un espace idiomatique d'accumulation, ce que la tradition latine nomme *vivi lapides*, autrement dit les pierres vivantes. Comme l'écrit Legendre, l'individu est appréhendé comme « le matériau des institutions », fournissant « les éléments nécessaires et nécessairement remplaçables de la reproduction culturelle du Texte » dont il « résonne » (Legendre, 2001, p. 120). Dès lors, l'« anonymat des voix qui parlent et la mise au silence des voix qui parlent sont au programme de tous les systèmes » (Legendre, 2001, p.120) et plus particulièrement du dispositif managérial. On pense bien entendu à Bourdieu (1982) :

En structurant la perception que les agents sociaux ont du monde social, la nomination contribue à faire la structure de ce monde et d'autant plus profondément qu'elle est plus largement reconnue, c'est-à-dire autorisée (Bourdieu, 1982, p. 21).

Car la dénomination se veut aussi domination symbolique. La parole reçue et produite se voit astreinte à l'impératif de la communication interne, autrement dit à la pérennisation d'un ordre organisationnel plus global où se joue l'acquisition de la paix gestionnaire. Celle-ci passera d'abord par un discours managérial où dominant l'évitement des mots du litige et la recherche systématique du consensus (Hazan, 2006). L'enjeu est de susciter l'adhésion de l'individu à cet ordre des choses et à sa mise en actes. La parole se voit relayée en cela par l'image.

En effet, la communication se lit aussi dans les emblèmes, c'est-à-dire les images déployées par l'organisation : économiseurs d'écrans, plaquettes de communication interne où sont mis en scène des individus jeunes et beaux à la stature plutôt athlétique et aux attitudes dynamiques. Cette dissémination d'images se veut aussi diffusion d'un modèle imaginaire auquel il faut se conformer. Alors que la parole procède par accumulation d'impératifs,

l'image opère quant à elle par une accumulation de spectacles qui agit comme législation silencieuse. Cette radicalisation du signifiant vient interpeller l'individu et l'invite à se joindre à cette communauté fantasmée propre à incarner le corps glorieux de l'organisation. C'est peut-être là le cœur du malaise dans la communication : la mise en scène d'une dynamique d'enchantement propre à séduire autant qu'à convaincre du non arbitraire d'un régime de normativité plus global.

L'objet de la communication managériale est la saturation, à savoir l'investissement total du « sens » du monde que le management est amené à constituer, voué à la reproduction de l'organisation. L'individu est alors enlacé dans l'institution de cette forme de communication. Loin d'une éthique de l'autonomie, cette dynamique vise davantage à la répétition dans le sens que lui donne Lacan : « quelque chose échappe au sujet et continue, revient et trouve son chemin pour revenir, insiste, revient, se déclare toujours prêt à rentrer dans la danse du discours intérieur » (Lacan, 1955, p. 51). Cet *automaton* de la communication laisse visiblement peu de place au hasard, ou alors il l'organise : voici donc une communication apparemment spontanée, mais en fait prise dans l'entrelacs des signifiants que nous oserons qualifier de « maîtres » et qui investissent paroles et images.

Le schéma que nous avons dessiné dans cet article nous amène, non pas tant à tenter de savoir qui est le manager ou qui est le communicant, mais plutôt à nous interroger sur le comment du management et sur les conditions de possibilité de la communication. Nous avons vu que le management dans sa dimension idéologique produit du sujet-individu et de la communication, tout comme celle-ci vient organiser au sein de l'organisation le Texte managérial. Celui-ci, plus qu'une organisation du travail, s'impose aussi comme système de vérité qui vient dire autant que préconiser, régler autant qu'organiser. Rien n'est alors anodin dans cette anatomo-politique du management : les discours, qui sont à la fois des manières d'être et de parler, de créer des images et des textes, de diffuser gestes et paroles. Plus qu'un simple produit du

management, la communication apparaît comme explanans des rapports de pouvoir organisés par le management. Elle produit un régime de normativité qui concourt à une régulation des interdépendances et à la circulation des individus autant que des discours (Elias, 1993).

## **Bibliographie**

Bourdieu, P. (1982). *Ce que parler veut dire*. Paris : Fayard.

Bourdieu, P. (1980). *Le sens pratique*. Paris : Minuit.

Dewey, J. (2012), *Expérience et nature*. Paris: Gallimard.

Drucker, P. (1954). *The Practice of Management*. New York : Harper & Row.

Elias, N. (1993). *Engagement et distanciation. Contribution à la sociologie de la connaissance*. Paris : Fayard.

Foucault, M. (1994), *Dits et écrits* (Vol. 4). Paris : Gallimard.

Frommer, F. (2010), *La pensée PowerPoint*. Paris : La Découverte.

Gantt, H. (1919). *Organizing for Work*. New York : Harcourt Brace.

Guillén, M. (1999). *Models of management*. Chicago : University of Chicago Press.

Hazan, E. (2006). *LQR. La propagande du quotidien*. Paris : Raisons d’agir.

Klossowski, P. (1970), *La monnaie vivante*. Paris : Eric Losfeld.

Lacan, J. (1955). *Le moi dans la théorie de Freud*. Paris : Seuil.

Legendre, P. (2007). *Dominium Mundi. L’Empire du Management*. Paris : Mille et une nuits.

Legendre, P. (2001). *L’empire de la vérité. Introduction aux espaces dogmatiques industriels*. Paris : Fayard.

Lordon, F. (2010). *Capitalisme, désir et servitude*. Paris : La Fabrique.

Mayo, E. (1945). *The Social Problems of an Industrial Civilization*. Boston : Harvard University.

Petitot, V. (2007). *Enchantement et domination. Le management de la docilité*. Paris : Archives contemporaines.

Petit, V. (2005). La gouvernamentalité managériale. *Etudes de communication*, 28, 31-44.

Senge, P. (2006). *The fifth discipline*. New York : Random House.

Sapir, E. (1971). *Anthropologie*. Paris : Minuit.

# **Pratiques des TIC et faible littératie :**

## **une critique des dystopies de « l'ère numérique » au Québec**

**Karine Poirier et Sylvain Quidot**

### **Introduction : TIC et faible littératie, quelle place pour une critique ?**

La Fondation pour l'alphabétisation rapporte qu'en 2005, « près d'un Québécois sur deux (âgé de 16 à 65 ans) n'a pas les compétences nécessaires pour utiliser l'information afin de fonctionner pleinement au sein de la société et de l'économie » (Fondation pour l'alphabétisation, 2012). C'est dans ce contexte que le projet de recherche INTEGRA-Littératie Québec<sup>1</sup> a été réalisé par l'équipe de recherche de Communautique, mandatée par le ministère des Services gouvernementaux<sup>2</sup> dans le cadre du programme *Appui au passage à la société de l'information*<sup>3</sup>. Si la proposition initiale soumise au bailleur de fonds avait pour objectif premier de mesurer « ce qu'apportent les technologies de l'information et de la communication (TIC) aux personnes à faible littératie » (Dagenais, Poirier et Quidot, 2012), l'équipe de chercheurs a eu grand peine à éviter l'écueil du déterminisme technologique du projet initial et à recentrer plus judicieusement

---

<sup>1</sup> Le projet « L'inclusion numérique telle qu'expérimentée par des groupes d'adultes à faible littératie au Québec » (INTEGRA-Littératie Québec) a été réalisé par l'équipe de recherche de Communautique entre 2009 et 2011. Communautique est un organisme communautaire dont la mission est de soutenir la participation citoyenne en favorisant la maîtrise de l'information et l'appropriation des technologies numériques. Ce projet a été rendu possible grâce à l'appui financier du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT).

<sup>2</sup> Le ministère des Services gouvernementaux est passé sous l'égide du Conseil du trésor en 2010.

<sup>3</sup> Le programme Appui au passage à la société de l'information offre une aide financière à des projets et à des organismes qui favorisent l'accès à Internet et aux technologies de l'information à toute la population québécoise.

l'étude sur une question de recherche moins clivante. En choisissant d'aborder la problématique à travers une autre question, à savoir comment les personnes à faible littératie utilisent les TIC, l'étude a voulu échapper à un environnement idéologique naturellement enclin à postuler le pouvoir « autoréalisateur » des TIC. En effet, alors qu'on confère aux TIC des bienfaits *sui generis*, le rapport final de recherche soutient, dans la lignée des travaux de Denouël et Granjon (2011), que si les TIC offrent des perspectives de communication et un potentiel d'inclusion sociale réels, elles se heurtent toutefois à des inégalités sociales préexistantes. L'accès aux TIC et leur utilisation par les catégories de la population les plus exclues ou les plus vulnérables de la société sont soumises à des contraintes sociétales où inclusion sociale et inclusion numérique se conjuguent. Denouël et Granjon (2011, p. 17) soulignent que :

Par le biais des discours qui sont tenus sur la fracture numérique, la société de l'information opère par exemple comme une idéologie (George et Granjon, 2008). Les engagements pris sont ceux de la garantie d'une meilleure insertion dans la société, d'une montée en compétence, d'un gain d'indépendance. Les conditions d'accomplissement de ces promesses d'autoréalisation ne vont pourtant pas de soi. Et quand certains des attendus pratiques sont réalisés par des sujets, les gains obtenus ne sont pas nécessairement toujours au rendez-vous, tant ils sont intégrés « dans le profil institutionnalisé sur lequel se fonde la reproduction sociale, [perdent] leur finalité interne et [deviennent] un principe de légitimation du système » (Honneth, 2008, p. 311).

Coincée entre une compréhension ancrée dans un système idéologique et des finalités politiques, notre recherche <sup>4</sup>est devenue le théâtre d'une lutte institutionnelle où la réflexivité a souvent été mal perçue, mal comprise et où les réponses et les solutions ont toujours été préférées aux explications et aux interrogations. En réponse, l'étude s'est nécessairement tournée vers un positionnement critique. Au cœur de cette mise en tension, la construction de cette recherche a

---

<sup>4</sup> Cette étude s'est conclue par le dépôt d'un rapport public, disponible en ligne, intitulé « L'apprentissage au cœur des TIC : un portrait de l'inclusion numérique des personnes à faible littératie au Québec », <http://www.communautique.qc.ca/reflexion-et-enjeux/acces-pour-tous/integra-littratie-qubec.html> (consulté en mai 2012).

mis en opposition notre rôle de chercheurs face à un autre champ, celui de l'expertise et de la prescription.

Ainsi, notre contribution discute de ce cheminement réflexif et critique issu du parcours de recherche surprenant, parfois difficile, que l'équipe a mené pendant près de deux ans.

Dans un premier temps, on interrogera une nécessaire refonte du regard ontologique et idéologique de l'inclusion numérique posé par les organisations et les institutions. On critiquera les dystopies de l'ère numérique en les confrontant aux paradoxes et aux résultats soulevés par notre enquête sur les pratiques des TIC des personnes à faible littératie. Dans un deuxième temps, on verra que de ce cheminement est né un projet, un modèle critique et réflexif, certainement entendu comme un vœu pieu et qui n'a pour autre objectif que de souligner les incohérences et de mettre en relief l'indispensable mise en place d'un paradigme transversal. C'est ce modèle didactique et critique - *l'écologie numérique* - qui témoigne de la nécessaire harmonisation entre les besoins des usagers et les projets institutionnels. Il critique également l'improbable arbitrage de la recherche universitaire puni de réflexions par un fantasmagorique « retour au réel » et à « l'observation de terrain ».

## **1. Produire une recherche « non-conforme » : le mythe de la technologie et de la littératie**

L'inclusion numérique est-elle un paradigme réellement adapté pour traiter de ce qui relève *a priori* des processus d'inclusion sociale ? On peut penser que la notion même de fracture numérique est discutable puisqu'elle semble générer - malgré elle ? - certaines dystopies.

## 1.1 Les dystopies de la fracture numérique : littératie, TIC et perspective politique

### 1.1.1 La fracture numérique : un concept ou une politique ?

La recherche, menée sur les personnes à faible littératie, a été d'office engagée sur le terrain de l'inclusion numérique. Force est de constater que ce placement épistémologique a vite rencontré des ambivalences paradoxales. Il a rencontré un peu plus l'écueil de la notion de fracture numérique, dont le concept, que nous considérons quelque peu suranné, emprunte désormais plus aux fondements discutables d'une utopie technologisante encore en devenir qu'à une réalité sociale. En effet, au Québec, la fracture numérique est envisagée par une politique et des concepts dépassés, dont les prérogatives n'ont été que peu modifiées depuis 1998<sup>5</sup> lors de la mise en place du plan d'action québécois pour l'autoroute de l'information. Il en résulte une difficulté chronique à traiter de la technologie dans le contexte de la faible littératie. Le sujet suscite d'ailleurs un enthousiasme mesuré au regard des visées sociétales, pourtant majeures, qui y évoluent. Cette difficile adoption s'est parfois doublée d'un certain mépris à l'égard des populations vulnérables, bien souvent mal comprises, et considérées comme minoritaires et improductives. Or, au Québec, 49% de la population éprouve des difficultés de lecture et d'écriture (Fondation pour l'alphabétisation du Québec, 2012)

Cette dichotomie, entre mésestimation de l'enjeu d'un côté et paradigme auto-réalisateur des TIC de l'autre, a conduit à une situation plus ou moins fantaisiste, qui a préféré la foi dans la main invisible du déterminisme technologique plutôt que la confrontation du réel des pratiques des

---

<sup>5</sup> En 1998, est dévoilée la politique québécoise de l'autoroute de l'information (Gouvernement du Québec, 1998). Ce plan d'action vise notamment à « interpelle[r] l'État sur des enjeux fondamentaux liés à l'accessibilité, à l'autoroute de l'information, à la zone de droit, au régime de responsabilité qu'elle induit et à l'égalité des chances dans ce nouveau monde qui se construit » (Gouvernement du Québec, 1998, p. v).

TIC. Pourtant, si l'on peut aujourd'hui mesurer l'ampleur du phénomène, il faut cependant accepter l'idée que l'on ignore pour partie le fonctionnement et l'appropriation réelle de ces technologies par les personnes à faible littératie. Ce constat alimente les débats et génère des zones d'ombre et des mythes en ce qui concerne les réalités du clivage social dans l'appropriation des TIC. Ces réalités, mises en lumière dans notre recherche, présentent des pratiques étonnantes et plus abouties que certains préjugés ne le laissaient supposer. Le rapport de recherche INTEGRA-Littératie Québec souligne que :

La bonne compréhension de l'utilisation des TIC par les personnes à faible littératie doit avant tout considérer que ces usagers n'évoluent pas dans un univers numérique « tronqué ». Il s'agit donc de s'éloigner d'hypothèses réductrices ou de clivages malvenus, là où, fondamentalement, on émet l'hypothèse forte selon laquelle les personnes à faible littératie possèdent dans leurs pratiques des TIC des compétences surprenantes et souvent mal comprises. En ce sens, on cherche bien à montrer que ce sont les personnes qui font « vivre » l'outil et non pas une hypothétique « vie autonome de l'outil » qui rend l'inclusion numérique possible (Dagenais, Poirier et Quidot, 2012, p. 16).

Bien que de plus en plus discutés dans la recherche universitaire, ces concepts sont toujours d'actualité dans les organisations et les institutions. Engager une recherche cohérente sur cette problématique nous a rapidement conduit vers un positionnement critique qui a mis en relief les incohérences ontologiques de la fracture numérique. De fait, il est vite apparu évident que les concepts de fracture numérique de premier degré concernant l'accès, la connexion (la fracture « équipement ») ou celle de deuxième degré (la fracture d'« usage »), orientée vers des problématiques parfois nébuleuses d'« usage », sont manifestement assez peu pertinents pour répondre à la complexité multifactorielle de l'inclusion numérique des populations à risque d'exclusion, dont font partie les personnes à faible littératie. Afin de prendre en considération ces problématiques, il nous est apparu nécessaire de porter une attention particulière au parcours biographique des personnes, à leur histoire sociale, familiale et, bien évidemment, éducative.

Comme le soulignent Denouël et Granjon (2011), la fracture numérique et les concepts qui y sont associés devraient plutôt porter sur les logiques sociales à l'œuvre que de s'évertuer à mesurer l'usage normatif d'un égalitarisme clivant, voire stigmatisant, qui feint de confronter les pratiques des TIC à leur contexte social. En effet, les TIC et leurs « usages » n'évoluent pas dans un système égalitaire et égalitariste. Cette impasse politique et ontologique réfracte une dystopie institutionnelle qui cherche à faire entrer au chausse-pied une utopie technologique dans une réalité sociétale. Comme l'avancent Denouël et Granjon (2011), la fracture numérique se trompe de chemin si, derrière les problématiques de l'accès à la culture informationnelle, elle reste aveugle aux logiques sociales qui les sous-tendent :

[...] traiter de la « fracture numérique » ne revient pas seulement à porter attention aux conditions de possibilité d'accès et d'acculturation à l'informatique connectée, mais plutôt à s'intéresser aux logiques et aux régulations sociales qui structurent l'actualisation des usages. La notion de « fracture numérique » présuppose en effet des aptitudes d'appropriation partagées de tous et elle fait l'impasse sur les obstacles que rencontrent certains individus pour convertir les « chances » technologiques en avantages pratiques concrets. Se cache ici une rhétorique égalitariste (tous égaux devant l'usage des TIC) et techniciste qui suggère un passage naturel des ressources techniques aux bénéfices tirés de leur mobilisation. Que tout le monde dispose d'un ordinateur et d'une connexion n'assurerait en rien l'existence d'un régime d'avantages de type égalitaire. Le croire c'est faire l'impasse sur la disparité dans la distribution des capacités sociales culturelles et techniques au sein des classes sociales. Il est donc essentiel de bien distinguer, d'une part, les conditions de possibilité matérielle d'accès à l'informatique connectée, d'autre part, les potentialités économiques, sociales et culturelles pouvant être offertes par un usage de l'informatique connectée et enfin les accomplissements effectifs de ces virtualités (Denouël et Granjon, 2011, p. 26).

## 2. Faible littératie, apprentissage et déterminisme technologique

### 2.1 Changer le regard ontologique

Selon un rapport de Statistique Canada et de l'OCDE (2005, p. 31) : « beaucoup d'adultes ont du mal à composer avec les exigences liées aux capacités de littératie et de numératie qui sont courantes dans la vie et le travail d'aujourd'hui ». Si l'on évoque le débat autour du concept de « fracture numérique », on assiste à une situation similaire lorsque l'on plonge dans l'univers de la « faible littératie », où les définitions se confrontent. Source de méandres parfois infructueux, la littératie s'étiole en une multitude de concepts plus ou moins pertinents, selon le cas, et en autant d'échelles et de degrés, bien souvent obscurs. Elle se confond également dans des aller-retours interculturels. Méconnu en Europe, ce concept prend des tournures et des objectifs différents en Amérique du Nord, entre francophones et anglophones, et perd de son sens d'une langue à l'autre. Ces détours ne font qu'augmenter mécontentes et incompréhensions et alimentent la confusion.

Au Québec, on retiendra la définition qu'offrent Collette et *al.* (2012) qui font évoluer la notion de littératie dans une perspective sociétale en le reliant à la notion de citoyenneté en contexte de santé et de services sociaux :

La notion de littératie a évolué au cours des vingt dernières années : d'une vision statique centrée sur l'alphabétisation, nous sommes passés à une vision interactive qui renvoie notamment à la notion de littératie citoyenne, laquelle se définit comme la capacité d'un individu de capter l'information (orale, écrite, graphique, gestuelle, tactile, olfactive), de la traiter et d'agir selon son bagage et les facteurs qui conditionnent cette capacité dans un domaine en particulier. Ce qui est propre à la littératie citoyenne, c'est que l'information transmise doit être pensée en fonction de la capacité d'agir de l'individu, afin de lui permettre de se réaliser sur les plans personnel et social et de participer dans la mesure du possible à la vie sociale et politique (Freire et Macedo, 1987). Elle est

multidimensionnelle et mouvante, car elle se (re)définit en fonction des conditions psychosociales, socioéconomiques et politiques (Collette et *al.*, 2012, p. 9).

Dans les TIC, l'apprentissage s'est trouvé une nouvelle raison d'être en favorisant la surenchère d'outils technologiques. L'étude réalisée par le *think tank* bruxellois *Pour la Solidarité* met en perspective l'importance d'envisager ces concepts d'une manière globale et multifactorielle.

Ainsi, Gallais (2012) souligne que :

La notion de TIC pour le développement apparaît donc comme la plus importante. Pour *Lire et Écrire*, les projets en faveur de l'alphabétisation numérique - et donc avec pour objectif de réduire la fracture numérique - doivent intégrer ces trois approches. En effet, des projets qui ne se concentreraient que sur les questions d'infrastructures auraient certainement peu d'impact en termes de réduction de la fracture numérique. La prise en compte de cette problématique a amené les structures comme *Lire et Écrire* à développer un modèle englobant plusieurs problématiques car la fracture numérique est souvent le reflet d'une fracture sociale (Gallais, 2012, p. 8).

À l'instar de *Lire et Écrire*, le rapport Integra-Littératie Québec a montré que l'apprentissage est certes une donnée fondamentale de l'inclusion numérique des personnes à faible littératie, mais qu'il n'intègre pas les derniers développements en matière de TIC. Au risque de décevoir certains qui voient dans les TIC la panacée en éducation, leur apprentissage par les personnes à faible littératie relève d'abord et avant tout d'une plus grande insertion sociale comme l'a montré notre terrain d'enquête auprès de 16 centres d'alphabétisation dans toutes les régions du Québec. En ce sens, les centres d'alphabétisation sont un relais indispensable. Or, la grande majorité des centres dispensent avec peu de moyens, et des compétences informatiques modestes, des formations de base en TIC. Ces ateliers, bien souvent populaires, sont une porte d'entrée vers l'inclusion sociale, et donc par la bande, un pas important vers l'inclusion numérique.

### 3. Retrouver un paradigme critique : vers une écologie numérique ?

Dans ce contexte technologisant et qui ne prend quasiment jamais en compte le parcours sociétal des personnes à faible littératie, comment un positionnement critique est-il possible?

#### 3.1 L'enquête qualitative est-elle un positionnement critique ?

Le cheminement épistémologique suivi pour notre recherche a entraîné une deuxième dimension critique liée aux articulations herméneutiques et méthodologiques de notre étude. Tout d'abord, et pour situer l'objet du « litige épistémologique », le travail de recherche a connu des transformations méthodologiques avant de finalement s'arrêter sur une méthodologie inspirée des travaux de Dejours (2002) en psychodynamique du travail et de Clot et *al.* (2001) en clinique de l'activité. Cette méthodologie est apparue parfaitement adéquate pour aborder des populations vulnérables peu disposées à s'exprimer sur une question rendue relativement taboue. Ainsi, en créant des espaces propices aux échanges et au dialogue, en accordant une large place aux témoignages avec pour souci de travailler à leur validité interprétative, l'équipe de recherche a adopté une posture compréhensive, définie par la manière suivante par Dejours (2002) :

Adopter la posture compréhensive ne consiste pas à accorder au sujet dont on fait l'investigation une sorte d'indulgence ou de bienveillance, mais à lui supposer, a priori, une intelligence dans les deux sens du terme : intelligence comme compétence cognitive et intelligence comme liberté d'accéder à l'intelligibilité, à la compréhension des choses ou de la situation (intelligence des choses) (Dejours, 2002, p. 207).

Par la re-mise en scène, par une confrontation dans le dialogue, on a cherché à débusquer, à provoquer ce qui n'est pas dit, ce qui est suggéré, et bien évidemment ce qui est « difficile à dire ». En utilisant cette méthode, dont l'herméneutique est ancrée dans le dialogisme bakhtinien,

nous nous sommes intéressés plus particulièrement à la manière dont les personnes se racontent dans leurs activités. C'est ce dialogue, avec soi-même, de soi-même avec les autres, de soi-même avec l'inclusion numérique, qui est étudié et interprété. Mal compris, ce travail est en contradiction avec certaines attentes institutionnelles dont les visées méthodologiques sont parfois tournées vers une relecture patentée de la méthode inductive au détriment d'autres approches de type herméneutique.

En proposant ce changement de méthodologie et en suggérant un paradigme pour le moins dérangent, notre recherche a été perçue comme éminemment critique. Or, loin d'engager une vision arbitrairement naïve et « à contre-courant », ce travail est plutôt tourné vers une transition réconciliatrice du technique et de l'ergonomique des réalités humaines et sociétales que propose ici l'ébauche d'une écologie numérique. Pourtant, ce modèle dont l'objet principal a été de réintroduire des données sociétales dans un débat techniciste a été ressenti comme « non-conforme ». La validité du travail qualitatif a même été remise en cause par opposition à l'aspect plus assimilable et plus « exploitable » d'un travail quantitatif invariablement caricaturé et assimilé à une implacable logique chiffrée. De fait, une certaine réticence de nos interlocuteurs institutionnels à ne pas s'en remettre à des résultats « probants » et discriminants a remis en cause la valeur de notre recherche, en opposant de manière tout à fait incongrue le pouvoir des chiffres face à la pertinence de la parole.

### *3.1.1 Usages contre pratiques*

Comme nous le mentionnions en introduction, et contrairement aux idées reçues, les pratiques des TIC des personnes à faible littératie sont considérables, de sorte que le niveau de littératie ne peut être perçu comme un obstacle unique à l'inclusion numérique. Des pratiques soutenues

peuvent être envisagées avec un niveau de lecture et de compréhension des textes relativement faible. En adoptant un positionnement résolument critique, l'étude montre que si des freins existent à l'inclusion numérique, ils débordent *stricto sensu* le cadre technologique. En ce sens, bien avant d'être techniques, les barrières à l'inclusion numérique sont sociales, éducatives et psychologiques et témoignent d'inégalités sociales préexistantes. Prétendre à des solutions pour l'inclusion numérique est subordonné à la reconnaissance des compétences préalables conditionnées par l'inclusion sociale. Cette *didactie* sociétale est intrinsèquement liée à des compétences antérieures « étrangères » aux TIC, dont on évoquera ici deux composantes essentielles, la culture mnémonique et les compétences des « autres ».

L'apprentissage des TIC par les personnes à faible littératie est lié à une culture mnémonique que les travaux de terrain ont révélée. La navigation sur le Web par exemple, ou l'utilisation des réseaux sociaux comme *Facebook* est, dépendamment des niveaux de littératie, une concaténation mnémonique, un parcours d'apprentissage dans la relation de soi-même aux autres. En ce sens, l'expérimentation est étonnement exempte d'autodidactie. Le travail d'apprentissage se situe au-delà des TIC, dans la superposition d'une implication et d'une expérimentation, introduction à la construction du savoir par la répétition du savoir des « autres ». Comme le souligne Bakhtine (1981, p. 109) : « la vie est dialogique de par sa nature. Vivre signifie participer à un dialogue, interroger, écouter, répondre, être en accord, etc. ». De cette manière, on adresse une critique importante, qui s'est traduite sous la forme d'une bataille sémantique entre les usages définis comme les « attentes institutionnelles » d'une part, notamment, l'irréductible volonté inadéquate de mesurer et de quantifier plutôt que de chercher à expliciter et, d'autre part, les pratiques qui sont l'expérience réelle des usagers. Ainsi, selon Vygotsky (1984), tout comportement sémiotique est un mode de fonctionnement social :

La plus importante et la plus fondamentale des lois qui expliquent la genèse, et vers lesquelles nous conduit l'étude des fonctions mentales supérieures, pourrait s'exprimer ainsi : chaque exemple de conduite sémiotique de l'enfant était auparavant une forme de collaboration sociale, et c'est pourquoi le comportement sémiotique, même au stade plus avancé du développement, reste un mode de fonctionnement social. L'histoire du développement des fonctions mentales supérieures apparaît ainsi comme l'histoire du processus de transformation des outils du comportement social en outils de l'organisation psychologique individuelle (Vygotsky, 1984, p. 56).

Pour conclure, faut-il réactiver les enseignements de Bourdieu et inscrire l'étude des TIC dans une approche du champ, ou bien même inscrire le positionnement de notre recherche sur les TIC et les personnes à faible littératie dans la profondeur éminemment critique de la notion d'*illusion* ? On comprendra aisément que l'écologie numérique, simple proposition méthodologique, ait eu autant de mal à trouver sa place dans le cercle des experts et des initiés, ce que Jean-Luc Godard<sup>6</sup> (1987) appelait « les professionnels de la profession ». L'écologie numérique comme regard réflexif a, en partie, fait face à une incompréhension liée au fait qu'elle n'a pas réinventé de solutions concrètes et n'a pas rallié la cause d'une sempiternelle redécouverte des bienfaits de l'innovation. L'écologie numérique comme outil critique n'a pas été coopté par le bon cercle, ce cercle magique dont parle Bourdieu (1980) :

On comprend que l'on n'entre pas dans ce cercle magique [le champ] par une décision instantanée de la volonté, mais seulement par la naissance ou par un lent processus de cooptation qui équivaut à une seconde naissance (Bourdieu, 1980, p. 114).

---

<sup>6</sup> Jean-Luc Godard remercie ironiquement «les professionnels de la professions» lors de la cérémonie des Césars en 1987, alors que l'Académie lui remet un César d'honneur pour l'ensemble de sa carrière.

## Bibliographie

- Bakhtine, M. (1984). *Esthétique de la création verbale*. Paris : Gallimard.
- Bourdieu, P. (1980). *Le sens pratique*. Paris : Minuit.
- Clot, Y., Faïta, D., Fernandez, G. et Scheller, L. (2001). *Entretiens en autoconfrontation croisée : une méthode en clinique de l'activité*. Paris : Éducation Permanente.
- Collette, K., Rousseau, J., Clerc I., et Clamageran S. (2012). Littératie et droits en matière de santé et de services sociaux : paroles citoyennes, *Communication*, 30 (1). Repéré à : <http://communication.revues.org/index2939.html>
- Dagenais, D., Poirier, K., et Quidot, S. (2012). *L'apprentissage au cœur des TIC : un portrait de l'inclusion numérique des personnes à faible littératie au Québec*. Communautaire. Repéré à : <http://www.communautaire.qc.ca/media/INTEGRA.versionPDF.pdf>
- Denouël, J. et Granjon, F. (2011). *Communiquer à l'ère numérique : regards croisés sur la sociologie des usages*. Paris : Presses des Mines.
- Fondation pour l'alphabétisation (2012). *Adultes Analphabétisme et alphabétisation*. Repéré sur [http://www.fondationalphabetisation.org/adultes/analphabetisme\\_alphabetisation/statistiques](http://www.fondationalphabetisation.org/adultes/analphabetisme_alphabetisation/statistiques)
- Gouvernement du Québec, (1998). *Agir autrement : La politique québécoise de l'autoroute de l'information*, Québec. Repéré sur : [http://www.etatdelinfo.qc.ca/sites/etatdelinfo.qc.../politique\\_autoroute.pdf](http://www.etatdelinfo.qc.ca/sites/etatdelinfo.qc.../politique_autoroute.pdf)
- Gallais, A. (2012). *Le rôle des nouvelles technologies en matière d'inclusion sociale : une vision européenne, collection Working paper*. Repéré à : [http://www.pourlasolidarite.eu/IMG/pdf/WP2012\\_03\\_SAPTIC.pdf](http://www.pourlasolidarite.eu/IMG/pdf/WP2012_03_SAPTIC.pdf)
- Statistique Canada et Organisation de coopération et de développement économiques, (2005). *Apprentissage et réussite. Premiers résultats de l'enquête sur la littératie et les compétences des adultes*. Ottawa et Paris : Éditions OCDE.
- Vygotsky, L. (1982-1984), *œuvres complètes*, vol. VI. *Sobranie socinenii* [Œuvres complètes], vols. I-VI. Moscou, Pedagogika.

# **Contributions de la théorie de Jacques Rancière à l'analyse des pratiques démocratiques en ligne**

**Julien Rueff**

## **Introduction**

Dans le cadre de cette contribution, j'aimerais non pas introduire la théorie politique de Jacques Rancière pour elle-même, mais examiner les potentialités de celle-ci pour les recherches dans le domaine – pour autant que nous puissions parler de domaine – de la communication et, plus spécifiquement, pour l'étude des dimensions et des enjeux politiques d'Internet. Il s'agira, par là même, d'esquisser une évaluation de la fécondité de la théorie ranciérienne dans un domaine qui lui est au premier abord étranger. Nous défendrons alors la thèse suivante : la théorie ranciérienne offre de nouvelles perspectives de recherche en ce qui concerne les pratiques démocratiques médiatisées par Internet.

Nous commencerons par revenir sur une idée au cœur des travaux de Rancière, à savoir l'identification de la démocratie non pas à un régime politique, que celui-ci soit plutôt favorable à la participation directe des citoyens ou à leur représentation, mais à des pratiques vérifiant la présupposition de l'égalité de n'importe quel citoyen avec n'importe quel autre. Nous développerons, ce faisant, les concepts sous-jacents à cette idée, en l'occurrence la présupposition de l'égalité de n'importe qui avec n'importe qui, la distinction entre « le politique, la police et la

politique », « le partage du sensible », mais aussi le concept de « subjectivation ». Partant de là, nous nous risquons à élaborer plusieurs perspectives de recherche découlant des apports conceptuels de la théorie rancièrienne, tout en essayant de leur donner une traduction empirique. Nous montrerons alors comment la théorie rancièrienne : (a) renouvelle l'analyse des pratiques égalitaires en ligne ; et (b) apporte des modifications substantielles aux analyses des discussions politiques en ligne.

## **1. Quelques concepts clés de la théorie rancièrienne**

Dans ce premier moment de notre argumentation, nous allons présenter les concepts centraux de la théorie rancièrienne. Nous aborderons d'abord « la présupposition de l'égalité », présupposition sous-jacente à l'ensemble de sa pensée, pour nous intéresser ensuite à la distinction entre « la police », « la politique » et « le politique », aux concepts de « partage du sensible » et de « subjectivation ».

### **1.1 La présupposition de l'égalité**

Abordons pour commencer ce qui se situe au cœur de l'édifice théorique de Rancière, à savoir la présupposition de l'égalité des intelligences, autrement dit l'égalité de n'importe quel individu avec n'importe quel autre. Cette présupposition est notamment élaborée dans *Le maître ignorant* (Rancière, 2004a). Elle nous invite à rejeter la hiérarchie intellectuelle entre le maître et l'élève, entre celui qui sait et celui qui ignore, et, pour aller encore plus loin, entre celui qui sait ce que

l'autre ignore et celui qui ignore ce qu'il ignore. Cette présupposition de l'égalité des intelligences affirme, d'une part, la capacité de n'importe qui à développer un point de vue réflexif sur sa propre existence et, d'autre part, la capacité de mettre en parole cette réflexivité. Épouser cette présupposition de l'égalité des intelligences, ce n'est cependant pas affirmer que n'importe qui possède la capacité de développer la théorie de la relativité ou la théorie de l'évolution. C'est refuser vigoureusement l'idée d'une domination fondée sur la méconnaissance, c'est-à-dire l'idée que les dominés restent prisonniers de la domination en raison de leur ignorance des mécanismes de la domination. Cette idée a connu – et connaît encore – beaucoup de succès dans les recherches dites « critiques ». Elle est le fondement, par exemple, de nombreuses recherches sur les phénomènes d'aliénation ou d'exploitation.

Plusieurs arguments viennent soutenir cette présupposition de l'égalité des intelligences dans la théorie ranciérienne. Passons rapidement en revue les arguments en faveur de cette dernière :

1. Pour Rancière, aucune preuve n'a été apportée pour démontrer, de manière définitive, l'inégalité des intelligences (Rancière, 2004a, p. 79-85). Jusqu'à preuve du contraire, rien n'interdirait alors d'adhérer à cette présupposition de l'égalité des intelligences.
2. Même dans les rapports de domination les plus extrêmes, les dominants ne peuvent pas ne pas attribuer une intelligence minimale aux dominés (cet argument n'est pas sans rappeler la dialectique hégélienne du maître et de l'esclave). Pour pouvoir donner leurs ordres aux dominés, les dominants sont en effet dans la nécessité de reconnaître aux dominés leur capacité à saisir des ordres.
3. L'ouvrage *La nuit des prolétaires* (Rancière, 2005) donne une assise empirique à la présupposition de l'égalité des intelligences. Dans cet ouvrage, émanant d'un travail d'archives, les ouvriers apparaissent pleinement conscients des phénomènes d'exploitation

au XIXe siècle. Cette conclusion contredit ainsi la distinction entre les hommes du loisir et les hommes du travail, entre ceux qui pensent l'exploitation et ceux qui subissent l'exploitation, dans la mesure où les ouvriers ne méconnaissent aucunement l'exploitation dont ils sont victimes et font, au contraire, montre de réflexivité par rapport à cette expérience. Ce travail d'archives vient par là même corroborer la présupposition de l'égalité des intelligences.

4. Enfin – et il s'agit probablement de l'argument le plus décisif de la théorie ranciérienne - aucune « politique progressiste » (visant à ce que les dominés deviennent acteurs de leur propre histoire) n'est pensable sans épouser cette présupposition de l'égalité des intelligences. Pourquoi vouloir la participation des dominés au ré-ordonnement des rapports économiques, politiques et symboliques d'une société si ceux-ci se voient refuser, dès le départ, la capacité à devenir acteurs de leur propre histoire ? Présupposer l'inégalité des intelligences et vouloir la participation des dominés à un monde commun s'avère par là même être une contradiction.

## **1.2 La politique, la police et le politique**

La présupposition de l'égalité des intelligences se situe au cœur de la fameuse distinction entre la police et la politique dans la théorie ranciérienne. Si la police désigne l'ordre social, c'est-à-dire non seulement la répartition des positions de pouvoir, mais également la légitimation de cette répartition, la politique se rapporte quant à elle aux pratiques émancipatrices, venant vérifier la présupposition de l'égalité des intelligences. Le concept de « police » est aussi fécond que contre-intuitif, dans la mesure où il rassemble ce que nous appelons communément « la politique », en

l'occurrence les institutions politiques et les luttes de pouvoir dans cet espace institutionnel.

Cette distinction entre la police et la politique, entre l'ordre social et les pratiques émancipatrices, nous amène à opposer deux processus radicalement hétérogènes. L'ordre social est profondément inégalitaire parce qu'il repose, entre autres sur une distribution inégale des ressources économiques (oligarchie), des savoirs (épistémocratie) ou des titres de noblesse (aristocratie). En d'autres termes, l'ordre social repose sur une distribution inégale des titres entre les acteurs, ces titres donnant une légitimité à ceux qui prennent part à l'ordre social. La politique rompt avec la police parce qu'elle se confond avec les pratiques émancipatrices des sans-titres, venant confirmer l'égalité de n'importe qui avec n'importe qui. La démocratie, dans cette perspective, n'est aucunement un régime politique (comme dans les expressions « démocratie républicaine » ou « démocratie libérale »). Seules les actions collectives vérifiant l'égalité de n'importe qui peuvent être dites « démocratiques ».

Partant de là, Rancière a ajouté un troisième concept pour penser le lieu de rencontre entre ces deux processus hétérogènes : le politique (Rancière, 2004b, p. 112-125). Ce dernier n'est pas sans importance puisqu'il permet de prendre conscience de la nécessité de penser relationnellement la police et la politique<sup>1</sup>. La police n'existe pas sans la politique dans la mesure où l'ordre social s'efforce toujours d'éliminer la politique et où la politique ne se construit qu'en opposition avec une police déterminée.

---

<sup>1</sup> Rancière définit le politique comme « la rencontre de deux processus hétérogènes » (2004b, p. 112).

### **1.3 Le partage du sensible**

La police ne désigne pas seulement, dans la théorie ranciérienne, une répartition particulière des positions de pouvoir et une légitimation de cette répartition. Chaque police s'accompagne également d'un partage du sensible, définissant ce qui est visible et audible dans la société. En d'autres termes, le partage policier du sensible définit, d'une part, quelles sont les paroles audibles et, d'autre part, qui sont les êtres de parole (par opposition aux êtres n'exprimant que de manière irrationnelle leurs affects). Dans cette perspective, la politique s'inscrit en rupture avec le partage policier du sensible, dans la mesure où elle fait intervenir, par des actions collectives confirmant la présupposition de l'égalité, des « sans-parts » n'ayant ni visibilité, ni parole légitime dans la société. La politique engendre par là même ce que Jacques Rancière appelle « un espace polémique » (Rancière, 2004b, p. 87), ayant pour enjeu la reconnaissance des « sans-parts » en tant qu'êtres de parole dans la société.

### **1.4 Subjectivation**

Cette distinction entre la police, la politique et le politique étant posée, nous aimerions maintenant introduire le concept de subjectivation. Dans la théorie ranciérienne, la politique s'accompagne nécessairement d'un processus de subjectivation, consistant, d'une part, à rejeter les identités sociales attribuées par la police et, d'autre part, à produire dans l'action une nouvelle identité collective. Cette identité collective apparaît et disparaît avec les pratiques émancipatrices. La politique a donc à la fois un versant négatif et positif : elle déclassifie (au sens où elle produit une rupture avec les classifications sociales et les identités assignées par la police) autant qu'elle

agrège des individus autour d'une nouvelle identité collective. Rancière illustre souvent ce processus de subjectivation par le slogan « nous sommes tous des juifs allemands » lancé en mai 1968 (Rancière, 2009, p. 313).

## **2. Perspectives rancièriennes de recherche**

En quoi la théorie rancièrienne offre-t-elle la possibilité d'un renouvellement des interrogations sur les potentialités démocratiques d'Internet ? Pour mettre en lumière la fécondité de la théorie rancièrienne dans ce domaine de recherche, examinons comment celle-ci modifie substantiellement deux problématiques majeures, à savoir l'égalité entre les usagers d'Internet, et les discussions politiques en ligne. La présente contribution ne prétend pas, cela va sans dire, épuiser toutes les promesses découlant du recours à la théorie rancièrienne dans ce domaine de recherche.

### **2.1 Penser l'égalité**

Introduisons notre propos par une citation de Rancière, issue de l'ouvrage *Aux bords du politique* (2004b) :

On sait que la science sociale s'est fondamentalement occupée d'une chose : vérifier l'inégalité. Et de fait elle l'a toujours prouvée. Face à cette science de la critique sociale qui redécouvre perpétuellement l'inégalité, il me semble intéressant de remettre en lumière ces pratiques qui se sont précisément donné pour tâche le contraire. À partir de là, on pourra se demander, si l'on veut, qui est le plus naïf : celui qui vérifie l'égalité ou celui qui vérifie l'inégalité – ou si le concept même de naïveté a ici une pertinence (Rancière, 2004b, p. 84).

Comment transposer cette analyse dans le cadre d'une recherche sur les potentialités démocratiques d'Internet ? Épouser cette perspective, c'est délaissier **momentanément** le projet de révéler les inégalités pesant sur les usages d'Internet et nous intéresser davantage aux pratiques en ligne vérifiant la présupposition de l'égalité. L'adverbe « momentanément » n'est pas sans importance dans notre argumentation, parce qu'il souligne notre réticence à embrasser pleinement la critique ranciérienne des sciences sociales. Si la perspective d'étudier les pratiques égalitaires en ligne nous paraît prometteuse, nous ne souhaitons toutefois pas nous priver des contributions des sciences sociales (quand bien même ces dernières dévoileraient des inégalités). Bien qu'il s'agisse d'une inconséquence d'un point de vue conceptuel, nous préférons concevoir la théorie ranciérienne et les sciences sociales comme des approches complémentaires, chacune apportant un éclairage distinct sur les potentialités démocratiques d'Internet.

Par rapport à la littérature scientifique sur les potentialités démocratiques d'Internet, la théorie ranciérienne nous invite à délaissier la problématique de « la fracture numérique » (*digital divide*). Cette dernière se trouve en effet à l'origine de nombreuses recherches sur les inégalités entre les usagers, ceux-ci ne disposant vraisemblablement - pour emprunter des concepts à la sociologie critique de Pierre Bourdieu (Chauviré et Fontaine, 2003, p. 12-16) - ni du même capital économique (conditionnant matériellement l'accès à Internet), ni du même capital culturel (les compétences informatiques ou les habiletés langagières). Ce point n'est pas dénué d'importance, dans la mesure où cette inégalité constituerait, d'après ces recherches en sciences sociales, un obstacle à la participation des citoyens aux sphères publiques médiatisées par Internet.

À l'opposé de ces recherches sur la « fracture numérique », la théorie ranciérienne nous pousse à explorer toutes les pratiques en ligne s'épanouissant dans le cadre de rapports horizontaux et contestant, par là même, la verticalité des rapports hiérarchiques. Rancière interprète d'ailleurs

lui-même les pratiques collaboratives dans le cadre *Wikipedia* comme une confirmation de l'égalité des intelligences (2010) et, *a contrario*, comme une remise en cause de l'épistémocratie habituellement à l'œuvre dans la production des savoirs encyclopédiques. Nous aimerions, pour terminer, mentionner les recherches Cardon (2009), parce qu'elles défendent l'idée selon laquelle les prises de parole sur Internet reposeraient précisément sur la présupposition de l'égalité entre les usagers. Il existe donc d'ores et déjà des recherches épousant les apports de la théorie ranciérienne pour analyser les potentialités démocratiques d'Internet.

## **2.2 Des discussions politiques en ligne aux « espaces polémiques en ligne »**

L'abondante littérature scientifique portant sur les discussions politiques en ligne témoigne de l'intérêt que portent les chercheurs en sciences sociales à ce phénomène. Or, les théories habermassiennes de l'espace public ou de l'agir communicationnel se sont avérées être – et sont encore – de précieuses ressources pour problématiser cette forme d'interaction discursive médiatisée par Internet. Par exemple, elles permettent d'étudier la conformité des discussions politiques en ligne aux normes de l'agir communicationnel ou, en faisant un détour par le concept d'« espace public », d'analyser leurs contributions à la revitalisation des démocraties occidentales. La théorie ranciérienne nous invite toutefois à rompre avec ces perspectives de recherche autour de l'espace public ou de l'agir communicationnel. Jacques Rancière en expose succinctement les raisons dans son ouvrage *Aux bords du politique* (2004b) :

C'est la raison pour laquelle la politique ne peut pas s'identifier au modèle de l'action communicationnelle. Ce modèle présuppose les partenaires déjà constitués comme tels et les formes discursives de l'échange comme impliquant une communauté du discours, dont la contrainte est toujours explicitable. Or le propre du dissensus politique, c'est que les partenaires ne sont pas constitués non plus que l'objet et la

scène même de la discussion. Celui qui fait voir qu'il appartient à un monde commun que l'autre ne voit pas ne peut se prévaloir de la logique implicite d'aucune pragmatique de la communication (Rancière, 2004b, p. 244).

Pour Rancière, la théorie de l'agir communicationnel s'avère insatisfaisante, dans la mesure où elle n'interroge pas l'un des enjeux essentiels des discussions politiques, à savoir l'existence d'une scène commune de discussion entre ceux qui participent à l'ordre social et ceux qui ne participent pas à l'ordre social. Si les théories habermassiennes nous offrent bien les ressources conceptuelles nécessaires pour penser les processus de résolution des désaccords politiques entre des interlocuteurs se reconnaissant mutuellement comme des partenaires légitimes d'interaction, elle ne nous est d'aucun secours pour questionner ce qui est propre aux discussions politiques, en l'occurrence les désaccords sur l'identité des sujets reconnus comme des interlocuteurs légitimes, d'une part, et les désaccords sur l'objet même des discussions politiques, d'autre part. La théorie ranciérienne nous invite précisément à analyser ces désaccords sur les désaccords. Sont en effet authentiquement politiques les discussions engageant un processus de reconfiguration du partage policier du sensible (définissant quelles sont les paroles audibles et qui sont les êtres de parole dans un ordre social) et créent ainsi ce que Rancière appelle « un espace polémique ». (2004b, p. 87)

Il n'est donc pas suffisant, au regard de la théorie ranciérienne, d'évaluer la conformité des discussions politiques en ligne à l'aune des normes de l'agir communicationnel. Il faut plutôt examiner comment les interactions discursives en ligne peuvent contribuer à l'émergence d'un « espace polémique », dans le cadre duquel ceux qui n'ont pas part à un ordre social s'efforcent d'acquérir une visibilité. Par conséquent, il s'agit d'examiner les processus de subjectivation en ligne, grâce auxquels les « sans-parts » se créent une identité collective et, ce faisant, se donnent

une visibilité tout en s'affirmant en tant qu'êtres de parole.

Nous travaillons actuellement à la réalisation d'un projet de recherche s'inscrivant dans cette perspective. Il s'agit d'analyser les processus de subjectivation au cœur des pratiques démocratiques des acteurs affiliés à « Occupy Wall Street ». Pour ce faire, nous examinons comment Internet contribue à l'émergence d'un espace polémique, dans le cadre duquel se forme une nouvelle identité collective, en l'occurrence les « 99% ». Nous prêtons notamment attention, dans le cadre de cette recherche, à des sites web tels que <http://wearethe99percent.tumblr.com/> ou <http://westandwiththe99percent.tumblr.com/>. Cette étude nous paraît d'autant plus pertinente que les « 99% » s'affirment précisément comme des êtres de parole contre l'autorité de l'expertise technocratique des « 1 % » institués comme seuls à même de gérer adéquatement les contraintes économiques de notre ordre mondial.

## Bibliographie

Chauviré, C., et Fondaine, O. 2003. *Le vocabulaire de Bourdieu*. Paris : Ellipses.

Cardon, D. (2009). *Vertus démocratiques de l'Internet*. Repéré à <http://www.laviedesidees.fr/Vertus-democratiques-de-l-Internet.html?lang=fr>

Rancière, J. (2010). *Interview with Jacques Rancière*. *Ephemera*, 10 (1), 77-81.

Rancière, J. (2005). *La nuit des prolétaires*. Paris : Hachette.

Rancière, J. (2004a). *Le maître ignorant*. Paris : 10x18.

Rancière, J. (2004b). *Aux bords du politique*. Paris : Gallimard.

Rancière, J. (2009). *Et tant pis pour les gens fatigués*. Paris : Éditions Amsterdam

**Troisième partie :**

**Perspectives critiques, dynamiques globales**

**et approche holistique**

# **« Il faut se développer ! » : Critiques de cinquante ans de communication pour le développement en Afrique**

**Christian Agbobli**

Cinquante ans après les indépendances, il semble pertinent de tenter une rétrospective et d'analyser de manière critique cinquante ans de communication pour le développement. L'ambition de la présente contribution est de présenter, sur la période couvrant cinquante années d'indépendance (1960-2010) de certains pays africains<sup>1</sup>, plusieurs éléments de critiques qui illustrent les limites des recherches en communication pour le développement. La première partie de l'article présente la méthodologie choisie pour atteindre les objectifs de la recherche. La deuxième partie dresse un portrait sommaire de l'Afrique postindépendante avec sa situation politique, économique, sociale et culturelle. La troisième partie présente les aspects théoriques et appliqués de la « communication pour le développement ». Les critiques de la communication pour le développement constituent le cœur de la quatrième partie.

## **1. Perspective méthodologique**

Effectuer une critique de cinquante années de communication pour le développement constitue un triple défi : un défi théorique, un défi empirique et un défi méthodologique. Le défi théorique fait référence aux limites relatives à l'accès à une littérature africaine centrée sur la

---

<sup>1</sup> Il s'agit principalement des 17 pays africains (Cameroun, Togo, Madagascar, RD Congo, Somalie, Bénin, Niger, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Tchad, Centrafrique, Congo, Gabon, Sénégal, Mali, Nigéria et Mauritanie) qui ont conquis leurs indépendances autour de 1960. De ce nombre, quatorze sont francophones.

communication et le développement dans le continent. Si cette littérature existe, l'absence de groupes ou de centres de recherche dignes de ce nom limite les possibilités de dresser une veille permettant d'en déterminer les origines, les orientations ainsi que les perspectives. Ce défi est d'autant plus important qu'il n'y a pas de chercheurs sur ce continent qui puissent être présentés comme des pères fondateurs d'une théorie africaine en communication pour le développement. Le défi empirique repose sur la difficulté de recueillir des données sur les pratiques effectives de communication et de développement sur les plans culturel, économique ou politique et ce, dans des pays aussi différents que le Gabon, le Cameroun ou le Bénin. Le défi méthodologique pose une question toute simple et en même temps complexe : par quels processus peut-on effectuer une critique de cinquante années de communication pour le développement en Afrique ?

Afin de sortir de cette impasse, la « méthodologie de l'interprétation de l'idéologie » proposée par John B. Thompson (1987) a semblé la moins risquée. En effet, cette méthodologie, basée sur une « approche par une herméneutique des profondeurs » inspirée entre autres par Ricœur, renvoie à la tradition herméneutique :

La tradition herméneutique nous rappelle que l'objet de nos recherches - énoncés, expressions, constructions symboliques de diverses natures - est un domaine pré-interprété. Il en découle, dans le contexte actuel, que les formes de discours que nous cherchons à analyser sont déjà une interprétation, de sorte qu'entreprendre une analyse de discours consiste à produire une interprétation d'une interprétation, à réinterpréter un domaine pré-interprété (Thompson, 1987, p.17).

C'est dans cette perspective que s'inscrit notre réflexion ; les critiques que nous ferons suivront les trois phases proposées par Thompson (1987).

Dans la section qui suit, nous dresserons un portrait général de l'Afrique.

## 2. Présentation sommaire de l'Afrique postindépendance

En 1962, soit deux années après les indépendances, René Dumont publia son célèbre ouvrage *L'Afrique noire est mal partie*. Plusieurs auteurs se sont inscrits dans cette volonté de porter un regard critique sur le développement de l'Afrique. Ceux-ci sont donc entrés dans le sillage de Dumont ou se sont opposés à lui. On pense par exemple aux ouvrages évocateurs de Tidiane Diakité, *L'Afrique malade d'elle-même* (1986), ou de Robert Dussey, *L'Afrique, malade de ses hommes politiques* (2008). Ce dernier avance que « le débat et la réflexion actuels sur le développement et la paix en Afrique constituent des enjeux essentiels et urgents » (Dussey, 2008, p.12) ». Pour d'autres auteurs, plutôt qu'un faux départ ou une maladie, l'Afrique refuse tout simplement le développement. Ainsi, pour Axelle Kabou, il s'agit de « démonter les mécanismes du processus conceptuel par lequel l'Afrique rejette le progrès » (Kabou, 1991, p.13). Sa conviction est la suivante :

Les causes du sous-développement de l'Afrique n'ont généralement que peu de rapport avec les mentalités africaines. Aussi peut-il paraître surprenant d'expliquer la stagnation de l'Afrique par le refus du développement, dans un contexte où la volonté africaine de progrès ne suscite que peu de scepticisme (Kabou, 1991, p.11).

Dans le même temps, les statistiques l'indiquent, l'Afrique des années 1960 n'est plus la même que celle des années 2010 : une classe moyenne se développe, la croissance est au rendez-vous. De plus, les institutions africaines (l'Union Africaine et la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest, par exemple) se sont formellement dotées de garde-fous pour éviter que les pays africains ne sombrerent dans le chaos.

Voyons maintenant les théories et applications de la communication pour le développement dans le contexte africain.

### **3. Portrait de la communication pour le développement : théorie et application**

La « communication pour le développement » est une notion qui a été forgée par Nora Quebral dans les années 1970 (voir Bessette et Rajasunderam, 1996). Pour elle, cette notion désignait « l'ensemble des procédés de transmission et de communication de nouvelles connaissances reliées au monde rural » (citée par Bessette et Rajasunderam, 1996, p. 10). Toutefois, la réflexion autour de ces enjeux a été analysée bien avant la création du syntagme. Ainsi, dès 1958, des auteurs comme Daniel Lerner, Wilbur Schramm, Ithiel de Sola Pool ou Everett Rogers ont développé toute une armature théorique associant la communication au développement. La communication pour le développement intègre bien évidemment ces deux concepts clés qui ont connu leur propre évolution et qui se sont développés dans des disciplines différentes. Après avoir présenté les premières définitions du développement, nous en expliquerons les ancrages disciplinaires. Par la suite, nous aborderons l'évolution du concept de « communication » dans le contexte de développement.

#### **3.1 Le développement**

Pour plusieurs auteurs, le développement relève avant tout des sciences économiques. Ainsi, selon Guillaumont (1985, p.17), « l'économie du développement a justement pour but d'appliquer ou d'adapter les principes généraux de l'économie à des situations spécifiques sur le plan social, géographique ou historique ». Pour sa part, Albertini (1981, p. 254) avance que « le développement ne peut être appréhendé par la seule science économique ». Pour lui, « c'est un

processus complexe qui a trait tant aux aspects sociologiques, psychologiques et politiques de la vie en société » (*ibid.*). De manière générale, la question de développement n'a pas uniquement concerné les sciences économiques. Les sciences politiques ou le droit ont structuré des champs de recherche associés au développement. De même, les *International Development Studies* - dont le positionnement méthodologique a été critiqué par Dimitri della Faille (2011) – ont contribué à penser le développement selon une perspective multidisciplinaire. La communication - pour sa part - a également tenté d'appréhender l'objet « développement ».

### **3.2 La communication**

L'objectif ici n'est pas de présenter la communication en tant que discipline mais plutôt à travers l'instrumentalisation de son statut afin de répondre aux attentes d'un système capitaliste qui souhaitait promouvoir la consommation chez les Africains.

Les premiers théoriciens de la communication pour le développement furent Daniel Lerner, Wilbur Schramm, Everett Rogers ainsi qu'Ithiel de Sola Pool qui ont mis au jour une approche diffusionniste de la communication, où celle-ci joue un rôle important dans l'activation du désir des habitants des pays sous-développés de tendre vers le développement. Ils ont développé une approche basée sur le recours aux médias dans l'atteinte des objectifs du développement. Tout en s'intéressant particulièrement au peuple et aux populations rurales, leur approche visait, par le biais des outils de la communication (radio rurale, télévision éducative, etc.), à moderniser les « sous-développés » et à valoriser l'influence des médias dans le comportement des récepteurs.

Pour Bessette et Rajasunderam (1996), la communication pour le développement est un vaste champ dans lequel on retrouve diverses approches méthodologiques et idéologiques. En mettant

en avant les distinctions au sein de ce domaine (productions et diffusions isolées contre processus interactifs et participatifs), Bessette et Rajasunderam (1996) affirment :

Bien qu'on la considère parfois comme la contribution globale de la communication au développement de la société ou parfois encore comme l'application des médias au traitement de thèmes de développement, on s'entend généralement pour définir la communication pour le développement comme l'utilisation planifiée de stratégies en vue du développement (Bessette et Rajasunderam, 1996, p. 9-10).

Cette posture présente la communication participative <sup>2</sup> comme l'opposé du paradigme traditionnel de la communication pour le développement pensé par les premiers théoriciens.

Si la communication participative pour le développement s'est inscrite en opposition à une vision mettant l'accent sur les médias pour le développement, une autre tradition s'est développée : les Technologies de l'information et de la communication (TIC) pour le développement. Cette tradition remonte elle-même aux premières théories médiatiques sur le développement. Le lien entre les technologies et le développement est ancien. Mowlana et Wilson (1990) affirment que :

L'utilisation classique des médias et des technologies de la télécommunication aux fins du développement des peuples et des nations n'est en aucune manière un phénomène nouveau. Depuis son invention dans les années 20, on a utilisé la radio pour instruire aussi bien que pour divertir (Mowlana et Wilson, 1990, p. 25).

Dans la section suivante, nous nous pencherons sur les critiques qui peuvent être faites à cinquante années de communication pour le développement en Afrique.

#### **4. Critiques de la communication pour le développement**

Les critiques de cinquante années de communication pour le développement s'inspire, tel que mentionné auparavant, de la « méthodologie de l'interprétation de l'idéologie », basée sur une

---

<sup>2</sup> La communication participative a elle-même été critiquée au motif qu'elle reflétait une instrumentalisation de la démocratie pour répondre aux intérêts des émetteurs du processus de communication pour le développement.

« approche par une herméneutique des profondeurs » et proposée par John B. Thompson (1987). Pour effectuer cette critique, nous procéderons par l'analyse du sens de la relation de domination et la proposition de pistes peu abordées par la communication et le développement. Pour atteindre ce procédé, nous effectuerons 1) une analyse critique du cadrage théorique, 2) une analyse basée sur des données empiriques de la communication pour le développement.

#### **4.1 Les critiques du cadrage théorique sur la communication pour le développement**

Effectuer des critiques théoriques, en l'occurrence des critiques sur les théories en communication pour le développement en Afrique, consiste à interroger et à analyser le sens des idéologies à l'œuvre.

##### *4.1.1 La place de la technologie et des médias*

Pour aborder spécifiquement la communication pour le développement, plusieurs chercheurs ont surtout ciblé la place de la technologie dans le développement en Afrique. La lecture des ouvrages et des articles en la matière nous a amené à répartir les auteurs en trois catégories. La première catégorie correspond aux auteurs qui portent un regard neutre, la deuxième catégorie comprend des auteurs qui portent un regard optimiste et la troisième catégorie englobe ceux qui portent un regard critique.

Représentatif des auteurs qui portent un regard neutre, la réflexion de Ntambué Tshimbulu (2001) a pour but « d'inventorier, d'analyser et d'évaluer l'orientation actuelle des recherches que nous considérons comme pionnières sur la situation et les enjeux de l'Internet en Afrique et dans la

diaspora » (Ntambué Tshimbulu, 2001, p. 23). Sagna (2001) avait également pour ambition de dresser l'état des lieux des TIC dans le développement social du Sénégal.

D'autres auteurs ont pris le parti de porter un regard optimiste. Pour Bonjawo (2002), « le succès de l'Afrique dans cette course au progrès » dépendra « d'un nouveau paradigme, d'une nouvelle mentalité, de leur volonté, et de leur capacité à innover et à entreprendre » (Bonjawo, 2002, p. 29). Pour sa part, François Ossama (2001) affirme que « les nouvelles technologies de l'information et de la communication [...] peuvent servir de levier à leur développement » (Ossama, 2001, p. 15-16). Cet avis est partagé par Ngwainmbi (1999), pour qui « les ordinateurs sont une technologie désirable pour les zones urbaines en Afrique » (Ngwainmbi, 1999, p. 33). Cette catégorie relève clairement du déterminisme technique.

Parallèlement à ces chercheurs qui ont voulu analyser le rapport de l'Afrique à la technologie, ont émergé des chercheurs qui ont développé des perspectives critiques de la communication pour le développement. Ainsi, Loum (2009) questionne la solidarité numérique en mettant en évidence « les enjeux cachés des discours politiques récents sur la question de la réduction de la fracture numérique » et en proposant « un modèle théorique critique » (Loum, 2009, p. 127). Dans le même esprit, Kamga et Cishahayo (2010) proposent un autre cadre dans lequel doivent s'insérer les réflexions sur les technologies de l'information et de la communication en prenant en compte le contexte de l'Afrique. À cette fin, ils proposent une éthique de l'usage. Ces chercheurs ont permis à la recherche en communication pour le développement en Afrique de faire un saut qualitatif en questionnant le concept de développement et en posant de nouvelles bases aux interrogations critiques reliant la communication et le développement. Ce faisant, ils se sont rapprochés des chercheurs critiques du « développement », comme Rist (2007). Ce dernier procède à une véritable déconstruction de la notion de développement, tout en expliquant que sa poursuite est vaine puisqu'elle demeure dans le cadre de rattrapage que l'Occident lui a attribué.

C'est dans ce sens qu'Alain Kiyindou (2012) propose d'abandonner la notion de développement pour la remplacer par « changement social », qui renvoie davantage à la complexité des problèmes que vit l'Afrique.

#### **4.2 Critiques basées sur des données empiriques de la communication pour le développement**

Selon plusieurs chercheurs, les résultats du développement en Afrique sont un échec. Ainsi, les statistiques sont alarmantes. Le rapport du PNUD de 1996 sur le développement humain indique que :

Le taux de scolarisation dans le primaire a stagné en Afrique subsaharienne dans son ensemble et a stagné de 37% à 50% dans 17 pays de cette région. L'espérance de vie ne dépasse pas en moyenne 51 ans en Afrique subsaharienne contre 70 ans en Asie de l'est et en Amérique latine, et loin de l'objectif de l'IDH (PNUD, 1996, p. 116).

En 2011, les constats sont différents mais toujours aussi complexes. Ainsi, selon le PNUD (2011), on peut constater les taux élevés de prévalence du Sida en Afrique Australe qui freinent la diminution des inégalités en santé ; en outre, la déforestation et la désertification se sont intensifiées en Afrique entre 1990 et 2010. L'Afrique est également en retard sur l'égalité entre les genres, comme le reflète l'indice d'inégalité de genre (IIG). Cependant, le PNUD (2011) souligne que :

De nos jours, la plupart des gens vivent plus longtemps, sont plus instruits et ont davantage accès aux biens et services que par le passé. Même dans les pays à l'économie fragile, la santé et l'éducation de la population se sont nettement améliorées (PNUD, 2011, p. 25).

Pour répondre à la crise associée au développement en Afrique postindépendance, les Africains ont développé des expressions qui rendent compte de ce qu'ils vivent (Ela, 1998) : « les temps

sont durs », « c'est fort sur moi », « être foiré ». Pour Ela, les Africains semblent avoir trouvé des pratiques – relevant de l'innovation ou de l'univers de la débrouille - qui leur permettent de sortir de leurs conditions de sous-développement. Dans le même temps, comme d'autres auteurs, Ela (1998) critique sévèrement la notion de développement et cette remise en question se fonde sur l'idéologie qui la caractérise.

Dans la pratique, de nombreux Africains ont donc intériorisé le fait qu'ils sont sous-développés. Ils poursuivent le rêve américain ou cherchent à quitter leur continent. Mais parler des Africains en général est trop vague. Si Amaïzo (1998) s'intéresse à trois catégories d'acteurs en Afrique - les élites intellectuelles, les dirigeants et le peuple - et qu'Ela (1994) se concentre sur la partie pauvre de la population, notre réflexion cible surtout les peuples (incluant donc toutes les catégories sociales) qui se tournent vers des tactiques qui leur permettent de sortir de leurs conditions difficiles d'existence. Les Africains<sup>3</sup> cherchent la croissance collective, l'enrichissement personnel, le rêve américain ou tout simplement à quitter leur continent pour y vivre un monde meilleur. Malgré les innovations constatées, la communication pour le développement ne semble pas sortir de ses propres conditions d'émergence.

## **Pour ne pas conclure**

Exercice fastidieux s'il en est, les critiques de cinquante années de communication pour le développement mènent à plus de questions que de réponses. Nous présentons dans cette section quelques interrogations qui ont émergé suite à ces critiques. Ainsi, les pratiques des peuples dans la communication pour le développement demeurent un sous-champ de la communication qui

---

<sup>3</sup> Il est toujours périlleux de se risquer à généraliser les peuples. Cet exercice est encore plus délicat quand il s'agit d'un continent. Comme le souligne Kane (2012), il est assez hasardeux de mener une recherche sur la catégorie africaine, surtout quand la dimension terrain est mobilisée.

omet souvent de prendre en compte les activités des petites gens dans le processus de communication pour le développement. En d'autres termes, comment les échanges, les transactions, les interactions entre les individus sont-ils mobilisés dans la littérature et dans les terrains associés à la communication pour le développement ? Quelles interprétations sont données à ces tactiques en des termes autres que le langage habituellement utilisé en communication et développement ?

De plus, en l'élargissant à la communication pour le développement, nous pouvons avancer, avec les mots de Misse (2006), que :

Notre thèse est que la problématique de l'innovation sociale par les médias paraît bien peu efficiente dès lors qu'elle occulte l'angle de l'historicité des sociétés et de la spécificité de leurs pratiques de communication. Elle est peu féconde du point de vue des investissements symboliques et des usages sociaux des moyens de communication de masse considérés, des logiques sociales et de leur construction en réaction à l'innovation elle-même » (Misse, 2006, p. 25).

## **Bibliographie**

Amaïzo, Y. E. (1998). *De la dépendance à l'interdépendance. Mondialisation et marginalisation : une chance pour l'Afrique?* Paris : L'Harmattan.

Albertini, Jean-Marie. (1981). *Mécanismes du sous-développement et développements*. Paris: Éditions Ouvrières.

Bessette, Guy et Rajasunderam C.V. (1996). *La communication participative pour le développement un agenda ouest-africain*. Ottawa: Centre de recherches pour le développement international.

Bonjawo, Jacques. (2002). *Internet, une chance pour l'Afrique*. Paris: Karthala

della Faille, D. (2011). Discourse Analysis in International Development Studies: Mapping Some Contemporary Contributions. *Journal of Multicultural Discourses*. 6 (3), 215-235.

Diakité, Tidiane. (1986). *L'Afrique malade d'elle-même*. Paris : Karthala.

Dumont, René. (1962). *L'Afrique noire est mal partie*. Paris: Éditions du Seuil.

Dussey, Robert. (2008). *L'Afrique malade de ses hommes politiques*. Paris: Jean Picollec.

Ela, J.-M. (1998). *Innovations sociales et renaissance de l'Afrique noire*. Montréal/Paris : L'Harmattan.

Ela, J.-M. (1994). *Afrique. L'irruption des pauvres : Société contre ingérence, pouvoir et argent*. Paris : L'Harmattan.

Guillaumont, Patrick. (1985). *Économie du développement : Le sous-développement*. Paris: Presses Universitaires de France.

Kabou, Axelle. (1991). *Et si l'Afrique refusait le développement?* Paris: L'Harmattan.

Kamga, O. et Cishahayo F. (2010). *Information and Communication Technologies for African Development: Proportional Technologies and an Ethics of Uses*. International Conference Future Imperatives of Communication and Information for Development and Social Change, Bangkok, 20 à 22 décembre 2010. Repéré à <http://203.131.210.100/conference/wp-content/uploads/2011/06/11-03-Kamga-Cishahayo-Information-and-Communication-Technologies-for-African-Development.pdf>

Kane, O. (2012). Épistémologie de la recherche qualitative en terrains africains : considérations liminaires. *Recherches qualitatives* (numéro spécial *Recherche qualitatives*. 31 (1), 152-173.

Kiyindou A. (2012). Communication et changement social en Afrique. Dans Amsidder, A., Daghmi, F. et Toumi, F. (dir.), *Actes du colloque international pluridisciplinaire Agadir 2012, Usages et pratiques des publics dans les pays du Sud. Des médias classiques aux TIC* (27-36). Larlanc : Université de Poitiers et Université Ibn Zohr.

Loum, N. (2009). Questionner la solidarité numérique : une tentative de construction théorique. Dans Agbobli, C. (dir.). *Quelle communication pour quel changement : les dessous du changement social* (127-142). Québec : Presses de l'Université du Québec.

Mowlana, H. et Wilson, L.J. (1990). *Communication, Technologie et Développement*. Paris : UNESCO

Ngwainmbi, E. K. (1999). *Exporting Communication Technology To Developing Countries: Sociocultural, Economic, and Educational Factors*. Lanham, New York & Oxford: University Press of America.

Ntambue Tshimbulu, R. (2001). *L'Internet, son web et son E-mail en Afrique : approche critique*. Paris : L'Harmattan.

Ossama, F. (2001). *Les nouvelles technologies de l'information : Enjeux pour l'Afrique subsaharienne*. Paris/Montréal/Budapest/Torino : L'Harmattan.

PNUD (2011). Rapport sur le développement humain. New York : PNUD.

PNUD (1996). Rapport sur le développement humain. New York : PNUD.

Rist, G. (2007). *Le développement : Histoire d'une croyance occidentale*. Paris: Presses de la fondation nationale des sciences politiques.

Thompson, J. B. (1987). Langage et idéologie. *Langage et société*, 39, 7-30.

# Une « critique » des TIC en milieu de travail :

## le cas du travail soignant

Luc Bonneville

### Introduction

Au cours des dernières décennies, la mise en place des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les organisations de soins a donné lieu à une vaste et abondante littérature dans des domaines aussi variés que la sociologie, l'anthropologie, la psychologie, l'ergonomie, les sciences de la gestion et les sciences de la communication. Au-delà des postures « fonctionnalistes » qui, *a priori*, semblent les plus répandues et les plus généralisées, entre autres chez les « experts » de toutes sortes, les journalistes, les promoteurs et même plusieurs « chercheurs universitaires », nous pensons qu'il est urgent d'adopter un regard qui se veut plus global sur l'intégration des TIC dans l'organisation du travail. C'est ce qu'une approche critique nous invite à faire, à partir du moment où la technologie est réinscrite dans son contexte social, culturel, politique et économique, autrement dit réinscrite dans son contexte socio-historique, ne serait-ce que pour mieux « voir » et appréhender les logiques qui sont à l'œuvre et qui révèlent comment la technologie s'insère dans des rapports sociaux qui sont souvent complexes. Dans nos travaux, il s'agit d'une perspective que nous privilégions systématiquement, en nous intéressant non pas à la technologie en elle-même et pour elle-même (comme plusieurs chercheurs ont pu le faire et sont de plus en plus nombreux à le faire à notre avis), mais plutôt à la

conception, à l'implantation, au déploiement et à l'usage des TIC. Ce sont là des questions auxquelles nous tentons de répondre dans nos travaux, notamment dans le secteur de la santé.

Dans ce texte, nous allons tenter de porter un regard « critique<sup>1</sup> », sur l'informatisation du travail, en envisageant les TIC dans le cadre d'un vaste projet d'augmentation structurelle de la productivité du travail sur lequel nous travaillons depuis plus d'une décennie. Car, de notre point de vue, l'intégration des TIC dans l'organisation du travail ne peut être analysée en dehors d'une réflexion beaucoup plus large sur la productivité en tant que telle. Nous allons procéder en deux temps. Premièrement, nous allons présenter de manière synthétique la problématique générale que nous développons dans nos travaux. Dans un deuxième temps, nous allons mettre en évidence certains témoignages recueillis au cours d'une collecte de données effectuée au cours de l'automne 2011 dans un hôpital de l'Est de l'Ontario auprès d'infirmières « hyper-débordées » (ce que nous pourrions aussi nommer des « hyper-infirmières » en écho aux travaux notamment d'Aubert (2004) sur le passage à l'hyper-modernité). La question qui va demeurer en filigrane tout au long de notre présentation est la suivante : les TIC sont-elles facteurs d'aliénation ou d'émancipation ?

## **Quelques mots sur la problématique**

Dans l'ouvrage collectif que George et Granjon (2008) ont codirigé sur la société de l'information (sur la critique du syntagme « société de l'information »), il a été rappelé que les multiples promesses associées au développement des TIC dans toutes les sphères d'activités

---

<sup>1</sup>Ici, nous reprenons des éléments de réflexion et de problématisation développés dans le cadre de certaines de nos contributions antérieures qui sont le résultat de collectes de données effectuées sur une période d'environ cinq ans grâce au soutien du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada.

sociales et humaines ne se sont pour la plupart pas réalisées. Bien au contraire, le développement des TIC dans les organisations a justement contribué notamment à exacerber certaines logiques productivistes qui se manifestent désormais à travers une hyper-intensification du travail : c'est l'art d'en faire toujours plus, dans un temps toujours plus court, avec des ressources moindres. C'est ce qu'on va, dans les discours officiels, considérer comme « rentable », « performant », « efficient », à des fins de compétitivité, de rentabilité, etc., autant de termes qui font désormais partie du vocabulaire quotidien des gestionnaires – entre autres – d'établissements de santé. Cette « extraction » de plus en plus poussée de la plus-value relative, pour reprendre Marx (1985 [1872]), s'accompagne aussi d'une extraction tendanciellement plus importante de la plus-value absolue. On parle en effet non seulement de l'hyper-intensification du travail (en faire toujours plus dans un temps toujours plus court), mais de l'hyper-travail (le surtemps de travail). C'est là le lot quotidien de bon nombre de professionnels de la santé et on ne doit pas en faire abstraction lorsqu'on est appelé à faire un bilan qui se veut critique des TIC dans le secteur de la santé.

L'enjeu de cette organisation productiviste du travail dans le secteur de la santé consiste à amener les professionnels à s'investir pratiquement « corps et âme » dans leur travail. Cela n'est certainement pas spécifique aux organisations de soins, comme l'ont déjà montré plusieurs auteurs par rapport à d'autres types d'organisation. Cependant, un constat général peut être fait pour les organisations de soins : les professionnels sont pour la plupart plongés tête première dans un environnement stressant, épuisant et par conséquent très difficile sur le plan physique et émotionnel (Maranda *et al.*, 2006). Le constat que faisait Aubert sur les cadres (entre autres) s'applique aussi aux professionnels de la santé :

Il s'agit donc à présent de faire toujours plus, avec toujours moins de personnes et en toujours moins de temps. Les individus sont conduits à « hyper-réagir », sans plus pouvoir prendre le temps du recul et de la réflexion, et « hyper-fonctionner », un peu comme des

machines. D'où ces pathologies qui apparaissent, dans lesquelles certains individus finissent par fonctionner comme des « piles électriques qu'on ne peut pas débrancher » ou qui « tournent en rond, comme un embrayage ou une boîte de vitesses qui tourne dans le vide » ou encore qui « pètent les plombs » (Aubert, 2003, cité dans Aubert, 2008, p. 33).

Dans le secteur de la santé, certains auteurs ont mis en lumière que cet « hyper-fonctionnement » est souvent le résultat d'une stratégie défensive, notamment chez les médecins. En effet, Maranda et ses collègues ont montré que le travail effréné est souvent une stratégie défensive de la part des médecins qui « s'enracine dans la lutte à l'insuccès, la lutte contre l'échec, le combat contre la perte de sens eu égard à l'éthique de la profession » (Maranda *et al.*, 2006, p. 47). Or, on semble beaucoup jouer sur cette idée de « vocation », qui légitimerait aussitôt le fait qu'on puisse leur en demander beaucoup et, d'ailleurs, de plus en plus. Ce qui est vrai pour les médecins l'est aussi pour les infirmières. Le « nerf de la guerre », c'est la productivité.

Dans le secteur de la santé, cette quête incessante de productivité a pu se changer en « productivisme », où celle-ci n'est plus seulement un moyen, mais une fin en soi. On en fait pratiquement un « culte ». Sur le plan microsociologique, on observe de manière caricaturale des individus qui sont systématiquement pressés, soumis, voire asservis à leur montre, à l'urgence, et qui réduisent toutes formes de communication à un simple transfert d'information (la communication rapide, voire instantanée, dit-on). Plusieurs organisations du secteur de la santé en sont même venues, au cours des dernières années, à se restructurer suivant les principes de la méthode dite « Toyota » (le toyotisme). Il y a quelques semaines, différents représentants des Centres d'hébergement et de soins de longue durée (CHLSD) ont pu dévoiler certaines situations qui prévalent au Québec en termes d'organisation du travail. La pénurie de ressources infirmières est souvent évoquée comme cause centrale des problèmes que vivent les soignant(e)s

eux-mêmes (elles-mêmes) sur le terrain, avec les répercussions que cela peut avoir sur la prise en charge des patients (La Presse canadienne, 2012).

Mais il y a plus. En effet, on apprenait dans la plus récente *Enquête nationale sur le travail et la santé du personnel infirmier* datant de 2005 (Statistique Canada et Institut Canadien de l'Information sur la Santé, 2006) que la pénurie d'infirmières est devenue un problème majeur qui est d'ailleurs voué à croître. Afin de pallier au manque de ressources sur le terrain, les infirmières sont contraintes de faire des heures supplémentaires. Le tiers des infirmières ont affirmé avoir travaillé en moyenne 5,4 heures supplémentaires rémunérées par semaine, alors que près de la moitié des infirmières devaient travailler en moyenne 4 heures supplémentaires non rémunérées. 54 % des infirmières ont indiqué qu'elles devaient arriver tôt au travail ou qu'elles devaient rester tard pour compléter leurs tâches et 65 % ont précisé qu'elles devaient travailler durant leurs pauses. De fait, deux tiers des infirmières affirment avoir trop de travail et un peu moins de la moitié (soit 45 %) disent manquer de temps pour compléter l'ensemble de leurs tâches. De plus, plus de 60 % des infirmières estiment que leur travail est physiquement exigeant. Enfin, comme on le souligne dans l'enquête, « l'insatisfaction au travail était beaucoup plus répandue chez les infirmières que chez la population active en général » (Statistique Canada et Institut Canadien de l'Information sur la Santé, 2006).

Bref, par ce « détour » vers les conditions générales de travail qui prévalent chez les infirmières, nous souhaitons surtout insister sur le fait que toute analyse des TIC dans le secteur de la santé doit forcément s'insérer dans une analyse plus globale des rapports de force qui structurent les transformations de l'organisation du travail dans ce passage à cette « société de l'information » dont on a beaucoup parlé et qui conserve son importance dans l'univers des discours. Parler des TIC en milieu de travail, c'est forcément essayer de mettre en lumière, au-delà des apparences,

au-delà de la fascination pour la technique en tant que telle, le rôle que les technologies de communication jouent dans le procès de croissance de la productivité du travail. Enfin, s'interroger sur la place des TIC dans l'organisation du travail, c'est forcément tenir compte des conditions de travail en vigueur.

On a pu observer au cours des dernières années comment les TIC étaient conçues, élaborées, implantées, déployées et utilisées. Les TIC ont été investies, et le sont toujours, d'un but très spécifique : reconfigurer le travail pour en augmenter la productivité. Selon plusieurs auteurs, les TIC soutiennent l'émergence d'une « idéologie de l'urgence » dans les organisations (Bonneville et Grosjean, 2006 ; Valenduc, 2005 ; Saintive, 2000 et 2002 ; Jauréguiberry, 1996, 1998 et 2003). Les conséquences pour un nombre important de travailleurs sont bien documentées, notamment en sociologie du travail et en sociologie clinique où l'on a pu montrer les effets néfastes sur les individus, notamment en termes de rejet, d'exclusion, de dépression, etc. (De Gaulejac, 2005, Aubert et De Gaulejac, 2007 ; Azkenazy, 2004). Mais les effets de ce « productivisme » sont souvent plus insidieux. Les résultats d'une enquête CROP (2010) indiquent que les travailleurs prennent de moins en moins de vacances. Est notamment au banc des accusés la trop grande quantité de courriels à traiter au retour des vacances ! Force est de constater, sans toutefois tomber dans le piège du déterminisme technique, que les TIC induisent un ensemble de pressions supplémentaires sur le dos des travailleurs. Nous y reviendrons.

## **Méthodologie**

Venons-en aux quelques témoignages que nous voudrions ici présenter, suite à une collecte de données effectuées au cours de l'automne 2011 dans un hôpital de l'Est de l'Ontario. Huit

entrevues semi-directives ont été réalisées auprès d’infirmières à partir des critères de sélection suivants : nous voulions interroger des infirmières : 1) qui travaillent dans un environnement fortement informatisé (utilisation d’un téléphone portable et/ou télé-avertisseur et/ou d’un système informatique et/ou du courriel, etc., sur une base quotidienne ; 2) qui sont parfois de garde en dehors des heures normales de travail (c’est-à-dire sous une injonction à devoir répondre à différentes requêtes lorsqu’on est chez-soi [soir, nuit, weekend, etc.] ; et 3) qui travaillent parfois sous pression dans un environnement stressant, où les interruptions et les imprévus sont fréquents.

Nous cherchions à mieux comprendre comment les équipes de travail, formées d’infirmiers et d’infirmières, gèrent au quotidien les pressions et contraintes multiples auxquelles ils (elles) sont confronté(e)s. Nous allons maintenant présenter un certain nombre de témoignages en « vrac », dont l’analyse est toujours en cours mais qui permettent de se faire une idée de la perception des enquêté(e)s.

## **Quelques résultats partiels<sup>2</sup>**

D’abord, premier constat, les infirmières interrogées disent ne pas compter les heures de travail qu’elles accomplissent :

- *« Je suis toujours ici à 8h, parce que de toute manière on ne sait pas à quelle heure on va partir » (no.1)*

---

<sup>2</sup> Nous ne présentons ici que les résultats partiels, puisque l’analyse était toujours en cours au moment où s’est tenu le colloque.

- « *Le temps n'est pas calculé, pas dans cet emploi-là* » (no.1)
- « *Je fais beaucoup de surtemps* » (no.2)
- « *Mes journées de travail ne sont jamais de moins de 10 heures, et j'en fais à la maison aussi* » (no.5)
- « *Moi j'arrive habituellement aux alentours de 7h30 – 8h, et je quitte aux alentours de 17h, et avec mon sac [j'amène du travail à la maison]* » (no.5)
- « *J'avoue qu'après six mois [en poste] j'ai un manque d'énergie. Ils [la direction] s'attendent à ce que tu travailles plus que ton huit heures par jour... ils s'attendent à ce que tu travailles dix heures par jour à tous les jours. Tu ne peux pas finir à heure fixe, impossible. [...] Souvent je pars à 18h, des fois à 22h30. [...] J'avoue que je fais des 10 heures par jour, des fois des 12 heures, pour m'en sortir euh* » (no.6)

Dans ces témoignages, on comprend que les infirmières que nous avons rencontrées font régulièrement du « surtemps » et que cela fait même partie de leur routine quotidienne. Manifestement, on leur en demande beaucoup et elles semblent y répondre favorablement. En plus du surtemps de travail que certaines doivent accomplir au sein même de l'établissement, plusieurs expliquent qu'elles doivent aussi travailler de leur domicile :

- « *Habituellement on doit travailler 7,5 heures par jour, mais moi je fais 11h à 12h par jour à tous les jours, et même le soir s'il y a des projets à développer, et je fais des blocs d'heure par exemple chez-moi, le soir, ou les fins de semaine (dimanche matin ou samedi soir)* » (no.7)

La littérature sur les TIC comme facteur accentuant ce « brouillage » des frontières entre « temps de travail » et « temps de non travail » est bien connu. Il semble davantage accepté, du moins toléré, par les soignants, du fait que ceux-ci le légitiment en expliquant qu'ils sont au service des patients. Forcément, les TIC jouent un rôle central dans cette dynamique. Les infirmières que nous avons rencontrées en font un instrument central, voire crucial, de cette possibilité de compléter leurs tâches à leur domicile respectif. La question de savoir si ces TIC sont émancipatrices ou, au contraire, aliénantes mérite ici d'être (re)posée.

Toujours est-il que les TIC sont à l'origine d'une augmentation de la quantité de sollicitations qui contribuent à exacerber en quelque sorte les pressions et les tensions chez les infirmières.

- *« Les demandes proviennent d'un peu partout, et non de la même personne... les gens manquent d'informations au sujet de notre charge. Les demandes viennent du VP, une demande administrative générale, de ton directeur, et plus bas ça va tirer autant la couverture, parce que avec 97 employés certains demandent [beaucoup de choses]. On ne peut plus les rencontrer tous, il y en a beaucoup trop, mais ils doivent quand même sentir qu'on est là... Si tu veux que ton département aille bien il faut répondre à leur demande » (no.1)*
- *« On est tout le temps sollicité dans toutes sortes de projets, parce que c'est nous qui avons le vécu... ils veulent avoir notre opinion, ils veulent qu'on siége sur un comité, etc., plus tu as d'expérience, plus tu es sollicitée » (no.1)*
- *« Notre bureau est sur l'unité, et là les gens viennent nous voir pour toutes sortes de choses. Notre bureau est en plein milieu de l'unité, les patients viennent nous voir. Quand on dit [en chuchotant] « il faut qu'on avance là », là on ferme la porte » (no.2)*

- « *Exactement [les interruptions font partie du quotidien]... Quelquefois je vais fermer la porte de mon bureau ... mais je trouve ça important que les gens viennent me voir, aient accès à moi, je suis vraiment là pour faciliter le travail des autres aussi (par exemple quand on est disponible pour répondre aux questions, s'il y a des embûches » ...)* » (no.5)
- « *J'ai appris que tout est obligatoire, tout est prioritaire, tout est urgent. On se fait dire tu es débordée donc ne va pas aux réunions, mais si on ne va aux réunions on se fait appeler à la dernière minute et on nous dit que là personne n'est allé à la dernière réunion... je veux que tu sois là ; oui mais j'ai du travail ; non, il faut que tu sois là ; alors on se fait dire une chose par en-haut, mais il faut que tu agisses au contraire... tu es débordée donc ne va pas aux réunions, mais là si je ne vais pas au comité on se fait reprocher que tu es toujours prise entre des pressions »* (no.6)
- « *La gestionnaire [gestionnaire-clinique] est prise entre les directives d'en-haut, et prise entre son équipe, la pression de là pour couper, et là pour acheter, et tu es prise en sandwich, l'arbre et l'écorce, qui tu écoutes »* (no.6)

L'un des problèmes majeurs de cet environnement de travail est que les infirmières, disons celles qui utilisent quotidiennement un dispositif comme le *Blackberry*, arrivent difficilement à « déconnecter » :

- « *Quand on part en vacances on n'est pas remplacés. Les boîtes aux lettres s'accumulent. On n'a pas d'adjointe »* (no. 1)

- « Pendant qu'on part en vacances on met notre message autoreply, mais ça [courriel] continue à rentrer, donc je fais ma pas fine et je l'apporte [le Blackberry] avec moi... » (no.1)
- « Pendant les vacances je vais me dire [convaincre] que c'est une semaine à moi ; [...] mais si pour une raison quelconque je veux rester au courant de certaines choses je vais l'ouvrir [le Blackberry] et je vais regarder les choses » (no.5)
- « [Quand je pars en vacances] j'apporte le Blackberry avec moi... c'est là que je choisis de le consulter ou non, selon la semaine, selon les circonstances, les projets, etc. Mais il faut que j'apprenne à mieux décrocher... [...] (no.5)
- Le problème, c'est qu'à chaque fois qu'on prend des vacances c'est du stress parce qu'on en a tellement à faire [avant et après les vacances] »

Que peut-on tirer comme enseignement de ces témoignages ? Certains soignants semblent s'accommoder des conditions qui prévalent, alors que d'autres semblent au contraire dépassés par les événements (dépassés face à un système qui les fait - force est de le constater - fonctionner comme des machines)... Pour le chercheur critique, c'est sans doute ici le point de départ de la « critique », c'est-à-dire d'un travail de mise en lumière de la manière dont se construit l'aliénation en tant que telle, ainsi que les rapports de domination dans une organisation complexe comme l'hôpital.

## Conclusion

Reposons-nous la question : les TIC sont-elles un facteur d'émancipation ou d'aliénation ? Au service de qui sont-elles ? Nos travaux nous conduisent à penser qu'elles sont davantage, du moins dans la manière dont elles sont effectivement utilisées, un facteur d'aliénation plus que d'émancipation. Nous parlons ici de l'aliénation au quotidien, celle qui se manifeste par l'incapacité pour le travailleur à voir ses conditions de travail comme le résultat d'un ensemble de rapports sociaux spécifiques au système capitaliste dans lequel nous vivons. Les TIC, le travail soignant, le travail tout court, ne peuvent être analysés indépendamment de leur articulation au système de domination en place. C'est précisément ce système de domination que nous devons, en tant que chercheurs critiques, mettre en lumière, c'est-à-dire « dévoiler » pour reprendre une expression de Pierre Bourdieu.

## Bibliographie

Aubert, N. (2008). Violence du temps et pathologies hypermodernes. *Cliniques méditerranéennes*, 2 (78), 23-38.

Aubert, N. et De Gaulejac, V. (2007). *Le coût de l'excellence*. Paris : Seuil.

Aubert, N. (2004). *L'individu hypermoderne*. Paris : Érès.

Aubert, N. (2003). Urgence et instantanéité : les nouveaux pièges du temps. Dans Asher, F. et Godard, F., *Modernité : la nouvelle carte du temps* (169-185). Paris : Éditions de l'Aube - Le Moulin du Château.

Askenazy, P. (2004). *Les désordres du travail. Enquête sur le nouveau productivisme*. Paris : Seuil.

Bonneville, L. et Grosjean, S. (2006). L'*homo-urgentus* dans les organisations : entre expression et confrontation de logiques d'urgence. *Revue Communication et Organisation*, 29, 23-48.

Carayol, V. (2005). Contre l'urgence : la paresse, l'inaction, la lenteur. Dans Carayol, V., *Vivre l'urgence au quotidien* (65-80). Bordeaux : GREC/O.

Collectif de recherche sur l'opinion publique (CROP), (2010). *Vacances estivales 2010. Rapport préparé pour l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés du Québec*. Québec : Collectif de recherche sur l'opinion publique.

De Gaulejac, V. (2005). *La société malade de la gestion. Idéologie gestionnaire, pouvoir managérial et harcèlement social*. Paris : Seuil.

Ettigohffer, D. et Blanc, G. (1998). *Le syndrome de Chronos*. France : Dunod.

George, É. Et Granjon, F. (2008). *Critiques de la société de l'information*. L'Harmattan : Paris.

Jaureguiberry, F. (2003). *Les branchés du portable*. Paris : puf.

Jauréguiberry, F. (1998). Télécommunications et généralisation de l'urgence. *Sciences de la société*, 44, 83-96.

Jauréguiberry, F. (1996). De l'usage des téléphones portatifs comme expérience du dédoublement et de l'accélération du temps. *Technologies de l'Information et Société*, 8 (2), 169-187.

La Presse canadienne (2012). « CHSLD: les infirmières auxiliaires dénoncent le manque de personnel », *Le Devoir*, 9 mars 2012. Repéré à <http://www.ledevoir.com/societe/sante/344690/chsld-les-infirmieres-auxiliaires-denoncent-le-manque-de-personnel>

Maranda, M.-F., Gilbert, M.A., Saint-Arnaud, L. et Vézina, M. (2006). *La détresse des médecins : un appel au changement*. Québec : Les Presses de l'Université de Laval.

Marx, K. (1985). *Le Capital*. Paris : Flammarion.

Saintive, B. (2002). Rôle de la messagerie électronique sur la communication et ses incidences sur l'organisation du travail et les utilisateurs. *Actes du 35ème congrès de la Société d'Ergonomie de Langue Française, Communication et travail, Toulouse*. Repéré à <http://www.ergonomie-self.org/actes/congres2000.html>

Saintive, B. (2000). Trois formes différenciées d'usage de la messagerie électronique au sein d'une organisation. *Réseaux*, 104, 119-136.

Statistique Canada et l'Institut Canadien de l'Information sur la Santé (2006). *Enquête nationale sur le travail et la santé du personnel infirmier de 2005. Résultats*. Ottawa : Statistique Canada et ICIS. Repéré à <http://www.hc-sc.gc.ca/hcs-sss/pubs/nurs-infirm/2005-nurse-infirm/index-fra.php>

Valenduc, G. (2005). *La technologie, un jeu de société. Au-delà du déterminisme technologique et du constructivisme social*. Louvain : Academia Bruylant.

# La tyrannie de la beauté en production alimentaire

Reisa Klein et Michèle Martin

## Introduction

À cause de la tendance à privilégier la rationalité dans les études en communication organisationnelle et en consommation alimentaire, le rôle de la beauté<sup>1</sup> des aliments est souvent minimisé : c'est notamment le cas dans les travaux portant sur la distribution des aliments, plus particulièrement ceux sur les fruits et légumes où la question de la beauté pourrait apporter un éclairage intéressant sur plusieurs points. Dans une perspective politico-économique, ces travaux dévoilent les mécanismes utilisés pour faire du profit dans un secteur où les pertes sont parfois énormes. Du point de vue socioculturel, ils se penchent sur la satisfaction des besoins et des souhaits des consommateurs. Mais aucun, à notre connaissance, n'inscrit la beauté dans ses critères d'analyse. Il y a un manque certain de recherches prenant en compte la manière dont la beauté agit comme moyen de communication dans diverses organisations<sup>2</sup>.

Dans notre étude, qui se veut exploratoire, la notion de beauté n'est pas conçue en termes essentialistes, mais plutôt comme un attribut lié à l'apparence d'un acteur<sup>3</sup> et construit

---

<sup>1</sup> Nous distinguons dans cette étude les notions de beauté et d'esthétique : cette dernière fait référence « à des expériences extra-rationnelles, mais tout de même à des attributs significatifs de l'expression culturelle, des expressions qui vont au delà de la beauté » (traduction libre de Lithgow (2012, p. 281)).

<sup>2</sup> Par exemple, il existe des études féministes qui s'intéressent à l'aspect physique des femmes, mais aucune à notre connaissance ne lie le sujet à des organisations dans le champ de la communication.

<sup>3</sup> Acteur est compris ici dans le sens développé par la théorie des acteurs-réseaux, comme une personne ou un objet

socialement selon des normes définies par l'industrie de la beauté (mode, cosmétiques, etc.). La beauté des fruits et légumes s'inscrit dans une certaine familiarité d'éléments de symétrie, de couleur et d'autres particularités fixées par l'industrie agroalimentaire et pouvant atteindre un stade ultime vu comme la perfection. Le critère de beauté crée une population d'aliments qui s'inscrit dans des relations de pouvoir spécifiques – dont nous reparlerons plus loin – parmi lesquelles la beauté constitue un moyen de communication visuelle qui soulève des tensions, voire des paradoxes. Nous proposons une approche critique qui aidera à explorer la complexité relevant de l'intégration de la beauté, voire de la perfection, dans l'analyse des processus de production, distribution et consommation alimentaires, particulièrement en ce qui concerne les fruits et légumes. Nous avons choisi les fruits et légumes pour trois raisons : 1) parce qu'ils constituent une denrée périssable ; 2) parce que l'apparence, la forme, la couleur et la fraîcheur, en résumé la beauté est très importante ; 3) parce qu'en général les fruits et légumes ne sont pas identifiés en terme de *branding*, du moins pas dans le sens habituellement utilisé, qui est associé à un nom de producteur. Mais avant de parler de la beauté, voyons brièvement le rôle de l'économie politique et de la communication dans la chaîne alimentaire.

## **L'économie politique de la production et consommation alimentaires**

Nous entendons par chaîne alimentaire le réseau d'entreprises et de consommateurs situés dans un espace géographique donné. Ces entreprises participent directement à la création du flux de biens et de services liés à l'alimentation des consommateurs ; leur moteur d'activités est la

---

qui agit sur des événements ou des situations.

recherche du profit. Selon Gorenstein (2003, p. 163), la dynamique de ce système provoque des tensions entre les stratégies utilisées par l'industrie agroalimentaire d'une part, et celles des producteurs locaux d'autre part, tensions qui sont exacerbées par la course au produit beau, voire parfait. De cette tension, sont nées de nouvelles formes de production et de consommation prônant des valeurs écologiques et biologiques, dont le rapport à l'apparence du produit semble différer de la notion hégémonique de beauté qui lie qualité et configuration du produit. Selon Valceschini (1996, p. 290), la qualité du produit serait associée à deux conceptions : 1) la « qualité haut de gamme » qui caractérise les produits des producteurs locaux et à niches ; 2) la « qualité de provenance » liée à la garantie de conformité à un produit local. En particulier, les fruits et légumes doivent répondre à des normes très rigides : par conséquent, une part importante de la production - 670 millions de tonnes de fruits et légumes par année au Canada - est rejetée aussitôt qu'elle montre des signes de « vieillesse », diminuant les possibilités de profit. La communication s'inscrit au cœur de cette organisation complexe et fragile.

### **Moyens de communication essentiels à la distribution agroalimentaire**

Valérie Borde (1996) affirme que la communication est essentielle au développement agroalimentaire. Il nous a donc paru nécessaire d'arrimer notre analyse à l'approche critique en communication organisationnelle<sup>4</sup> : celle-ci reconnaît que le point central de toute production industrielle est la recherche du profit et de l'accumulation du capital, et qu'à cette fin des

---

<sup>4</sup> Ce champ de recherche ne s'est pas beaucoup intéressé au domaine agroalimentaire, et encore moins aux formes de communication qui le soutiennent. Quelques études en la matière apparaissent dans la liste de références à la fin de ce travail.

stratégies de *branding* et de *marketing* sont indispensables pour établir un lien entre les distributeurs de marchandises et les consommateurs. *Branding* et *marketing* sont des constructions sociales autant qu'économiques ayant pour but de promouvoir le nom d'une entreprise et de son produit (Forman *et al.*, 2009, p. 77 ; Fan, 2005, p. 342). Selon Chrysochou (2010, p. 69-70), les consommateurs feraient leur choix d'aliments en fonction de la marque du produit qui leur garantirait qualité et santé (sans additifs, sans préservateurs, bio, etc., comme par exemple McDonald et sa « salade santé »). La production et la distribution de fruits et légumes feraient-elles exception ? Il nous semble que non. Cependant, nous croyons que leur image de marque (*branding*) n'est pas associée à une maison de production (sauf les bananes Chiquita), mais plutôt aux produits mêmes et au message qu'ils véhiculent : « beauté » et « santé ». Plus ils sont beaux, plus ils évoquent la santé.

### **La beauté, un critère essentiel dans le rapport des femmes aux aliments**

La beauté a été largement discutée dans le domaine de la communication par des chercheuses féministes qui affirment que les normes et les pratiques de beauté sont socialement construites en conformité avec les intérêts patriarcaux et capitalistes et contribuent à maintenir les femmes dans des positions de subordination. Les conclusions de ces chercheuses proviennent de recherches portant sur les médias qui reproduisent des normes et des idéaux de beauté irréalistes, tyrannisant la femme moyenne incapable de se conformer à ces standards.

Dans cet univers exigeant, Berger (1972) déclare que les femmes se montrent et que les hommes

les regardent<sup>5</sup>. Selon lui, les femmes auraient pour but de satisfaire l'appétit des hommes alors qu'elles-mêmes n'ont aucun appétit. Ce genre de terminologie fait le lien entre le discours de la beauté et l'alimentation des femmes. Dans cette approche féministe radicale, sur laquelle nous allons porter un regard critique plus loin, les femmes - tout comme les aliments - deviennent des marchandises qui doivent être attrayantes pour être dévorées. Dans ce contexte, les médias développent des stratégies où les femmes sont fragmentées (par exemple, on voit une bouche, des jambes, des fesses), devenant des morceaux, des parties à consommer. Dans le même esprit, Brook (2008) affirme que la beauté et les aliments sont associées dans les tactiques de *marketing* des magazines féminins dans trois cas au moins : (1) les aliments comme cosmétiques ; (2) les cosmétiques comme aliments ; (3) les femmes comme objets de consommation. Brook (2008) conclut donc que les aliments et les femmes sont consommés de manière interchangeable. On en salive, on en dévore.

Notre recherche intègre l'interconnexion entre la beauté, les femmes, les aliments et le pouvoir, afin de découvrir de quelle façon la beauté s'inscrit dans les tactiques de *marketing* des producteurs et distributeurs de fruits et légumes. Nous proposons donc de repenser la relation entre la femme et les aliments en soutenant que la construction médiatique de « belles femmes » peut être étendue au domaine agroalimentaire, qui transforme les aliments en des objets beaux et désirables destinés à la consommation.

---

<sup>5</sup> En dépit du fait que Berger a fait cette constatation il y a 40 ans, nous pensons qu'elle est encore actuelle, comme certaines études féministes le montrent (Bordo, 2003 ; Harlow, 2008 ; Tinknell, 2011).

## La beauté dans la chaîne alimentaire

Le rôle de la beauté dans la chaîne alimentaire n'est pas soumis à une hiérarchie traditionnelle. C'est pourquoi nous adaptons un diagramme développé par Callon (1986, p. 207) dans la théorie des acteurs/réseaux.

### Tyrannie de la Beauté dans Chaîne Industrielle: Epreuves à Surmonter

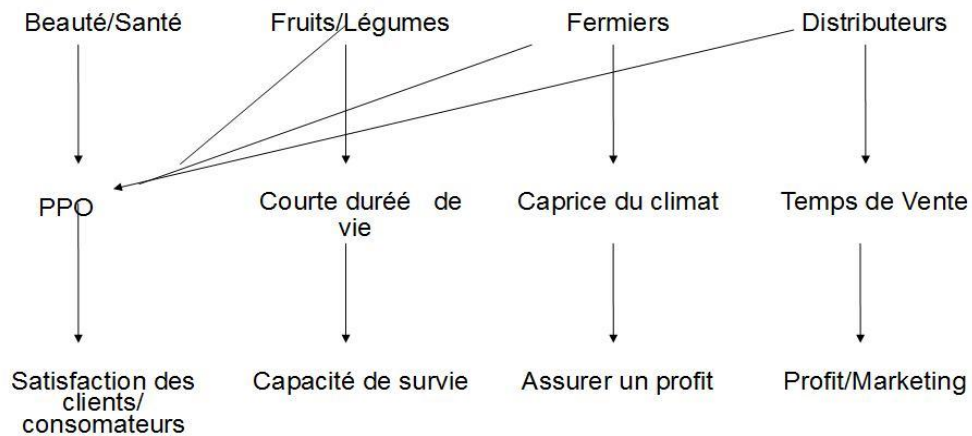


Diagramme 1

Comme personne ne semble contester que la beauté fasse vendre, nous avons considéré la beauté des fruits et légumes comme un acteur principal de l'organisation de la chaîne alimentaire : en effet, elle tyrannise autant les producteurs que les distributeurs. En ce sens, elle est le point de

passage obligatoire (PPO) pour la vente et, donc, l'élément essentiel à l'accumulation de capital. En fait, mis à part la beauté, voire la perfection, qui garantit la vente et le profit, tous les acteurs – fruits et légumes, producteurs, distributeurs – sont à peu près placés sur un pied d'égalité et font face à des problèmes similaires liés à l'apparence du produit : le problème des fruits et légumes est de se détériorer rapidement ; celui du producteur est relié aux contraintes naturelles et climatiques ; celui du distributeur est le temps de vente. Chacun de ces acteurs doit développer des stratégies qui aideront, sinon à éliminer, du moins à minimiser ces problèmes.

Dans la grande chaîne alimentaire, la fragilité et la courte durée de vie des produits frais complexifient le rôle de la beauté et exigent, comme première tactique, une communication bien réglée entre les producteurs et les distributeurs : cette communication non seulement raccourcit le temps d'intervention entre chaque étape, mais aide également à établir la nature, la quantité et la qualité exigées des produits demandés. Cette étape est essentielle, puisque des produits sont marqués de « rides » provoquent une perte directe de profit pour les distributeurs. La communication entre les distributeurs et les consommateurs prend, elle, une forme plus complexe. Il n'existe pas à proprement parler de *marketing* pour les fruits et légumes, mais leur présentation en magasin est fondée sur un étalage – non étranger à l'étalage dans l'industrie du vêtement – qui se fait de plus en plus « artistique » et dont la création nécessite des experts : couleurs bien agencées et arrosage régulier pour donner l'impression qu'il a plu sur les produits sont des stratégies communes ; on peut aussi veiller à la présentation de certains produits dans leur « robe » naturelle (carottes avec leurs queues ou dans un « banc » de sable), établissant un lien direct entre production et consommation. Toutes ces tactiques véhiculent des caractéristiques qui représentent des gages de « santé », tout comme l'industrie cosmétique s'efforce de

convaincre les femmes qu'elles auront l'air plus jeunes, plus belles et plus en santé en utilisant ses produits.

Cependant, seulement 77% des fruits et légumes produits par les fermiers sont vendus dans la chaîne alimentaire industrielle. Le reste est vendu par les fermiers eux-mêmes, soit à des restaurateurs, soit directement aux acheteurs à la ferme, où il est possible d'écouler des produits moins parfaits à moindre prix. On voit donc que l'organisation soutenant la vente de produits alimentaires comme les fruits et légumes est complexe. Les pratiques de tous les acteurs dépendent les unes des autres et sont interconnectées. Comme il n'y a pas de hiérarchie bien établie entre elles, leur coordination fait appel à la communication. Cette situation inter-relie des éléments politico-économiques, socioculturels et environnementaux qui déterminent le rôle tyrannique de la beauté dans le secteur de l'alimentation et la manière dont celle-ci sous-tend une stratégie de pouvoir (qu'on retrouve également dans les discours sur la beauté visant les femmes). Afin de rendre justice à cette complexité, nous empruntons la notion de biopouvoir forgée par Foucault (1976).

### **Essai d'une théorie critique de la beauté dans la chaîne alimentaire**

Selon Foucault (1976), le biopouvoir est une forme de réglementation non répressive de la vie sociale sur le plan du contrôle du corps et du bien-être de la population. Il nous semble que la beauté des fruits et légumes transmet un message de santé, de fraîcheur et de bien-être, constituant ainsi une forme de biopouvoir qui « dirige » les comportements des producteurs, des distributeurs et des consommateurs. Elle agit comme un stimulant pour le bien-être de la

population, mais d'abord et avant tout, comme une valeur économique dans la chaîne alimentaire. Pour promouvoir l'intérêt des consommateurs, la tactique d'affichage est souvent utilisée dans le secteur des fruits et légumes : on y montre des photos de fruits bien mûrs présentés de façon sensuelle et de personnes actives et en bonne santé ; cela suggère que si on mange ces beaux produits, leur valeur nutritive va nous apporter le bien-être et nous garder en forme. Ces produits deviennent ainsi des acteurs qui ont le pouvoir de nourrir la population et de prendre soin d'elle ; ils forcent les producteurs à ajuster leurs pratiques pour inciter les distributeurs à les offrir aux clients.

### **La résistance de certains acteurs**

Le concept de biopouvoir inclut une notion de résistance. Dans le cas qui nous intéresse, les fruits et légumes, comme les femmes, ne coopèrent pas toujours avec les autres acteurs. Ils peuvent résister en refusant la perfection et en affichant une forme laide et imparfaite, des meurtrissures, des couleurs bizarres ou des formes inusitées. De plus, leur beauté et leur perfection ne garantissent pas que les consommateurs vont les acheter, car ces derniers choisissent les produits qu'ils préfèrent, certains optant pour des fruits et légumes non parfaits - trop mûrs, même meurtris - de la même façon que certaines personnes résistent à la tentation de céder au « piège » de la beauté standard.

Dans cet univers imparfait, les produits biologiques font aussi bande à part comme le tableau en page 7 :

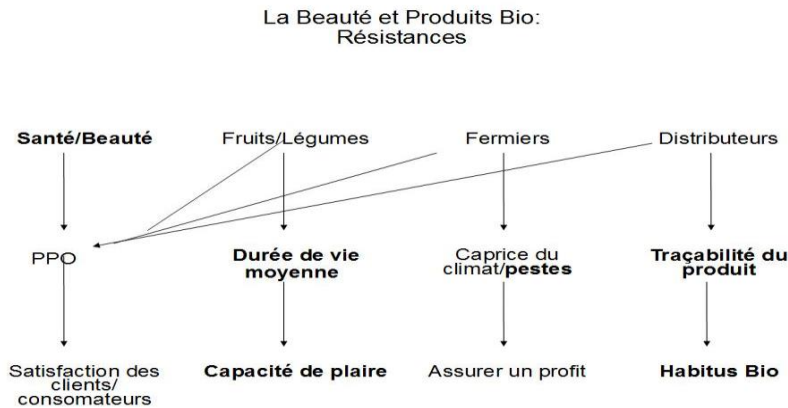


Diagramme 2

Les consommateurs friands de ces produits ont un habitus spécifique (Bourdieu, 1979), c'est à dire qu'ils forment un groupe dont les prédispositions ont été acquises par ses membres pendant le processus de socialisation et sont confirmées par la pratique. Cet habitus est dans ce cas plutôt élitiste, dans la mesure où les produits bios sont chers et difficilement accessibles aux personnes à faibles revenus, ce qui constitue une forme inhabituelle de « résistance ». Le bio est offert par certaines boutiques spécialisées, mais il est également offert en grande surface à des clients soucieux de leur santé sans être fondamentalistes ou en vue de mettre la beauté des autres produits en valeur. Car, qu'ils soient vendus en grande surface ou dans des magasins spécialisés, les produits bios semblent toujours moins beaux et même moins frais que les produits réguliers. Serait-ce leur image de marque ? Leur *branding* ? De plus, leur forme et leur couleur sont souvent moins régulières, ce sont des produits qui véhiculent la santé parce qu'ils sont mal « foutus » ! Donc, la beauté et la perfection ici ne sont plus nécessaires ; en fait, il nous semble

que, si le produit est trop parfait, il annonce l'utilisation de produits chimiques pendant la croissance et il ne plaît pas, de la même façon qu'un visage de femme mûre trop parfait suggère l'intervention de la chirurgie plastique.

La résistance prend aussi forme quand les agriculteurs et les consommateurs s'opposent aux pratiques des chaînes alimentaires, en adoptant des comportements cohérents avec leurs propres valeurs. Quand les consommateurs achètent localement et/ou choisissent des produits biologiques, ils font pression sur les chaînes alimentaires et sur les agriculteurs. Ils s'imposent par leur choix. Ici encore, la laideur, l'imperfection et la meurtrissure deviennent des caractéristiques qui peuvent attirer certains clients.

## **Conclusion**

Notre analyse critique révèle une double notion de consommation, celle des femmes et celle de produits agroalimentaires qui se rejoignent dans la notion de beauté comme moyen de communication et tactique de biopouvoir. Dans ce contexte, les femmes forment une population d'objets de beauté, mais aussi d'acteurs associés à la consommation. Par contre, l'optimisation de la santé et du bien-être de la population entière de fruits et légumes dans la biopolitique de l'agroalimentaire se traduit en anatomo-politique<sup>6</sup> par une discipline très rigide d'une image stéréotypée de la beauté de l'individu aliment. Cette population participe aux pratiques et tactiques des acteurs de la chaîne alimentaire industrielle, l'offre de produits « santé » et « bien-

---

<sup>6</sup> L'anatomo-politique est un système appartenant aux politiques publiques de santé qui cherche à mécaniser et à discipliner le corps et à optimiser les capacités individuelles. Elle est liée à la biopolitique, qui se préoccupe de la santé de la population (Foucault, 1976).

être » s'inscrivant indéniablement dans le concept foucauldien de biopouvoir. Pour les fruits et légumes comme pour les femmes, les notions de beauté et de santé se confondent et sont interchangeable.

Cependant, ces pratiques relèvent de relations de pouvoir non hiérarchiques entre les acteurs, quel que soient leurs rôles. Elles sont asymétriques dans le sens où elles sont soumises à des contraintes diverses et créent des tensions, sinon des paradoxes, parmi les acteurs de cette organisation, rendant la communication essentielle à leur résolution. C'est dans ce contexte que la beauté tyrannise puisque, point de passage obligatoire, elle peut en même temps aider à accumuler le profit et à le diminuer si la nature ne coopère pas. Elle devient une forme de « résistance » : dans l'habitus des consommateurs bios, la beauté peut parfois inciter au non achat.

Notre approche théorique sert à comprendre le rôle de la beauté, celle des femmes et celle des produits alimentaires, dans le contexte politico-économique, socio-culturel et environnemental de l'agroalimentaire. Comme pratique de communication dans les organisations, elle implique certaines formes de pouvoir et aide à identifier certains types d'opposition ou de résistance. Comme les femmes, les fruits et légumes ne sont pas toujours dans un rôle de soumission et refusent parfois de coopérer.

## **Bibliographie**

Berger, J. (1972) *Ways of Seeing*. London : BBC.

Borde, V. (1996). Saint-Hyacinthe : une technopole en plein essor. *Biofutur*, 158.

- Bordo, S. (2003). *Unbearable Weight : Feminism, Western Culture, and the Body*. Berkeley : University of California Press.
- Bourdieu, P. (1979). *La distinction*. Paris : Éditions de Minuit.
- Brook, H. (2008). Feed your Face. *Continuum*, 22 (1), 141-157.
- Callon, M. (1986) Some elements of a sociology of translation : domestication of the scallops and the fishermen of St. Brieuc Bay. Dans Law, J. (dir.), *Power, Action and Belief* (196-233). London : Routledge et Kegan Paul.
- Chrysochou, P. (2010). Food health branding : the role of marketing mix elements and public discourse in conveying a healthy brand image. *Journal of Marketing Communications*, 16 (1-2), 69-85.
- Fan, Y. (2005). Ethical branding and corporate reputation. *Corporate Communications*, 10 (4), 341-350.
- Forman, J., Halford, J. C., Summe, H., MacDougall, M. et Keller, K.L. (2009) Food branding influences *ad libitum* intake differently in children depending on weight status. Results of a pilote study. *Appetite*, 53, 76-83.
- Foucault, M. (1976) *Histoire de la sexualité, tome 1, La volonté de savoir*. Paris : Gallimard.
- Gorenstein, S. (2003). Nouveaux territoires du système agroalimentaire de la Pampa. *Études rurales*, 165 (6), 147-170.
- Harlow, M. J. (2008). Suicide Girls : Tooting as Radical Feminist Agency. *Contemporary Argumentation and Debate*, 29, 186-196.
- Lithgow, M. (2012). Defying the news : New aesthetics of 'truth' in popular culture. *Canadian Journal of Communication*, 37, 281-302.
- Tinknell, E. (2011). Scouring the Abject Body: 'Ten Years Younger' and Fragmented Femininity under Neoliberalism. Dans Gill, R. et Scharff, C. (dir.), *New Femininities: Postfeminism, Neoliberalism and Subjectivity* (83-98). New York: Palgrave Macmillan.
- Valceschini, E. (1996). Éléments théoriques et empiriques pour une analyse économique de la qualité dans l'agroalimentaire. *Fruits*, 51 (5), 289-297.

## **L'analyse esthétique des « contenus » des industries culturelles : une perspective critique ?**

### **Propositions d'analyse socio-économique et musicologique de la musique de publicité**

**Christophe Magis**

Dans le projet de la Théorie critique formulé autour de l'*Institut für Sozialforschung* à Francfort au début des années 1920, l'interdisciplinarité est une dimension d'importance majeure dans la réflexivité de la science sur elle-même (Horkheimer, 1974). Elle est aussi, par conséquent, centrale dans le concept d'*industrie culturelle* forgé par Horkheimer et Adorno (1974) dans leur travail sur le devenir historique de la raison. Elle caractérise également la reprise et le développement ultérieur par Adorno (1994) dont la pensée ne sépare pas l'analyse sociologique des réflexions esthétiques, de la philosophie de l'histoire ou encore de la psychologie sociale et dont l'objectif, fidèle à son engagement au sein de la Théorie critique, était d'analyser *in fine* la société elle-même, dans son rapport dialectique avec ses conditions historiques (Voirol, 2011).

Le passage de l'*industrie culturelle* aux *industries culturelles* (Miège, 2000, p. 11 *et suiv.*) a vu, notamment en France, le resserrement des perspectives autour de problèmes liés à des questions d'économie politique. L'analyse s'est alors majoritairement focalisée sur la question des stratégies des acteurs socio-économiques et sur la mise en rapport de ces stratégies avec les mutations du capitalisme contemporain (Bouquillion, 2008). Ainsi, sans pour autant perdre sa visée critique ni son inscription interdisciplinaire, la recherche sur les industries culturelles

s'est quelque peu éloignée d'une réflexion sur et à partir des « contenus », réflexion qui constituait pourtant un point nodal du concept initial. Les productions ne sont certes pas absentes des recherches mais les problématiques qui les touchent, définies en fonction des termes de l'analyse socio-économique, ne leur laissent pas véritablement la possibilité de remettre fondamentalement en cause les conclusions des études. La situation est alors quelque peu paradoxale : si l'essentiel des théories francophones contemporaines sur les industries culturelles s'inscrit dans le courant de l'économie politique de la communication - qui se revendique en partie de l'approche critique de l'École de Francfort - c'est justement parce que, pour beaucoup de chercheurs, le rôle de ces industries et de leurs productions est central dans la constitution d'imaginaires par lesquels les individus des sociétés contemporaines s'interprètent et conçoivent leur être-au-monde. Le manque d'investissement théorique et analytique des contenus nous paraît alors constituer une limite. De surcroît, il nous semble que les mutations les plus récentes des industries de la culture et de la communication, allant dans le sens d'une « inclusion croissante des contenus dans des cycles de production, promotion, valorisation qui leur sont étrangers » (Bouquillion et Matthews, 2010, p. 44) invitent à repenser les contenus et à poser notamment la question de leur devenir lorsqu'ils sont intégrés à des dispositifs de promotion de *marques* non-culturelles.

Dans le cadre ici imparti, nous voudrions tenter d'apporter un début de proposition en analysant un « contenu » spécifique, celui de la musique « de publicité ». Nous voudrions mettre en lumière la manière dont il est possible de trouver, à l'intérieur même des productions entrant dans ce que le sens commun appelle « musique de publicité », les traces des tensions à l'œuvre entre les différents acteurs qui concourent à leur production et à leur valorisation. Alors que la plupart des commentateurs, qu'ils soient universitaires (Graakjær et Jantzen (2009)) ou professionnels, avancent que l'utilisation de la musique en publicité se séparait en deux types, la création musicale originale et la synchronisation de musique préexistante, nous estimons qu'il

est en réalité bien rare que la « musique de publicité » se limite à ces deux possibilités. Notamment, il est particulièrement rare que la création musicale pour la publicité soit pleinement originale. C'est par l'étude d'une catégorie spécifique de musique de publicité, les *démarques*, que nous tenterons de montrer combien certains formats musicaux de ce répertoire rendent musicalement visibles les tensions socio-économiques du secteur. Cet article s'appuie sur l'analyse du corpus de données suivant : 38 entretiens menés dans le cadre de notre recherche doctorale et l'ensemble des numéros du magazine *Stratégies* publiés entre 1971 et 2010. Il s'appuie aussi sur l'analyse musicale d'un message publicitaire diffusé en 2005.

## **1. Socio-économie de la « musique de publicité » : mutations conjointes des industries musicale et publicitaire**

Plusieurs acteurs différents participent à la production de ce qu'on appelle « musique de publicité » et que le sens commun ne définit que par la particularité de son médium de diffusion. Selon l'analyse socio-économique, le secteur aujourd'hui chargé de la production des musiques qui habillent les messages publicitaires télévisuels est en réalité composé d'acteurs venant à la fois de la musique enregistrée et de la publicité, ces deux domaines ayant connu des mutations conjointes au cours des deux dernières décennies.

### **1.1 Mouvements de l'industrie musicale vers la publicité**

Historiquement, la conception des messages musicaux pour la publicité radiophonique et télévisée revenait aux régies des supports radiophoniques. Ce n'est qu'à partir des années 1970 que se sont créées des sociétés privées de création sonore et audio-visuelle afin de concurrencer les productions des régies (Guyot, 1992). Ces sociétés, qui ont fleuri dans les années 1970

et 1980, bénéficient de conditions économiques particulièrement avantageuses. En effet, l'histoire des droits d'auteurs sur la musique a mené à considérer de la même manière tous les différents travaux musicaux susceptibles de faire l'objet d'une exploitation commerciale, sans distinction *a priori* de « qualité » ou de destination. La musique publicitaire entre donc dans le cadre d'application des droits d'auteurs, qui sont collectés lors de la diffusion des titres sur les divers supports médiatiques. Or, sa particularité, qui a été clairement soulignée, pendant les entretiens, par les directeurs de ces sociétés de production musicale – qui sont généralement éditrices des titres qu'elles proposent – est que sa diffusion est assurée pour un temps prédéfini. Lorsqu'une création musicale est choisie pour accompagner les images d'un *spot* publicitaire, elle garantit à son compositeur ainsi qu'à son éditeur des retombées en droits d'auteur pendant plusieurs mois.

Cette rémunération de la musique de publicité selon le modèle applicable à la musique « non-publicitaire » a conduit les industries traditionnelles de la musique enregistrée à s'intéresser à la publicité : alors qu'elles traversent une crise structurelle, comme l'essentiel des industries de la culture (Curien et Moreau, 2006), elles voient dans la synchronisation de titres issus de leurs catalogues une possibilité de revenus dérivés (Klein, 2009). Les principales maisons de disques ont alors ouvert des départements spécialisés, en direction de la publicité et des annonceurs, afin de « placer » des titres de leurs catalogues dans les spots publicitaires. Elles suivent en cela un mouvement continu depuis la fin des années 1980, qui les invite à se considérer avant tout comme des « industries de gestion de droits » (Frith, 1988). Cette pratique, qui est la forme musicale de la vente de licences (*licensing*), est relativement rentable pour les maisons de disques car, outre les retombées en droits d'auteur à la diffusion, elles reçoivent des droits pour la simple autorisation d'utilisation des titres sur des spots. L'« acheteur » doit, en effet, s'acquitter à la fois du montant des droits éditoriaux (pour l'utilisation de la partition) et des droits phonographiques (pour l'utilisation d'un enregistrement), droits dont le montant

est à chaque fois déterminé au cours de processus de négociation (Klein, 2009).

## 1.2 La restructuration musicale de l'industrie publicitaire

De son côté, l'industrie publicitaire a également connu une période de crise à partir du début des années 1990. Jusque-là, elle tirait l'essentiel de ses revenus en s'abstenant de répercuter sur les devis les remises que lui consentaient les supports (Lagneau, 1969) : cela signifie que la majeure partie de ses revenus étaient réalisés en quelque sorte « en douce », de manière floue (Mattelart, 1990). Mais la loi Sapin de 1993 a obligé les « supports » à informer avec exactitude les annonceurs des tarifs consentis. Son application a été suivie d'une période de crise des revenus dans le secteur, largement rapportée par les magazines professionnels<sup>1</sup>.

La suite des années 1990 a été pour la publicité à la fois une période de revalorisation de sa fonction de *conseil* au centre de son modèle économique ainsi que d'une recherche de nouveaux revenus susceptibles de se substituer aux manques à gagner causés par la régulation de l'achat d'espace. Le premier mouvement a donné naissance à de petites sociétés spécialisées de conseil en communication musicale et en *design* sonore, poursuivant le principe d'ultra-spécialisation au sein de l'industrie publicitaire (Hennion et Méadel, 1997). Ces acteurs mettent en avant la spécificité de leur conseil. Pour le second mouvement, plusieurs propositions ont été faites allant dans le sens d'une création de « droits d'auteurs sur la publicité<sup>2</sup> » au milieu des années 1990, propositions qui sont restées lettre morte : outre que les *lobbies* des annonceurs ont pu œuvrer pour limiter la portée de ces propositions, il n'est pas simple de changer complètement les habitudes de rémunération d'un secteur entier en quelques mois. C'est alors par l'internalisation des productions, notamment musicales, que l'industrie de la publicité entre dans l'économie de la culture et récupère, par l'édition des bandes musicales, des revenus

<sup>1</sup> Voir par exemple *Stratégies* n° 816 (janvier 1993).

<sup>2</sup> Voir *Stratégies* n° 823 ; 824 (mars 93) ; 849 (oct. 93).

à la diffusion et via les sociétés de répartition des droits<sup>3</sup>.

Ces mouvements, qui s'ajoutent à ceux déjà évoqués de l'industrie musicale vers la publicité, tendent à faire du secteur de la production musicale pour la publicité un secteur traversé de tensions entre l'économie du droit d'auteur et l'économie du conseil en communication.

### 1.3 Le « conseil en communication sonore » (CCS) : logiques de la musique et de la publicité

Pour analyser les sociétés concourant à la création et à la production des musiques habillant les messages publicitaires, nous proposons de définir un acteur que nous appellerons, faute de meilleur terme, le *conseil en communication sonore (CCS)*. Une lecture socio-économique nous permet de voir que cet acteur rassemble quatre types de structures, issues de secteurs différents et amenées à mettre en place des logiques différentes :

- **Type 1** : acteurs issus de l'industrie musicale (maisons indépendantes de production musicale-publicitaire) ;
- **Type 2** : acteurs issus de l'industrie publicitaire (agences indépendantes spécialisées sur le son ou le *design sonore*) ;
- **Type 3** : acteurs issus de l'intégration des productions par l'industrie publicitaire ;
- **Type 4** : acteurs issus de l'ouverture par les maisons de disques *major* et indépendantes de départements de synchronisation.

La première logique que ces différents types de structures sont amenés à mettre en place est une logique propre à l'industrie musicale : elle s'articule à des stratégies d'édition et de valorisation en droits d'auteur et se rapproche en cela de ce que la socio-économie de la culture a

---

<sup>3</sup> Voir *Stratégies* n° 836 (juin 93) ; 863 (fév. 94) ; 880 (juin 94) ; 989 (nov. 96).

défini comme étant le modèle *éditorial* (Miège, 2000). Nous avons déjà vu l'importance de ces stratégies pour les acteurs de Type 1, ainsi que pour ceux de Type 3 et 4. Pour ces derniers, comme nous l'avons vu, la possession de droits sur des catalogues permet également de bénéficier de revenus dérivés lorsqu'ils accordent l'autorisation d'utiliser leurs titres sur des images publicitaires. Les acteurs de Type 2 sont également amenés à considérer des stratégies de droits d'auteur même s'ils ne les mettent pas en avant, comme l'illustrent les propos de l'acteur suivant, qui est à ce titre représentatif des acteurs de type 2 rencontrés :

*Pour nous, les droits c'est qu'une conséquence du reste, quoi ! C'est pas notre cœur de métier. Nous on a une activité conseil. Production, création. Et on capte des droits si on est éditeur. Le truc c'est qu'on part de la marque ! On conseille la marque sur ses stratégies et s'il se trouve qu'il faut utiliser cette musique et qu'on doit la produire... là ok on sera producteur. Parce qu'il n'y a pas d'autre producteur. Mais c'est pas notre métier. C'est pas ce qu'on vise* (Directeur d'une structure de type 2, 2010).

Nous remarquons que, pour les structures de type 2, le fait de ne pas mettre l'accent sur l'importance des stratégies liées aux droits d'auteur leur sert à légitimer une autre logique qu'ils mettent en avant : celle du conseil en communication. C'est souvent d'ailleurs en se déclarant « *contre les stratégies honteuses des agences qui escroquent les artistes et les clients en dégageant des bénéfices secrets sur leur dos* » que ces acteurs ont mis en avant la particularité de leur spécialité dans les entretiens.

Cette seconde logique, celle du conseil en communication, se rapproche de la logique de l'intermédiation définie par Pierre Mœglin (2005) dans le modèle du *courtage informationnel*, où l'acteur principal est le conseiller qui « ne produit rien ; il recherche des informations ad hoc et il les fournit à la demande et sur mesure, le fit se produisant lorsque les informations fournies sont jugées pertinentes et utilisées par celui à qui elles ont été adressées » (Mœglin, 2005, p. 225). Elle n'est pas uniquement partagée par les acteurs de type 2 ; elle tend même à devenir la logique principale du CCS. En effet, de plus en plus, pour les autres types d'acteurs, cette logique tend à la fois à être valorisée pour elle-même et à être aussi le passage obligé

permettant de mener à d'autres types de valorisation :

*La musique c'est très particulier. Quand on ne maîtrise pas le sujet, c'est difficile d'en parler, c'est dur de mettre des mots. Et nous on a un peu acquis la rhétorique, avec ce qu'on fait, voilà. On a développé la rhétorique pour leur parler de ce qu'on fait. Donc ils se sentent en confiance, et à partir du moment où le client, il est en confiance, ça va, tout va bien, quoi, on peut travailler, on peut créer (Directeur d'une structure de type 1, 2010).*

Nous comprenons ici que la production d'un titre original est de plus en plus subordonnée, pour les acteurs de type 1 et 3, à la création d'un conseil judicieux, permettant aux agences et clients d'être « en confiance » quant à la pertinence des choix musicaux. C'est également à partir du conseil que peuvent produire des structures de type 4 que pourra se décider le choix de synchroniser tel ou tel titre existant :

*Je passe la journée à écouter de la musique, tout [notre] catalogue. J'écoute, je classe, je mémorise, je référence. Et lorsque je reçois un brief, je cherche... Dans le catalogue, je cherche le titre... les titres qui peuvent correspondre avec l'ambiance demandée (Directeur du service synchro d'une major du disque, 2010).*

Par ailleurs, alors que le conseil se valorise de plus en plus pour lui-même dans le secteur, les productions de type 1, 2 et 3 s'estiment de moins en moins obligées de produire un conseil menant vers la création d'une production « maison » : elles adoptent ainsi des manières de faire propres aux logiques habituelles de la publicité, capables de rediriger un projet vers un acteur de type 4 ou un autre acteur de type 1 ou 2 en proposant un titre préexistant qui serait le plus à même de répondre aux besoins spécifiques d'une campagne.

*CM – Mais alors vous ne faites pas toujours le forcing avec vos propres productions ?*

*Ben non, je conseille ! Bon, évidemment, je vais préférer si c'est mes prods qui passent parce que je suis éditeur. Mais c'est pour ça aussi que je travaille de moins en moins avec les agences qui ne payent pas de dédommagement pour les compèts. S'ils veulent un bon conseil, ils doivent payer le conseil (Directeur d'une structure de type 1, 2011).*

Les logiques ont donc tendance à se déplacer vers la production de conseil spécialisé, ce der-

nier tendant à donner lieu à une rémunération à part, pour le moment, pour les acteurs de type 4.

Ce « conseil », a un rapport particulier au musical : il en produit des rationalisations selon plusieurs catégories à travers lesquelles il met en relation des situations publicitaires avec des matériaux musicaux préexistants ou non. Nous nous concentrons ici sur une de ces rationalisations : celle du *genre*. En parlant de leur tâche de conseil, la plupart des personnes que nous avons interrogées ont laissé entendre l'importance de cette catégorie dans la formulation du conseil :

*Par exemple, si on a besoin de faire quelque chose de très classe, une teinte assez haut-de-gamme, etc. On peut (...) créer une ambiance noir et blanc avec du jazz. C'est quand même plus aristo qu'un truc folk* (Directeur d'une structure de type 3, 2010)

*Si le brief nous indique que la cible c'est 15-20 ans, un peu style rebelle (...) c'est sûr que le rock ça marche bien* (Directeur d'une structure de type 4, 2010).

Le rapport du « conseil » aux contenus s'appuie ainsi sur des *réifications* déjà préparées par l'*industrie culturelle* (Horkheimer et Adorno, 1974). Quelques sonorités, instrumentations, formes, manières de penser l'arrangement via le genre musical, en viennent à cristalliser certaines valeurs.

Le CCS est donc caractérisé par la coexistence en son sein de deux logiques, issues des secteurs d'origine des structures qui le composent, les deux mènent diverses stratégies et ont des rapports différents à la musique mais sont amenées à être implantées par l'ensemble des acteurs : il s'agit de la logique éditoriale et d'une logique du conseil en communication. Nous allons voir que la coexistence de ces deux logiques n'est pas sans incidence sur la réalité des productions du CCS.

## 2. Les démarques publicitaires : entre conseil et droit d'auteur

Une bonne partie du répertoire de musique publicitaire ne tombe pas dans les catégories de création musicale ou de musique préexistante habituellement présentées. Il nous semble qu'un objet comme celui que nous avons décidé d'analyser ici en est un exemple-type. Il s'agit d'une publicité diffusée en 2005 pour les cent ans de l'eau minérale Henniez<sup>4</sup>. Nous pouvons remarquer que la musique qui accompagne les images ressemble à s'y méprendre au titre *Are you gonna be my girl* enregistré par le groupe Jet en 2003<sup>5</sup>. Pourtant, les deux titres ont légalement le droit de coexister. Les détenteurs des droits du titre original n'ont donc pas cru nécessaire de poursuivre les producteurs de la démarque et il est peu probable qu'il s'agisse d'un oubli comme nous le comprenons dans les mots de l'acteur suivant, *manager* dans une *major* du disque :

*Y a des boîtes de prod audio qui sont un peu spécialisées là-dedans. Mais on est super vigilants ! (...) Dès qu'il y a quelque chose qui ressemble de près ou de loin à une de nos œuvres, on essaye de faire gaffe, de voir si on ne peut pas défendre nos droits. Et c'est un petit jeu (Manager dans une major du disque, 2010).*

De fait, une analyse musicale des deux titres nous permet de constater qu'ils ne partagent pas la même partition. Nous avons reproduit l'essentiel des matériaux des huit premières mesures de chaque titre dans les figures 1 et 2.

Le matériau mélodique des deux titres n'est pas le même : l'original présente essentiellement une cellule en homorythmie guitare et basse jusqu'à la mes. 6 et propose une petite coda par la suite ; la démarque a conservé cette cellule rythmique à la batterie et à la basse et la guitare présente dès la première mesure une petite mélodie qui deviendra la coda mes. 7 et 8. Il en est de même pour les harmonies : les huit mesures de l'original sont stabilisées sur l'harmonie de tonique, La, alors que dans la démarque, la basse fait varier les fondamentales (La, Do, puis

<sup>4</sup> Voir [http://www.youtube.com/watch?v=uSSBQeUWF\\_A&feature](http://www.youtube.com/watch?v=uSSBQeUWF_A&feature)

<sup>5</sup> Paru sur l'album *Get Born*, Elektra – 62896 (2003).

Ré).

En revanche, ces dernières notes ne sont pas prises au hasard. Outre le fait qu'elles sont les harmonies du refrain du titre original, l'accent pentatonique de l'échelle qu'elles supposent n'est pas sans faire immédiatement référence aux musiques dérivées du *blues* dont le genre du titre original fait partie. Tous les éléments mélodiques de la démarque s'appuient également sur cette échelle pentatonique.

De plus, nous pouvons constater que le *genre* de la chanson originale est suggéré au niveau de la forme. À la suite de bon nombre de succès du rock, *Are you gonna be my girl* adopte une forme responsoriale : les couplets font alterner des parties de soliste (voix) avec des parties de *tutti* (orchestre). Dans la démarque, cette forme est reprise mais n'est pas autant respectée que dans le titre original. On peut remarquer qu'elle est davantage utilisée pour se signifier elle-même car il n'y a qu'une seule phrase qui est véritablement chantée par une voix soliste. En singeant ainsi la forme qu'elle adopte, la démarque appuie son état de caractéristique de genre, celui des enregistrements inspirés du *blues*.

Figure 1 *Are you gonna be my girl* (8 premières mesures)

Figure 2 *Spot Henniez* (8 premières mesures)

Nous retrouvons ce même mécanisme d'imitation du genre dans le rapport aux paroles. Ayant assimilé le fait que le rock anglophone pense davantage les textes pour leur qualité sonore dans l'arrangement que pour leur intérêt poétique (Frith, 1989), la démarque ne se préoccupe quasiment pas des paroles. On peut ainsi remarquer qu'après la première phrase, la voix ne propose plus que des apostrophes ou des mots très peu compréhensibles, en « yaourt ». À la

manière des chanteurs de bal francophones qui cherchent à signifier une sorte de représentation réifiée de la musique rock par des sonorités mythiques de la langue anglaise pour un public français, ici, afin de signifier le genre musical duquel on tend à se rapprocher, on a privilégié la sonorité générale.

Il faudrait bien évidemment pousser davantage la recherche afin de préciser ces catégories et d'en trouver d'autres. Nous pouvons toutefois remarquer qu'en se rapprochant du genre de l'original et en soutenant ainsi l'*ambiance* préconisée par le conseil sonore, dont le genre est un des éléments de rationalisation, la démarque permet à ses utilisateurs de passer outre les nécessités de négociations et d'acquittement de droits d'utilisation de la musique originale, tout en proposant un succédané de celle-ci qui peut abuser une oreille distraite. La démarque est donc une traduction musicale des tensions qui opèrent dans la socio-économie du CCS, entre les logiques du conseil et celles du droit d'auteur.

## **Conclusion**

Le répertoire que nous avons choisi d'analyser pour cet article est particulier au sein des répertoires culturels : ses « contenus » ne sont pas tout à fait considérés comme des produits symboliques à part entière, leur lien affirmé avec la vente tendant à augmenter leur fonctionnalité, quand les productions des industries culturelles visent justement la réduction de leurs aspects fonctionnels (Hesmondhalgh, 2007). Néanmoins, nous pouvons constater que certaines « œuvres » de ce catalogue particulier peuvent cristalliser, dans leur composition même, les tensions entre les différentes logiques socio-économiques qui traversent le secteur. Il faudrait étendre ce type d'analyse à d'autres éléments de la musique de publicité, dont les démarques ne sont qu'un cas particulier. Il faudrait également investir des productions *a priori* moins « fonctionnelles ». Si le répertoire que nous avons choisi est peut-être le lieu le plus évident

pour traquer, dans les productions même, la trace de rationalisations attribuables à l'organisation socioéconomique, cela n'empêche que des analyses interdisciplinaires puissent également identifier des marques de telles déterminations dans d'autres catalogues. Malheureusement, pour le moment, les études des industries culturelles ont tendance à rester éloignées des contenus et les études de contenus s'intéressent peu aux analyses des industries culturelles (Hesmondhalgh, 2007). Par un retour plus systématique à l'analyse à partir des « contenus », les théories des industries culturelles pourraient pourtant trouver des moyens d'articulation des problématiques socio-économiques et politiques avec celles de la production de *sens*, qui sont également d'importance particulière dans l'analyse des mutations du capitalisme.

## Bibliographie

- Adorno, T. W. (1994). *Introduction à la sociologie de la musique*. Genève : Contrechamps.
- Bouquillion, P. (2008). *Les industries de la culture et de la communication*. Grenoble : PUG.
- Bouquillion, P. et Matthews, J. T. (2010). *Le web collaboratif*. Grenoble : PUG.
- Curien, N. et Moreau, F. (2006). *L'industrie du disque*. Paris : La Découverte.
- Frith, S. (1989). Why Do Songs Have Words ? *Contemporary Music Review*, 77-96.
- Frith, S. (1988). Copyright and the music business. *Popular Music*, 7 (01), 57-75.
- Graakjær, N. et Jantzen, C. (2009). *Music in Advertising*. Aalborg : AUP.
- Guyot, J. (1992). *L'écran publicitaire*, Paris : l'Harmattan.
- Hennion, A. et Méadel, C. (1997). Les ouvriers du désir. *Réseaux*, 1, 593-619.
- Hesmondhalgh, D. (2007). *The Cultural Industries*. London : Sage.
- Horkheimer, M. (1974). *Théorie traditionnelle et théorie critique*. Paris : Gallimard.
- Horkheimer, M. et Adorno, Th. W. (1974). *La dialectique de la raison*. Paris : Gallimard.
- Klein, B. (2009). *As heard on TV*, Farnham : Ashgate.

Lagneau, G. (1969). *Le faire-valoir*. Paris : Sabri.

Mattelart, A. (1990). *L'internationale publicitaire*. Paris : La Découverte.

Mœglin, P. (2005). *Outils et médias éducatifs*. Grenoble : PUG.

Miège, B. (2000). *Les industries de contenu face à l'ordre informationnel*. Grenoble : PUG.

Voirol, O. (2011). Revisiter Adorno : Présentation. *Réseaux*, 166, 9-28.

# **L'économie politique culturelle : Pour un dépassement du clivage entre l'économie politique de la communication et les *Cultural Studies***

**Maxime Ouellet**

Les nombreuses transformations et crises qu'a subies le capitalisme globalisé et financiarisé semblent avoir placé devant une impasse les approches critiques en communication. D'une part, plusieurs analyses de sociologie économique et d'économie politique (Castells, 2001), qui insistent sur le rôle constitutif des technologies de la communication dans le processus de mondialisation, réifient le capitalisme. Elles ne permettent donc pas de saisir les principales contradictions au cœur des sociétés actuelles, ni les conditions de possibilité de leur dépassement. D'autre part, les *Cultural Studies* ont majoritairement délaissé l'analyse critique du capitalisme au profit des questions identitaires (Mattelart et Neveu, 2003). Si certaines approches d'inspiration déconstructiviste au sein des *Cultural Studies* permettent de dé-réifier les catégories d'analyses dans le champ de l'économie politique, la plupart de ces approches sont incapables de comprendre que le capitalisme constitue une totalité qui prend la forme d'une structure quasi-objective de domination. Dans ce contexte, plusieurs analyses culturalistes célèbrent les possibilités d'émancipation offertes par les nouvelles technologies, sans être en mesure d'expliquer comment celles-ci participent à la reproduction des structures de domination du capitalisme globalisé. Devant cette impasse théorique et analytique, il apparaît nécessaire de questionner les principales approches qui abordent de manière critique le rôle de la

communication dans le capitalisme globalisé. Il s'agit de transcender les approches en économie politique de la communication qui voient un lien de causalité entre les structures économiques et sociales dans lesquelles les médias de communication sont encastrés et les discours qu'ils produisent, de même que les courants culturalistes : ces derniers nient trop souvent l'existence d'une structure économique quasi-objective constitutive de la domination dépersonnalisée propre au capitalisme.

Dans cette contribution, je tenterai de montrer comment une approche d'économie politique culturelle est en mesure de dépasser le clivage qui oppose l'économie politique de la communication et les *Cultural Studies*. Il s'agira de voir en quoi une relecture hétérodoxe de Marx, notamment celle qui est proposée par le courant de la critique de la valeur (Postone, 2009a), peut nous permettre de repenser la théorie critique en communication au-delà de la tendance réifiante propre aux approches traditionnelles en économie politique de la communication et du subjectivisme des courants culturalistes. Cette approche vise également à transcender les impasses dans lesquelles semblent nous mener les travaux de l'école de Francfort de la première et de la seconde génération (Habermas, 1987).

### **1. Présupposition de l'économie politique de la communication et des *Cultural Studies***

Le clivage important qui divise les principales approches critiques en sciences sociales se répercute également dans le domaine des théories critiques en communication. Cette division oppose un courant qu'on peut nommer objectiviste - il analyse principalement les formes structurelles de domination au sein des sociétés capitalistes - auquel répond un courant culturaliste qui s'intéresse davantage aux capacités subjectives de résistance des acteurs face aux rapports structurels de domination. Le principal problème de ces deux perspectives est qu'elles ne

sont pas en mesure de réinterroger les médiations au fondement de la subjectivité et de l'objectivité sociale. Dans cette section, je montrerai qu'il est nécessaire de dépasser à la fois les approches qui procèdent d'une conception réifiée des dynamiques structurelles et qui ne laissent pas de place à l'agence et celles qui cherchent à préserver l'agence en niant l'existence même des structures.

Le courant objectiviste analyse généralement le capitalisme d'un point de vue strictement économique : il critique le capitalisme comme un mode inégal de la distribution de la richesse et adopte généralement de manière positive la théorie de la valeur-travail ricardienne afin de prouver l'existence d'une exploitation de classe. Cette économie politique « alternative » fait fi d'une réelle critique de l'économie politique. En tant que critique des catégories centrales de l'économie politique — le travail, la marchandise, la valeur —, une théorie critique du capitalisme devrait être en mesure d'analyser les formes de médiations sociales historiquement spécifiques au capitalisme et les possibilités dialectiques de les dépasser. Les courants objectivistes qui s'inspirent du marxisme réduisent le capitalisme à un rapport de classes fondé sur la propriété privée des moyens de production et critiquent l'anarchie du mode de distribution basé sur le marché, auquel est opposé la planification comme principe fondateur du socialisme. L'économie politique de la communication a largement repris les postulats de l'économie politique critique en tentant de mettre en lumière le lien de causalité entre les structures économiques et sociales dans lesquelles les médias de communication sont encastrés, d'une part, et, d'autre part, les discours qu'ils produisent. Ce type d'analyse se concentre strictement sur l'étude de la propriété des médias et repose sur la présupposition implicite qu'en remplaçant la propriété privée des médias par une propriété publique, le contenu des médias serait exempt de mystification idéologique et permettrait de ce fait l'émancipation des masses aliénées. L'économie politique de la communication reprend ainsi le dualisme entre base et superstructure qui ne permet pas de saisir

les médiations sociales objectives au fondement du capitalisme, lesquelles sont dialectiquement liées à une forme spécifique de subjectivité.

À l'opposé, les *Cultural Studies* sont passées d'un matérialisme culturel (Williams, 2010) qui traitait au départ des questions économiques à une approche culturaliste qui a délaissé les questions économiques afin de réaffirmer le primat du sujet sur l'objectivité sociale. Ces courants culturalistes postulent l'indépendance de l'individu par rapport aux multiples déterminations sociales, reprenant bien souvent à leur corps défendant les prémisses de l'idéologie libérale fondée sur la conception du consommateur souverain. Les approches culturalistes présupposent l'autonomisation idéaliste du niveau idéologique (la superstructure) et, tout comme les courants objectivistes, ne sont pas en mesure de saisir comment la subjectivité sociale est dialectiquement liée à l'objectivité. La mobilisation par les courants culturalistes de la notion de résistance a ainsi conduit à une mise entre parenthèses du projet d'une transformation radicale de la société capitaliste moderne. Moishe Postone (2006) souligne que :

La notion de résistance, toutefois, en dit peu sur la nature de ce à quoi l'on résiste ou des stratégies que l'on met en oeuvre, autrement dit, sur les formes précises que vont revêtir la critique, la contestation, la rébellion et la « révolution ». La notion de résistance recouvre une vision du monde purement dualiste qui tend à réifier aussi bien le système de domination que l'idée d'autodétermination. Elle est rarement fondée sur une analyse réflexive des possibilités de changement radical ouvertes ou refermées par un ordre dynamique hétéronome. En ce sens, elle manque de réflexivité. C'est une catégorie non-dialectique, qui n'appréhende pas ses propres conditions de possibilité, c'est-à-dire qui échoue à appréhender le contexte historique dynamique auquel elle appartient (traduction libre, Postone, 2006, p. 108).

Dans la section suivante, nous verrons qu'une critique sociale visant l'émancipation se doit de montrer comment les catégories d'analyse de l'économie politique, en tant que catégories de la pratique, sont au fondement même de l'objectivité et de la subjectivité sociale. Ces catégories sont donc constitutives de la situation de non-liberté qui prévaut dans les sociétés capitalistes modernes, et l'abolition du contenu qu'elles expriment est une condition *sine qua non* de la

possibilité social-historique de la liberté. Une théorie critique du capitalisme doit ainsi être capable d'identifier les changements qualitatifs et dialectiques entre les formes de subjectivité et d'objectivité sociales si elle veut questionner les changements culturels plus larges et les forces sociales qui rendent possible le dépassement du capitalisme. Pour ce faire, il importe d'introduire un élément culturel et symbolique dans l'analyse critique du capitalisme. En ce sens, il faut comprendre l'analyse marxienne, non pas uniquement dans les termes d'une analyse d'économie politique critique, mais également comme une critique de l'économie politique, c'est-à-dire une critique de la matrice socioculturelle qui est au fondement même de la modernité capitaliste. Il est donc essentiel de rappeler la centralité des concepts de fétichisme et d'aliénation chez Marx (1993) en vue de saisir le capital comme une totalité à la fois symbolique et matérielle.

## **2. Médiations sociales fétichisées et aliénation**

Rétrospectivement, on peut soutenir que l'économie politique critique est demeurée prisonnière des catégories du capital ; en effet, elle n'a pas été en mesure d'interroger ses structures profondes, tant matérielles que symboliques. De cette lecture superficielle, seuls furent retenus (Kurz, 2006, p. 26) les éléments compatibles avec la subjectivité bourgeoise (le sujet moderne émancipé des rapports naturels de dépendance et revendicateur de droits), l'idéologie des Lumières (la rationalité utilitariste et le mythe de la transparence complète des rapports sociaux) et la compréhension positiviste de l'économie (l'apologie du progrès technique et de la croissance matérielle). Or, une théorie critique immanente ne doit pas uniquement opposer la réalité à ses idéaux, comme s'ils représentaient un moment non capitaliste de la société moderne et auraient été détournés au profit des intérêts particuliers d'une classe dominante. Il s'agit plutôt de montrer

que ces idéaux, par exemple la liberté, l'égalité, ou la justice doivent être compris dans leur rapport dialectique avec les médiations sociales propres au capitalisme

Selon Olivier Voirol (2008), afin d'éviter le piège du médiacentrisme, une sociologie des médias doit se donner pour tâche première d'élaborer une sociologie des médiations. Encore faut-il expliciter quelles sont les médiations socio-historiques constitutives du capitalisme. Il s'agit ici de montrer qu'on retrouve chez Marx une sociologie critique des médiations qui sont spécifiques au capitalisme. C'est sur la base d'une sociologie des médiations historiquement spécifiques au capitalisme que doit se fonder une théorie critique en mesure de comprendre les contradictions de la modernité d'un point de vue dialectique. La relecture de Marx (Postone, 2009 ; Jappe, 2003) proposée par le courant de la critique de la valeur servira d'assise théorique afin de souligner la pertinence des concepts de fétichisme et d'aliénation pour comprendre les fondements imaginaires de la modernité qui sont constitutifs d'une forme historique de conscience humaine, celle du sujet tel que conçu par la philosophie moderne.

L'économie politique traditionnelle ne prend généralement pas en considération la dialectique entre la substance et les formes phénoménales que prennent les rapports sociaux. L'introduction d'un élément dialectique propre à la méthode marxienne vise à comprendre le capitalisme, non pas uniquement comme un mode de production fondé sur la propriété privée dont la régulation s'effectue par le biais du marché, mais également comme une forme de vie sociale qui contient des éléments subjectifs et objectifs. Cette lecture dialectique permet de saisir l'évolution historique du capitalisme de manière non-linéaire. En tant que forme sociale, le capitalisme génère aussi bien une continuité en ce qui concerne l'essence du rapport social qu'une modification perpétuelle de ses formes culturelles, politiques et institutionnelles.

Rappelons tout d'abord que la notion de médiation renvoie à la fois au rapport social — ce qui relie les éléments particuliers avec la totalité — et à la manière de se représenter le social (Voirol,

2008, p. 47-48). La notion de fétichisme chez Marx vise justement à expliciter la forme nécessaire de représentation d'un rapport social particulier (Jappe, 2003). *Le Capital* débute d'ailleurs par l'affirmation : « La richesse des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste *apparaît* comme une gigantesque collection de marchandises » (Marx, 1993, p. 39). Le fétichisme de la marchandise ne consiste donc pas en une illusion subjective, une fausse conscience. Il s'agit plutôt de la forme phénoménale de rapports sociaux qui sont médiés au moyen du travail abstrait. La marchandise, en tant que noyau cellulaire des sociétés capitalistes modernes, vient remplacer les formes de médiation et de domination directes sur lesquelles reposaient les sociétés précapitalistes.

La critique de l'économie politique étayée par Marx (1993) vise à déconstruire les catégories centrales de l'économie politique. Selon l'auteur, celles-ci ne sont pas des catégories naturelles ou économiques, mais bien des catégories sociales et culturelles qui n'appartiennent qu'à une époque socio-historique déterminée. Ces catégories ne sont pas tant fausses que fétichisées. En tant que formes de représentation que prennent les rapports d'interdépendance sociale dans le capitalisme, elles sont au fondement de l'objectivité et de la subjectivité sociales. Comme nous le verrons plus loin, une théorie critique des médias doit, par-delà l'analyse du contenu idéologique des médias, être en mesure de montrer que ce ne sont pas uniquement les contenus de la pensée qui sont déterminés par la forme-valeur, mais également les catégories de la pensée qui sont fétichisées.

Les médiations historiquement spécifiques au fondement du capitalisme — la marchandise, le travail, la valeur — sont constituées par des formes de pratiques déterminées qui s'autonomisent. Cette autonomisation des pratiques induit une forme de domination abstraite qui s'exerce sous la forme d'une contrainte dépersonnalisée et rationnelle que l'on ne peut comprendre uniquement sous la forme d'une domination concrète exercée par des groupes sociaux, des classes ou des

institutions économiques et politiques. En nous appuyant sur Marx, nous pouvons avancer que la spécificité du capitalisme consiste en une nouvelle manière de structurer les rapports de domination sociale de manière abstraite. Cette forme dépersonnalisée de domination trouve son fondement ontologique dans la séparation du producteur et des moyens de production. Dans le capitalisme, c'est l'égalisation de l'ensemble des travaux humains par le biais de l'abstraction de ses particularités concrètes sous la forme d'une norme temporelle abstraite qui permet à tous et chacun de s'approprier le fruit du travail des autres. Cette aliénation de la vie humaine sous l'abstraction des concepts économiques génère une forme de développement aveugle et de domination dépersonnalisée qui repose sur la nécessité de produire de la valeur, voire de la survaleur, plutôt que de la richesse matérielle. Dans le capitalisme, le travail possède un caractère fondamentalement tautologique, en ce qu'il consiste non pas en premier lieu à produire des richesses matérielles, mais plutôt à produire davantage de travail mort objectivé dans l'argent. Tout comme le travail abstrait vient subsumer le travail concret, la valeur comme forme de richesse abstraite vient subsumer la valeur d'usage et s'impose comme une seconde nature aliénée qui dicte ses lois aveugles à l'ensemble de la société.

La catégorie d'aliénation développée par Marx vise à expliciter cette forme spécifiquement capitaliste de domination. Les médiations constitutives du capital imposent des contraintes quasi-objectives qui s'expriment principalement sous la forme d'une domination des individus par le temps (Rosa, 2012, p. 8). Le régime de temporalité de la modernité capitaliste repose sur une conception abstraite du temps qui apparaît comme naturelle et ce, bien qu'elle soit construite socialement. Il s'agit de la conception newtonienne du temps, qu'on peut décrire comme une temporalité abstraite, mesurable et universelle, qui rend possible la quantification de l'activité sociale et, donc, l'échangeabilité des produits du travail de tous et chacun. La valeur, en tant que représentation du temps de travail abstrait, impose sa finalité et ses contraintes à l'ensemble de la

société. En tant que norme non-réfléchie de régulation de la pratique sociale, la valeur induit une contrainte temporelle, celle de l'accélération continue de la production nécessaire à la reproduction élargie du procès d'accumulation.

Du point de vue de l'objectivité sociale, le capital, en tant que totalité aliénée, génère une situation d'hétéronomie sociale qui prend la forme d'un mode de développement aveugle, incontrôlé et irréfléchi, sur lequel les sociétés n'ont aucune prise politiquement. Sur le plan de la subjectivité, l'aliénation se manifeste quant à elle sous la forme d'une « libération » des anciennes contraintes culturelles et sociales sur lesquelles reposaient les sociétés précapitalistes :

Dans cet univers social, les individus semblent dédoublés. D'un côté, en tant que propriétaires de marchandises, ce sont des sujets, libres de tout rapport de domination personnel et égaux entre eux. D'un autre côté, ils sont prisonniers de formes sociales de domination d'apparence externe et objective (Postone, 2009a, p. 162).

### **3. Aliénation, communication et capitalisme avancé**

Si la logique de la marchandisation est clairement analysée par l'économie politique de la communication (voir à ce sujet, Perelman, 1998), il importe de comprendre le capitalisme au-delà de la seule extension de la valeur marchande à des activités qui ne se trouvaient pas originellement sous son emprise. Le capitalisme, plus qu'un simple mode de production, correspond également à un système de normes qui a pour fonction de réguler la pratique sociale. L'économie politique de la communication ne permet pas de comprendre la nature de la communication dans le capitalisme : autrement dit, la communication, comprise en tant que médiation sociale, est constitutive des mutations du capitalisme contemporain, dit avancé.

Dans les *Grundrisse*, Marx (1968 [1858], p. 34) fournit les premiers linéaments d'une théorie critique de la communication dans le capitalisme en soutenant que, pour se valoriser, le capital doit accélérer constamment la vitesse de production et, donc, détruire au moyen de la

communication les barrières spatiales qui empêchent sa circulation. L'accélération du cycle de rotation du capital rendu possible par le développement des techniques de communication est nécessaire afin d'obtenir des gains de productivité et d'accumuler de la survalueur relative. C'est au moment où le procès d'accumulation repose sur la survalueur relative que la catégorie du capital prend tout son sens, dans le sens que le capital devient le véritable sujet (non-humain) d'une dynamique hors de tout contrôle sociopolitique. De ce fait, au-delà de l'analyse du rôle idéologique des médias, une théorie critique du rôle de la communication dans le capitalisme se doit de comprendre comment la globalisation a institué le capital en tant que réel sujet historique de la modernité capitaliste. Lorsque le capital rejoint son concept, il se fait le sujet (non-humain) qui communique la valeur de manière autoréférentielle en vue de s'autovaloriser.

Le devenir automate du capital s'effectue par la destruction de l'espace au moyen de l'accélération de la vitesse : c'est-à-dire qu'il se fait par le biais du développement des moyens de communication, la diffusion d'information en continu et en temps réel, la communication en direct et la mobilité de tous. C'est en ce sens qu'il faut comprendre l'apparition de la cybernétique comme un mode de communication spécifiquement capitaliste. Selon Marx, le machinisme correspond au « mode de production spécifiquement capitaliste » (Marx, 1993, p. 571), puisqu'il permet d'accumuler de la survalueur relative au moyen de l'augmentation de la productivité et de l'intensification du travail. Dans le machinisme, ce n'est plus l'activité concrète du travailleur qui est la source principale de la création de la richesse. C'est plutôt la capacité organisationnelle de la firme — qui repose sur un savoir technique permettant le contrôle managérial du procès de travail — qui devient le facteur de production prédominant. À ce stade, le travailleur devient un simple appendice de la machine. Corollairement, avec la cybernétique,

les machines communiquent avec des machines<sup>1</sup>, et l'être humain, l'individu concret, est réduit à un système désincarné de flux informationnels qui est conçu comme une machine à calculer.

Dans le capitalisme globalisé, informatisé et financiarisé, le capital rejoint son concept et l'argent fétichisé apparaît comme étant en mesure de s'engendrer par lui-même. Il s'agit, selon Marx, de la domination généralisée du « fétichisme du capital dans toute sa perfection » (Marx, 1968b, p. 1714), où l'on retrouve « une forme sans contenu » (*ibid.*). Comme la production physique des biens n'est plus la principale source de profits pour les entreprises, celles-ci misent sur la production des actifs intangibles, c'est-à-dire la recherche et le développement, la production de brevets, la publicité, le contrôle des marques : en somme, sur le contrôle de l'information, du savoir et de l'image. En ce sens, la principale source de profit dans le capitalisme avancé repose moins sur la capacité créatrice et les échanges communicationnels des travailleurs, comme le soutiennent les théoriciens du capitalisme cognitif, que sur la capacité des corporations d'accumuler à partir d'une « rente de monopole symbolique » (Mouhoud et Plihon, 2009, p. 127). Les médias deviennent un lieu important de socialisation dans le capitalisme financiarisé dans la mesure où celui-ci procède d'une logique de communication autoréférentielle. Dans le contexte de financiarisation, la valeur des entreprises et l'économie en général dépendent largement du niveau de confiance produite dans l'opinion publique par la communauté financière globale. Selon l'économiste en chef du Conference Board, Glen Hodgson : « L'attitude des médias aide à déterminer de quelle façon se sentent les consommateurs » ; « Si [les médias] continuent à dire que le ciel nous tombe sur la tête, les gens pensent que le ciel leur tombe sur la tête » (anonyme, 2009). Cette logique autoréférentielle fonctionne de manière cybernétique en s'appuyant sur un processus de rétroaction (*feed-back*). Elle repose sur la norme de rentabilité financière imposée

---

<sup>1</sup> On n'a qu'à penser ici à l'Internet des objets qui prétend que l'objet deviendra un acteur autonome de l'Internet dans la mesure où il sera capable d'agir et de communiquer par lui-même.

par les gestionnaires de l'épargne collective. Le partage de celle-ci s'effectue par l'anticipation du cours des actions afin d'alimenter les profits. Cette dynamique autoréférentielle trouve ensuite un écho dans la sphère productive. Dans ce contexte, le principal moyen utilisé par les entreprises est de construire leur image de marque et leur réputation afin d'acquérir une valeur financière. Le but de la firme consiste donc autant à maximiser la valeur actionnariale qu'à maximiser « le prestige et le divertissement des actionnaires » (McGoun, 1997, p. 116).

À cette virtualisation de la valeur propre au capital fictif correspond l'idéologie postmoderniste dominante dans les courants culturalistes qui s'oppose à toute forme d'essentialisme et de substantialisme (Kurz, 2011, p. 98). De manière corollaire, au fétichisme du capital, qui prend la forme objective d'un sujet automate, correspond la figure du sujet qui apparaît libre et autonome en menant une existence « abstraitement individualisée » de blogueur incapable « d'aucune organisation et résistances réelles » (*ibid.*). C'est donc dire que l'aliénation repose sur la séparation complète du sujet avec l'objectivité sociale. La société capitaliste moderne fait surgir la figure du sujet libre, c'est-à-dire de l'être qui est délié des attaches avec sa communauté politique, mais qui, en même temps, est dominé par une forme de contrainte qui vient déterminer objectivement son agir : la loi de la valeur. Pour paraphraser Franck Fischbach, l'aliénation est la condition de l'être qui est privé de monde, qui est incapable de s'approprier son monde :

Les néo-sujets sont ainsi convaincus que plus ils perdent en capacité de contrôle démocratique, en capacité de régulation politique et de maîtrise collective de leur vie sociale, et plus ils sont gagnants parce qu'ils suppriment ainsi les freins à leur mobilité et les entraves à leur flexibilité (Fischbach, 2011, p. 38).

## Conclusion : dialectique de l'intelligence collective

Les contours d'une théorie critique qui ont été esquissés dans cet article visent à sortir de l'impasse dans laquelle nous plonge les analyses portant sur le rôle de la communication dans le capitalisme contemporain. Comme nous l'avons montré, dans le capitalisme avancé, avec les développements convergents de la finance et des technologies de la communication, ce n'est plus l'activité immédiatement effectuée par les travailleurs qui est au fondement de la production de la richesse. L'aliénation ne se limite plus au travail concret du travailleur. C'est plutôt le temps historique objectivé, lequel correspond au patrimoine intellectuel, culturel et scientifique de l'humanité, ce que Marx nomme dans les *Grundrisse* le *general intellect* (Marx, 1968), qui est désormais au fondement de la productivité, mais également de l'aliénation. Or, les théoriciens du capitalisme cognitif, qui ont réintroduit la notion de *general intellect* dans leur analyse des transformations du capitalisme, interprètent cette notion de manière non-dialectique. Jean Vioulac souligne l'idée suivante :

Évoquer la domination d'un esprit collectif d'un cerveau social ou d'un intellect général, c'est alors reconnaître que l'intellect particulier est disqualifié, qu'il n'est plus l'instance de constitution du donné. Le dispositif de production capitaliste consiste ainsi en une émancipation totale de la production : non seulement la production s'émancipe de la finitude de la force humaine et de son maniement, mais elle se met au service de formes elles-mêmes émancipées des limites intellectuelles de l'entendement fini. Par l'assujettissement des forces naturelles à l'entendement social, il procure une énergie illimitée pour le plein accomplissement d'une rationalité qui n'est plus assignée à la finitude de la subjectivité, il rend ainsi possible la mise en œuvre de la raison universelle et abstraite, et c'est pourquoi le déploiement de la technologie contemporaine est numérisation et virtualisation, c'est-à-dire universelle et systématique dématérialisation (Vioulac, 2009, p. 310).

Le problème des analyses portant sur le rôle de la communication dans le capitalisme repose sur l'absence d'une critique dialectique des modes de connaissance tels que constitués dans le

capitalisme. Une théorie critique en communication se doit de montrer qu'au niveau de la société comprise comme totalité, le capital génère un procès d'aliénation des modes de connaissance et d'expériences sociales en générales (Postone, 2009b, p. 375), aliénation tributaire d'une dialectique de la raison pour reprendre les termes d'Adorno et Horkheimer (1974). Au contraire du pessimisme des thèses de l'école de Francfort, une théorie critique et dialectique de la communication doit envisager la possibilité que la réappropriation collective des connaissances et de la puissance sociale constituées historiquement sous une forme aliénée puisse dépasser les formes de domination et les contradictions engendrées par le capitalisme avancé. Bref, seule une théorie sociale en mesure de critiquer de manière adéquate les médiations au fondement de la domination abstraite du capital sur l'ensemble de la société peut permettre de penser d'autres formes de rapports sociaux, donc d'autres manières de communiquer et d'«être dans le monde».

## Bibliographie

Adorno, T. et Horkheimer, M. (1974). *La dialectique de la raison*. Paris : Gallimard.

Anonyme (2009). La crise? C'est la faute aux médias! *Le Devoir*. Repéré à <http://www.ledevoir.com/2009/01/08/226257.html>

Anselm, J. (2003). *Les aventures de la marchandise : pour une nouvelle critique de la valeur*. Paris : Denoël.

Castells, M. (2001). *L'ère de l'information. Vol I : La société en réseaux*. Paris : Fayard.

Fischbach, F. (2011). *La privation du monde : Temps, espace et capital*. Paris : Vrin.

Habermas, J. (1987). *Théorie de l'agir communicationnel (tome 1). Rationalité de l'agir et rationalisation de la société (tome 2). Critique de la raison fonctionnaliste*. Paris : Fayard, 1987.

Kurz, R. (2011). *Vies et mort du capitalisme*. Paris : Éditions Lignes.

Kurz, R. (2006). *Critique de la démocratie balistique : la gauche à l'épreuve des guerres d'ordre mondial*. Paris : Mille et une nuits.

Marx, K. (1993[1867]). *Le Capital*, Livre 1. Paris : puf.

Marx, Karl (1968[1858]). *Grundrisse : Fondements de la critique de la critique de l'économie politique*, Volume 3, Paris, Éditions Anthropos.

Marx, Karl (1968b [1879]). *Le Capital*, Livres II et III, Paris, Gallimard.

Mattelart, A. et Neveu, E. (2003). *Introduction aux cultural studies*. Paris : La Découverte.

McGoun, E. G. (1997). Hyperreal Finance. *Critical Perspectives on Accounting*, 8, (1-2), 116.

Mouhoud, E. M. et Plihon, D. (2009). *Le savoir et la finance*. Paris : La Découverte.

Ouellet, M. (2009). Esquisse d'une approche culturelle de l'économie politique internationale de la « société globale de l'information ». *Cahiers de recherche sociologique; Penser le rapport culture-société : conjonctures et analyses contemporaines*, 47, 91-108.

Perelman, M. (1998). *Class warfare in the information age*. New York : St. Martin's Press.

Postone, M. (2009). *Temps, travail et domination sociale*. Paris : Mille et une nuits.

Postone, M. (2009a). Théorie critique et réflexivité historique. Dans Franck Fischbach (coord.) *Marx, Relire le Capital* (p. 139-168). Paris : puf.

Postone, M. (2009b). *Temps, travail et domination sociale*. Paris : Mille et une nuits.

Postone, M. (2006). History and mass helplessness: Mass Mobilization and Contemporary Forms of Anticapitalism. *Public Culture*, 18, (1), 108.

Rosa, H. (2012). *Aliénation et accélération. Vers une théorie critique de la modernité tardive*. Paris : La Découverte.

Vioulac, J. (2009). *L'époque de la technique. Marx, Heidegger et l'accomplissement de la métaphysique*. Paris : puf.

Voirol, O. (2008). Médiations et théorie critique. Questions et actualité d'un projet sociologique, *Réseaux*, 2, 148-149, 47-78.

Williams, R. (2010). *Culture et matérialisme*. Montréal : Lux.

# **La critique des technologies de l'information et de la communication à l'épreuve des mutations du capitalisme contemporain**

**Serge Proulx**

Une authentique économie de la connaissance serait un communisme de la connaissance, dans lequel les relations d'échange et les relations monétaires seraient superflues.

(André Gorz, 2004)

Le capitalisme se transforme en permanence : il a réussi jusqu'ici à s'adapter et à « dépasser » toutes ses crises. À la fin du 20<sup>e</sup> siècle, il est même arrivé à récupérer la critique sociale de l'aliénation de manière à installer la figure d'un « sujet émancipé » au cœur de son dispositif managérial (Boltanski & Chiapello, 1999, p. 521-528). Le défi de toute perspective critique à l'égard de ce système économique et social est de savoir se transformer de manière stratégique en adaptant son appareillage conceptuel pour pouvoir interpréter correctement les mutations successives du capitalisme. Et cela, sans renier son engagement envers l'orientation émancipatrice de tout travail critique. Les réflexions présentées ici s'inscrivent dans un programme de recherche théorique plus vaste destiné à caractériser les transformations de la pensée critique en communication à travers le prisme des mutations du capitalisme contemporain.

En contexte de financiarisation accélérée de l'économie globalisée – aujourd'hui en crise sévère – les technologies de l'information et de la communication (TIC) demeurent un vecteur important des transformations du mode de production. Inspiré par un travail de Gollain

(2010), je voudrais interpeller ici la critique politique de ces technologies à partir de deux types d'analyse contemporaine des transformations du capitalisme, convergents par certains aspects, convergents et divergents par d'autres : d'une part, les travaux de Negri (1996) et Moulier Boutang (2007), adoptant la thèse de l'entrée dans une époque nouvelle qu'ils appellent *capitalisme cognitif* ; d'autre part, les analyses de Gorz (1997, 2003) qui ont intégré, à travers sa critique des conditions du travail humain, les possibilités paradoxales ouvertes par la mobilisation capitaliste d'un *travail immatériel*, processus consistant à mettre l'expression créative et la « production de soi » du travailleur au service de la nouvelle économie.

### **Les TIC, vecteur d'une économie de la connaissance**

Ces analyses affirment le fait d'une transformation significative du processus de création de la valeur économique dans un régime capitaliste *informationnalisé*. Alors que, dans le capitalisme industriel, la source première de création de la valeur était la force physique des travailleurs, prolongée et démultipliée par les machines énergétiques, dans la phase contemporaine *postfordiste*, ce sont les aspects « immatériels » de la force de travail qui sont davantage mobilisés et prolongés dans les machines informationnelles. Les moyens de production seraient concentrés dans la capacité créatrice des travailleurs. À la fin de sa vie, André Gorz (2007) avait pris ses distances avec les théoriciens du capitalisme cognitif : plutôt que de penser uniquement en termes de *transformation* du mode de production, il proposa plus radicalement de penser une *sortie* du capitalisme s'ouvrant vers une *utopie post-marchande*. Gorz invite à imaginer une nouvelle société dont les rapports sociaux se construiraient en dehors des lois du marché.

Depuis 1980, je me suis intéressé au rôle des TIC dans les transformations du tissu organisationnel des sociétés. Nous pourrions définir les TIC comme des « technologies

génériques » (*General Purpose Technology* – GPT), dans le sens où ces technologies informationnelles peuvent engendrer des applications et des services dans *tous* les secteurs de l'économie (primaire, secondaire et tertiaire). Elles apparaissent également aptes – en particulier à travers leur dimension logicielle – à s'hybrider avec d'autres technologies pour produire un ensemble d'applications innovantes. La convergence inaugurée pendant la décennie 1970 entre les industries de l'informatique (traitement des signaux) et des télécommunications (transport des signaux) a constitué l'illustration spectaculaire, s'appuyant sur la numérisation des signaux électroniques, de ces potentialités exceptionnelles d'hybridation technologique et économique dans l'organisation sociale de la production (Breton & Proulx, 2012). Dès les analyses économiques quantitatives pionnières de Machlup (1962), suivies par celles de Porat (1977), visant à mesurer l'émergence d'un nouveau secteur industriel (« informationnel » et « cognitif ») dans l'économie, les TIC sont apparues aux yeux de nombreux analystes comme pouvant constituer un catalyseur important dans les transformations du capitalisme contemporain.

En 1984, j'ai dirigé un numéro de la revue *Sociologie et sociétés* sur le thème des mutations associées à la présence des technologies informationnelles dans le tissu social (volume 16, numéro 1). À l'époque, j'avais utilisé l'expression « informatisation de la société » pour décrire ces phénomènes d'insertion technologique dans le tissu organisationnel des sociétés, expression qui a choqué Bernard Miège car ce terme était directement issu du rapport que rédigèrent Simon Nora et Alain Minc en 1978 pour le compte de la Présidence française. Il y aurait, selon Bernard Miège, un risque idéologique à ce que l'observateur critique utilisant ce vocabulaire tiré du rapport « technocratique » de Nora et Minc ne soit pas en mesure d'acquiescer la distanciation suffisante pour procéder à un véritable travail critique. J'ai longtemps utilisé ce vocabulaire parce que cette expression me semblait bien traduire les phénomènes que j'observais et qui étaient liés à des actions dynamiques de l'information et de

l'informatique dans la transformation du tissu organisationnel. Depuis 1984, d'autres expressions ou métaphores ont été utilisées – notamment celle d'*informationnalisme*, concept proposé en 1996 par Manuel Castells (1998) – pour décrire ces transformations résultant de nouveaux couplages et triangulations entre économie, culture et technologie.

Dans ce chapitre, je voudrais mettre l'accent sur deux types de lecture des mutations du capitalisme contemporain et ce, sans en faire l'apologie. D'une part, je voudrais souligner la lecture des transformations du régime de valeur et du système d'accumulation en termes de « capitalisme cognitif » :

La thèse de l'entrée dans une époque nouvelle baptisée capitalisme cognitif part de l'idée qu'un type d'accumulation tend à occuper une place centrale dans la dynamique de la société : l'accumulation de la connaissance et de la créativité. La connaissance et l'information constituent la source principale de la productivité. Cette orientation vient se substituer à celle qui prévaut durant la période du capitalisme industriel et qui privilégie les investissements en machines et en organisation du travail. Mais l'entreprise n'est pas seule à produire, gérer ou exploiter la connaissance. C'est un processus nécessairement collectif. Si bien que dans un système reposant sur une économie décentralisée et privée, la question de l'appropriation des connaissances est centrale. Pour la thèse du capitalisme cognitif, l'enjeu se situe d'abord au niveau du contrôle et de la captation de certains effets d'un nouveau type d'accumulation portant essentiellement sur la connaissance et une certaine créativité (Paulré, 2009, p. 15-16).

D'autre part, je voudrais mettre en lumière la lecture que propose André Gorz (1923-2007), en particulier dans deux ouvrages : *Misères du présent, richesse du possible* (1997) et *L'immatériel* (2003). Marquée initialement par la phénoménologie et l'existentialisme, la trajectoire intellectuelle de Gorz s'est ensuite attardée à une critique postmarxiste de la division capitaliste du travail. Par la suite, alors que sa pensée avait été surtout orientée vers l'idée d'une libération des sujets humains *par et dans le travail*, les travaux de la dernière décennie de sa démarche ont basculé et se sont au contraire axés autour d'une finalité de libération des sujets humains *hors du travail* dans un projet de « société du temps libéré », nouveau lieu privilégié de sa quête du sens des métamorphoses profondes du travail humain opérées depuis les années 1980. Tôt ou tard, la réalisation effective de ce projet de « société

du temps libéré » supposera, selon lui, une médiation par le politique :

Pour continuer d'avancer, on ne pourra se passer indéfiniment d'une médiation politique, c'est-à-dire d'un projet qui lie dans une perspective commune la diversité des aspirations, des niveaux d'expérience, des formes alternatives de socialité, de coopération qui, par elles-mêmes, ne sont pas capables de communiquer directement entre elles (Gorz, 2007, p. 1).

Or, les vagues successives d'automatisation industrielle ont entraîné une réduction importante de la part du travail humain dans les activités productives des entreprises. Gorz suggère – contrairement au patronat qui souhaite que ce soit là un moyen d'accroître la productivité des gens en utilisant ce temps libéré pour acquérir une formation continue ciblée et instrumentalisée au service de la firme – que cette situation puisse amener non seulement une réduction progressive du temps de travail mais également le dégagement de temps disponible pour le plein développement des capacités des sujets humains, notamment la « capacité de jouissance » et « l'aptitude au loisir ». De manière à pouvoir contrer le fait que le loisir soit lui-même devenu objet d'un échange marchand, il apparaît nécessaire que le développement de la puissance créatrice des intelligences humaines connectées soit mis au service « des énergies du désir et de la vie » plutôt que soumis aux diktats de la compétitivité et de la marchandisation comme le voudraient l'État et le patronat (Gorz, 2007).

C'est dans ce contexte de réflexion que Gorz sera amené à proposer l'instauration d'un « revenu de citoyenneté » consistant à assurer à chaque citoyen un revenu minimum garanti indépendant de la quantité de travail qu'il peut fournir dans la production économique. Cette proposition politiquement centrale d'instauration du « revenu de citoyenneté » pose problème quant au rapport à l'État. Cette perspective semble en effet se rapprocher d'une philosophie politique anarchiste dans la mesure où son postulat implicite est que la liberté des individus ne pourrait être assurée qu'en restant à l'abri des interventions étatiques. Postulat paradoxal dans la mesure où l'administration de ce « revenu de citoyenneté » ne pourrait être assurée que par l'intermédiaire de l'État.

## **Le travail immatériel, un savoir vivant collectif mobilisé par le Capital**

Dans le cadre de sa réflexion approfondie sur les métamorphoses du travail humain, André Gorz en vint à considérer que le savoir vivant dont font montre collectivement les sujets humains dans l'organisation actuelle du travail constitue une forme d'intelligence en réseau qui devient une force névralgique dans le capitalisme contemporain. Comme les perspectives d'analyse de Gorz, celles d'une économie de la connaissance mettent de l'avant la notion de *travail immatériel*. L'émergence de cette catégorie fait écho aux transformations structurelles qui marquent depuis la décennie 1980 une transition – qui n'est pas encore finalisée – vers une phase nouvelle du mode de production postindustrielle.

Quatre dimensions principales caractérisent cette phase de transit informationnel de l'économie postindustrielle : il s'agit, premièrement, de la pénétration massive des TIC, de plus en plus mobiles, miniaturisées et numériques, dans l'organisation des entreprises ; deuxièmement, du réaménagement en profondeur de l'organisation du travail à travers une intériorisation de la logique postfordiste où les pôles de la conception, de l'exécution et de la distribution se connectent en temps réel ; troisièmement, de l'emprise d'un capitalisme financier fondé sur la spéculation plutôt que sur la production de biens matériels. Le développement de ce mode de création de profits est catalysé par un ensemble d'infrastructures informationnelles de transmission à travers les agrégats de données financières qui constituaient jusque-là l'épine dorsale de l'économie globalisée. Il s'y ajoute dorénavant, du fait de l'accélération des transactions boursières engendrée par l'action de « robots traders » opérant avec des algorithmes extrêmement performants, une nouvelle automatisation des activités des marchés de l'argent. Ces opérations financières à haute fréquence (*high frequency speed trading*) conduisent à la génération quasi instantanée de profits (ou de pertes) gigantesques. Cette modélisation mathématique des transactions

combinée à l'accélération des opérations donnent lieu à de nouvelles pratiques moralement aberrantes, comme la pratique de « saturation » consistant à immobiliser cognitivement l'adversaire financier au moyen de rafales d'ordres (1000 ordres par seconde) ou la pratique du « brouillage », stratégie financière dite « sale » consistant à induire les adversaires en erreur (par exemple, faire semblant d'acheter alors que l'agent vend des titres). Or, ces pratiques illégales de plus en plus courantes sur les marchés financiers, mais difficilement repérables, n'entraînent aujourd'hui à l'égard des délinquants que des sanctions dérisoires de la part des autorités de régulation, du fait d'un cadre juridique inadapté aux changements technologiques. Cette emprise du capitalisme financier entraîne la multiplication des délocalisations d'usines (*outsourcing*) vers l'Asie, l'Europe de l'Est et l'Afrique du Nord, de même que le développement du *webshoring*, phénomène aujourd'hui emblématique du *business model* caractérisant le web social. Ce modèle d'affaires se fonde principalement sur la captation et la monétisation du travail gratuit et invisible des utilisateurs d'Internet (Proulx, 2012).

La dernière entrée pour saisir les transformations structurelles du mode de production correspond à l'émergence d'industries fondées sur la propriété du code (Aigrain, 2005). Le contrôle et la propriété intellectuelle du code informatique et des logiciels apparaissent aujourd'hui stratégiques du point de vue organisationnel – pensons simplement au pouvoir envahissant des Directions des systèmes informatiques (DSI) dans les organisations – autant qu'industriellement névralgiques.

Revenons à la notion de « travail immatériel ». Cette catégorie suppose la mobilisation capitaliste du travail de « production de soi » du travailleur. Ce dernier s'autoproduit en effet comme être vivant : il déploie – dans son travail mais aussi hors de l'entreprise – ses capacités créatrices, ses compétences à penser comme être autonome et à communiquer avec autrui, ses capacités à coordonner ses activités avec ses pairs et, éventuellement, dans un cadre

organisationnel hiérarchique. Plusieurs analystes ont proposé le qualificatif d'« immatériel » pour décrire cette contribution du travail de « production de soi », expression qui peut heurter certains esprits marqués par le matérialisme, j'en conviens, mais peut-être surtout parce qu'ils connaissent mal la signification de cette notion. En résumé, alors que, dans le capitalisme industriel, la source première de création de la valeur économique était la force physique des travailleurs, dans la nouvelle économie cognitive ce sont les aspects cognitifs, affectifs, immatériels du travail humain qui constituent cette source première. Le « nouvel esprit du capitalisme » demande au travailleur d'être inventif, créatif, imaginatif, de savoir communiquer et coopérer avec ses collaborateurs, de savoir fonctionner efficacement dans un collectif, de pouvoir collecter, analyser et synthétiser des corpus de données complexes, ce qui renvoie aux problématiques de l'économie des industries dites « créatives ». Les travailleurs postfordistes – qui opèrent le plus souvent « en réseau » et « par projet » (Boltanski & Chiapello, 1999) – sont ainsi appelés à mettre la totalité de « leur personne » au service de l'entreprise : leur implication subjective – leur capacité à s'autonomiser et à s'autogérer – peut alors être captée et mise au service du Capital. La captation de cette « production de soi » apparaît au fondement des sciences contemporaines du management, ce dernier n'étant rien d'autre qu'une machine à rendre les individus « opérationnels », les considérant strictement comme un capital humain (Petitet, 2008).

Gorz insiste pour montrer que cette « production de soi » est d'abord circonscrite par le cadre utilitariste de la firme : s'il veut dépasser ce carcan organisationnel réifiant, le sujet s'avère contraint de construire son autonomie à travers un processus de subversion à l'égard du diktat aliénant de l'entreprise. Negri, en prolongeant une analyse de Marx tirée des *Grundrisse* (1857-1858), anticipant le rôle névralgique de la connaissance comme force productive dans le développement du capitalisme, dépeint la « mobilisation paradoxale » de la subjectivité autonome du travailleur (voir, pour une extension de cette idée dans le contexte d'Internet,

Proulx *et al.*, 2011) :

(...) Créer de la valeur, aujourd'hui, c'est mettre en réseau les subjectivités et capter, détourner, s'approprier ce qu'elles font de ce commun qu'elles inaugurent. Le capitalisme a aujourd'hui besoin des subjectivités, il en est dépendant. Il se retrouve donc enchaîné à ce qui, paradoxalement, le mine : parce que la résistance, l'affirmation de la liberté intransitive des hommes, c'est précisément faire valoir la puissance d'invention subjective, sa multiplicité singulière, sa capacité à produire, à partir des différences, du commun (Negri, 2010, p. 291).

Gollain (2010) propose une interprétation contrastée de ces deux positions analytiques. Negri (1996) et Moulier Boutang (2007) adopteraient une posture supposant une *adaptation alternative* aux transformations « cognitives » du capitalisme, posant d'emblée la subjectivité du travailleur comme porteuse d'une « puissance subjective inventive » capable de faire muer le mode de production en même temps qu'elle participe à le reproduire : « le sujet anti-capitaliste s'autoconstitue d'emblée comme pouvoir alternatif » mais tout en se situant à l'intérieur du mode de production. Gorz nous invite au contraire et plus radicalement à *sortir du capitalisme* : l'avènement d'un « capitalisme cognitif » signifie précisément la crise et la faillite du système ainsi que son incapacité à dépasser cette crise ultime. L'orientation politique radicale de Gorz coïncide avec la formulation d'une utopie post-marchande. Il reste que la catégorie de la « subjectivité » comme celles des processus de subjectivation/objectivation/dé-objectivation demandent à être mieux définies et approfondies, en particulier dans le cadre d'une philosophie politique, qu'elle soit réformiste ou révolutionnaire. Le « nouveau sujet du capitalisme » (Laval, 2011) semble osciller – en permanence et paradoxalement – entre les horizons respectifs de l'aliénation et de l'émancipation. L'agenda de recherche proposé par Gorz suppose aussi un approfondissement du paradoxe de la marchandisation du travail immatériel parce que ce processus pose problème du fait du caractère difficilement mesurable de l'immatériel :

La connaissance, à la différence du travail social général, est impossible à traduire et à mesurer en unités abstraites simples. Elle n'est pas réductible à une quantité de travail abstrait dont elle serait l'équivalent, le résultat ou le produit. Elle recouvre et désigne

une grande diversité de capacités *hétérogènes*, c'est-à-dire *sans commune mesure* (Gorz, 2003, p. 33-34).

## **Conclusion : de la critique des TIC aux perspectives de l'agir politique**

Au prisme des réflexions précédentes, quelles résonances ce couple conceptuel – opposant, d'une part, une posture d'adaptation « alternative » aux transformations du mode de production, et d'autre part, la posture radicale utopique d'une « sortie du capitalisme » – peut-il avoir quant à la refondation d'une critique politique des technologies de l'information et de la communication (TIC) que nous pourrions formuler aujourd'hui ? Comment la critique politique des TIC peut-elle nous aider non seulement à penser la mutation du mode de production mais aussi à imaginer plus radicalement une sortie du capitalisme à travers l'élaboration de formes nouvelles de l'agir politique?

Nous suggérons de prendre comme point de départ l'analyse des pratiques des développeurs du logiciel libre (pour un travail ethnographique plus approfondi, voir Proulx *et al.*, 2008). Cette porte d'entrée est empruntée par certains des penseurs que nous avons cités au fil de cet article. Ces auteurs nous invitent à réfléchir sur le rôle des collectifs du logiciel libre. D'un côté, les tenants de la thèse du capitalisme cognitif mettent de l'avant l'idée que ce mouvement des communautés du libre constituerait de nouveaux espaces de création et de coopération en réseau s'instituant comme alternative au marché et à l'État. On reste ici, toutefois, relativement prisonniers d'une posture d'adaptation aux changements apportés par les industries numériques. André Gorz décrit, quant à lui, ces communautés du libre comme des groupes de « dissidents du numérique ». Il inscrit cette dissidence dans le fil d'une démarche révolutionnaire orientée vers l'abolition des rapports sociaux marchands, voire même l'abolition de la catégorie « marchandise ». Ces communautés constitueraient une avant-garde prospective expérimentant au présent la vie future d'un monde débarrassé du

capitalisme et de l'univers marchand. Nous serions ici devant l'horizon de l'utopie post-marchande, d'une *rupture catégorielle* invitant à sortir du capitalisme.

Comment passer d'une critique des technologies – qui était le point de départ de mes réflexions – à une explicitation de perspectives politiques pensées au prisme des TIC ? (voir Goldenberg & Proulx, 2011). Que sont aujourd'hui les principales formes de l'agir politique qui cherchent à se définir au regard d'un usage et d'une appropriation des technologies de l'information et de la communication ? La première forme d'agir concerne les actions visant à favoriser l'accessibilité et l'appropriation sociale et personnelle des technologies. Au Québec, un groupe communautaire tel que *Communautique* est emblématique de ce genre d'approche auprès des milieux populaires (Proulx *et al.*, 2008). Une deuxième forme d'agir politique coïncide avec les pratiques de détournement symbolique des récits, des images et des discours associés aux technologies. On pourrait parler ici d'une *subversion douce*. Pensons par exemple au groupe canadien *Adbusters* qui travaille dans ce sens. Pour prolonger mon interprétation précédente, nous serions, avec ce second type d'orientation des actions, dans une forme d'accompagnement (adaptation) des transformations du capitalisme contemporain. Les pratiques de détournement symbolique se trouveraient ainsi en résonance avec une lecture des mutations en termes de capitalisme cognitif. Finalement, la troisième forme d'agir politique se trouverait du côté des actions des «dissidents du numérique». Dans le prolongement des analyses de Gorz, ces actions numériques dissidentes (logiciel libre, *WikiLeaks*, *Anonymous*) seraient intéressantes à suivre du fait de leur connexion avec l'utopie post-marchande et, ultimement, avec l'appel pour une sortie du capitalisme. Or, cette dernière forme d'agir politique appelle un nouveau programme de recherche : les acteurs du logiciel libre ne seraient-ils pas eux-mêmes rien d'autre que des experts? Ils mobilisent et maîtrisent en effet un corpus important de savoirs experts en TIC et en informatique pour parvenir à la réalisation de leurs projets. Le capitalisme contemporain opèrerait ici une habile ruse, faisant

apparaître les acteurs du libre comme l'avant-garde d'une sortie du capitalisme alors que ces acteurs seraient eux-mêmes « dominants » dans la mesure où leur savoir leur donnerait une position de pouvoir dans le monde des réseaux et de l'Internet.

## Bibliographie

Aigrain, P. (2005). *Cause Commune. L'information entre bien commun et propriété*. Paris : Fayard.

Boltanski, L. et Chiapello, E. (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard.

Breton, P. et Proulx S. (2012). *L'explosion de la communication. Introduction aux théories et aux pratiques de la communication* (quatrième édition). Paris : La Découverte.

Castells, M. (1998). *La société en réseaux*. Paris : Fayard.

Gollain, F. (2010). L'apport d'André Gorz au débat sur le capitalisme cognitif. *Revue du Mauss*, 35, 541-558.

Goldenberg, A. et Proulx, S (2011). L'agir politique au regard des technologies de l'information et de la communication. *Globe, revue internationale d'études québécoises*, 14 (1), 99-120.

Gorz, A. (1997). *Misères du présent, richesse du possible*. Paris : Galilée.

Gorz, A. (2003). *L'immatériel*. Paris : Galilée.

Gorz, A. (2004). *Connaissance, valeur et capital*, version refondue et augmentée de *L'immatériel*, n'existant qu'en langue allemande.

Gorz, A. (2007). Misère du présent, richesse du possible, entretien avec Vercellone, C., Dieuaide, P. et Peronnet, P. *Multitudes*, 18 juin 2007. Repéré à [http://multitudes.samizdat.net/spip.php?page=imprimer&id\\_article=379](http://multitudes.samizdat.net/spip.php?page=imprimer&id_article=379)

Laval, C. (2011). Le nouveau sujet du capitalisme. *Revue du Mauss*, 38, 413-427.

Machlup, F. (1962). *The Production and Distribution of Knowledge in the United States*. Princeton (NJ) : Princeton University Press.

Marx, K. (1980). *Manuscrits de 1857-1858 (Grundrisse)*, 2 tomes. Paris : Éditions Sociales.

Moulier Boutang, Y. (2003). *L'immatériel* d'André Gorz. *Multitudes*, 9 septembre 2003. Repéré sur <http://multitudes.samizdat.net/L-immateriel-d-Andre-Gorz>.

- Moulier Boutang, Y. (2007). *Le Capitalisme cognitif : la nouvelle grande transformation*. Paris : Éditions Amsterdam.
- Negri, A. (1996). *Marx au-delà de Marx*. Paris : L'Harmattan.
- Negri, A. (2010). *Inventer le commun des hommes*. Paris : Fayard.
- Nora, S. et Minc, A. (1978). *L'informatisation de la société*. Paris : Seuil.
- Paulré, B. (2009). Introduction au capitalisme cognitif. *Séminaire*, 24 novembre 2009. Repéré sur <http://seminaire.samizdat.net/spip.php?article84>
- Petit, V. (2008). L'organisation, charnier de chiffres. *MEI (Médiation et Information)*, 28, 119-128.
- Porat, M. (1977). *The Information Economy : Definition and Measurement*, Washington : Ministère du Commerce, Bureau des télécommunications.
- Proulx, S., Couture, S. et Rueff, J. (2008). *L'action communautaire québécoise à l'ère numérique*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Proulx, S., Heaton, L., Kwok Choon, M.J. et Millette, M. (2011). Paradoxical empowerment of producers in the context of informational capitalism. *New Review of Hypermedia and Multimedia*, 17 (1), 9-29.
- Proulx, S. (2012). Les réseaux sociaux numériques : questions, enjeux, paradoxes. Dans : Delcroix, E., Proulx, S. et Denouël J., *Les réseaux sociaux sont-ils nos amis?* (69-106). Paris : Le Muscadier.

**Le conflit, la signification, la norme :**  
**penser les approches critiques**  
**pour l'étude de la mondialisation de la production artistique**

**Guillaume Sirois**

Lorsque vient le temps d'établir une définition de ce que constitue la critique dans le travail universitaire, deux définitions semblent d'abord venir à l'esprit. Ce sont les deux premières définitions qui nous sont proposées par les organisateurs du présent colloque. Il s'agit dans un premier temps d'un travail épistémologique qui se propose de s'interroger sur les systèmes du savoir pour en dégager les possibilités et les limites. Ce travail pousse naturellement vers une perspective critique puisqu'elle permet de prendre une certaine distance par rapport au travail intellectuel. Il s'agit ni plus ni moins que d'utiliser un système de pensée pour réfléchir sur un autre.

La seconde conception qui semble également largement acceptée est celle qui trouve ses racines philosophiques dans le marxisme et qui s'est développée notamment à la suite des travaux de l'École de Francfort. Cette seconde compréhension du terme engendre donc un travail qui cherche à décrire, comprendre et analyser les mécanismes d'oppression et de domination de la société moderne. Cette tradition de recherche critique aura donc permis l'élaboration de théories sociales qui ont considéré d'abord les rapports entre les classes, puis les rapports de la majorité avec les différentes minorités (sexuelles, ethniques ou autres). Bien que plusieurs courants intellectuels issus de cette mouvance aient pris leurs distances par rapport à l'orthodoxie

marxiste, ces travaux critiques continuent de révéler les inégalités sociales dans l'espoir d'un changement de la situation et d'une émancipation des victimes de cette discrimination.

Le dénominateur commun de ces deux définitions est sans aucun doute la fonction de jugement qui est intrinsèque à la critique universitaire. Si l'épistémologie comporte une dimension critique, c'est bien pour discriminer entre différentes affirmations, pour discuter des paramètres à l'intérieur desquels une affirmation est recevable et pour poser un jugement sur la manière dont on parvient à la connaissance. De manière similaire, la critique sociale se donne aussi pour mandat de poser un jugement, que l'on pourrait qualifier cette fois d'éthique, qui permet d'évaluer dans quelle mesure les structures sociales permettent aux êtres humains d'atteindre des idéaux préétablis. C'est sur la base de tels jugements que l'on pourra formuler des prescriptions quant à la conduite à adopter pour corriger la situation. Or, à ces jugements épistémologiques et éthiques, il convient d'ajouter une autre forme de jugement lorsque l'on parle des œuvres d'art : le jugement esthétique, qui s'incarne dans la critique artistique.

### **Une troisième forme de critique : la critique artistique**

Cette troisième forme de critique regroupe un ensemble d'activités intellectuelles qui visent à décrire, comprendre et analyser les œuvres d'art afin d'émettre un certain nombre de commentaires sur leurs significations. À chacune des disciplines artistiques correspond en effet une discipline universitaire qui s'intéresse à ces œuvres d'un point de vue théorique et critique. Ainsi, les historiens de l'art discutent des arts visuels, pendant que les littéraires commentent les œuvres écrites et que les spécialistes en études cinématographiques débattent à propos des œuvres filmiques. Ainsi, pour chacun des médiums artistiques, des commentateurs universitaires posent des jugements esthétiques qui portent en général autant sur la forme donnée à l'œuvre que sur son

contenu. Cette activité intellectuelle permet à la fois de comprendre les structures qui forgent l'œuvre et de départager les œuvres entre elles et ainsi établir des classements. C'est là la base du savoir d'un ensemble de disciplines universitaires que l'on regroupe habituellement sous le vocable de « lettres » ou plus anciennement d' « humanités ».

Cette forme de critique semble demeurer la grande absente des travaux critiques en communication. Pourtant, cette discipline universitaire s'intéresse depuis plusieurs décennies déjà à la production artistique, ou à tout le moins à une certaine portion de la production artistique. En effet, Nestor Garcia Canclini (2010) note dans les premières pages de son livre *Cultures hybrides* que le monde universitaire a adopté une « conception en feuilleté » quant à l'étude des arts, dans laquelle les différentes disciplines se sont partagé, de manière passablement hermétique, l'objet artistique. Les arts savants ou la culture « cultivée » sont généralement étudiés par l'histoire de l'art ou la littérature, alors que les arts populaires retiennent plutôt l'attention de l'anthropologie et des spécialistes du folklore. Les études en communication, quant à elles, sont sans doute la plus récente addition à ce modèle. Elles se sont saisies d'un nouvel objet artistique qui apparaissait en même temps qu'elles, c'est-à-dire la production artistique de masse. Or, ce découpage disciplinaire, avec lequel Garcia Canclini nous invite d'ailleurs à rompre, n'entraîne pas seulement une distribution de l'objet artistique dans différentes facultés universitaires, mais aussi des perspectives théoriques fort différentes d'une discipline à l'autre.

Aussi, nous désirons ici montrer comment les travaux critiques en communication s'élaborent la plupart du temps en silo par rapport aux travaux élaborés par les disciplines universitaires associées aux lettres, qui s'annoncent pourtant comme étant tout aussi « critiques ». Comme les croisements entre ces disciplines ne se font que trop rares, l'articulation entre ces deux types de travaux critiques demeure pratiquement inexistante. Autrement dit, nous souhaitons ici proposer quelques réflexions qui sont de l'ordre de la critique épistémologique à propos de la critique

sociale et des rapports qu'elle entretient avec la critique artistique, lorsque vient le moment d'aborder la question de la mondialisation de la production artistique.

Avant de nous livrer à ces réflexions, il semble nécessaire de procéder à quelques remarques préliminaires sur ce que nous entendons par l'expression « mondialisation de la production artistique ». Nous définirons simplement la mondialisation comme étant l'accélération des échanges politiques, économiques et culturels entre différentes régions du monde. Cette accélération, qui marque la fin du 20<sup>e</sup> et le début du 21<sup>e</sup> siècle, est généralement attribuée à une plus grande connectivité entre les régions du monde suite aux avancées technologiques dans le domaine de la communication et à un accroissement des flux internationaux d'individus (Bennett, *et al.*, 2005, p. 146-150). Cette mondialisation a donc eu des conséquences majeures sur de très nombreuses activités humaines, incluant la production artistique. Nous choisissons donc de parler ici de production artistique, et non pas de production culturelle comme c'est le plus souvent le cas dans les études en communication, afin de circonscrire davantage l'objet d'étude. En effet, les définitions du terme « culture » ont tendance à être très englobantes et incluent dans certains cas presque tous les aspects de la vie humaine, des croyances aux comportements en passant par les lois ou l'organisation de la société (Bennett et al., 2005, p. 63-69). C'est pourquoi nous choisissons plutôt de parler ici de la « production artistique » que nous définissons toutefois de manière très large comme étant toute production humaine qui a pour particularité première de porter une signification symbolique. Cela inclut donc l'ensemble des disciplines artistiques mais aussi, et surtout, l'ensemble de la production dans chacune de ces disciplines sans distinction quant à leur statut « savant », « populaire » ou « de masse ».

En raison de la mondialisation, les cultures nationales, que l'on a considérées être, jusqu'à une certaine époque, relativement homogènes, se sont donc trouvées entre elles en contact plus fréquent, voire permanent, ce qui a bien sûr eu des conséquences majeures sur leur

développement. Les productions artistiques, comme tout autre objet culturel, sont donc devenues de plus en plus métissées, hybrides, au confluent d'influences diverses.

### **Foucault et les savoirs sur l'homme**

Afin d'étudier les phénomènes liés à la mondialisation dans le secteur des arts, différentes approches ont été développées par le monde universitaire, les études critiques en communication étant bien souvent à l'avant-poste de ce nouveau sujet d'étude. Le travail archéologique de Michel Foucault (1990) offre de riches pistes de réflexion pour l'analyse que nous proposons de mener ici sur ces différentes approches. En effet, après avoir étudié les différentes épistémès qui ont marqué la culture occidentale au cours des derniers siècles, le philosophe conclut que le domaine de la connaissance sur l'humain est couvert « sans résidu » par trois couples : la signification et le système; la fonction et la norme; le conflit et la règle.

En première analyse, nous pourrions dire que ces trois couples décrivent trois perspectives différentes qui ont été adoptées par les universitaires lorsque vient le temps d'analyser les œuvres d'art. En effet, l'une des plus anciennes attitudes consiste certainement à s'intéresser aux œuvres d'art pour leur fonction première, qui est de signifier. Ainsi, les travaux universitaires associés aux « lettres », ceux menés par les historiens de l'art et les littéraires par exemple, se sont attardés à l'étude de la signification des œuvres, la plupart du temps à celle des œuvres dites « cultivées » ou « savantes ». À partir de leurs études, ils ont créé des systèmes de classement et d'interprétation du langage visuel, littéraire ou filmique. Ainsi, le travail de ces intellectuels aura été, pour une très longue période à tout le moins, de déterminer la position qu'occupe une œuvre d'art particulière par rapport à ces systèmes et ainsi d'en dégager l'originalité au regard d'un corpus donné.

Par ailleurs, d'autres universitaires se sont intéressés pour leur part aux objets symboliques pour leur fonction à l'intérieur de rites, de cérémonies et de fêtes. Une grande partie du travail des pionniers de l'anthropologie a été consacré à cette tâche. Ainsi, leurs études ont pu mener à la caractérisation de certains objets d'art populaire comme étant représentatifs d'une tradition ou d'une autre.

Ces deux perspectives très contrastées (celle de l'histoire de l'art et celle de l'anthropologie) ont d'ailleurs donné naissance à deux types d'institutions culturelles fort différentes dans leurs rapports aux objets qu'elles collectionnent. Ainsi, les musées d'ethnographie cherchent traditionnellement la pièce emblématique d'une culture donnée, pendant que le musée d'art cherche plutôt la pièce originale qui s'écarte des canons attendus (Clifford, 1988).

Le troisième couple de Foucault, le conflit et la règle, était tout désigné pour étudier des œuvres artistiques qui, dès leur apparition, ont été décrites comme étant subordonnées au marché. Ainsi, les études en communication, et particulièrement les travaux en économie politique, ont abordé ces œuvres en développant un appareil conceptuel permettant d'étudier dans quelle mesure la production de celles-ci est contrôlée par des impératifs économiques et les structures de domination qui en résultent. C'est à partir de ces études qu'il devenait notamment possible de faire des recommandations sur les politiques à adopter et sur les règles à mettre en place, au niveau national, pour soustraire l'art à certains diktats du marché, ou encore, au niveau international, pour favoriser l'émergence d'un nouvel ordre mondial plus juste et plus respectueux de la diversité culturelle.

Évidemment, comme le reconnaît Foucault lui-même, ces catégories ne sont pas hermétiques et les croisements ont été nombreux. Par exemple, les cultural studies ont cherché à faire tomber les barrières existantes entre les arts de l'élite et les arts populaires, notamment en important l'appareil théorique développé par les lettres pour analyser « sérieusement » le contenu de l'art

populaire ou de l'art de masse. *A contrario*, certaines études que l'on rattacherait plutôt à la sociologie de l'art ont interrogé les conditions économiques ou sociales dans lesquelles les œuvres traditionnellement associées à l'élite sont produites et consommées (Bourdieu, 1979). On pourrait encore ajouter à cela que la critique philosophique articulée par l'École de Francfort à propos de la culture de masse repose d'abord et avant tout sur la fonction de l'art dans la société et s'établit au regard d'une norme qui considère l'art comme devant être soustraite aux impératifs du marché (Marcuse, 1978).

Comme le rappellent Michèle et Armand Mattelart (2004), l'économie politique des communications a représenté une proposition radicalement différente à ses débuts. Il s'agissait essentiellement de rompre avec l'héritage des lettres, et particulièrement avec la sémiologie, qui se contente trop souvent d'une lecture du texte (écrit, visuel, sonore, etc.) sans prendre en compte les déterminants économiques, sociaux ou politiques qui contribuent à donner à l'œuvre sa forme. Il s'agissait donc de ne plus se limiter à une perspective uniquement esthétique (Miège, 2005, p. 43) lorsqu'il s'agit d'étudier la culture de masse conçue comme un produit commercial sur lequel les impératifs du marché ont une incidence considérable. Ainsi, l'économie politique de la communication a pris une importance considérable dans l'analyse des rapports qu'entretiennent les différentes régions du monde quant à leur production artistique. Cette tradition de recherche aura bien sûr donné naissance à la célèbre notion d'impérialisme culturel développée par Herbert Schiller (1976).

Si cette notion est aujourd'hui tempérée, voire contestée, de nombreuses études en économie politique continuent de se développer autour du couple conflit/règle. Les études qui se concentrent sur la détention des capitaux nécessaires au financement de projets artistiques d'envergure (Bouquillion, 2008), ou encore celles qui suggèrent que nous sommes face à une nouvelle division internationale du travail culturel (Miller, 2007, p. 50-53), ont permis de révéler

certains centres géographiques comme étant des pôles d'attraction qui concentrent le pouvoir de décision quant aux œuvres artistiques produites dans le monde. Toutefois, comme le souligne Jim McGuigan (2004), ces études en économie politique ont très peu, sinon rien à dire sur le contenu des œuvres. Cette affirmation semble concorder avec celle de John Tomlinson (1991) lorsqu'il soutient que l'effet de la concentration du pouvoir culturel sur les œuvres elles-mêmes et sur leur contenu demeure, la plupart du temps, non questionné par les études qui adoptent uniquement une perspective d'économie politique.

En parallèle de ces études en économie politique, les lettres continuent pour leur part à poursuivre leur travail sur la signification des œuvres. On y mène des études sur les influences de certaines formes artistiques développées dans une région du monde sur d'autres formes développées dans d'autres régions du monde. Le champ est désormais élargi pour inclure ce qui est parfois qualifié de « genre impur » (la bande dessinée, le graffiti, etc.)(García Canclini, 2010), mais la question de base n'a pas changé. Tout se passe donc comme si la mondialisation n'avait rien changé du tout à la manière dont ces disciplines conçoivent leur objet étude et leur méthodologie.

Ces critiques adressées aux deux perspectives sont bien sûr à la base d'un long combat que se mènent les tenants de l'économie politique et ceux des cultural studies. Jarrod Waetjen et Timothy A. Gibson (2007) soutiennent que le contentieux a souvent pris la forme de stéréotypes qu'ils résument ainsi :

Cultural studies scholars are often accused of losing themselves in jargon-filled analyses of text and discourse, thereby cutting their work off from the material forces that structure both media production and the contexts of reception. Political economists, for their part, are said to focus with single-minded ferocity on the consequences of for-profit ownership and commodification, thus neglecting studies of text and audience that might reveal spaces of contradiction within the circulation of cultural goods (Waetjen et Gibson, 2007, p. 3-4).

Une lecture de quelques-uns des textes marquants de ce débat montre rapidement que celui-ci a dépassé ces deux visions-clichés. Le débat entre les deux écoles de pensée a donné lieu à différents affrontements entre les deux camps sur les questions fondamentales que sont l'intérêt d'une théorie qui embrasse la totalité de l'espace social, la place que doit prendre l'économie dans cette théorie, le caractère déterminant de la base par rapport à la superstructure, l'importance de facteurs de domination autres que la classe (notamment le genre et l'ethnicité) et le rôle de l'intellectuel dans la mise au jour des structures de domination. Toutes ces questions demandent à chaque chercheur de se positionner, mais elles ont aussi contribué à embrouiller le débat.

En ramenant ce débat au modèle de Foucault, on peut dégager deux perspectives claires que sont le travail sur le conflit versus le travail sur la signification. Même si chacun doit répondre à l'ensemble des questions posées par le débat entre l'économie politique et les cultural studies, l'enjeu n'est pas tant de choisir son camp que d'utiliser les appareils conceptuels développés par l'un et l'autre pour étudier des problèmes complexes. C'est ce qu'exprime Lawrence Grossberg lorsqu'il affirme : « the point is not so much to choose between them, although one inevitably must do so, but define new forms of alliance and cooperation amongst them » (cité par Mosco, 2009, p. 211).

Si on cesse de penser les deux disciplines comme mutuellement exclusives (Miller, 2001), la question devient donc de savoir comment il est possible, dans le cas de la mondialisation des productions artistiques, de penser le conflit en même temps que la signification. Bien sûr, il ne s'agit pas seulement de mettre les deux types d'étude côte à côte, mais bien de les faire marcher ensemble. Il faut saisir les effets des relations de pouvoir sur le développement du contenu des œuvres ou, à l'inverse, penser la signification de l'œuvre comme une réponse aux relations de pouvoir en place. Si l'on revient à notre cadre de départ, il s'agirait donc d'articuler la critique sociale avec la critique artistique. Pour Waetjen et Gibson (2007, p. 5), le projet pourrait se

résumer ainsi : « taking textual meanings seriously, while at the same time situating such textual openings and closures within a diachronic, material analysis of contemporary media production and distribution ».

Les tentatives en ce sens ne sont pas nombreuses. À un niveau micro, il s'agit de procéder à une lecture interne d'un texte particulier et de relier cette analyse au réseau des relations de pouvoir dans lequel le texte en question s'inscrit. L'un des essais les plus célèbres en cette matière est certainement *How to read Donald Duck* (Dorfman et Mattelart, 1991), fruit de l'effort concerté d'un littéraire, Ariel Dorfman, et d'un spécialiste des communications, Armand Mattelart. Plus récemment, l'étude de Waetjen et Gibson (2007) sur le phénomène Harry Potter semble être du même ordre.

Pourtant, si l'on souhaite mener des études qui se détachent de textes particuliers pour adopter une perspective plus macroscopique, comment peut-on en arriver à marier les deux formes de critique ? Les tentatives sont encore plus limitées ici. Toby Miller (2001) suggère qu'il faut en arriver à un « political-economic-textual-anthropological account », alors que Janice Peck (2006) voit dans le travail de Jean-Paul Sartre, de Raymond Williams et de Maurice Godelier des possibilités pour le développement de ce qu'elle appelle « historical materialist theory of signification ». Si peu d'universitaires poursuivent de telles réflexions, c'est sans doute parce que le projet est vaste, voire vertigineux, il s'agit ni plus ni moins que de combiner ou de faire marcher ensemble les traditions recherches héritées des sciences sociales et des lettres (Mosco, 2009, p. 19-20).

## **La nation comme norme**

Si les études qui articulent une critique sociale et les études qui développent plutôt un critique artistique se sont régulièrement inscrites en antagonisme les unes par rapport aux autres, il semble toutefois qu'elles aient recours à un procédé similaire lorsque vient le temps de s'interroger sur le troisième pôle du modèle de Foucault, soit l'établissement de normes. En effet, dans ces deux traditions de recherche la question de l'appartenance nationale est demeurée une grille d'analyse fondamentale pour les deux perspectives. Par exemple, lorsque l'on analyse les flux de capitaux ou de travailleurs dans le domaine artistique, on cherche souvent à leur attribuer une nationalité de manière à montrer les inégalités qui marquent ces mouvements entre les différentes parties du monde. De manière similaire, les études qui cherchent à déterminer l'influence des formes artistiques produites dans une région du monde sur celles produites ailleurs le font souvent à partir d'une grille d'analyse nationale.

Ces cadres d'analyse sont d'ailleurs à la base des critères qui sont mis en place par les différentes politiques culturelles nationales pour déterminer la nationalité d'une œuvre. En effet, comme les produits artistiques sont de plus en plus développés par des équipes dont les membres sont de nationalités diverses, sont financés par des capitaux issus de différentes régions du monde, sont réalisés sur différents territoires et, enfin sollicitent des référents culturels divers, il a été nécessaire de mettre en place des règles claires pour la reconnaissance des produits culturels nationaux. À la suite d'une analyse comparative des mesures adoptées par différents pays, Peter S. Grant et Chris Wood (2004) concluent que ces systèmes imposent habituellement un savant mélange de ce qu'ils appellent des « critères industriels » (par exemple la provenance du financement et des travailleurs, le lieu de réalisation de l'œuvre, etc.) et des « critères culturels »

(c'est-à-dire des exigences quant au contenu et, dans de nombreux cas, quant à la langue dans laquelle l'œuvre est réalisée).

Plusieurs des auteurs qui réfléchissent aux meilleures méthodes à mettre en place pour étudier les phénomènes globaux insistent sur le fait qu'on ne peut se contenter d'utiliser les méthodes développées pour étudier les phénomènes nationaux. Il ne s'agit pas seulement de mettre en parallèle des réalités nationales différentes, mais plutôt de constater que les phénomènes globaux se produisent précisément dans une nouvelle sphère qui dépasse les cadres nationaux. C'est pourquoi, par exemple, Ulrich Beck (2006) nous invite à passer de ce qu'il appelle un nationalisme méthodologique à un cosmopolitanisme méthodologique.

Dans le domaine de la production artistique mondialisée, il devient de plus en plus difficile d'attribuer à une œuvre une nationalité « industrielle », pour reprendre le terme de Grant et Wood. La mobilité des travailleurs et des capitaux ou la pluralité des lieux de création d'une seule et même œuvre font de l'exercice un véritable tour de force qui conduit souvent à des incongruités. Or, il est certainement encore plus difficile de lui attribuer une nationalité « culturelle ». En effet, l'établissement d'un répertoire de formes artistiques dites nationales, à l'aide duquel on pourrait établir cette nationalité, repose nécessairement sur une conception de la culture nationale comme une entité homogène, figée dans le temps, qui ne représente qu'une partie de la population au détriment d'autres groupes. C'est pourquoi cette notion a été régulièrement contestée au cours des dernières décennies par un ensemble de groupes sociaux qui se considèrent exclus d'un tel assemblage (Yudice, 2003, p. 29).

Notre analyse, à partir du modèle de Foucault, des différentes formes d'approches critiques qui ont marqué la recherche sur les phénomènes de mondialisation de la production artistique nous permet de tirer deux conclusions. D'abord, que si l'on souhaite avoir une compréhension approfondie de l'effet de la mondialisation sur la production artistique, il faut élaborer une

méthodologie de recherche qui permette d'articuler le travail sur le conflit avec le travail sur la signification. D'autre part, que l'effet de cette mondialisation de la production artistique ne saurait se mesurer sans un travail sur la norme qui remettrait en cause la grille d'analyse nationale de la production artistique. Une approche critique globale des phénomènes de mondialisation de la production artistique ne saurait faire l'économie d'un tel recadrage. Les sciences de la communication apparaissent par ailleurs comme l'un des lieux privilégiés pour procéder à un tel exercice puisque, historiquement, leur caractère interdisciplinaire a permis de relier les problématiques provenant de courants théoriques distincts (Miège, 2005). Cela leur confère une perspective critique naturelle si l'on convient, avec Gilles Deleuze et Félix Guattari (1991, p. 33) que « critiquer, c'est seulement constater qu'un concept s'évanouit, perd de ses composantes ou en acquiert qui le transforment, quand il est plongé dans un nouveau milieu ».

## **Bibliographie**

- Beck, U. (2006). *The cosmopolitan vision*. Cambridge, UK ; Malden, MA: Polity Press.
- Bennett, T., Grossberg, L., Morris, M. et Williams, R. (2005). *New keywords: a revised vocabulary of culture and society*. Malden, MA : Blackwell Pub.
- Bouquillion, P. (2008). *Les industries de la culture et de la communication : les stratégies du capitalisme*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Bourdieu, P. (1979). *La distinction : critique sociale du jugement*. Paris: Éditions de Minuit.
- Clifford, J. (1988). *The predicament of culture: twentieth-century ethnography, literature, and art*. Cambridge, Mass.: Harvard University Press.
- Deleuze, G. et Guattari, F. (1991). *Qu'est-ce que la philosophie?* Paris: Éditions de Minuit.
- Dorfman, A. et Mattelart, A. (1991). *How to read Donald Duck : imperialist ideology in the Disney comic*. New York: International General.

- Foucault, M. (1990). *Les mots et les choses : une archéologie des sciences humaines*. Paris: Gallimard.
- García Canclini, N. (2010). *Cultures hybrides : stratégies pour entrer et sortir de la modernité*. Québec : Presses de l'Université Laval.
- Grant, P. S. et Wood, C. (2004). *Blockbusters and trade wars: popular culture in a globalized world*. Vancouver: Douglas et McIntyre.
- Marcuse, H. (1978). *The aesthetic dimension: toward a critique of Marxist aesthetics*. Boston: Beacon Press.
- Mattelart, A. et Mattelart, M. (2004). *Histoire des théories de la communication*. Paris : Édition la Découverte.
- McGuigan, J. (2004). *Rethinking cultural policy*. Maidenhead: Open University.
- Miège, B. (2005). *La pensée communicationnelle*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Miller, T. (2001). *Global Hollywood*. London: British Film Institute.
- Miller, T. (2007). *Cultural citizenship: cosmopolitanism, consumerism, and television in a neoliberal age*. Philadelphia: Temple University Press.
- Mosco, V. (2009). *The political economy of communication*. London: SAGE.
- Peck, J. (2006). Why we shouldn't be bored with the political economy versus cultural studies debate. *Cultural Critique*, 64, 92-126.
- Schiller, H. I. (1976). *Communication and cultural domination*. White Plains: International Arts and Sciences Press.
- Tomlinson, J. (1991). *Cultural imperialism: a critical introduction*. London: Pinter Publishers.
- Waetjen, J., et Gibson, T. A. (2007). Harry Potter and the commodity fetish: activating corporate readings in the journey from text to commercial intertext. *Communication and Critical/Cultural Studies*, 4(1), 3-26.
- Yudice, G. (2003). *The expediency of culture: uses of culture in the global era*. Durham: Duke University Press.

## **Quatrième partie :**

### **Théorie critique, science et réflexivité**

## Pour une recherche critique en communication dans le champ de l'éducation populaire

Nathalie Boucher-Petrovic

Force est de constater la relative absence de travaux scientifiques consacrés à l'éducation populaire en France et, plus particulièrement, au lien entre éducation populaire et communication. D'une part, les thèses effectivement consacrées à l'éducation populaire portent souvent sur un mouvement d'éducation populaire spécifique<sup>1</sup>. D'autre part, la grande majorité des textes disponibles est issue des acteurs eux-mêmes et se caractérise le plus souvent par une approche militante. Quant aux (rares) travaux scientifiques dans ce domaine, ils adoptent généralement une approche exclusivement historique ou appartiennent au domaine de recherche plus large des associations et de l'animation socioculturelle, de la formation des adultes ou de la pédagogie. De plus, il existe très peu de recherches scientifiques sur les enjeux actuels de l'éducation populaire<sup>2</sup>, hormis quelques revues qui y ont dédié un numéro spécial (Verrier, 2005 ; Richez, 2007) et certains ouvrages qui y ont consacré quelques développements (Bourriau, 2001 ; Maurel, 2000 ; Mignon, 2007). De la même manière, il n'existe quasiment aucune publication scientifique d'envergure sur les relations entre les médias et l'éducation populaire<sup>3</sup>. Celles-ci font l'objet de quelques revues

---

<sup>1</sup> Celles de Jean Bourriau (1997), de François Rousseau (2004) et plus récemment, d'Alexia Morvan (2011) et de Frédéric Chateigner (2012) faisant exception. À noter que la thèse d'Alexia Morvan relève de la recherche-action et plaide pour une éducation populaire politique. Par ailleurs, la thèse de Frédéric Chateigner ne s'intéresse pas aux organisations, ni aux pratiques, mais à l'éducation populaire comme « formule » au sens de l'analyse de discours dont il étudie les évolutions depuis le 19<sup>e</sup> siècle.

<sup>2</sup> Nous mentionnerons toutefois ici la thèse de Frédéric Chateigner (2012) en science politique, bien que les modalités de relance de l'éducation populaire qu'il mentionne pour la période récente (1990-2000) reprennent celles que nous avons analysées dans notre thèse soutenue en 2008 (à l'exception de ce qui concerne les médias et la communication ; problématiques auxquelles l'auteur ne s'intéresse pas).

<sup>3</sup> Notons toutefois l'ouvrage récent dirigé par Françoise F. Laot (2010), bien qu'il soit consacré spécifiquement à l'image et au champ plus large de la formation des adultes.

de mouvements d'éducation populaire et, au-delà, de quelques (rares) témoignages de praticiens, issus de mouvements ou d'institutions d'éducation populaire, qui portent souvent sur un média en particulier.

À travers une démarche réflexive sur nos travaux concernant l'éducation populaire<sup>4</sup> en France abordée dans une perspective communicationnelle, nous proposons dans ce texte de mettre en lumière la dimension critique de ces travaux et de les situer dans le champ de la recherche critique en communication. Nos recherches sur l'éducation populaire (Boucher-Petrovic, 2008a) sont en effet marquées par plusieurs éléments qui caractérisent, selon nous, ce que peut être une approche communicationnelle et critique de ce champ, en termes de démarches et de méthodologies d'une part, d'objets et de terrains d'autre part (1). Nous aborderons ensuite l'apport de cette approche critique pour l'étude de ce champ et pour les Sciences de l'information et de la communication (2). Enfin, nous évoquerons le lien entre travail universitaire et monde social, à travers notre rapport au terrain, et la fonction sociale de nos travaux (3).

---

<sup>4</sup> En France, l'éducation populaire s'inscrit dans une longue tradition républicaine et socialiste ; elle est portée par des mouvements - principalement de grandes fédérations - depuis le 19<sup>e</sup> siècle. S'il s'agit bien d'organisations militantes - distinctes des mouvements sociaux - ces mouvements se distinguent par leur objectif d'éducation des individus dans une perspective d'émancipation. De la même manière, s'ils s'apparentent souvent à des mouvements d'idées, ils ont la particularité de toujours chercher à s'incarner dans des pratiques, des actions et des activités. Ainsi, au-delà d'un projet historique et d'un champ constitué de fédérations et d'institutions publiques (comportant aujourd'hui également de nouveaux acteurs), l'éducation populaire renvoie à une démarche émancipatrice caractérisée par des formes d'expression et d'action collectives, un mode de socialisation par le groupe, une valorisation du militantisme et de l'engagement, ainsi qu'une promotion sociale individuelle et collective. Précisons toutefois que toute l'éducation populaire n'est pas historiquement tournée vers un projet de société collectif : à bien des égards elle a aussi servi et sert encore les principes d'une émancipation individuelle, voire d'un « développement personnel ».

## **1. Recherche critique en communication dans le champ de l'éducation populaire : démarche, objets et terrains**

Nous évoquerons tout d'abord quelques pistes générales concernant la démarche scientifique qui a guidé nos recherches, puis nous aborderons de manière plus précise les objets et terrains sur lesquels nous l'avons menée et la manière dont nous l'avons fait.

### **1.1 Démarche scientifique**

La dimension critique de nos travaux est d'abord liée à la démarche scientifique que nous avons adoptée et qui nous semble correspondre aux exigences d'une recherche critique dans ce champ. Nous en donnerons ici les principales caractéristiques que nous commencerons par résumer. La recherche critique en communication nécessite d'abord d'articuler des dimensions généralement appréhendées séparément, cela plus encore dans le champ de l'éducation populaire qui se situe au croisement de plusieurs domaines (associatif, politique, culturel et socioculturel, etc.). Elle suppose aussi de penser les mutations et recompositions de ce champ en lien avec les mutations plus larges, autrement dit, de prendre en compte les phénomènes macrosociologiques qui y participent. Par ailleurs, la recherche critique nécessite d'appréhender la singularité de l'éducation populaire en France en la situant par rapport à d'autres traditions.

Objet protéiforme, l'éducation populaire est à la fois un projet (hétérogène), un champ (conflictuel) et un ensemble de pratiques et de discours (parfois contradictoires), qui cristallisent plusieurs dimensions : historique, sociale, politique, institutionnelle, idéologique, culturelle, éducative... Alors que ces dimensions sont généralement traitées séparément, la recherche critique suppose non seulement de les relier, mais également d'étudier dans le

même mouvement les discours, les représentations, les pratiques, les projets et les dispositifs, d’embrasser les niveaux micro, méso et macro et d’articuler les dimensions individuelles et collectives. Ainsi, nous avons constamment essayé d’établir des liens, d’articuler des objets et des dimensions qui sont souvent séparées et ce, d’abord en reliant les discours, les pratiques et les enjeux contemporains aux expérimentations et aux questionnements précédents dans une perspective diachronique. Cette approche généalogique concerne à la fois le projet de société de l’information<sup>5</sup>, celui de l’éducation populaire et le rapport aux médias et à la communication dans le champ de l’éducation populaire. La mise en lumière d’une tradition d’appropriation des médias relativement méconnue aura dès lors permis de révéler à la fois des continuités et des ruptures ; éclairant toutes deux les usages contemporains (tant de la référence à la société de l’information que des outils et médias numériques). Celles-ci rendent compte de la complexité de cette appropriation, des tensions et des points aveugles peu lisibles directement par les acteurs de terrain. Par ailleurs, la recherche considère les différentes dimensions de la société de l’information (idéologique, historique, politique, technique, etc.) et s’intéresse à l’ensemble des outils et des médias s’y rapportant (médias de masse, outils et médias numériques, etc.). De même, nous avons cherché à relier des thèmes généralement abordés de manière distincte tels que la société de l’information, les mutations de l’espace public, l’éducation populaire et l’animation socioculturelle, la démocratie participative, les politiques culturelles, etc.

Nous avons également tenté de penser dans le même mouvement les dimensions micro de certains terrains d’investigation, méso des stratégies d’acteurs et macro des logiques sociales à travers l’étude des mutations plus larges, de même que les dimensions individuelles et collectives (s’agissant d’institutions et de mouvements, mais aussi d’acteurs et de militants).

Les mutations de l’éducation populaire doivent en effet être analysées à l’aune des mutations

---

<sup>5</sup> En nous inspirant de la démarche généalogique et critique de Breton (1997) ; Breton et Proulx (2002) ; George et Granjon (2008) ; Mattelart (2001) ; Musso (1997) ; Neveu (2001).

plus larges qui participent d'un mouvement général de perte de légitimité des acteurs institués de l'éducation populaire et d'une réinterrogation du projet historique qu'ils défendent. Nous avons ainsi porté une attention particulière aux mutations de l'espace public médiatique (François et Neveu, 1999 ; Fraser, 2005 ; Habermas, 1992 ; Honneth, 2000 ; Miège, 1997 ; Taylor, 1999 ; Voirol, 2003), du lien social et du militantisme (Granjon, 2001 ; Ion, 2001 ; Lahire, 2004 ; Sue, 2001) et du programme républicain institutionnel aujourd'hui en déclin (Dubet, 2002). Si ces mutations remettent en cause le rôle, l'identité, les valeurs et les pratiques des acteurs institués de l'éducation populaire, elles leur offrent également, en leur soumettant de nouveaux défis, de nouvelles occasions de réinvestir leur mission.

Enfin, la recherche critique impose de situer l'histoire, les acteurs et les pratiques de l'éducation populaire en France par rapport à d'autres traditions, notamment en Belgique, en Scandinavie, au Québec et en Amérique latine<sup>6</sup>. Signalons à ce propos que les acteurs français se réfèrent quant à eux très peu à ces autres traditions<sup>7</sup> et qu'il n'existe pas de travaux scientifiques récents d'envergure dédiés à l'analyse comparative des traditions, des pratiques et des discours reliés à l'éducation populaire dans le monde.

## **1.2 Objets et terrains**

La dimension critique de nos travaux tient aussi aux objets étudiés et aux terrains investigués : discours sur la société de l'information et sur les médias d'une part, et pratiques liées à ces derniers dans le champ de l'éducation populaire d'autre part. Si cette analyse conjointe des discours et des pratiques a permis d'appréhender à la fois les représentations et les pratiques reliées à celles-ci, elle nous a aussi donné l'occasion d'observer la manière dont la question communicationnelle réinterroge le projet, les pratiques et les valeurs des acteurs de

---

<sup>6</sup> Mais sur ce point, notre analyse n'a pas été approfondie.

<sup>7</sup> Au niveau théorique, certains acteurs font référence aux travaux de Saul Alinsky (1971) ou Paulo Freire (1974).

l'éducation populaire et influe sur les rapports de pouvoir dans ce champ. La communication est donc considérée ici comme un révélateur des rapports de force et des mutations, en même temps qu'un objet de recherche à part entière sur un terrain spécifique qui n'a pas été, ou très peu, exploré jusque-là.

À travers les discours, qu'ils soient rapportés ou produits dans le cadre de la recherche, nous avons observé la manière dont les acteurs de l'éducation populaire se positionnent par rapport au projet de société de l'information et, plus généralement, par rapport aux médias et à la communication. En choisissant comme objet principal d'étude le discours des acteurs, notre approche considère le discours comme un espace symbolique de production, de légitimation et d'autolégitimation, comme un lieu de pouvoir et d'enjeux importants. Ainsi, dans l'usage de la référence au projet de société de l'information par certains acteurs de l'éducation populaire, nous avons examiné comment ceux-ci projettent leurs représentations et nous avons dévoilé celles qui sont dominantes et celles qui sont minoritaires, en tentant de penser dans un même mouvement discours, représentations, technologies et politique. L'appropriation des outils et médias s'accompagne en effet toujours de discours portant sur la communication et sur les médias, or ceux-ci sont empreints de stratégies discursives. Ces stratégies ne reflètent pas seulement les enjeux à l'œuvre, mais sont aussi le lieu de la confrontation : « ce par quoi, ce pour quoi on lutte » (Foucault, 1971, p. 12).

Notre objet d'étude secondaire s'attache aux pratiques, aux projets et aux dispositifs mis en œuvre par les acteurs de l'éducation populaire dans le domaine médiatique et ce, dans une perspective généalogique afin de les situer dans une continuité et, dans certains cas, afin de constater les ruptures existantes entre les expériences précédentes et actuelles. Ainsi, la mise en lumière d'une importante tradition d'appropriation des médias aura permis de comprendre que l'usage de la référence au projet de société de l'information dans ces milieux n'y est pas tout à fait fortuit (ni uniquement stratégique).

Concernant les terrains investigués, nos recherches ont porté à la fois sur les politiques institutionnelles/publiques d'éducation populaire, les acteurs officiellement en charge de l'éducation populaire, les acteurs émergents revendiquant cette notion et les autres acteurs ayant un lien avec l'éducation populaire. En effet, nous avons souhaité ne pas nous limiter aux politiques publiques ou aux acteurs institués. Par ce parti pris méthodologique, nous souhaitons mettre en lumière les représentations de chaque acteur se réclamant de l'éducation populaire, quels que soient son statut et sa position dans le champ, ce qui nous a permis de considérer, à côté des représentations dominantes, les représentations minoritaires. Rappelons qu'une de nos hypothèses concernait la réinterrogation du projet porté par les fédérations d'éducation populaire et la recomposition du secteur autour de nouveaux acteurs et de nouvelles orientations (altermondialisme, logiciels libres, biens communs, etc.).

## **2. Éducation populaire et communication : que peut la recherche critique et quels apports pour les SIC ?**

Comme nous l'indiquions en introduction, les recherches consacrées à l'éducation populaire française, notamment dans le champ des Sciences de l'information et de la communication (SIC), restent rares. Par ailleurs, cette notion et le champ qu'elle désigne manquent de visibilité dans la sphère publique ; la notion est surtout utilisée dans les milieux concernés, même si depuis quelques années, on peut observer un regain d'intérêt à son égard, tant dans les cercles militants (Cerqueus et Garnier-Lavalley, 2010 ; Cassandre/Horschamp, 2012) que dans l'espace public (Boucher-Petrovic, 2008a ; Chateigner, 2007). Nous tenterons ici d'esquisser quelques pistes répondant à deux interrogations complémentaires. D'une part, nous nous demanderons ce que peut apporter la recherche critique en communication à

l'examen des mutations et recompositions actuelles de l'éducation populaire. D'autre part, nous verrons dans quelle mesure cet examen peut s'avérer fertile pour les SIC.

## **2.1 Ce que la recherche critique a montré**

À travers deux axes d'analyse, d'une part la technique comme instrument de communication et d'éducation, et, d'autre part, la technique comme objet du politique, l'approche critique adoptée a permis de mettre en lumière les stratégies d'appropriation des techniques d'information et de communication (TIC) des acteurs de l'éducation populaire ainsi que les nouveaux enjeux qu'elles cristallisent en termes de participation à l'espace public et d'émancipation. Par ailleurs, tenter de comprendre dans quelle mesure la référence à la société de l'information peut constituer un levier de changement et un facteur de recomposition de ces milieux par les effets auto-réalisateurs produits est une problématique féconde. Cette approche favorise en effet une mise en perspective d'intentions philosophiques opposées par rapport à la société de l'information, à savoir, l'ambition libérale portée par la sphère industrielle et marchande et l'ambition émancipatrice revendiquée par les mouvements d'éducation populaire. Elle a permis d'identifier non seulement les convergences, mais également les divergences entre les deux projets, en adoptant une double perspective, d'une part une approche compréhensive afin de pénétrer dans le monde des acteurs engagés dans des actions dont ils n'anticipent pas toujours les effets et, d'autre part, une approche systémique qui resitue ces actions et leurs justifications dans le cadre de mutations plus larges.

Parce qu'il met en jeu des questions de légitimité historique et idéologique, le champ de l'éducation populaire est aussi un lieu de luttes de pouvoir ; cela est d'autant plus vrai qu'au moment de notre recherche, il est marqué par une crise (qui concerne avant tout les

mouvements historiques) et une volonté de redéfinition, voire de modernisation. La coexistence de plusieurs définitions de l'éducation populaire dans le champ « historique » interroge la légitimité de chacune d'entre elles, tandis que de nouveaux acteurs cherchent à donner d'autres orientations, en revendiquant plus particulièrement la dimension politique du projet (qui renvoie d'ailleurs aux origines de celui-ci), notamment à travers l'idée de transformation sociale. Comme l'a montré Bourdieu (1984), l'appartenance au champ implique des intérêts spécifiques et des rapports de force. Ceux qui monopolisent le capital spécifique dans un champ donné sont enclins à des stratégies de conservation et à la défense de l'orthodoxie, tandis que les moins pourvus de capital, qui sont souvent les « nouveaux venus », tendent à adopter des stratégies de subversion, celles de l'hérésie. Ainsi, les recompositions et redéfinitions autour de la question communicationnelle dans le champ de l'éducation populaire s'inscrivent-elles - et doivent être examinées - au prisme de ce mouvement plus large<sup>8</sup>.

Le projet de société de l'information cristallise les antagonismes entre les fédérations historiques - dont la légitimité par le passé est remise en cause - et de nouveaux acteurs qui bénéficient d'une autre forme de légitimité, ancrée dans des problématiques contemporaines et des modes d'organisation et d'action différents, spécifiques au « monde connexionniste » (Boltanski et Chiapello, 1999, p. 627). Si pour certains militants du secteur de l'éducation populaire, la référence à la société de l'information (d'ailleurs peu à peu abandonnée au profit de celle de société de la connaissance ou plus récemment de « société créative ») constitue une des voies de modernisation de leur projet, elle représente aussi une nouvelle occasion - mais pas la seule - de redéfinir le secteur. Dans le même temps, c'est aussi par la question

---

<sup>8</sup> Rappelons qu'à partir des années 1980, les grandes fédérations se sont inscrites dans un compromis avec le monde industriel et le monde marchand dont elles ont en partie adopté les logiques. Celles-ci ont dès lors été en tension avec les logiques spécifiques marquant leur appartenance au monde civique (Boltanski et Thévenot, 1991). On a pu observer qu'elles tendent aujourd'hui à rejoindre des modes d'action et des représentations propres à une cité par projets (figure du réseau, travail par projets, connexions, etc.) soutenue par les outils et les médias numériques (Boltanski et Chiapello, 1999).

médiatique que de nouveaux acteurs pénètrent ce champ et contribuent à sa recomposition (les militants du logiciel libre par exemple). Ainsi, à travers l'examen des enjeux liés à la communication, ce sont bien deux préoccupations qui ont été mises en lumière : une préoccupation philosophique et accessoirement politique qui concerne le renouvellement du projet et une préoccupation stratégique qui a trait à la maîtrise des rapports de force dans le champ.

Enfin, nos travaux ont mis en lumière la dimension plurielle du projet de l'éducation populaire, ainsi que les clivages existants au sein de ce champ. En effet, malgré l'existence de valeurs fédératrices, nos recherches ont montré que l'éducation populaire reste un champ hétérogène et pétri de conflictualité. À ce titre, la mobilisation du concept de champ (Bourdieu, 1984), issu de la sociologie critique, nous a été utile pour comprendre la controverse entre les orthodoxes et les hétérodoxes concernant la légitimité des acteurs et des orientations qu'ils souhaitent donner au projet historique dont ils se réclament. Cette analyse a également permis de saisir la spécificité des appropriations, ainsi que le rôle de la question communicationnelle dans les mutations à l'œuvre dans ce champ<sup>9</sup>. En effet, la communication, appréhendée à travers le discours sur la société de l'information et l'appropriation des outils et médias numériques, constitue à la fois un nouvel enjeu autour duquel les acteurs se positionnent et un révélateur des stratégies et ambitions de chacun d'eux. À ce titre, elle peut apparaître comme une épreuve constitutive au sens de Boltanski et Thévenot (1991) ; épreuve à travers laquelle se manifestent les conflits et inégalités entre les acteurs du champ, mais aussi les marges de résistance des acteurs par rapport au modèle dominant (celui de la société de l'information comme idéologie).

---

<sup>9</sup> Nos travaux rejoignent ainsi ceux menés au Québec par Proulx, Couture et Rueff (2008) concernant le renouvellement de l'action communautaire dans un contexte d'émergence des médias numériques.

## 2.2 Pistes pour la recherche critique en communication

S'il existe bien des recherches en Sciences de l'information et de la communication sur le militantisme et la communication (Blondeau, 2007 ; Cardon et Granjon, 2010 ; George, 2001 ; Granjon, 2001), les spécificités de l'éducation populaire française et, en particulier, les démarches singulières et relativement méconnues<sup>10</sup> qui s'y développent peuvent apporter des éclairages neufs sur certaines problématiques.

Si l'on envisage par exemple l'espace public comme un espace politique de délibération, il est intéressant de souligner à quel point la conflictualité revendiquée et travaillée par certains acteurs de ce champ, pour lesquels l'espace public ne doit pas être uniquement un espace pacifié et sécurisé mais constituer un espace public de confrontation, va bien dans le sens de la définition donnée par Paul Ricoeur d'un état démocratique comme :

Un État qui ne se propose pas d'éliminer les conflits mais d'inventer les procédures leur permettant de s'exprimer et de rester négociables. L'État de droit, en ce sens, est l'État de la libre discussion organisée (Ricoeur, 1986, p. 445).

Cette valorisation du conflit va de pair avec la réhabilitation des savoirs profanes qui y sont mobilisés par l'élaboration collective des savoirs dans des espaces publics pensés comme des laboratoires de la citoyenneté. Par ailleurs, loin de se limiter à la publicisation et la discussion, ces espaces publics mettent en œuvre des pratiques collectives dans lesquelles s'expérimentent différentes formes d'expression et de construction des savoirs. Ces démarches poussent ainsi à relativiser l'importance de la délibération rationnelle (Habermas, 1992) comme mode de participation à l'espace public et mettent en tension les critères généralement admis pour définir la notion de participation citoyenne (Blondiaux, 2001 ; Blondiaux et Fourniaux, 2011).

---

<sup>10</sup> Nous ne ferons pas ici l'exposé exhaustif de ces démarches, mais esquisserons quelques pistes de réflexion. Pour des analyses plus exhaustives – qui restent toutefois à développer – nous renvoyons notamment à notre thèse (Boucher-Petrovic, 2008a).

De même, la notion de démocratie culturelle (Passeron, 1991 ; Caune, 2006) est soumise à interrogation ; les acteurs historiques revendiquent dans l'ensemble le projet historique de démocratisation culturelle alors que les acteurs émergents lui opposent celui de démocratie culturelle qu'ils relient à un objectif de transformation sociale. L'idée de démocratie culturelle, parce qu'elle catapulte deux ordres différents - d'une part la démocratie (politique), d'autre part l'accès aux biens de l'esprit (dimension culturelle) - ne conduit-elle pas, soit à anesthésier le politique au nom d'un culturel universalisé, soit à politiser le culturel au nom d'une conception instrumentale de la culture ? L'idée d'accès démocratique à la culture ne reste-elle pas une idée valable et moins polysémique qui encourage à la recherche de la redéfinition de droits fondamentaux comme celle de « droits culturels » ou de dimensions culturelles des droits sociaux, civils et politiques ?

Par ailleurs, se situant au croisement du culturel, du social et du politique, l'éducation populaire réinterroge d'une manière inédite les enjeux socioculturels et sociopolitiques de « l'informatisation sociale », notamment sur des sujets tels que la fracture numérique, le militantisme connexionniste (Granjon, 2001), la société de l'information en tant qu'idéologie (George et Granjon, 2008), l'éducation aux médias et la formation à la culture numérique, les possibilités d'émancipation et les ambiguïtés du web 2.0 (Boucher-Petrovic et Combès, 2009 ; Boucher-Petrovic, 2011). Par exemple, la recherche a apporté certains éclairages sur la manière dont le projet de société de l'information est assimilé, objectivé, questionné, voire réorienté au sein de la société civile. L'examen critique de ce projet, de ses ascendances libérales et technocratiques, de sa part d'idéologie et de mythe, ne doit pas empêcher l'analyse des incarnations dans la société civile et des mutations que celles-ci peuvent générer.

D'une manière générale, l'ambition de la recherche a été d'examiner à la fois ce que la communication « fait » à l'éducation populaire et ce que l'éducation populaire « apporte » à la communication : dans notre cas, ce que le mythe de la société de l'information et les pratiques

qui s'en réclament génèrent dans le champ de l'éducation populaire (c'est-à-dire les incarnations du projet) et ce que l'appropriation de ce projet dans ce champ révèle du projet de société de l'information lui-même. Cela nous semble être une perspective critique féconde au vu des résultats que nous avons pu obtenir (Boucher-Petrovic, 2008a).

### **3. Travail universitaire et monde social**

Contrairement à ce que pourrait laisser entendre le recours au singulier, l'éducation populaire française souffre d'importantes divisions, mais aussi d'hermétisme<sup>11</sup>. Cela est également vrai pour les analyses dont elle a fait l'objet. Peu nombreuses, elles sont le plus souvent portées par des acteurs impliqués, eux-mêmes partie prenante et défenseurs d'une version des faits, d'un type de définition, d'un mode d'approche et de compréhension.

#### **3.1 Immersion et distanciation**

Nous sommes extérieure à ce « monde » que nous avons connu par le biais de nos recherches. S'il fallait caractériser le positionnement que nous avons cherché à adopter par rapport à ce monde afin d'en analyser les contours le plus finement possible, nous pourrions évoquer un double exercice d'immersion et de distanciation ; ce positionnement constitue la clef d'une approche critique compréhensive. L'immersion a été nourrie par l'implication dans des

---

<sup>11</sup> L'éducation populaire se laisse en effet difficilement appréhender par toute personne étrangère à ce milieu. Une des raisons à cet hermétisme tient au fait que cette notion n'est que rarement utilisée en dehors des milieux concernés, que les contours de ces derniers sont flous et qu'elle désigne une réalité complexe. Par ailleurs, l'histoire de l'éducation populaire comporte également une part de légende à laquelle les acteurs se réfèrent pour donner sens à leur action, l'orthodoxie de l'éducation populaire tenant aussi en partie du mythe (Poujol, 1981; Tétard, 2000 ; Richez, 2004). Le flou qui entoure cette notion fonctionne comme un facteur d'opacité qui fait du secteur de l'éducation populaire un « séraïl » avec ses initiés. L'ancrage historique fait souvent écran à une compréhension rationnelle et sert aussi à légitimer, sans l'interroger, l'action des militants. Ensuite, elle est souvent définie de façon normative et floue. Cette dimension normative se manifeste dans les valeurs et les finalités qui sont communes à la majorité des grandes fédérations d'éducation populaire et qui sont suffisamment floues pour générer un certain consensus et une idéologie partagée en évitant aux acteurs de mettre au jour leurs divergences.

travaux intermédiaires et des interventions dans le secteur concerné ; la distanciation, par une méthodologie rigoureuse (entretiens, observations, enquête quantitative, travail d'archives) et une analyse fine des acteurs, des organisations et des projets dans une perspective diachronique et synchronique.

### **3.2 Fonction sociale de la recherche**

Concernant à présent le lien entre le travail universitaire et les acteurs sociaux, autrement dit la question de la fonction sociale de la recherche, nos travaux ont en partie contribué aux mutations que nous observons. À titre d'exemple, certaines de nos interventions ont favorisé l'émergence d'une prise de conscience quant aux enjeux des médias numériques pour l'éducation populaire et au risque de ne considérer ceux-ci que comme des outils ; leur dimension politique et culturelle n'est en effet pas appréhendée au premier abord par les militants, plus particulièrement par les acteurs institués. Par ailleurs, la recherche s'est en partie déroulée alors qu'un important mouvement de réactualisation de la notion et de recomposition du champ (voir précédemment) avait lieu, dans lequel nous avons été à certaines occasions impliquée à titre de chercheuse-experte - conférence de consensus (Boucher, Petrovic, 2007) etc. - ce qui nous a permis d'observer ce mouvement au plus près.

### **Conclusion**

Alors que le champ de l'éducation populaire français connaît actuellement une recomposition, et que son projet historique se trouve réinterrogé à la lumière des enjeux contemporains (Boucher-Petrovic, 2008a), le développement de travaux critiques en Sciences de l'information et de la communication s'y intéressant serait bienvenu afin d'approfondir

l'analyse de la dialectique à l'œuvre entre progrès technique et émancipation, appropriation des médias et formes d'action collective. Le « retour du politique » (Boucher-Petrovic, 2008b) qui est à l'œuvre dans les milieux de l'éducation populaire témoigne par exemple d'une préoccupation grandissante concernant le renouvellement des pratiques émancipatrices et des outils d'analyse critique des enjeux sociaux, culturels et politiques propres au « monde connexionniste » (Boltanski et Chiapello, 1999). Or, les outils et médias numériques peuvent également concourir à ce mouvement à condition qu'ils soient appréhendés dans une démarche conjuguant l'individuel et le collectif, de même que la pratique et l'analyse ; autant d'articulations qui caractérisent les démarches d'éducation populaire.

## Bibliographie

Alinsky, S. (1971). *Manuel de l'animateur social : une action directe non violente*. Paris : Seuil.

Blondeau, O. (2007). *Devenir Média. L'activisme sur Internet, entre défection et expérimentation*. Paris : Editions Amsterdam.

Blondiaux, L. (2001). La délibération, norme de l'action publique contemporaine ?, *Projet 4/* (268), 81-90.

Blondiaux, L. et Fourniau, J-M. (2011). Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? *Participations 1* (1), 8-35. Repéré à [www.cairn.info/revue-participations-2011-1-page-8.htm](http://www.cairn.info/revue-participations-2011-1-page-8.htm).

Boltanski, L. et Chiapello, È. (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard.

Boltanski, L. et Thévenot, L. (1991). *De la justification. Les économies de la grandeur*. Paris : Gallimard.

Boucher-Petrovic, N. (2011). Participation, délibération, émancipation : enjeux du numérique pour l'éducation populaire contemporaine. Dans G. Dang Nguyen & P. Créach (dir.) *Recherches sur la société du numérique et ses usages* (135-154). Paris : L'Harmattan.

Boucher-Petrovic, N. (2008a). *La référence à la société de l'information dans les milieux de l'éducation populaire français : levier de la réactualisation d'un projet centenaire ?* Thèse de doctorat inédite. Université Paris 13.

Boucher-Petrovic, N. (2008b). La société de l'information appropriée par l'éducation populaire : une tradition en question. *TIC&Société*, 2 (2). Repéré à <http://ticetsociete.revues.org/528>

Boucher-Petrovic, N. (2007). *Les collectivités territoriales, actrices de l'éducation populaire. Conférence de consensus, Paris 2006*. France : INJEP.

Boucher-Petrovic, N., et Combès, Y. (2009). Individualisme expressif ou délibération : les ambiguïtés du web 2.0 pour l'émancipation des internautes/citoyens. Dans G. Tremblay (dir), *L'émancipation, hier et aujourd'hui. Perspectives françaises et québécoises* (183-196). Montréal : Presses de l'université du Québec.

Bourdieu, P. (1984). *Questions de sociologie*. Paris: Minuit.

Bourrieau, J. (2001). *L'éducation populaire réinterrogée*. Paris : L'Harmattan.

Bourrieau, J. (1997). *L'éducation populaire réinterrogée par l'évolution du travail et l'irruption de l'interculturel*. Thèse de doctorat inédite. Université Paris 8.

Breton, P. (1997). *L'utopie de la communication*. Paris : La Découverte/Poche.

Breton, P. et Proulx, S. (2002). *L'explosion de la communication à l'aube du XXI siècle*. Paris : La Découverte.

Cassandra/Horschamp (2012). *Éducation populaire : une utopie d'avenir*. Paris : Les liens qui libèrent.

Cardon, D. et Granjon, F. (2010). *Médiactivistes*. Paris : Presses de Science-Po.

Caune, J. (2006). *La démocratisation culturelle. Une médiation à bout de souffle*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.

Cerqueus, D. et Garnier-Lavalley, M. (2010) (dirs.) *Dix raisons d'aimer (ou pas) l'éducation populaire*. Paris : Éditions de l'Atelier.

Chateigner, F. (2012). *Éducation populaire : les deux ou trois vies d'une formule*. Thèse de doctorat inédite. Université de Strasbourg.

Chateigner, F. (2007). L'éducation populaire, combien de citations ? *Agora, Débats/Jeunesse* 44, 62-72.

Dubet, F. (2002). *Le déclin des institutions*. Paris : Seuil.

Foucault, M. (1971). *L'ordre du discours*. Paris : Gallimard.

François, B. et Neveu, É. (1999). *Espaces publics mosaïques : Acteurs, arènes et rhétoriques des débats publics contemporains*. Rennes : Presses universitaires de Rennes.

Fraser, N. (2005). *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution*. Paris : La Découverte.

Freire, P. (1974). *Pédagogie des opprimés*, suivi de *Conscientisation et révolution* (traduit par Lucielle et Martial Lefay). Paris : La Découverte.

George, É. (2001). L'utilisation de l'Internet comme mode de participation à l'espace public dans le cadre de l'AMI et au sein d'ATTAC : Vers un renouveau de la démocratie à l'ère de l'omnimarchandisation du monde ? Thèse de doctorat inédite. École normale supérieure de Lyon, Université du Québec à Montréal.

George É. et Granjon F. (2008) (dirs.). *Critiques de la société de l'information*. Paris : L'Harmattan.

Granjon, F. (2001). *L'internet militant. Mouvement social et usage des réseaux télématiques*. Rennes : Apogée.

Habermas, J. (1992). L'espace public, 30 ans après. *Quaderni, Les espaces publics*, 18, 161-191.

Honneth, A. (2000). *La lutte pour la reconnaissance*. Paris : Éditions du Cerf.

Ion, J. (2001). *L'engagement au pluriel*. Saint-Étienne : Presses universitaires de Saint-Étienne.

Lahire, B. (2004). *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*. Paris : La Découverte.

Laot, F. F. (2010) (dir.) *L'image dans l'histoire de la formation des adultes*. Paris : L'Harmattan.

Mattelart, A. (2001). *Histoire de la société de l'information*. Paris : La Découverte.

Maurel, C. (2000). *Éducation populaire et travail de la culture. Éléments d'une théorie de la praxis*. Paris : L'Harmattan.

Miège, B. (1997). *La société conquise par la communication. Tome 2 : La communication entre l'industrie et l'espace public*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.

Mignon, J-M. (2007). *Une histoire de l'éducation populaire*. Paris : La Découverte.

Morvan, A. (2011). *Pour une éducation populaire politique. A partir d'une recherche-action en Bretagne*. Thèse de doctorat inédite. Université Paris 8.

Musso, P. (1997). *Télécommunications et philosophie des réseaux. La postérité paradoxale de Saint-Simon*. Paris : PUF.

Neveu, É. (2001). *Une société de communication ?* Paris : Montchrestien.

Passeron, J-C. (1991). *Le Raisonnement sociologique : l'espace non-poppérien du raisonnement naturel*. Paris : Nathan.

Poujol, G. (1981). *L'éducation populaire : histoires et pouvoirs*. Paris : Éditions de l'Atelier.

- Proulx, S., Couture, S. et Rueff, J. (2008). *L'action communautaire québécoise à l'ère du numérique*. Montréal : Presses de l'université du Québec.
- Richez, J-C. (2007). (coord.) *Éducation populaire, une actualité en question. Agora débats/jeunesses, 44*.
- Richez, J-C. (2004). La mémoire légendaire de l'éducation populaire. *Pour, 181*, 106-114.
- Ricœur, P. (1986). *Du texte à l'action Essais d'herméneutique II*. Paris : Seuil.
- Rousseau, F. (2004). *Gérer et militer*. Thèse de doctorat inédite. École Polytechnique (Paris).
- Sue, R. (2001). *Renouer le lien social. Liberté, égalité, association*. Paris : Odile Jacob.
- Taylor, C. (1999). *Les sources du moi La formation de l'identité moderne*. Paris : Seuil.
- Tétard, F. (2000). Vous avez dit éducation populaire ? *Rencontres tarnaises pour l'Education Populaire du 27 novembre 1999*, Albi, Direction départementale de la Jeunesse et des Sports et Conseil général du Tarn, décembre 2000, 19-41.
- Verrier, C. (2005) (coord.) *Les pratiques contemporaines de l'éducation populaire. Pratiques de formation/Analyses, 49*.
- Voirol, O. (2003). L'espace public et les luttes pour la reconnaissance. De Habermas à Honneth. Dans C. Barril, M. Carrel, J-C. Guerrero et A. Marquez (dirs.) *Le public en action. Usages et limites de la notion d'espace public en sciences sociales* (117-137). Paris : L'Harmattan.

# **De praticien à chercheur critique à militant : la crédibilité dans l'approche critique**

**Chantal Francoeur**

## **Introduction**

Comment concilier les rôles de journaliste praticien, de chercheur critique et de militant ? Est-ce que, par exemple, un parti pris en faveur du journalisme pratiqué au sein du radiodiffuseur public peut s'accommoder d'une approche critique crédible en recherche sur le radiodiffuseur public et mener à une militance pro-radiodiffuseur public ? Est-ce qu'on peut être à la fois journaliste, chercheur critique sur le journalisme et militant pro Radio-Canada? Nous soutenons que la réponse à cette question peut être positive.

Notre point de départ pour cette réflexion est le penseur C. Wright Mills. Il insiste sur l'importance d'inclure l'expérience personnelle dans les recherches. De s'en servir comme si l'expérience personnelle fait partie de la collecte de données. Car, dit-il, « in the course of a lifetime, modern man (sic) has so very little personal experience and yet experience is so important as a source of original intellectual work » (Mills, 1959, p. 197). Mais inclure son expérience personnelle dans ses travaux de recherche, c'est prêter flanc aux commentaires selon lesquels le chercheur manque d'objectivité et de crédibilité. Nous proposons trois « lignes de défense » ou trois remparts contre ces attaques : faire preuve de transparence ; se placer dans la

position de sujet ; et privilégier la réflexion autocritique. Ces trois positions assurent la crédibilité du chercheur-praticien-militant et de ses travaux.

Nous nous intéresserons ici à un cas concret : le nôtre. Aussi, pour faciliter la compréhension de la suite du texte, nous allons parler au « je ». En 2010, j'étais étudiante au doctorat et je travaillais comme journaliste à Radio-Canada. J'ai œuvré comme journaliste à Radio-Canada, surtout à la radio, pendant une quinzaine d'années. J'ai pris congé de cet employeur pendant près d'un an, à la fin de mon doctorat, pour me consacrer à temps plein à ma recherche. Ma recherche portait précisément sur le radiodiffuseur public : j'étudiais l'intégration des équipes journalistiques radio-télé-web. C'était à l'hiver 2010. Radio-Canada fusionnait toutes ses équipes journalistiques en une seule grande équipe. Le journalisme multiplateforme commençait. J'ai étudié les discours entourant l'intégration – pourquoi l'intégration et de quelle manière ? – J'ai aussi étudié l'impact de l'intégration sur la pratique journalistique au quotidien<sup>1</sup>.

## **Les avantages de la praticienne**

Le fait d'être journaliste à Radio-Canada m'a donné plusieurs avantages qui ont servi ma recherche : j'avais un accès libre à tous les locaux radio-canadiens, je pouvais circuler à ma guise dans la grande tour d'une vingtaine d'étages grâce à ma carte d'employée. Je pouvais aussi consulter le fil de presse interne où se retrouvent tous les textes de reportages des journalistes du radiodiffuseur public. L'intranet radio-canadien, réservé aux employés, m'était aussi ouvert. Par ailleurs, mes années d'expérience m'avaient fait côtoyer des équipes journalistiques diversifiées.

---

<sup>1</sup> Une partie des réflexions livrées ici apparaissent dans mon livre intitulé *La transformation du service de l'information de Radio-Canada* et qui tiré de la thèse de doctorat en question.

Les liens de confiance avec mes collègues ou ex-collègues ont facilité mon travail de recherche. Ces mêmes liens de confiance existaient avec les patrons et les gestionnaires de Radio-Canada, j'ai pu ainsi assister à des réunions privées, autrement réservées aux seules personnes responsables de l'intégration. De janvier à mai 2010, j'ai été présente dans la salle de conférence où se réunissaient régulièrement les architectes de l'intégration et j'ai pu noter tous leurs propos, leurs attitudes, leur ton. De la même façon, j'ai pu observer mes collègues dans leurs premières expériences de journalisme multiplateforme et prendre le pouls au quotidien des salles de nouvelles qui allaient être fusionnées.

## **Transparence**

Toutes ces personnes savaient que je travaillais à une thèse de doctorat sur l'intégration à Radio-Canada. Elles avaient donné leur accord à ma présence et à mes questions. Le grand patron de l'information avait posé ses conditions : il fallait préserver l'anonymat de tous et éviter de partager ou de diffuser de l'information qui pouvait « distordre » ou influencer le processus d'intégration. Ainsi, je pouvais mener ma recherche en toute quiétude et en toute transparence. Au moment d'écrire ma thèse, c'est justement le mot transparence qui s'est imposé pour décrire ma démarche.

Dès l'introduction de ma thèse, je précise mes liens employeur-employée avec Radio-Canada. J'indique aussi avoir beaucoup d'estime pour la radio, pour l'institution Radio-Canada et j'écris que je salue le dévouement de mes collègues radio-canadiens à servir l'intérêt public. Autrement dit, j'avoue que je ne suis pas neutre : j'aime l'institution publique qu'est Radio-Canada et j'ai de l'affection et de l'admiration pour mes collègues de travail. Cette confession faite, la suite du

texte de la thèse montre que l'affection peut côtoyer la critique, qu'un parti-pris pro-radiodiffuseur public n'équivaut pas à porter des œillères. Ou peut-être que si ? Peut-être existe-t-il des œillères radio-canadiennes ? De quoi alors sont-elles constituées ?

## **Position de sujet**

Ces questions imposent une réflexion sur l'impact d'avoir travaillé pendant une quinzaine d'années pour le radiodiffuseur public. Sur l'identité. Cela mène au constat que je suis un « sujet » radio-canadien : je reprends à mon compte le vocabulaire radio-canadien, le discours radio-canadien. En effet, je soumetts aux lecteurs de la thèse que j'ai effectué ma recherche de la même façon que j'ai toujours pratiqué le journalisme à Radio-Canada : avec un souci d'intégrité, d'équité et d'exactitude. L'exactitude, l'intégrité et l'équité sont les principes éthiques que doivent respecter les journalistes de Radio-Canada. Ces principes sont inscrits dans les *Normes et pratiques journalistiques* du radiodiffuseur public (Radio-Canada, 2012). Reprenant ces termes à mon compte dans ma thèse, je montre que je suis un sujet radio-canadien au sens foucauldien du terme : je suis construite par le discours radio-canadien et assujettie à celui-ci. Autrement dit, « je suis ce discours » en reflétant les verbes « être » et « suivre ». Cela fait donc de moi et de ma thèse une partie de la « technologie politique » de Radio-Canada (Foucault, 2004, p. 500). Comme le dit Foucault, « l'efficace du pouvoir, sa force contraignante sont, en quelque sorte, passées de l'autre côté - du côté de la surface d'application » (*ibid.*, p. 527). Je le dis et je l'explique dans ma thèse. Et pour que le lecteur me suive, j'explique comment je vois Foucault et comment je le comprends.

## Foucault et le sujet

Selon moi, la meilleure approche, la plus prolifique pour étudier l'intégration à Radio-Canada, est celle de Michel Foucault, même si elle n'est pas toujours facile à comprendre : Wodack cite la thèse de doctorat d'un étudiant autrichien, qui a compté 23 utilisations différentes du mot « discours » par Foucault dans ses cours au collège de France (Wodack, 2008, p. 4). Quoiqu'il en soit, Foucault s'est penché sur ce qui m'intéresse : la production des discours, les institutions et leurs pratiques. Pour Foucault, le discours est une forme de discipline. Avec du pouvoir. Le pouvoir de produire, de créer des sujets, des objets, des façons de penser et d'agir. De structurer les organisations. Autrement dit, le discours produit un monde. Il produit un monde qui permet au discours d'exister, qui le confirme, qui le recrée et le renforce sans cesse. Ce n'est pas nécessairement un pouvoir répressif, puisque c'est un pouvoir qui produit. C'est un pouvoir diffus, et non un pouvoir venant d'une élite et s'imposant aux opprimés. Un pouvoir présent partout, puisque les discours sont partout, dans tous les espaces sociaux.

Le discours, cette discipline avec du pouvoir, fabrique du savoir, de la vérité. Il émane d'institutions socialement puissantes (construites par le discours) qui diffusent la vérité : leur processus de production, de circulation, leurs routines et leurs pratiques viennent toutes confirmer la vérité du discours. Ce qui confirme du même coup la puissance de l'institution. L'institution se confirme et se reproduit via la diffusion de la vérité (Foucault, 1993). Les discours ayant le plus d'impact sur le social dépendent du fait qu'ils sont perçus comme vrais, véritables :

Le pouvoir produit du savoir (et pas simplement en le favorisant parce qu'il le sert ou en l'appliquant parce qu'il est utile) ; pouvoir et savoir s'impliquent directement l'un l'autre ; il n'y a pas de relation de pouvoir sans constitution corrélatrice d'un champ de savoir, ni de savoir qui ne suppose et ne constitue en même temps des relations de pouvoir (Foucault, 2004, p. 502).

On parle donc d'un « régime de vérité, » d'une politique de vérité<sup>2</sup>. Qui régule l'approche vers soi, vers les autres et l'environnement (Anderson, 2003).

Foucault s'intéresse à définir les conditions dans lesquelles un discours existe et a pris naissance. Il se demande : « comment se fait-il que tel énoncé soit apparu et nul autre à sa place ? » (Foucault, 1969, p. 42). Il se demande comment le pouvoir fonctionne. Comment il fait ce qu'il fait. Dans ses recherches empiriques sur des textes et des institutions, il met l'accent sur les détails, les routines, ce qui semble banal, ce qui est tenu pour acquis. C'est là que le pouvoir diffus circule (Hall, 1997). Il se penche aussi sur les stratégies de persuasion – comment le discours produit sa vérité, quelles sont ses règles de construction de la vérité – et les effets des discours. Il s'intéresse enfin à l'autorité sociale de la personne ou de l'institution qui tient le discours. C'est ainsi qu'il arrive à décrire comment les sujets et les objets sont produits par les discours (Foucault, 1969).

L'étude des discours à la manière de Foucault permet de se pencher sur les institutions, de les scruter en se penchant sur deux aspects. Foucault suggère en effet que les institutions fonctionnent de deux façons : via leur appareil et via leur technologie. L'appareil institutionnel inclut les différentes formes de pouvoir-vérité qui constituent l'institution : architecture, règlements, philosophie, morale, lois, etc., et les discours qui sont articulés via ces formes de pouvoir-vérité. Les technologies institutionnelles sont les techniques pratiques utilisées pour exercer ce pouvoir-vérité : des outils, des méthodes, des procédés, des stratégies. Les effets de domination des technologies institutionnelles ne viennent pas d'une appropriation, mais des manœuvres, des fonctionnements, des réseaux de relations établis par ces technologies. Il y a une

---

<sup>2</sup> Selon moi, le « savoir » est chaque affirmation implicite ou explicite d'un discours. La « vérité » englobe tous les savoirs d'un discours.

sorte de « bataille perpétuelle » où le pouvoir s'exerce, plutôt qu'il ne se possède (Foucault, 2004, p. 501).

Quand j'applique le cadre conceptuel foucauldien à Radio-Canada, je constate que Radio-Canada est une institution culturelle puissante, un lieu de production de discours journalistique, un lieu de production de nouvelles, un lieu de production de connaissance, donc un lieu de production de discours vérité. Parmi les concepteurs des discours vérité radio-canadiens, se trouvent les journalistes, qui sont des sujets journalistes radio-canadiens, produisant des objets reportages radio-canadiens, alimentant l'espace public d'une façon radio-canadienne. Ainsi, pour en revenir à ma position de chercheure et de sujet radio-canadien, je répète : je suis un sujet radio-canadien au sens foucauldien du terme. Je suis construite par les discours radio-canadiens et assujettie à ces derniers. Étant soumise au champ de visibilité radio-canadien et le sachant, je reprends à mon propre compte les contraintes du pouvoir du radiodiffuseur public. J'inscris en moi « le rapport de pouvoir dans lequel je joue simultanément les deux rôles ; je deviens le principe de mon propre assujettissement » (Foucault, 2004, p. 527). Je l'admets dans le texte de ma thèse. Et pour consolider cette admission, pour la cristalliser, je débute chacun des chapitres de ma thèse avec un résumé prenant la forme d'un reportage journalistique. Le reportage rappelle constamment au lecteur que le texte de la thèse est écrit par un sujet radio-canadien.

Par ailleurs, j'insiste dans ma thèse sur le fait qu'à l'intérieur d'un sujet radio-canadien, il y a aussi de l'espace pour la contestation. Et un sujet n'est pas unidimensionnel. Je suis un sujet radio-canadien, mais je suis aussi une étudiante et une chargée de cours, cumulant d'autres identités personnelles « fragmentées » (Hall, 1993). Je porte plusieurs manteaux identitaires complétant l'identité de sujet radio-canadien et s'opposant parfois à celle-ci. Cela teinte aussi la recherche. Cela me permet d'avoir du recul, d'être critique.

## La réflexion autocritique et l'ethnographie

Vient ensuite la réflexion autocritique, troisième « rempart » contre les possibles (et probables) biais de journaliste-chercheuse-militante pro Radio-Canada. La réflexion autocritique dont je parle ici est liée à l'ethnographie, une autre des méthodes choisies pour réaliser ma recherche. Comment décrire l'ethnographie? Le signe distinctif de l'ethnographie est sa méthodologie principale : l'immersion. Le travail de l'ethnographe est un plongeon au cœur d'une culture. Dans sa recherche d'information, l'ethnographe s'immerge dans le monde qui l'intéresse. Il partage le quotidien des membres de la culture qu'il étudie durant de longs mois, parfois même des années. L'ethnographe doit en effet baigner dans la même eau que ses sujets, jusqu'à ce qu'il puisse lire leur monde, établir une carte bathymétrique plausible de leur univers : « The aim is to create something like maps of how things work beyond the scope of our everyday knowledge » (Smith, 2005, p. 206). L'immersion est donc une enquête sur le visible et l'invisible (Vidich et Lyman, 1994), qui exige une grande sensibilité et de l'empathie. L'ethnographe doit avoir une curiosité avide pour tout ce qu'il voit, mais aussi pour tout ce qui échappe à une perception superficielle. L'ethnographie est une méthodologie unique et reconnue. Mais c'est aussi une pratique controversée, critiquée. Les critiques sont notamment liées au passé colonial de l'ethnographie. Les critiques dénoncent le pouvoir que la pratique ethnographique donne à l'ethnographe. Pouvoir de représenter l'Autre, et de le faire au nom de la science. Pouvoir d'effectuer des recherches sur le terrain pour une institution, souvent une institution universitaire, qui donne de la crédibilité au travail de l'ethnographe. Pouvoir de définir l'Autre tout en le gardant à distance... Les critiques de l'ethnographie dénoncent l'ethnocentrisme des ethnographes, leur tendance à privilégier un groupe social - le leur - et à en faire le seul modèle de référence. Trinh T. Minh-ha

parle « d'Anthropo Logical Hegemony » (1989, p. 55), imprégnée de racisme, de sexisme et de hiérarchie de classe. Valerie Walkerdine résume la problématique en écrivant, « we are each Other's Other, but not on equal terms » (1990, p. 353), soulignant que la relation entre l'ethnographe et l'Autre en est une où l'Autre est un informateur, au service de l'ethnographe et de l'ethnographie.

Une autre critique importante est liée aux contradictions des ethnographes et des ethnographies. Aunger (2004) fait remarquer que de nombreuses ethnographies, considérées comme valides et significatives, ont été discréditées par des ethnographies menées ultérieurement. Les affirmations des ethnographes pionniers ont été contredites. La validité « scientifique » de l'ethnographie a ainsi été mise en doute. Les ethnographes ont dû admettre qu'il n'existe aucune vérité hégémonique pure à découvrir et à décrire dans une culture : « An objective ethnography, one devoid of context, or alternatively, perfectly contextualized, is obviously impossible » (Aunger, 2004, p. 11).

Les critiques vont plus loin. Ils font remarquer que les connaissances produites par les études ethnographiques servent souvent à régler, à édicter des règles de conduite. Ces règlements ne sont jamais neutres : ils renforcent en général les valeurs sociales dominantes - blanches, hétérosexuelles, mâles, valorisant le rationnel - pour contenir, et même censurer l'Autre. Valerie Walkerdine (1990) l'a bien décrit, en parlant de son travail dans une famille de milieu ouvrier. Elle raconte sa prise de conscience : « The modern bourgeois order depends upon a professional intellectual elite which 'knows' and regulates the proletariat » (*ibid.*, 1990, p. 354). Les nouveaux bourgeois, formés à l'éducation supérieure, prétendent que c'est seulement via la rationalité et l'intellectualisme que les masses peuvent aussi se libérer : « it is only through rationality and intellectualization that the masses can see through the workings of ideology and so escape its snares » (Walkerdine, 1990, p. 355).

La question qui se pose est donc la suivante : l'ethnographie est-elle une pratique justifiable et justifiée ? Quelqu'un a pu répondre dans les termes suivants : « today [...] the only possible ethnology is the one which studies the anthropophagous behavior of the white man » (cité dans Minh-ha, 1989, p. 73). D'autres auteurs, moins radicaux, font des suggestions pour faire évoluer la pratique ethnographique. Des ethnographes proposent par exemple une réflexion auto-critique. C'est l'approche que j'ai retenue pour ma recherche : l'ethnographie réflexive, où je suis en état constant de réflexion auto-critique. Auto-critique face à l'ethnographie, face à ma pratique, face à moi-même et à ma culture de journaliste radio-canadienne. Cette réflexion auto-critique m'oblige à me questionner régulièrement sur ce que je cherche à connaître et pourquoi je suis dans une démarche ethnographique. Toutes mes réflexions sont incluses dans mon texte ethnographique final – dans ma thèse – et l'enrichissent. Autrement dit, ma réflexion personnelle fait partie de l'analyse, elle aide à « purifier » l'analyse des données ethnographiques.

### **Des modèles de réflexion auto-critique**

Mon inspiration principale pour l'ethnographie réflexive vient de la recherche de Dorinne K. Kondo (1990). Cette américano-japonaise a plongé au cœur de la société nipponne pour étudier la construction du self (soi) japonais. Elle a vécu la vie d'une travailleuse japonaise à temps partiel dans une pâtisserie, la *Sato factory*, et dans un salon de coiffure. Dans un texte autobiographique, elle raconte son quotidien. Elle intègre les nécessaires réflexions ethnographiques théoriques tout au long de son autobiographie, sans séparer les différents moments – réflexion personnelle, réflexion ethnographique, réflexion scientifique. Elle explique ainsi sa démarche : « Experience, and the *specificity* of my experience [...] is not opposed to theory ; it *enacts* and *embodies* theory.

That is to say, the so-called personal details of the encounters, and of the concrete processes through which research problems emerged, are constitutive of theory » (Kondo, 1990, p. 24, italiques dans le texte original). Elle dit : « je suis la théorie », au sens ontologique du terme. On ne peut pas séparer la vie de la théorie, dit-elle. Kondo ouvre ainsi la voie au récit autobiographique, où on peut prendre du recul par rapport à ses propres convictions et s'interroger de façon critique sur sa réalité, sa culture.

Kondo (1990) est également intéressante dans le contexte d'une recherche comme la mienne, parce qu'elle insiste sur les relations de pouvoir et les discours. Selon l'auteure, les relations de pouvoir sont toujours présentes et significatives. Elles sont aussi toujours en mouvement. Kondo (1990) parle de danse de domination et de contre-dominance et dit que « power and meaning, 'personal' and 'political', are inseparable » (1990, p. 24). Elle reprend les termes de Foucault pour décrire comment, à l'intérieur de la *Sato factory*, le pouvoir et la vérité sont inter-reliés, comment ils créent des institutions et des pratiques disciplinaires : de la structure de la compagnie jusqu'aux titres des travailleurs en passant par les interactions quotidiennes et les différentes perceptions de soi des travailleurs, tout est créé par la dynamique pouvoir-vérité. Cette dynamique est renforcée par des « keeper of the dominant discourse » (1990, p. 231). Ces gardiens du discours dominant sont en haut de la hiérarchie des travailleurs. Ce sont des artisans doués, qui profitent du discours dominant sur l'importance de l'art. Ces artisans sont les reflets et les incarnations du pouvoir et de la vérité. Cela reflète notre réflexion sur les journalistes radio-canadiens producteurs d'objets reportages radio-canadiens au sein d'un radiodiffuseur public producteur de discours vérités.

Une autre source d'inspiration pour ma recherche est l'ethnographie réalisée par Georgina Born à la BBC, intitulée *Uncertain Vision*. Born (2004) a voulu analyser de l'intérieur comment les décisions se prennent à la BBC, le type de gestion qui y a cours et s'il y existe une forme

d'élitisme. Elle a séjourné à la BBC entre 1996 et 1998 et a fait des suivis en 2001 et 2003. Elle a passé du temps avec les équipes du *Drama Group*, *Newsnight*, des nouvelles, des documentaires et des affaires publiques. Elle a aussi assisté à des événements extérieurs de l'industrie des médias et des nouvelles. Elle a réalisé 220 entrevues, rempli 8 journaux de bord et compilé un grand nombre de documents.

Born (2004) exprime avec éloquence l'importance de l'ethnographie pour comprendre qui peut dire quoi, à quel moment, pourquoi, et quelles sont les limites du pensable et de l'impensable dans une institution : « One of the marks of social power is how it enables those who hold it to determine the very framework of what can be said and even thought in a given social space » (2004, p. 15). Qui peut dire et penser l'impensable ? Aussi, pour comprendre une organisation, il faut plonger au cœur de ces pensables et impensables et de leur manifestation : « it is therefore imperative to uncover not only what is insistently present, but the characteristic absences and rigidities - what cannot be thought, or what is systematically 'outside' » (2004, p. 15). Son long récit est ponctué de citations et de descriptions d'événements spéciaux et d'extraits de journal personnel où l'auteure réfléchit sur ce qu'elle a constaté sur le terrain. Les formats de texte changent selon qu'on est dans le compte-rendu, l'anecdote ou l'extrait de journal. Le lecteur est dans l'envers du décor. C'est un ouvrage majeur qui reflète souvent ce qui se passe à Radio-Canada et qui a inspiré ma recherche. Il contribue aussi à renforcer l'idée qu'une ethnographie riche peut être produite par une chercheuse qui fait partie du monde qu'elle étudie. Elle peut plonger au cœur du pensable, de l'impensable et de leurs manifestations, et le faire de façon critique et autocritique.

## La mise en contexte critique

Les trois remparts – transparence, position de sujet, réflexion autocritique - permettant de construire la crédibilité de la chercheure praticienne viennent d’être décrits et explicités. La perspective critique oblige toutefois d’aller un pas plus loin, ce que je fais dans ma thèse de doctorat et que je décris ici : il faut réfléchir à la place du radiodiffuseur public dans le paysage médiatique local et global et étudier les rapports de force entre différentes entreprises de presse. C’est cette réflexion qui mène à la militance pro radiodiffuseur public.

En effet, l’étude de la place du radiodiffuseur public dans le paysage médiatique global et local montre qu’il est la cible d’attaques constantes d’entreprises privées. Des entreprises privées qui se plaignent de la compétition « injuste » que lui livre le radiodiffuseur public, financé par des fonds publics. Les entreprises privées réclament, soit une réduction des subventions accordées au radiodiffuseur public, soit une interdiction d’accès aux revenus publicitaires car Radio-Canada se finance de façon mixte à l’aide de fonds publics et de revenus publicitaires (Dumas et Baril, 2003 ; Cauchon, 2007 ; Presse Canadienne 2007, 2008 ; Baillargeon, 2009 ; CRTC, 2009 ; Francoeur, 2010). Radio-Canada répond ponctuellement aux attaques de ses concurrents en rappelant son vaste mandat, un mandat unique :

Chaque fois qu’on veut nous refuser l’accès aux initiatives de financement supplémentaire du gouvernement ou du CRTC ou qu’on veut critiquer nos services, on commence avec les crédits du gouvernement. Mais ces radiodiffuseurs et ces câblodistributeurs ne vous disent pas, dans leurs exposés, que CBC/Radio-Canada a également un mandat en vertu de la Loi sur la radiodiffusion, un mandat que personne d’autre n’a (Radio-Canada, 2009).

Le mandat de Radio-Canada est décrit dans la *Loi sur la radiodiffusion* : renseigner, éclairer, divertir, avec une programmation typiquement canadienne, reflétant les diversités régionales et le

caractère multiculturel du pays (L.C. 1991, c.11). Quand on inclut le cousin anglophone de Radio-Canada, CBC, le radiodiffuseur public exploite 28 services, diffuse dans les deux langues officielles et en huit langues autochtones, sur six fuseaux horaires. Aucune entreprise privée n'a ce mandat, ni ne fournit ces services.

De plus, bien que le mandat de Radio-Canada soit très vaste, les ressources mises à la disposition de l'institution ont été réduites au fil des années : « À partir de l'annonce de compressions dans le budget fédéral de 1993 et l'examen des programmes qui a suivi en 1995 les crédits ont commencé à diminuer radicalement » (Comité Permanent du Patrimoine Canadien, 2003). De 2000 à 2002, la tendance s'est inversée en partie. Mais, en dépit des récentes augmentations annuelles, le financement de la SRC a connu une baisse pour l'ensemble de la période : « De 1990-1991 à 2001-2002, cette baisse était de 4,5 % ; toutefois, en dollars réels, elle équivaut à 20,5 % » (Comité Permanent du Patrimoine Canadien, 2003). Les budgets de la Radio-Canada subissent donc des pressions continues depuis trois décennies. En 2009, le radiodiffuseur public a dû mettre à pied huit cent personnes. Presque dix pour cent de son personnel.

Cette mise en contexte critique fait ressortir la position vulnérable de Radio-Canada. C'est une institution culturelle puissante, productrice de discours-vérité, comme on l'a vu précédemment, mais c'est aussi une institution surveillée, critiquée, attaquée. Au nom du libre marché et de la concurrence, le radiodiffuseur public serait une institution obsolète selon ses détracteurs. Comment, suite à ce constat, la chercheure praticienne doit-elle réagir ? La démonstration peut-elle mener à autre chose qu'à une militance pro radiodiffuseur public ? Pour une chercheure praticienne issue de Radio-Canada et produite par elle, la réponse semble aller de soi. Il y a, dans la militance, une suite logique de ma recherche, une position permettant de lier entre eux mon travail scientifique et mon engagement social. Qui ne va pas à l'encontre de la pensée critique mais qui la confirme (Fuchs, 2011).

## Conclusion

Du « je », revenons au « nous ». Nous venons de montrer qu'il est possible de concilier les rôles de journaliste praticien, de chercheur critique et de militant. Qu'un parti pris en faveur du journalisme pratiqué au sein du radiodiffuseur public peut côtoyer une approche critique crédible en recherche sur le radiodiffuseur public et mener à une militance pro-radiodiffuseur public. Autrement dit, on peut être à la fois journaliste, chercheur critique sur le journalisme et militant pro Radio-Canada. Cette posture permet de profiter des avantages d'une connaissance interne et intime du radiodiffuseur public et de valoriser son expérience personnelle, sans sacrifier sa rigueur ni sa crédibilité. Pour ce faire, il existe des « lignes de défense » ou des remparts. Nous en avons exploré trois dans ce texte : faire preuve de transparence, se placer dans la position de sujet et privilégier la réflexion autocritique. Selon nous, ces trois positions permettent d'assurer la crédibilité du chercheur-praticien-militant et de ses travaux.

## Bibliographie

Anderson, N. A. (2003). *Analytical Strategies : Understanding Foucault, Koselleck, Laclau, Luhmann*. Bristol : The Policy Press.

Aunger, R. (2004). *Reflexive ethnographic science*. Walnut Creek : AltaMira Press.

Baillargeon, S. (2009). Audiences du CRTC - Oui aux redevances, non à Radio-Canada. *Le Devoir*, 19 novembre 2009. Repéré à <http://www.ledevoir.com/societe/medias/277525/audiences-du-crtc-oui-aux-redevances-non-a-radio-canada>

Born, G. (2004). *Uncertain Vision*. London : Secker & Warburg.

Cauchon, P. (2007). Québec questionne les politiques du CRTC. *Le Devoir*, 27 janvier 2007, C-7.

Comité permanent du patrimoine canadien (2003). *Notre souveraineté culturelle: le deuxième siècle de la radiodiffusion canadienne*. Ottawa : Chambre des communes.

CRTC (2009). Policy proceeding on a group-based approach to the licensing of television services and on certain issues relating to conventional television: V Interactions inc's Presentation. *Broadcasting Public Notice CRTC 2009-411*. Repéré à <http://www.crtc.gc.ca/eng/archive/2010/2010-167.htm>

Dumas, H. et Baril, H. (2003). TVA intensifie ses attaques contre Radio-Canada. *La Presse*, 9 mai 2003, C-1.

Foucault, Michel. (1993). *Surveiller et punir: naissance de la prison*. Paris : Gallimard.

Foucault, M. (2004). *Philosophie: anthologie*. Paris : Gallimard.

Francoeur, C. (2010). *Choc des cultures, contre-discours et adaptation : l'intégration, le régime de vérité radio-canadien*. Thèse inédite de doctorat. Montréal : Université Concordia.

Francoeur, Chantal. (2012). *La transformation du service de l'information de Radio-Canada*. Québec : Presses de l'université du Québec.

Fuchs, C. (2011). *Foundations of Critical Media and Information Studies*. New York : Routledge.

Hall, S. (1993). Cultural identity in question. Dans Hall, S., Held, D. et McGrew (dir.), A., *Modernity and its Futures* (273-326). Cambridge : Polity.

Hall, S. (1997). The work of representation. Dans Stuart, H. (dir.), *Representation: cultural representations and signifying practices* (15-64). London: Sage.

Kondo, D. K. (1990). *Crafting Selves*. Chicago: The University of Chicago Press.

Loi sur la radiodiffusion (1991, chap. 11). Repéré à <http://lois-laws.justice.gc.ca/fra/lois/B-9.01/>

Mills, C. W (1959). *The Sociological Imagination*. Oxford: Oxford University Press.

Minh-ha, T. T. (1989). *Woman, Native, Other : Writing Postcoloniality and Feminism*. Bloomington : Indiana University Press.

Presse Canadienne. (2007). Vidéotron suspend ses paiements mensuels au Fonds canadien de la télévision. *Le Devoir*. 24 janvier 2007.

Presse Canadienne. (2008). Quebecor choqué. *Le Devoir*. 16 avril 2008, B-4.

Radio-Canada. (2009). La radiodiffusion publique au Canada : Trouver notre voie en ces temps difficiles. *Radio-Canada*, 27 avril 2009. Repéré à <https://io.cbc.ca/io>

Radio-Canada. (2012). Normes et Pratiques Journalistiques. *Radio-Canada*. Repéré à

<http://cbc.radio-canada.ca/docs/policies/journalistic/xml/politiques.asp>

Vidich, A. J. et Stanford M. L. (1994). Qualitative Methods. Dans Denzin, N. K. et Yvonna S. L. (dir.), *Handbook of Qualitative Research* (23-59). Thousand Oaks : Sage.

Smith, D. E. (2005). *Institutional Ethnography*. Oxford : AltaMira Press.

Walkerdine, V. (1990). Video replay: families, films and fantasy. Dans Alvarada, M. et Thompson, J. O. (dir.), *The Media Reader* (339-357). London : BFI Pub.

Wodack, R. (2008). Introduction: Discourse studies - Important Concepts and Terms. Dans Wodack, R. et Krzyzanowski, M. (dir.), *Qualitative Discourse Analysis in the Social Sciences* (1-29). New York: Palgrave Macmillan.

# **L'incidence déterminante de la critique dans le développement de la connaissance et l'épistémologie qui l'anime**

**Jean-Guy Lacroix**

Ce texte veut **d'abord** souligner le rôle déterminant de la pensée critique et de la critique comme telle, dans la production, le progrès et le développement de la connaissance (points 1, 2 et 3). Il précise **ensuite** (points 4 et 5) que la pensée critique est encore plus cruciale dans l'actuel contexte de globalisation mondialisée de toutes les activités humaines, contexte où l'humain, le vivant et la nature entière sont confrontés à des enjeux de portée existentielle inédite dans l'histoire de l'humanité, et où la communication et les études sur la communication et l'information jouent un rôle primordial. **Finalement**, il met l'accent sur la conséquence dialectique de l'abandon et de la négligence (dégradation) de la critique sur les activités de production et de développement de la connaissance.

## **1. La critique et l'épistémologie**

### **1.1 La critique : un refus, une négation et surtout un dépassement des obstacles épistémologiques**

Le quotidien, le verbal journalier et familier, le sens commun, sont autant d'obstacles épistémologiques qui bloquent l'appropriation réelle par le sujet pensant (savoir) du monde et de l'existence humaine. Mais ces obstacles épistémologiques viennent aussi de la science elle-même, des idées nouvelles qui finissent par être acceptées, pour ensuite être faites vérités, puis enfin consacrées. Toutefois, ces « vérités » consacrées finissent, à des degrés divers, par voiler l'horizon du possible ou, pire, du nécessaire. Cependant, le voile des certitudes quotidiennes autant que scientifiques qui cache et obstrue le passage vers l'advenir est toujours tôt ou tard déchiré par la critique. Il y a toujours coupure, rupture et avancée dans le devenir.

Ces refus, ces non-s comme Gaston sur les a nommés (1966, p. 135-145), qui rejettent ce qui bloque, sont de fait également et surtout des oui-s à d'autres choses, des ouvertures à des possibilités, voire la nécessité d'être autres, parce qu'il y a autre chose. Il importe donc de saisir que le non participe de la rupture épistémologique et qu'en cela il ouvre sur autre chose et sur l'être autre.

### **1.2 Critique et rupture épistémologique**

Le concret pensé (la notion) et la totalité pensée (le concept) sont des produits de l'acte de concevoir, de l'élaboration des perceptions et des représentations en concepts, puis en théories.

C'est par ces produits de la raison et de la conscience, que l'humain s'approprie le monde et l'existence. Ainsi, la recherche scientifique s'organise essentiellement autour d'objets construits (concepts et théories) dont la fonction principale est de faire surgir du doute, de la contradiction, de l'incohérence : une cohérence raisonnée, valable et capable de prendre place dans la panoplie des instruments de pensée acceptés, utilisés et/ou consacrés, ou d'en remplacer un ou même plusieurs. À cet égard, la relecture de l'ouvrage *Le métier de sociologue* est fort stimulante (Bourdieu, Chamboredon et Passeron, 1968, p. 54-59). La raison d'être de toute cette activité, de cette effervescence, est donc de conduire à ce qu'il y a de plus difficile dans le travail de développement/production de la connaissance : construire l'objet nouveau, la connaissance nouvelle.

Par conséquent, la théorie scientifique progresse fondamentalement par la critique, la connaissance raisonnée et cohérente admise, reconnue, valorisée, étant le produit de la raison polémique (Bachelard, 1966, p. 139). Dans la recherche de la connaissance nouvelle, on ne saurait donc faire l'économie du travail de critique (Bourdieu, Chamboredon et Passeron, 1968, p. 209-210).

Mais il y a plus. Pour être, la critique doit être poussée à son point de radicalité, c'est-à-dire au concept autre que celui qui est critiqué, donc à l'invention et à la création. Elle doit conduire à une théorie autre, nouvelle, c'est-à-dire produire la rupture qui l'amène au niveau dialectique de l'épistémologie, s'opposer, contredire, remplacer le mode de penser le rapport au monde et à l'existence de l'humain. Autrement, la critique demeure inachevée, elle ne conduit qu'à une position qui ne fait que diverger de et équivaut à ce qu'elle prétend contester. Alors, elle ne dérange peu ou en rien l'établi et le consacré comme vérité. Alors, elle est inadéquate au regard de l'être de la critique, qui est de conduire à une totalité, à un objet autre. Alors, elle est inutile. Pire, elle est fausse critique, non seulement parce qu'elle n'en est pas vraiment une, mais surtout

parce qu'elle se limite à n'être qu'une critique aliénée et aliénante qui, comme ce à quoi elle prétend s'opposer, voile la possible rupture et l'autre possible, qui ne surgissent qu'au bout de la vraie critique. Ainsi, directement ou indirectement elle est, elle aussi, utile à la gestion de l'ordre établi œuvrant à la reproduction du rapport social tel qu'il est présentement.

### **1.3 La critique : du doute et du refus à la hiérarchie des actes épistémologiques**

La critique puise son origine dans le doute et dans la sensation (perception/conception) que quelque chose ne va pas dans l'appréhension/conception de la réalité. C'est le moment de l'insatisfaction que le sujet pensant finit par ressentir devant des/les obstacles épistémologiques. Alors, il se met à raisonner dialectiquement : il y a opposition, puis déconstruction/reconstruction et, finalement, remplacement.

Le sentiment de manque, d'insatisfaction et de gêne active et avise l'esprit et la conscience. Il les lance sur le sentier de la chasse à quelque chose d'autre, à la saisie d'une ou d'autres possible/s, d'une connaissance autre, nouvelle. C'est déjà le désir et le besoin de concrétiser (construire) une possibilité (d'être) autre, bref d'un dépassement. La critique s'avère donc la racine et le moteur de la connaissance, de l'invention, de la création, non seulement de toute connaissance nouvelle dans sa singularité, mais aussi du développement de la connaissance dans son ensemble sociohistorique comme dans chaque secteur, branche, discipline, filière, etc., de la connaissance. Cette dynamique constitue ainsi un processus sociohistorique accélérant, ou du moins le devrait-il, le mouvement de translation d'états de moins de connaissances à plus de connaissances, de connaissances moins complexes à plus complexes, de connaissances moins englobantes à plus englobantes, etc.

Il faut de plus retenir que la critique, comme force motrice tout au long de l'histoire de la progression de la connaissance humaine et scientifique, doit également toujours être active dans chacune des dimensions ou composantes du travail de questionnement, de recherche, de construction (idéation/conception) et de formalisation de la connaissance. Cependant, elle n'a pas dans ces différentes composantes la même portée. En effet, Bourdieu et ses collègues Chamboredon et Passeron soulignent que « la hiérarchie épistémologique des actes scientifiques [...] subordonne le constat à la construction et la construction à la rupture » (1968, 31). Car elle relève d'un « ordre logique des actes épistémologiques, rupture, construction, épreuve des faits, qui ne se réduit jamais à l'ordre chronologique des opérations concrètes de la recherche » (*Ibid.*, p. 89). Ignorer cet ordre logique (« rupture, construction, constat ») ou en escamoter une de ses étapes entraîne des dangers (erreurs) épistémologiques : « l'expérimentation vaut ce que vaut la construction qu'elle met à l'épreuve et la valeur heuristique et probatoire d'une construction est fonction du degré auquel elle a permis de rompre avec les apparences » (*Ibid.*, p. 90).

La critique est et doit être toujours présente, aux aguets, active, présente tout au long de la chaîne de production et de construction de la connaissance valable. L'épistémologie est donc aussi toujours présente, active et vigilante. Elle est une *praxis* dont la vigilance et le contrôle animent tout le travail scientifique (Bourdieu, Chamboredon et Passeron, 1968, 27-31 et 109-113).

#### **1.4 La critique et la construction de la connaissance scientifiquement et humainement valable : une définition de l'épistémologie**

Dans *L'épistémologie et ses variétés*, Jean Piaget définit dans un premier temps l'épistémologie comme « l'étude de la constitution [conditions d'accession et conditions proprement constitutives] des connaissances valables » (1967, p. 6). Il ajoute à la page suivante que

l'épistémologie est « l'étude du passage des états de moindre connaissance aux états de connaissance plus poussée ». Ceci implique un certain nombre de choses fondamentales : d'abord que dans cette approche épistémologique rien n'est assuré, tout est à faire et à refaire, qu'il faut construire une façon de regarder (étudier-analyser) le réel comme l'idéal et un mode de structuration de la pensée analytique et de sa formalisation en discours raisonné et raisonnant. Puis il faut garder en mémoire que cette approche s'inscrit dans des histoires et des généalogies portant à la fois sur les processus constitutifs du réel et sur les discours sur celui-ci, mais en même temps elle fait surgir une/des diachronie/s, coupure/s, rupture/s et que tout cela débouche sur d'autres possibilités. Ensuite, il faut réaliser que la validité des connaissances n'est pas un en-soi naturel, qu'elle est à cristalliser à travers un jugement et un positionnement, qu'elle a un aspect normatif et évaluatif et qu'elle émerge à travers une/des discussion/s, un/des débat/s, voire une/des polémiques, comme Bachelard (1966) et Bourdieu (1998) l'on déjà fait remarquer. Finalement, il faut retenir que cela implique de quitter l'ici pour aller ailleurs, d'aller du moindre au plus poussé et donc de sans cesse progresser dans l'appréhension du monde et de l'existence, de formaliser celle-ci en concepts et théories pour constamment agrandir la conscience et la connaissance. Cela implique que la connaissance valable n'est jamais achevée et que le caractère (contenu) de validité, de la valeur scientifique des discours constitutifs de la science reste toujours à définir, à redéfinir et à prouver.

## **2. La critique, moteur du développement de la connaissance valable tout au long de l'histoire des sciences**

Rappeler que la critique a eu une incidence structurante tout au long de l'évolution des sciences, qu'elle a conduit à établir de nouvelles connaissances, à cristalliser des façons différentes de regarder, d'étudier et d'analyser, à initier et à mener d'après débats et luttes pour construire de nouveaux objets scientifiquement valables, qui ouvrent des pans nouveaux et entiers du connaître, du comprendre et du savoir nous renvoie à toute l'histoire du développement de la connaissance et surtout de la science. Il nous suffit ici d'évoquer le travail patient et fort pertinent de nombreux historiens sur les progrès de la connaissance et des sciences, car il nous serait ici impossible, compte tenu de l'espace disponible, de faire cette histoire de manière un tant soit peu exhaustive. Toutefois, afin d'illustrer le propos, nous empruntons à Bourdieu et ses collègues (1968, p. 60) le terme de « coup d'état théorique ». À ce propos, ils font référence aux éléments suivants : l'idée de Durkheim de « considérer les faits sociaux comme des choses » ; le travail de Galilée constituant l'objet de la physique moderne et une vision révolutionnaire du système solaire ; la proposition de Ferdinand De Saussure de distinguer la langue et la parole donnant ainsi à la linguistique son objet propre. Nombre de « coups d'état théorique » jalonnent cette histoire, que nous devons entre autres à Descartes, Newton, Kant, Lavoisier, Einstein, etc.

### **3. La dialectique critique-épistémologie dans le développement des sciences sociales et humaines**

L'interaction entre la critique et l'épistémologie fut et demeure fondamentale et structurante dans le développement des sciences sociales et humaines. Mais, contrairement aux sciences naturelles, quelquefois dites « dures », marquer leur indépendance face à leurs objets est loin d'être aussi « naturel » pour les sciences sociales et humaines. Bien que s'étant inscrites dans le cadre de l'ouverture de la pensée résultant de l'émergence des sciences « naturelles » modernes (mathématiques, sciences physiques, chimie, astronomie, biologie, etc.) telles que nous en héritons, les sciences sociales et humaines se sont détachées de la philosophie sociale relativement tôt et sont devenues spécifiques face aux modèles de conception du réel émanant des nouvelles sciences naturelles. Comme nous l'avons vu dans la section précédente, s'intéresser aux actions humaines et sociales tout en tentant de respecter le principe méthodologique et épistémologique de concevoir celles-ci comme des faits, non seulement sociaux mais également et surtout aussi objectifs que des choses, ne fut pas une chose facile et demeure très ardu.

L'effet épistémologique de « l'enracinement social du sociologue » (Bourdieu, Chamboredon et Passeron, 1968, p. 107-109) ou du chercheur en sciences sociales et humaines tient au fait qu'il est un sujet social, un être socialisé dans une société, dans une dynamique sociale, dans une/des réalité/s constituée/s de sens, qu'il est façonné par des acquis non seulement matériels mais aussi immatériels, des idées, des valeurs, des idéologies, des goûts culinaires, des normalités de tout genre, culturelles, linguistiques, constituant un environnement général ayant déterminé ce que fut et ce qu'est sa socialisation comme sujet pensant. Il en va également de même de l'appartenance à la classe sociale d'où émerge le/la chercheur/e, comme de l'appartenance et/ou de la

participation à des groupes sociaux de travail, culturels, religieux, etc. Bref, il s'agit toujours d'un objet et/ou d'une objectivité déjà marquée de sens, de subjectivité(s), mais il s'agit de fait de subjectivités objectivées par et dans des institutions, des structures, des organisations. Les « choses » de ces sciences sont des faits sociaux, mais ces derniers objectivent sociohistoriquement des subjectivités en opposition. De fait, les objets de ces sciences sont toujours non seulement des champs de luttes, mais aussi des enjeux de luttes faisant partie de ces confrontations, dans lesquelles les chercheurs en sciences sociales et humaines jouent un rôle qui est loin d'être négligeable, qu'ils le veuillent ou non (Bourdieu, 1998, p. 21-22).

Il en est ainsi parce que la logique de la recherche, quand elle est animée par la dialectique critique/épistémologie, exige de comprendre et de « dépasser » les oppositions sociales en cours et demandant explication et réponse pour remonter aux racines (causes) des problématiques vécues. Il s'agit donc d'en faire la généalogie explicative, et elles seules (racines et causes) permettent de vraiment comprendre ce qu'est actuellement la réalité et ce qui y fait problème. Il en est ainsi parce que leur raison sociohistorique d'être est de comprendre le monde, y compris, « à commencer par » (Bourdieu, 1998, p. 28) le pouvoir. Qu'elles le veuillent ou non, les sciences sociales et humaines sont inscrites dans le cadre des rapports sociaux et donc aussi des rapports de pouvoir. Et, si elles sont pratiquées dans le cadre de la logique dialectique critique/épistémologie axée sur la recherche d'une perception/conception historico-généalogique explicative de la réalité, elles conduisent forcément à dévoiler ce qui est caché, masqué, censuré, ce qui est refoulé dans l'indicible et l'infaisable, ce qui est d'emblée considéré comme normal, comme vrai, comme la réalité, malgré que cela soit proclamé, voire imposé à travers la publicisation par les médias de masse et les relations publiques entrepreneuriales. Il n'est donc pas étonnant qu'en général les dévoilements majeurs par ces sciences entraînent immédiatement

un important travail de « critique rétrograde », et ajoute Bourdieu, « qui a pour lui tout l'ordre social [...] et qui vise à recouvrir ce qui [est] découvert » (1998, p. 24).

Ces sciences, comme d'ailleurs — mais à des degrés divers et par des modes différents — les sciences dites naturelles/dures, sont fortement « invitées » par une panoplie de moyens (financiers (subventions, contrats...), hiérarchies académiques, administratives ...) à servir à terme les intérêts du pouvoir dans l'une ou l'autre de ses dimensions.

#### **4. La dialectique critique-épistémologie dans le contexte de mondialisation/marchandisation de TOUT**

La structuration de la connaissance par la dialectique critique-épistémologie est plus déterminante que jamais dans le contexte post-moderne néolibéral actuel, car celui-ci est caractérisé par un processus très avancé de sur-détermination (subsumption) de l'humain, du social, de la vie en général. Dans cette réalité, le capitalisme revendique de tout s'approprier en imposant une marchandisation généralisée de tout et un mode (régime d'accumulation) spéculatif et ultra-centralisateur d'accumulation de la valeur économique formée (la cristallisation financière de la valeur économique) conduisant à un appauvrissement généralisé des non-possédants (l'appropriation privée de la valeur formée). Il y a totalisation de l'exploitation capitaliste de tout : la nature, la vie, l'existence humaine... Mais, ce faisant, le capitalisme « produit » aussi le sujet humain comme un opposant radical, son envers dialectique. Il y a un match à finir entre le sujet humain et le rapport social capitaliste (Lacroix, 1998). Alors, pour le capitalisme, il faut absolument qu'il y ait totalisation de l'aliénation. On saisit ici le sens profond de l'INA [There is no alternative] de la dame de fer de Grande Bretagne, Margaret Thatcher.

Avec la société néolibérale *globalitaire*, nous ne sommes donc pas dans une société de l'information et du savoir, comme plusieurs l'affirment, mais dans une société de totalisation de l'aliénation, ce qui est réalisé par une idéologisation généralisée, systémisée et totalitaire. Rien n'y échappe, ni la science ni l'université ni les arts ni la connaissance, la vie en général et toute la nature y sont intégrées. Dans ce contexte, la science et l'enseignement en général, l'Université particulièrement, deviennent l'« objet » d'un contrôle gestionnaire et financier de plus en plus déterminant, et d'un contrôle serré de la pensée et de la conception de ce qu'est le monde, la vie, l'existence, de ce qu'il est acceptable (je ne dis pas valable) de penser, et surtout de dire.

Dans une telle « dynamique » de sujétion, on oblitère de plus en plus rapidement tout ce qui ressemble à de la critique et donc la structuration par cette dernière de la production/progression de la connaissance. Il n'y a plus de place pour la rupture épistémologique. Il s'agit de dissoudre la capacité, la tendance, ontologique-anthropologique-sociale-politique du sujet humain à être, comme être constamment en advenir, autre que ce qu'il est présentement et était hier. Nous sommes entrés dans l'ère du confinement du sujet humain à l'illusion de faire « consciemment » (libre arbitre, liberté) un/des « choix » et de se « distinguer », de se « spécifier », tout en s'homogénéisant dans le maelstrom de la consommation de masse. C'est l'ère de l'hyperindividualisme où on essaie par tous les moyens de nous faire oublier que l'individualisme hypertrophié n'est pas l'individuation, ni l'individualité vraies et que nous ne sommes plus que d'infimes particules se pensant libres dans le magma sans colonne vertébrale qu'est l'opinion publique constituée par la masse des individus se contentant de voter et s'imaginant exprimer leur individualité immédiate en « twittant » et/ou « facebookant » leurs sentiments du moment. Pourtant, ils sont légions à penser et à dire, voire à proclamer que cela est de **la** communication, même de **la** communication-information supérieure. Manifestement, il y a un sérieux problème de validité scientifique du discours dit scientifique. Assurément, on est loin d'une dialectique

critique-épistémologie. On serait plutôt dans une pensée fonctionnaliste unidirectionnelle prédéterminée et animée par un déterminisme technologique aveugle et une fascination technologique débridée. On sait à quoi cela sert dans le rapport social de pouvoir.

## **5. La communication et les études sur la communication dans ce processus de subsomption**

La communication et les études sur la communication/information participent stratégiquement du processus de subsomption du sujet pensant, dont il a été question plus haut, quand elles oublient leur devoir de favoriser l'échange intersubjectif visant la progression de la conscience et de la connaissance et leur tâche heuristique de produire de la connaissance scientifique valable par et pour le sujet pensant.

Dans cette dynamique de mondialisation/marchandisation systémique et totalitaire (Lacroix, 1998), la communication-information généralisée qui submerge de plus en plus la société (Miège, 1989) constitue un rouage central et de plus en plus important d'aliénation. Cette communication qui s'imisce dans toutes les activités humaines et sociales tend à se faire unidirectionnelle et à viser non pas la conscience de celui ou de ceux à qui elle est destinée, mais la contrainte de leur conscience, leur programmation et leur aliénation. De fait, son objectif est la mise en action-réaction cybernétique, systémique, de la conscience et de l'agir du sujet pensant. Et quand cette communication a l'apparence de la bidirectionnalité, elle se révèle dans les faits un échange plus ou moins significatif où le signifié se réduit à l'échange de signes déjà construits et imposés, comme les codes informatiques qui, sous-tendant l'opérativité personnalisée du clic, donne l'impression qu'on fait/choisit soi-même, signes qui interagissent avec les signes eux aussi déjà

codés de l'économique, de la politique, du loisir-divertissement (*l'entertainment*), de la marchandise, de l'argent, du pouvoir, etc., et qui en décuplent l'efficacité. L'ensemble de ces « échanges » de signaux enferme les sujets humains dans une boucle systémique de rétroactions qui meuble le temps de paroleries et comble les vides de la vie quotidienne, tout en faisant illusion sur la réalité véritable du « social » qu'on proclame que ces « échanges » sont (Lacroix, 2008, p. 197-200).

### **En guise de conclusion : Le rôle idéologique du syntagme « société de l'information »**

C'est ici qu'on saisit toute l'importance du clivage entre, d'une part, une société « conquise » par la communication parce qu'elle est envahie par celle-ci, et d'autre part, une société qui met la communication-information au cœur de sa *praxis* de discussion (esthétique), de débat, donc au centre de sa démocratie en *praxis* (dialectique de la pensée et de la pratique). Il pourrait donc, il devrait y avoir une communication-information autre que celle que nous subissons actuellement. Cela est non seulement possible, mais déjà des humains ont battu ces sentiers. Le montre l'utilisation, par les protagonistes du *printemps arabe* récent en Afrique du Nord, des moyens de communications les plus récents pour se mobiliser et faire surgir leur voix à la face des pouvoirs auxquels ils s'opposaient et à ceux du monde entier. L'indique hors de tout doute le même usage qu'en firent, dans le *printemps érable*, entre autres par le Carré Rouge, les étudiants québécois pour signifier à la face de la société québécoise et du monde entier qu'il y avait une profonde injustice sociale et que le temps était venu pour que cela cesse. Ce qui rappelle que ce n'est pas la

technique communicationnelle en soi qui donne sens à la pratique sociale mais le contenu des messages, des échanges, et l'intention à partir de laquelle toute cette communication est faite.

Par contre, s'est déjà affirmé depuis un certain temps un social dans une apparence de « société de l'information », mais qui dans les faits est submergé et subsumé par toute cette communication-information aliénée-aliénante systémiste et totalitaire. Quand on promulgue que cette apparence d'être du social est incontournableement la réalité, qu'on répète et diffuse en permanence cet à-paraître à normaliser et à valoriser, on ne fait que recouvrir la réalité réelle d'un voile mystificateur. Et cette re-présentation ne peut en aucun cas servir de base à la compréhension du social, très spécifiquement parce qu'elle a une autre finalité, celle d'instrumentaliser le social. On est alors placé devant une idéologie, un positionnement subjectif sur et dans le réel en devenir, qui a un rôle absolument non-innocent dans le rapport social de pouvoir. Cette re-présentation tend en effet à travestir la réalité, à la parer d'un vernis, d'un à-paraître, dont le mandat est de cacher ou de faire oublier ce qu'elle est concrètement. Mais pour que l'enduit prenne et éblouisse, soit d'emblée accepté et efficace, il a lui-même besoin de recevoir une couche supplémentaire de vernis qui lui donnera encore plus de lustre, de « vérité » apparente. Il faut que cette idéologie soit elle aussi un à-paraître comme nécessairement vrai, neutre, non idéologique, objectif et objectivé, expert, incontournable. C'est là la fonction de l'idéologie de la scientificité (Habermas, 2000), qui est toujours une « scientificisation » usurpant une part de plus en plus large de la vérité dans l'éventail des conceptions du monde et de la réalité, telles les idéologies promouvant le syntagme de « société de l'information » ou proclamant une avancée démocratique par le « twit » à tout vent, à tout propos et à tout instant selon son humeur du moment, et le chouchoutage obnubilé et obnubilant du « facebookage » pour son apparence de permettre d'être ami avec toute le monde, etc.

Toutes ces réalités fort questionnables, surtout face aux termes par lesquels on les qualifie afin de leur donner un statut de réalité proclamée et « scientificisée », exigent que nous terminions en remettant l'accent sur la conséquence épistémologique de succomber à l'apparence de la réalité et de ne pas réaliser une rupture épistémologique avec les discours qui l'idéologisent. En versant dans des conceptions faussées, idéologisées, idéalisées ou utopisées, les re-présentations, y compris scientifiques ou qui en ont la prétention, ajoutent au côté aliéné-aliénant de la réalité questionnée en étant elles-mêmes des aliénations. Elles constituent en quelque sorte des aliénations d'aliénations. Non seulement sont-elles fausses dans leur prétention, mais elles deviennent des obstacles épistémologiques à la compréhension de la réalité encore plus coriaces à abattre, grâce au lustre de la « scientificité ». S'ouvre ainsi la perspective rétrograde, pour reprendre Bourdieu (1998), mais surtout assez désolante de la mise à contribution de la science (son instrumentalisation) à la totalisation de l'aliénation.

## **Bibliographie**

Bachelard, G., 1966 [1940], *La philosophie du non*. Paris, PUF.

Bourdieu, P., Chamboredon, J.-C. et Passeron, J.-C. (1968). *Le métier de sociologue*. Paris : Mouton/Bordas.

Bourdieu, P. (1998) [1984]. *Questions de sociologie*. Paris : Les Éditions de Minuit.

Habermas, J. (2000) [1968]. *La technique et la science comme «idéologie»*. Paris : Gallimard.

Lacroix, J.-G. (2008). Que cache l'idéologie de la société de l'information ? Dans George, E. et Granjon, F. (dirs.), *Critique de la société de l'information* (189-202). Paris, L'Harmattan.

Lacroix, J.-G. (1998). Sociologie et transition millénariste : entre l'irraison totalitaire du capitalisme et la possibilité-nécessité de la 'conscientivité', *Cahiers de recherche sociologique*, 30, 79-146.

Miège, B. (1989). *La société conquise par la communication*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.

Piaget, J. (1967). *Logique et connaissance scientifique*. Paris : Gallimard, Encyclopédie de la Pléiade.

# **Perspectives critiques**

## **et épistémologie de la communication:**

### **le rôle central du débat sur la technologie**

**Luiz C. Martino**

#### **1. Pensée critique et technologie**

La critique est une forme de connaissance, c'est l'appréhension d'un système de pensée par un autre. Son objet n'est pas les choses, mais l'évaluation de la compréhension que nous avons des choses, sous toutes ses modalités, telles que la connaissance objective, le goût esthétique et les valeurs morales. C'est pourquoi la critique se confond avec la *raison*, c'est-à-dire avec la faculté de l'esprit humain d'organiser ses relations avec le réel. Par ailleurs, la *pensée critique* est liée à la *rationalité*, qui correspond à une forme historique de l'emploi de la raison née dans l'Antiquité et qui s'étend jusqu'à aujourd'hui<sup>1</sup>. L'expression *pensée critique* se rapporte à la réflexion récente sur les changements structurels de la rationalité, entraînés par la fin d'un ordre centré sur l'autorité de la tradition et l'émergence d'un nouvel ordre social, politique et religieux qui culmine avec l'émergence de l'individu moderne. La rupture avec la tradition déclenche une profusion de formes culturelles, de croyances religieuses, de systèmes économiques et politiques, etc. Cette diversité ouvre un débat sur ces différentes possibilités, mais exige aussi une évaluation

---

<sup>1</sup> La rationalité n'est pas une question ponctuelle d'instrumentalisation, de lien des moyens et finalités, comme certains théoriciens de l'École de Francfort ont tendance à le penser, mais plutôt un rapport large et profond avec le monde, en opposition à la pensée mythique (Detienne, 1981).

de la rationalité correspondant à chacune d'elles. Plus précisément, la pensée critique concerne l'analyse de la rationalité sous-jacente aux systèmes sociaux formés en conséquence de la croissante complexité apportée par la modernité.

Kant a été peut-être le premier à utiliser le terme *critique* dans le sens de *pensée critique*, telle que définie précédemment :

Les Lumières, c'est la sortie de l'homme hors de l'état de tutelle dont il est lui-même responsable. L'état de tutelle est l'incapacité de se servir de son entendement sans la conduite d'un autre. On est soi-même responsable de cet état de tutelle quand la cause tient non pas à une insuffisance de l'entendement, mais à une insuffisance de la résolution et du courage de s'en servir sans la conduite d'un autre. *Sapere aude* ! Aie le courage de te servir de ton propre entendement ! Voilà la devise des Lumières (Kant, 1991, p. 51).

Ce qui occupe l'attention du philosophe allemand est l'*émancipation* par rapport aux autorités et, plus précisément, l'autonomie de l'individu moderne. C'est dans cette perspective que Horkheimer (1974) a orienté l'*École de Francfort* en 1937, en lui fournissant une *théorie critique* (opposée à ce qu'il appelle *théorie traditionnelle*) dont la caractéristique principale est d'avoir pour but l'émancipation de l'être humain. Mais le concept d'émancipation est loin d'être clair. De quoi exactement devons-nous nous émanciper ? Comment définir la liberté pour un être qui est essentiellement social et qui se constitue à travers un processus d'identification personnelle et culturelle ? Pourrait-on parler de domination si les dominés sont d'accord avec celle-ci ? Même en supposant que l'autodétermination puisse être effectivement atteinte, dans quelle mesure la raison ou la conscience sont-elles des ressources dont l'usage est pertinent et suffisant à cette fin ? Ce sont là des problèmes très difficiles qui ont pris de nouvelles dimensions depuis Kant, dont la référence était le positionnement de l'individu par rapport à l'État monarchique et à la tradition marquée par la religion. En outre, après Nietzsche et Freud, le recours à la conscience comme moyen d'autodétermination n'a plus eu la même force. Même Marx, en dénonçant la *fausse conscience*, ne s'en sort pas sans payer le prix élevé du dogmatisme. Cependant, le risque majeur

du concept d'émancipation est qu'il se transforme en une sorte de *salut* de l'âme, faisant ainsi de la pensée critique un outil idéologique.

Un autre aspect récurrent dans les définitions de la pensée critique correspond à la *praxis* ou au dépassement de la division théorie-pratique, dans le sens où la première doit intégrer à ses prémisses la lutte pour le changement social. C'est peut-être le principal apport de Horkheimer :

Une science qui, s'imaginant être autonome, considère qu'il n'est nullement de son ressort de modeler la praxis dont elle fait partie [...] et s'accommode de la dichotomie entre pensée et action s'est déjà de ce seul fait détournée des vraies valeurs humaines. [...] La nature propre [de l'activité de penser] l'invite à promouvoir le changement dans l'histoire, à établir parmi les hommes l'état de justice (Horkheimer, 1974, p. 81).

Cette opposition à une « théorie pure » (toute théorie doit nécessairement être un acte d'inversion de la fausse conscience, une contribution à l'action pour mettre fin à la lutte des classes, une lutte pour la justice sociale) qui servira de base pour la pensée critique marxiste repose sur la fameuse affirmation de Marx et Engels (1845) selon laquelle il ne s'agit plus d'interpréter le monde mais de le transformer (11<sup>ème</sup> Thèse sur Feuerbach). Au premier abord, cette idée ne serait qu'une affirmation contre l'élément spéculatif de la théorie (opposée à la pratique *effective*), mais elle entraîne d'importantes retombées. En fait, elle introduit un critère de validité : la théorie est évaluée pour son potentiel et pour sa valeur révolutionnaire, autrement dit sa validation ne réside pas dans le rapport entre ses énoncés et les faits, mais dans ses objectifs. La connaissance théorique n'est pas évaluée selon ses résultats, comme c'est le cas de la science (contrôle de la théorie à travers de sa confrontation avec la réalité empirique), mais d'après ses finalités, ses intentions.

Du point de vue épistémologique, cette affirmation partage une erreur commune avec le positivisme naïf, largement critiqué pour sa croyance selon laquelle la connaissance peut être validée *a priori*, par le simple fait d'adopter une méthode scientifique. Évidemment, une théorie ne peut contrôler les utilisations qui en seront faites. Par exemple, le modèle de la communication

à deux étages (*two step flow*), interprété en termes d'effets faibles et non directs, fut employé pour justifier une faible réglementation des médias (télévision, radio), au motif que ces médias auraient peu d'impact sur les décisions des gens. Toutefois, le même argument pourrait prendre appui sur des théories critiques, telles que les études culturelles, qui mettent en lumière la résistance des classes opprimées aux messages des médias contrôlés par les classes dirigeantes. Aucune théorie scientifique ne peut porter sa signification inscrite en elle-même, il n'est pas possible d'assurer d'avance la couleur politique de son emploi effectif. Ses utilisations peuvent avoir des connotations politiques fort différentes et ne doivent pas être confondues avec la théorie elle-même. Même ceux qui s'inscrivent dans la ligne de pensée critique sont exposés à ce problème. Il n'est pas rare que les recherches critiques en communication développent des analyses qui finissent par mettre en lumière certaines procédures et stratégies des acteurs sociaux liées à l'utilisation des médias (affaires, partis politiques, gouvernements, etc.). Rien ne peut garantir que ces théories deviennent vraiment des vecteurs d'émancipation pour les récepteurs. Il est également possible qu'elles puissent servir aux entreprises de communication, par exemple, en vue de perfectionner leurs pratiques de domination. Et, inversement, pourquoi des théories qui n'avaient pas pour principe explicite la justice sociale ne pourraient-elles pas contribuer à cet objectif ?

Les difficultés épistémologiques de fonder la pensée critique sur les concepts d'*émancipation* et de *praxis* ont conduit à d'autres formulations des fondements de la pensée critique. Dans le champ de la communication, les études critiques liées à la tradition marxiste ont fourni diverses définitions du problème central qui caractériserait la recherche critique. Sheryl Hamilton souligne que :

L'accent a été structuré de différentes manières, comme une question : (1) de pouvoir et de contrôle social (Halloran, 1983), (2) d'inquiétude par rapport aux structures de pouvoir

(Gerbner, 1983), (3) d'enquête sur la domination, la contradiction et le conflit (Hamilton, 2006, p. 12).

En évoquant notamment John Carey, l'auteure ajoute aussi la notion d'utopie : l'engagement dans la construction de futurs alternatifs ou dans l'imagination d'un monde plus souhaitable. On peut constater que toutes ces définitions de la pensée critique sont liées au problème kantien de l'émancipation de l'individu (ou aux structures de pouvoir qui l'assujettissent), problème auquel les chercheurs essaient de donner une nouvelle formulation. Mais ils en gardent l'essentiel, c'est-à-dire la formulation d'une théorie sur l'émancipation/structure de pouvoir, conçue comme une tâche à accomplir<sup>2</sup>.

Alors, quel rôle est réservé à la technique ? Elle prend sûrement une place importante dans la discussion sur la modernité. Pour certains, elle serait un vecteur d'émancipation, alors que pour d'autres elle serait un obstacle, un pouvoir qui assujettit l'être humain. Initialement, on avait salué la technique comme un moyen d'affranchir l'humain du travail abrutissant. Aujourd'hui, c'est plutôt sur le plan de la lutte politique, comme instrument pour la transparence, la conscientisation et la mobilisation contre l'oppression, qu'elle est analysée. Cependant, on s'est toujours méfié de la technique, à cause de son pouvoir de destruction à travers l'imposition des lois d'un système de production économique à la société et, surtout, par l'inversion de ses moyens et de ses fins, donnant lieu à une société où l'humain ne serait là que pour servir le « système technicien ». Cette position de méfiance a été particulièrement répandue chez les penseurs critiques (elle est courante même parmi les philosophes de la technique d'orientation non marxiste) et certains ont caractérisé la rationalité sous-jacente à la modernité comme étant d'essence technique.

---

<sup>2</sup> Bien entendu, cette présentation de la tradition marxiste n'est pas exhaustive, elle n'épuise non plus les possibilités d'interprétation de la pensée de Marx, dont la réflexion sur la science et la technique s'avère assez complexe. Si je la retiens ici, c'est parce qu'il s'agit de celle qui a eu le plus de conséquences pour la pensée communicationnelle.

## 2. Pensée critique et champ communicationnel

La fondation du champ communicationnel est étroitement liée à la relation entre pensée critique et technique. Il ne pouvait pas en être autrement, car la constitution du système moderne de communication sociale correspond à l'émergence d'une configuration sociale basée sur la technologie. Le problème des médias (ou des technologies de la communication) s'est développé comme un grand débat public sur le pouvoir de la presse et a pris la forme d'un débat politisé. Notons qu'il ne s'agissait pas uniquement d'une réflexion sur la presse, mais aussi d'un débat public qui a lieu *à travers* la presse et *grâce à* elle. Celle-ci devient la condition pour l'instauration des débats publics en large échelle, ou du *public* tout court. Ainsi, la nouvelle infrastructure communicationnelle a fourni les conditions pour le débat politique, en générant une sphère publique et de nouvelles figures comme les intellectuels, qui sont les acteurs de ces discussions d'intérêt général.

La reproductibilité technique a permis à la presse de générer un espace de visibilité d'où émergent les conditions pour la formation d'un autre type d'autorité que celui de l'État, de la religion ou de la tradition. Mais on ne doit pas confondre la critique inhérente à l'activité journalistique (en tant que quatrième pouvoir) et une autre plus large, qu'on peut caractériser comme *pensée critique*. Ainsi, Fossier et Manicki (2007) soutiennent que :

La critique se définit en effet davantage par une volonté de recréer un débat public aux marges du pouvoir souverain et des institutions partisans... re-questionner collectivement ce que les sources d'information journalistiques ne suffisent pas à comprendre (Fossier et Manicki, 2007, p. 9).

À travers la diffusion médiatique, la pensée critique s'est constituée comme une sorte d'« alter ego » du pouvoir, de dédoublement instantané de toute autorité constituée. Il ne s'agit pas de l'art

de l'« inservitude volontaire » (Foucault, 1990, p. 39) ; en effet, la destitution d'une autorité est un aspect secondaire. Il existe une relation structurelle entre les technologies de communication et la pensée critique, à ne pas confondre avec la critique du pouvoir de certaines autorités. La médiation technique est la condition constitutive de la pensée critique et son existence dépend d'un espace public élargi<sup>3</sup>, qui crée les conditions pour une contre-autorité agissant en parallèle. Cependant, ce contre-pouvoir ne peut s'affranchir des logiques de communication, puisqu'il y trouve son appui. Cela exige que la pensée critique soit claire et lucide sur les conditions de médiation sous-jacentes à son exercice.

La pensée critique s'est souvent opposée à la création d'une branche des sciences sociales spécialisée dans les technologies de la communication. Par le passé, elle a accordé peu d'attention à la technologie et elle récuse aujourd'hui l'idée que les médias puissent être autre chose que des supports d'idéologie. Ainsi, elle a rejeté en bloc la technologie comme forme de rationalité propre à la modernité. Mais l'affirmation de la pensée critique passe-t-elle nécessairement par la négation de la connaissance scientifique ?

En tous cas, on ne peut accorder de crédit à l'idée que les technologies de la communication sont des simples instruments au service des forces qui les instrumentalisent dans le jeu politique, car elles donnent un nouveau sens à la politique. Les pratiques politiques ne sont pas restées indifférentes à cette modification structurelle du social. Les médias dépassent le statut d'outil, ils installent une sphère techno-virtuelle capable d'unifier l'expérience sociale et de la rendre accessible à tous. En ce sens, la pensée critique ne peut pas rester indifférente à ces possibilités et doit penser la possibilité ouverte par de nouvelles pratiques politiques nées de l'émergence de

---

<sup>3</sup> Il n'y a pas de pensée critique sans l'infrastructure technologique des médias. Même si les avancées technologiques ne peuvent être identifiées comme la cause de l'émergence de cette nouvelle sphère de discussion, elles constituent toutefois une condition nécessaire pour que le débat d'idées dépasse la portée des assemblées et de l'interlocution orale, établissant ainsi la base du jeu de pouvoir dans la modernité.

« l'actualité médiatique » (Martino, 2009), une sphère techno-virtuelle qui résulte de l'activité des médias, responsable de la possibilité de l'expérience sociale unifiée et accessible à tous.

Les études de la communication ont émergé avec l'apparition des premières recherches scientifiques et en réponse aux demandes de la société, inquiète du pouvoir des médias. Nonobstant la diversité de leurs origines, de leurs buts et de leurs objets, ces recherches ont convergé vers la formation d'un champ d'études, impliquant des experts dont les discussions n'ont plus la forme d'un débat public (qui a l'engagement, l'action militante pour une cause ou la dénonciation comme objectifs principaux), mais visent la production de connaissances sur les médias et sur l'actualité qu'ils génèrent, bref sur leur culture. Néanmoins, certaines analyses de la pensée critique, en particulier celles qui l'identifient et la réduisent à l'activisme, ne reconnaissent pas la légitimité de cette connaissance scientifique qui cherche à s'organiser et à se spécialiser pour rendre compte des nouveaux phénomènes de communication. En termes épistémologiques, ce refus vient, d'une part, de l'association de la connaissance scientifique au positivisme et de sa disqualification comme fausse conscience et, d'autre part, d'une association confuse entre pensée critique et *interdisciplinarité*. Les fondements épistémologiques de cette affiliation remontent à la négation de l'ensemble des sciences sociales réalisée par Horkheimer (1974) lorsqu'il formule la théorie critique en opposition à la science (pensée traditionnelle) : les divisions disciplinaires ne seraient que des simples reflets de l'idéologie dominante. Il serait donc illusoire de postuler l'existence d'autres sphères de connaissance (disciplines). Tout serait politique, le moindre acte de connaissance, toutes les approches du réel, tout revient au politique. Mais une telle réduction implique d'affirmer que la seule forme de connaissance valide est celle qui prend la forme du débat public et du champ intellectuel. Ceci radicalise l'interprétation selon laquelle la signification des phénomènes s'inscrit dans le plan de leur immanence et équivaut à accepter que le travail d'interprétation de l'actualité médiatique ne serait rien d'autre que la lutte

pour imposer une interprétation aux faits. On se concentre sur les « contenus » de l'actualité, la dispute portant sur le « sens des événements ».

Cette vision « politisée » renforce certaines logiques de médiatisation et fait que la pensée critique est elle aussi soumise aux mêmes logiques qui façonnent le débat d'idées (la publicité, le marketing intellectuel, l'autopromotion, la calomnie, la rhétorique, la propagande, la désinformation, etc.). Dans cette perspective, les technologies de communication ne seraient que des stratégies qui mènent au pouvoir, ce qui correspond à une vision strictement instrumentale des médias.

Ainsi, on peut voir que le risque de réduire la science de la communication à une chimère idéologique revient à faire de la pensée critique une forme de rationalité médiatique. Le manque de réflexion sur les conditions communicationnelles de son exercice ôte à la pensée critique la capacité de se dégager du mouvement de la presse et du devenir de l'actualité, l'empêchant de trouver les conditions de distanciation du quotidien des agents sociaux. Elle court de ce fait le risque de perdre sa spécificité.

### **3. Technologie et pensée critique en communication**

L'approche majoritaire des deux principales traditions marxistes d'analyse des médias a suivi l'interprétation de la technologie en général, c'est-à-dire qu'elle a adopté une position *technophobe*. En termes de communication, ces traditions n'ont pas établi de distinction ni entre les médias et les autres technologies (Martino, 2012a), ni entre médias et messages. Elles se sont concentrées sur les messages en tant qu'idéologie, ce qui explique probablement le manque d'analyses portant sur la dimension spécifique de la technique.

En ce qui concerne l'École de Francfort, signalons l'œuvre de Habermas, *La science et la technologie comme idéologie* (1973), où la technique est envisagée comme un obstacle à l'émancipation humaine. Avec le déclin de la religion et d'autres formes d'idéologie qui faisaient résistance au développement technologique, la technique se serait imposée et aurait façonné la rationalité. Par conséquent, elle envahit tous les domaines de la vie et s'est constituée en tant qu'idéologie unique, qui envisage l'individu comme une pièce d'un système qui le dépasse. En fait, la conception habermassienne de la technique est trop vaste. Elle considère comme « technique » tout ce qui peut être mobilisé pour réaliser une finalité quelconque (la pensée téléologique ou l'action orientée vers une fin). À l'évidence, cela dépasse largement le cadre de la question de la technique (Martino, 2012b). De plus, l'identification de la rationalité à l'instrumentalisation entraîne une vision réductrice, qui a peu à voir avec le concept de rationalité, comme nous l'avons indiqué au début de cet article : la technique et la rationalité sont réduites à la seule dimension de l'adéquation des moyens et des fins.

Par ailleurs, les recherches sur la technique sont encore plus rares dans le champ des études culturelles. Soulignons, cependant, le travail de Raymond Williams, *Television : Technology and cultural form* (1974). Les critiques qui y sont adressées au déterminisme technologique servent de prétexte pour justifier la réduction complète de la technique à la culture. Ces analyses amènent l'auteur à adopter la position d'une totale évacuation de la technique comme vecteur d'analyse. Les objets techniques seraient dépourvus de sens et leur signification devrait être dégagée du contexte culturel et des usages qu'en font les agents sociaux.

Andrew Feenberg (1996), qui est probablement le plus important philosophe de la technique aujourd'hui dans la tradition de l'École de Francfort, reconnaît que la réflexion sur la technique a été peu développée et qu'elle représente l'opportunité d'un élargissement de l'horizon de la critique. Malheureusement, il demeure très loin d'une discussion sur les technologies de la

communication. Malgré toutes les apparences d'une prise en compte de la communication, Feenberg (1996) suit la position de Marcuse (proche de celle de Williams) et de la sociologie de la technique. De plus, son explication selon laquelle ce sont les « vieilles frontières disciplinaires » – contre lesquelles Horkheimer (1974) a précisément établi la *théorie critique* – qui ont éloigné l'École de Francfort de la réflexion sur la technique (Feenberg, 1996, p. 68) est déconcertante. Au contraire, les raisons doivent en être recherchées dans l'évacuation de la technique par une épistémologie qui réduit toutes les dimensions de la réalité au politique, comme cela s'exprime dans la théorie critique de Horkheimer (1974).

En effet, les études critiques de tendance marxiste se sont peu penchées sur les médias en tant que technologie, les considérant uniquement comme des instruments idéologiques. Même des auteurs « non-alignés » avec la tradition de l'École de Francfort et qui, à nos yeux, ont posé correctement la question centrale de la pensée critique en la connectant à l'actualité (ou au champ intellectuel), n'ont pas assez souligné le rôle de la technique. Par exemple, Vincent Descombes (2000) observe que de grandes figures intellectuelles, comme Sartre et Foucault, ont commenté l'actualité en se servant de catégories métaphysiques ; cependant, selon lui, la fonction critique ne peut être confondue avec une mystification du langage philosophique, car elle procède « de l'événement lui-même en tant qu'il appelle à une réflexion et à une action dont les contemporains ne paraissent pas apercevoir la nécessité » (Descombes, 2000, p. 14).

Pour l'auteur, c'est la lecture immanente de l'actualité, c'est-à-dire une interprétation du sens intrinsèque à l'événement, qui caractériserait la pensée critique. Cependant, nous ne pouvons oublier deux facteurs. Le premier est que les dimensions publiques et politiques de ces débats sont délimitées par l'intérêt général et par la capacité des interlocuteurs à articuler les deux dimensions, ce qui montre leur dépendance à l'égard du système technique de communication. Le deuxième facteur concerne l'idée même de définir la pensée critique comme une lecture

immanente à l'événement. D'abord, comment la distinguer de l'activité journalistique ? Même en admettant qu'elle soit une lecture consistante et approfondie, cela limite la pensée critique à une conception de l'événement en tant que *nouvelle* et *nouveauté*. Descombes (2000) touche à ce qui nous paraît être la question centrale pour saisir la contribution des études en communication à la pensée critique. Toutefois, plutôt que de suivre les événements de l'actualité médiatique comme le fait le journalisme, ou de se servir de ses contenus comme objets pour la critique, il faut prendre en compte la structure même de l'actualité, ses fondements sociaux et technologiques. Il s'agit de la seule manière d'échapper au kaléidoscope du temps présent et d'empêcher la pensée critique de devenir une réaction compulsive aux « faits » et aux « nouvelles ». Il y a aussi le problème de la soumission de l'activité critique au système de médiatisation (le jeu de la reconnaissance, la spectacularisation du débat, la lutte pour la visibilité publique de l'intellectuel, la mobilisation des citoyens, etc.). En bref, Descombes (2000) ne prend pas en compte les transformations structurelles de l'événement apportées par les technologies de la communication car, loin d'être des faits naturels, les événements sont structurés par les médias (Martino, 2009).

Ce sont les traditions critiques d'inspiration non marxiste<sup>4</sup>, en particulier l'École de Toronto avec Harold Innis (1951), qui vont exploiter le lien entre l'aspect technologique des médias et les structures de pouvoir. Les analyses d'Innis (1951) ont peut-être été les premières à attirer l'attention sur l'importance de l'infrastructure matérielle des systèmes de communication pour l'exercice du pouvoir. Les flux de communication régulent la relation avec le passé (le temps) et avec le territoire (l'espace) et sont capables de créer des monopoles de la connaissance par le contrôle politico-économique des structures matérielles de la communication. Innis (1951) fut ainsi très attentif à la formation des empires et à la dépendance de ces derniers à l'égard des médias. Sa lecture met en évidence l'importance des conditions et des médias de communication

---

<sup>4</sup> Pour les traditions critiques non marxistes, voir Berry et Theobald, 2006 ; Bounds et Jagmohan, 2008.

pour l'exploitation du territoire et pour le contrôle de la culture. Les médias comportent des principes qui leur sont intrinsèques, des *biais* (Martino, 2012b) ; ils indiquent des tendances qui, en composant avec d'autres forces, configurent les contextes historiques. La technologie n'est pas complètement déterminante et menaçante, comme chez Habermas (1973), ni anodine, comme chez Williams (1974).

L'approche des médias en tant que technologies (École de Toronto) apporte non seulement un potentiel critique oublié ou sous-estimé, mais elle peut également constituer une alternative pour renouveler les approches critiques. Sa prémisse n'est pas le problème kantien de l'autodétermination ou de l'émancipation de l'individu à l'égard de l'autorité ; la modernité est posée comme l'action des technologies de communication dans la constitution des jeux de pouvoir, une formulation qui a le mérite de mettre au premier plan le système de communication comme un des traits caractéristiques de la modernité. Par conséquent, l'autodétermination ne peut être envisagée comme le problème d'un individu isolé dans ses décisions. Au contraire, il s'agit de réfléchir sur les sources qui configurent la vie sociale et la culture et sur les nouveaux régimes d'influence auxquels nous sommes soumis à partir des flux d'information apportés par le développement des médias. Ces technologies nous exposent à une réalité et à une interaction élargies, qui nécessitent des études et des actions efficaces en cherchant à établir un équilibre entre les différentes sources d'influence. Pour Innis (1951), cet équilibre signifie la régulation des flux qui viennent du passé (la tradition) et de ceux qui viennent des autres régions de l'espace (la mondialisation).

La perspective d'Innis (1951) illustre une des approches possibles pour un paradigme critique de la modernité. Il remplace la question philosophique de l'émancipation par l'observation attentive du rôle de la technologie. Pour notre part, nous associons la question technique à une interprétation du social où l'émergence de l'individu moderne « acquiert » une certaine

autonomie par rapport à la collectivité (État, société et culture). Les médias sont la contrepartie de cette autonomie, les informations qu'ils apportent rendent possible l'insertion de l'individu dans la société et dans la culture. Il n'y a pas d'autonomie sans information. Ce n'est pas le problème philosophique de la liberté ou du salut de l'individu qui importe : l'autonomie dont il est question se rapporte à la rationalité de l'organisation sociale et est structurée en rôles sociaux, sous l'effet de l'engagement effectif de l'individu. Ainsi, il n'y a pas d'opposition entre l'individu et la société ou entre l'individu et la massification, il existe plutôt une formation socio-historique qui met en privilège l'individu. Celui-ci n'est pas « libre » par rapport au collectif, mais *doit* exercer cette « liberté » par le moyen d'actions, comme un « droit naturel », propre à l'exercice de l'individualité, laquelle n'est pas autre chose que le mode singulier de l'insertion de chacun dans la société et dans la culture.

Il n'est donc pas question pour nous ici de suivre les avenues privilégiées par la pensée marxiste, c'est-à-dire soit de chercher à libérer l'individu des contraintes du collectif (aliénation), soit de dénoncer l'individualité comme une idéologie ou une pratique de domination. La réflexion sur les technologies de communication ouvre une autre voie pour faire avancer la pensée critique à partir d'une perspective qui reprend la question de l'émergence de l'individu moderne à partir de la technologie. Elle souligne le rôle des moyens de communication comme lien de l'individu avec le collectif, une médiation qui établit un social technologique (actualité médiatique) au-delà de l'expérience immédiate. Ainsi, la médiation technologique engendre un nouveau régime d'influence et apporte des nouvelles conditions pour la culture et pour les pratiques politiques. La réflexion critique ne peut pas se passer de l'analyse des nouvelles conditions d'exercice du rôle d'intellectuel et de production de connaissances à l'âge de l'actualité médiatique. Les technologies de communication ont reconfiguré les conditions matérielles de la vie sociale et de la pensée – y compris de la pensée critique.

Enfin, l'approche des problèmes de la modernité à partir des médias permet de repenser le rapport entre l'individu et la société sans faire de la pensée critique une forme de résistance à la technique. Par conséquent, il devient possible de reformuler et d'étendre l'action politique à des domaines non orthodoxes, comme la gestion du temps et de l'espace ou la transformation technologique de la nature de l'événement et de l'expérience sociale. Cela ne signifie pas nécessairement une rupture avec les problématiques traditionnelles des études critiques. Ces technologies sont aussi présentes dans la formulation d'importants problèmes pour la pensée critique, comme les transformations des *modes de production* (travail à distance, perfectionnement de la ligne de production, optimisation des stocks, commerce électronique, dématérialisation des produits et leur substitution par des services), de la *propriété privée* (droits d'auteur, propriété intellectuelle, marchandisation de l'intelligence collective) ou de *l'exercice du pouvoir* (démocratie virtuelle, e-gouvernement, transparence, contrôle de la représentation politique, mise en œuvre de la démocratie directe).

L'approfondissement de la dimension technologique est essentiel pour la compréhension de la modernité et apporte d'autres points de référence qui peuvent servir au renouvellement de la réflexion critique. Celle-ci ne peut pas passer à côté du fait majeur de notre époque : *l'introduction de la technologie dans le domaine de la communication.*

## **Bibliographie**

Berry, D. et Theobald J. (2006). *Radical Mass Media Criticism: a cultural genealogy*. Tonawanda, NY: Black Rose Books.

Bounds, P. et Jagmohan, M. (2008). *Recharting Media Studies: essays on neglected media critics*. Bernes : Peter Lang.

Descombes, V. (2000). De l'intellectuel critique à la critique intellectuelle, entretien avec Olivier Mongin. *L'Esprit*, 262, 163-172.

Detienne, M. (1981). *Les Maîtres de Vérité dans la Grèce Archaique*. Paris : La Découverte,

Feenberg, A. (1996). Marcuse or Habermas: Two Critiques of Technology. *Inquiry*, 39, (1), 45-70.

Fossier, A. et Manicki, A. (2007). Où en est la critique ? *Tracés, Revue de Sciences humaines*, 13. Repéré à <http://traces.revues.org/306>

Foucault, M. (1990). Qu'est-ce que la critique ? Compte rendu de la séance du 27 mai 1978. *Bulletin de la Société française de philosophie*, 84 (2), 35-63.

Habermas, J. (1973). *La Technique et la science comme « idéologie*. Paris : Gallimard.

Hamilton, S. N. (2006). Considering Critical Communication Studies in Canada. Dans Attallah, P. et Shade, L. R. (dir.). *Mediascapes: New Patterns in Canadian Communication* (9-27). Toronto : Thompson & Nelson.

Horkheimer, M. (1974). *Théorie traditionnelle et théorie critique*. Paris : Gallimard.

Innis, H. (1951). *The Bias of Communication*. Toronto : University de Toronto Press.

Kant, E. (1991). *Qu'est-ce que les Lumières ?* Paris: Flammarion.

Martino, Luiz C (2012a). Philosophie de la Technique et Technologies de la Communication. Dans Perraton, C, Kane, O. et Dumais, F. *Mobilisation de l'objet technique dans la production de soi*(13-16). Montréal : Presses de l'Université du Québec.

Martino, L. C. (2012b). Le Concept de Moyen de Communication dans l'École de Toronto. *Canadian Journal of Communication*, 37 (4) (2012), 595-611.

Martino, L. C (2009). A Atualidade Mediática : o conceito e suas dimensões. *Compós. Anales du XVIII Encontro da COMPÓS*, PUC-Minas, Belo Horizonte. Repéré à [www.compos.org.br](http://www.compos.org.br).

Marx, K. et Engels, F.(1845). *L'idéologie allemande. Première partie Feuerbach*. Montréal. Repéré à [http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html)

Williams, R. (1974). *Television : Technology and cultural form*. New York : Routledge.

# **Sociologie critique de la communication :**

## **connaissance et action**

**Michel Sénécal**

Quiconque s'intéresse à la sociologie critique se voit tôt ou tard confronté aux débats idéologiques, qui non seulement ont façonné depuis ses origines le champ disciplinaire de la sociologie, mais qui font aussi état des approches dominantes qui tendent en quelque sorte à la marginaliser, voire la discréditer, sous différents prétextes. Il est dès lors pertinent de revenir sommairement dans ce texte sur quelques grandes considérations et caractéristiques de la sociologie critique et certains éléments essentiels à la discussion.

Mon propos aborde trois questions : Comment situer la sociologie critique ? Le débat théorique serait-il fondamentalement idéologique ? La sociologie critique peut-elle exister sans une forme de dialectique ?

### **1. Comment situer la sociologie critique?**

Pour répondre à cette première question, nous faisons appel à l'analyse du sociologue Jean De Munck (2011) qui, tout en reconnaissant l'étendue des dissensions épistémologiques entre les perspectives historiquement fondées de la sociologie, essaie tout de même de les réunir dans un modèle séquentiel. Il constate que la sociologie est aujourd'hui confrontée à trois types de tâches dont l'articulation est pertinente, mais qui demeure toutefois encore bien problématique.

1) La première de ces tâches est « d'identifier le réel social (par opposition au réel non social, naturel, psychologique, etc.), de le décrire de manière méthodologiquement rigoureuse (la collecte de données) et de l'expliquer en mobilisant un appareil conceptuel adéquat. Celui-ci doit rendre compte du pourquoi et du comment des phénomènes sociaux » (De Munck, 2011, p. 2, souligné en italique dans le texte). Il s'agit ainsi de développer, de proposer et de tester des modèles auprès des acteurs eux-mêmes ainsi que leurs interprétations des réalités sociales. De cette manière s'élabore, dit-il, une science du social.

2) La seconde constitue à « identifier des mal-fonctionnements ou des pathologies dans la société » (De Munck, 2011, p. 2). Selon De Munck, cet objectif va certes bien au-delà d'une visée descriptive et explicative du réel social. Il suppose que le sociologue appréhende le réel, dans une perspective évaluative.

3) Enfin, « la sociologie peut se donner pour mission de guider (conseiller, orienter, favoriser, effectuer soi-même) une intervention dans la réalité sociale en vue de la transformer » (De Munck, 2011, p. 2). Selon De Munck, cette tâche doit être particulièrement distinguée de la précédente. En effet, une évaluation de la réalité est en soi possible sans qu'il y ait formellement un engagement dans une action réformatrice. Celle-ci constituerait toutefois une étape qualitativement différente dans le processus critique.

La sociologie cognitive au sens de Raymond Boudon (2002) est la sociologie qui se limiterait justement à la première de ces tâches. Selon lui, seule cette approche sociologique sans but critique et sans finalité d'expression ou d'intervention devrait obtenir la mention de sociologie scientifique. À l'instar de Max Weber (2003), Boudon (2002) convient qu'il ne revient pas à la sociologie en tant que science de s'attarder aux aspects d'évaluation ou de transformation du réel.

En revanche, De Munck (2011) affirme que l'ambition de la sociologie critique se doit d'inclure celle de la sociologie cognitive, sans cependant s'y limiter : si elle était réduite aux deuxième et troisième dimensions, elle ne participerait plus au projet sociologique comme tel.

La sociologie cognitive représente la posture classique du sociologue positiviste, ne reconnaissant à la sociologie qu'une compétence descriptive, explicative et compréhensive. Il s'agit de décrire le fonctionnement d'une société, d'en expliquer la chaîne des causes et des effets, mais sans formuler à son sujet un jugement évaluatif et encore moins de développer une perspective réformatrice. C'est cette posture à laquelle s'est opposé toute sa vie le sociologue québécois Marcel Rioux, la désignant par l'expression de sociologie aseptique, la qualifiant d'« a-historique, analytique, fonctionnelle, théoriquement aseptique et conformiste en fait » (Rioux, 1969, p. 61). Elle est également relativiste, ne reconnaissant pas de critères transculturels pour juger du progrès social, ouvrant ainsi la porte au fonctionnalisme et au relativisme culturel. Rejetant la dialectique comme méthode et comme mouvement de totalisation et de dé-totalisation de la réalité, elle recherche plutôt, à l'image des sciences dites exactes, l'explication à travers la causalité. Rioux (1969) propose par contre une sociologie critique intégrant le problème des valeurs plutôt que d'en nier l'influence : la position critique conduit donc à considérer les faits et les valeurs comme deux éléments permanents de tout le mouvement de la société humaine.

Finalement, pour Rioux (1969) le nœud de la différenciation entre sociologie aseptique et sociologie critique se trouve dans cette barrière entre faits et valeurs, les valeurs étant jugées essentiellement subjectives, individuelles et irrationnelles. Et c'est en vertu de cette représentation des valeurs individuelles que la sociologie wébérienne opta pour une sociologie dite libérée des valeurs. Selon Rioux (1969), la sociologie notamment américaine, qui a largement suivi ce modèle, est une sociologie alignée sur les valeurs dominantes qui ne s'avoueraient pas comme telles.

Ainsi, pour revenir à De Munck (2011), une sociologie serait critique lorsqu'elle cherche consciemment et explicitement à se situer à la *jonction* des trois dimensions susmentionnées dont faisait déjà état Max Horkheimer (1974) dans sa définition de la théorie critique qui devait être *explicative, normative et pratique*. Dans ce sens, Rioux rappelle que « les sociologues non seulement veulent connaître objectivement la réalité sociale mais se préoccupent des finalités sociales et ne se font pas faute d'entremêler jugements d'existence et jugements de valeur » (Rioux, 1978, p. 55). Et c'est pour cela que Rioux a inscrit sa réflexion dans la tradition de la pensée marxiste qui, disait-il, a le mérite d'introduire la méthode dialectique en sociologie, de se définir autour de la notion de *praxis* (qui signifie action, production, travail, lutte, création) et d'être une sociologie de la liberté, de l'émancipation, c'est-à-dire celle du dépassement des aliénations et des déterminismes sociaux.

Selon Rioux (1969), Marx n'introduit pas de dualisme entre faits et valeurs. La notion de *praxis*, au contraire, unit théorie et pratique, existence et conscience, faits et valeurs. Rioux rejoint sur ce plan Lucien Goldmann (1959), quand ce dernier disait que Marx ne « mêle » pas comme tel des jugements de fait et de valeur, mais développe une analyse dialectique dans laquelle explication, compréhension et valorisation sont rigoureusement inséparables.

Par conséquent, Rioux (1978) en vient à distinguer trois types d'approche du social pour mieux définir et cerner la sienne : l'approche positiviste qui peut englober à certains égards une certaine approche marxiste lorsque celle-ci tente d'expliquer le réel essentiellement à travers un système de causalité ; l'approche herméneutique qui accorde la primauté à la théorie sur la pratique ; enfin, l'approche critique qui vise à identifier les pratiques émancipatoires. Selon Rioux, « un sociologue critique, qui rétablit l'importance de la pratique par rapport à la théorie, doit s'intéresser tout autant à la création d'un autre type de société - à la société qui se fait - qu'à la critique de la société existante » (Rioux, 1978, p. 5).

La sociologie critique doit ainsi pouvoir identifier dans ce contexte les conduites émancipatoires et les agents susceptibles de transformer le réel dans la voie d'une plus grande émancipation. L'approche critique de Rioux est donc concentrée autant sur la critique (relever les contradictions) que sur la création (observer les pratiques émancipatoires) de la société.

On doit toutefois convenir à l'instar du sociologue Jean-Marie Brohm (2004, p. 74), que la crise actuelle de la « vocation actuelle de la sociologie » résulte de multiples obstacles qui ne sont pas tous de nature épistémologique, mais qui seraient essentiellement d'ordre politique et institutionnel : « le premier - extérieur à la discipline, bien que fondamental - concerne la crise profonde des perspectives politiques, sociales et économiques au sein des sociétés contemporaines » (Brohm, 2004, p. 74) .

En effet, Brohm (2004) soutient que la condition première de la réalisation d'une sociologie critique est « l'existence de mouvements sociaux militants, d'alternatives politiques crédibles, d'interventions contestataires effectives sur le terrain » (*ibid.*, p. 75). La difficulté majeure avec laquelle est aujourd'hui aux prises toute sociologie critique - à une échelle globale ou sectorielle - est bien l'existence de perspectives, de projets de transformations, en d'autres mots, d'un potentiel de politique critique.

Cette position rejoint celle de De Munck (2011) lorsqu'il insiste sur l'efficacité politique dans la troisième dimension de son modèle :

Le sociologue s'articule à la critique des acteurs et participe, du coup, à la transformation de la société. Si la sociologie est critique, c'est qu'elle pose la question de la *réalisation* de l'idéal (de justice, d'égalité, de développement, d'émancipation, etc.). On peut dire que du coup, le sociologue critique « prend position », intervient et participe au débat (et à la pratique) des acteurs eux-mêmes (De Munck, 2011, p. 13).

En ce sens, il convient aussi de traiter la sociologie critique comme une tradition plutôt que comme une doctrine. En outre, il est primordial de la replacer dans une perspective historique et

géopolitique. Ainsi replacée dans différentes configurations sociohistoriques, il est possible d'évaluer comment elle expérimente ses potentiels et ses limites. Toute approche de la sociologie critique impliquerait donc dans son processus tout autant une critique rétrospective de la critique sociologique antérieure qu'une critique des théories sociales acritiques dont elle se démarque dans une période et un contexte donnés.

La sociologie critique est construite à partir d'un amalgame conceptuel qui nécessite une certaine exigence. D'une part, un programme de sociologie critique doit chercher à articuler entre elles explication et normativité. Cela exige l'élaboration d'un langage scientifique « évaluatif », qui se doit d'être précisé et assumé comme tel. D'autre part, se pose la question de l'intervention efficace du sociologue dans le réel, ainsi que de ses interactions avec les acteurs sociaux eux-mêmes. Encore là, De Munck (2011) estime que la sociologie critique a, par cet engagement, un défi de taille à relever, soit la mise en chantier d'une théorie de la démocratie qui mènerait à l'interrogation des conditions actuelles de sa réalisation.

## **2. Le débat théorique serait-il fondamentalement idéologique?**

La sociologie critique, devons-nous ajouter, ne peut se contenter d'articuler une théorie explicative du réel social avec une théorie normative. Le réel qu'elle explore est lui aussi traversé par la dynamique des tensions critiques qui la constitue. La sociologie critique observe ainsi l'émergence de thèmes et de pratiques critiques dans son champ d'objectivité, c'est-à-dire portés par les acteurs sociaux eux-mêmes. C'est pourquoi la sociologie critique, malgré des approches distinctives, s'est attachée tout au long de son histoire, à montrer que l'ordre des choses existant est arbitraire et à mettre en lumière les mécanismes cachés par lesquels cet ordre parvient à se

maintenir, à se légitimer, à se reproduire et ce, dans toutes les champs de la société y compris celui de la communication.

Ainsi, on peut penser plus généralement, comme nous y invite Jean-Marie Brohm que « toute genèse théorique se fonde sur une genèse sociale et que les développements de la sociologie ne se comprennent qu'à partir des développements de la société globale » (Brohm, 2004, p. 75). Cet énoncé qui semble aller de soi a finalement des retombées épistémologiques importantes, car, tel que l'évoquait Wright Mills dans *L'imagination sociologique* : « tous les sociologues prennent des options morales et politiques, ou s'y réfèrent implicitement » (1977, p. 79), même quand ils se prétendent apolitiques.

En fait, aucune théorie ne semble pouvoir se passer d'un certain engagement idéologique, voire d'une finalité politique, donnant ainsi raison à Greimas lorsqu'il insistait sur le fait que dans le domaine des sciences sociales tout projet scientifique « ne peut être qu'idéologique » (Greimas, 1976, p. 38). Selon Pierre Zima (1999), la relation entre idéologie et théorie reste cependant ambiguë et d'une adéquation fragile : si la théorie a besoin de l'engagement idéologique pour assurer une certaine continuité scientifique, elle risque toutefois de succomber à un excès d'implication qui pourrait ainsi la transformer en dogme ou en propagande (*ibid.*, 1999, p. 17). Par exemple, le développement des diverses perspectives théoriques au sein du champ des études en communication témoigne des idéologies qui se confrontent par théories interposées, rendant ainsi compte des rapports de force visibles dans les modèles de communication qui émergent de la dynamique d'interaction entre les grands acteurs sociaux (Sénécal, 2001). Nous pouvons penser, comme nous y convie Robert Nadeau (1984), que non seulement les théories servent de fait les intérêts d'un ou de groupes sociaux en particulier, mais qu'elles sont aussi structurées par les enjeux qu'elles renferment en elles-mêmes et qui sont en fait l'ultime raison d'être de ces théories.

Cela nous ramène en amont des trois dimensions évoquées par De Munck (2011), car il ne suffit pas de ranger la recherche critique du côté de l'évaluation normative et de l'engagement social pour que l'on lui attribue automatiquement un caractère idéologique. Au contraire, dès la première dimension dite descriptive et explicative, certains choix théoriques s'opèrent, conditionnés, structurés, pour reprendre les termes de Nadeau (1984), par les enjeux qu'ils renferment en eux-mêmes. Selon Brohm, la sociologie critique ne doit pas hésiter à dénoncer la fiction de l'indifférence éthique ou de la neutralité axiologique.

Que le sociologue doive respecter avec le maximum de scrupules l'authenticité des sources, la véracité des témoignages, l'honnêteté dans la restitution des résultats [...], l'indépendance vis-à-vis des commanditaires, la transparence des démarches et des financements, la distance critique à l'égard de ses propres convictions, est une chose absolument indéniable (Brohm, 2004, p. 80).

Dans la perspective de la sociologie critique, le sociologue peut donc difficilement rester apolitique, neutre ou impartial. C'est finalement pourquoi la sociologie critique se doit d'être autoréflexive et autocritique. Il s'agit là de l'un de ses principes épistémologiques essentiels, exigeant l'analyse de sa vision du monde et de ses implications, de ses partis pris idéologiques, de ses intérêts politiques et de ses appartenances institutionnelles.

En définitive, comme le souligne Granjon, la sociologie critique revendique :

la nécessité d'une réflexion théorique combinée à une morale pratique qui fonde, pour reprendre les termes de Max Horkheimer, un « intérêt de connaissance émancipatoire ». Il s'agit donc d'être attentif aux conditions concrètes d'existence dans ce qu'elles ont d'injuste, d'illusoire ou d'aliénant afin de proposer des outils de compréhension de l'objectivité sociale qui donnent aussi des raisons de peser sur le réel et de modifier les rapports sociaux (Granjon, 2012, p. 82).

### 3. La sociologie critique peut-elle exister sans une forme de dialectique?

La réponse est négative, tant l'approche dialectique est paradigmatique de la sociologie critique. En effet, l'appréhension de phénomènes nous révèle, en dépit de leurs contradictions, leur profonde interdépendance et leur conditionnement réciproque. Cela permet d'éviter les découpages de la réalité sociale en domaines réservés et autonomes et permet de faire ressortir l'interférence et les rapports réciproques d'un phénomène par rapport à l'ensemble social. Cela rejoint aussi l'idée de l'unité de la théorie et de la pratique vues comme un tout indissociable : où le « est » et le « doit », l'analytique et le normatif sont réunis, tel que le définit le projet de la sociologie critique.

Selon Rioux, pour ne pas confiner la théorie à un rôle instrumental, il faut la concevoir dans ses justes limites et perspectives de mise en application et, de ce fait, la rendre consciente des modèles qu'elle met en place pour interpréter la réalité :

La théorie ne fait qu'élucider les mouvements du social-historique, la théorie ne pouvant ni édicter des lois ni prévoir l'avenir, la tâche est beaucoup plus difficile puisque la vérité n'est pas révélée par la théorie et ensuite appliquée au réel ; c'est le réel, au contraire, qui nourrit la théorie. Ce qui oblige l'analyse à déceler dans la réalité les mouvements, conduites et groupes qui sont porteurs de nouveauté et d'émancipation. Ce qui oblige à expliciter les valeurs qui sont privilégiées (Rioux, 1978, p. 59).

Dans la sociologie critique, Jean Marie Brohm (2004, p. 80) considère pour sa part que la « totalité concrète » est seule à pouvoir donner sens et réalité aux terrains, enquêtes, investigations, faits, données, résultats. Cette proposition de Hegel, dit-il, reste d'actualité dans une sociologie qui ne voit plus que :

la multiplicité éclatée des fragments, des isolats, des individus, des acteurs, des tribus, des pratiques, des valeurs, des croyances, etc., en scotomisant de plus en plus le tout qui les englobe, les produit, les détermine (Brohm, 2004, p. 79).

Cette dialectique prend également appui sur une certaine pluralité épistémologique, lorsque la sociologie critique fait appel aux ressources critiques des autres sciences humaines : linguistique, philosophie, histoire, économie politique, psychanalyse, anthropologie, sciences juridiques, etc. Refusant les cloisonnements disciplinaires au nom même de la transversalité de tous les objets sociaux, elle encourage le dialogue interdisciplinaire ou transdisciplinaire :

Reprocher à la sociologie critique de ne pas se cantonner aux enjeux exclusivement théoriques et empiriques qui définissent la sociologie comme espace discursif spécifique reviendrait à endosser un argument typiquement intellectualiste (Renault, 2012, p. 88).

Finalement, Renault rappelle que seul l'argument pluraliste vaut d'être considéré dans une approche critique car celui-ci présuppose que :

(...) les sciences sociales doivent assumer le caractère partiel de leur savoir en raison de l'irréductibilité, a) de la pluralité des strates de la vie sociale (niveaux micro des interactions, méso des institutions, macro des structures et des contraintes systémiques), b) de l'hétérogénéité des formes d'intelligibilité des phénomènes sociaux (explications économiques, sociologiques, psychosociales, etc.), c) et de la diversité des points de vue sociaux sur un même événement (Renault, 2012, p. 88-89).

### **Conclusion : Articulation entre critique sociologique et critique sociale ?**

La tradition de la sociologie critique s'est singulièrement fondée sur la dialectique entre connaissance et action, entre travail scientifique et engagement social. Au point de départ intervient cet axiome de la philosophie marxienne, qu'il ne s'agit pas seulement de comprendre ou d'interpréter la réalité, mais qu'il faut également chercher à la transformer. Dans ce sens, la recherche critique ne pourrait-elle pas être considérée comme une conduite émancipatoire, puisque que celle-ci serait partie intégrante de cette dynamique essentielle entre théorie et pratique en répondant à une demande sociale orientée vers le changement social ? D'ailleurs, l'émancipation et l'autonomie de la personne et de la communauté ne devraient-elles pas

justement, comme le souhaitait Paolo Freire (2001), se réaliser à partir du développement d'une conscience critique à laquelle la recherche pourrait contribuer en révélant les contradictions sociales, politiques et économiques, et en aidant à agir contre les diverses formes d'oppression et les inégalités qu'elles génèrent ?

Et je terminerai avec cet extrait d'entretien télévisé que le sociologue Henri Lefebvre a accordé le 15 mai 1970 à l'Office de Radiodiffusion Télévision Française, et qui nous fait finalement réfléchir sur cette dimension essentielle à la sociologie critique qu'est la transformation du réel :

L'histoire, ce qu'on appelle l'histoire, est un grand cimetière, et ce n'est pas seulement le cimetière de ce qui s'est passé, c'est aussi le cimetière de ce qui a été possible et qui n'a pas eu lieu, que de splendeurs, que de beautés ont disparu. Mais il y a l'autre aspect, il y a les occasions perdues, et à chaque moment de l'histoire, depuis le début jusqu'à nos jours, le possible, ce qui est possible travaille au cœur même de la pensée et de l'action, au cœur de l'espoir. Je crois qu'il n'y a pas de vie sociale possible sans utopie, et à chaque moment, à chaque époque, la projection du présent en un possible qui ne se réalisera pas, cette projection est indispensable même pour que les gens s'émeuvent, pour qu'ils agissent (Lefebvre, 1970, entretien télévisé à l'ORTF).

## Bibliographie

Boudon, R. (2002). À quoi sert la sociologie ? *Cités*, 2 (10), 133-156.

Brohm, J.-M. (2004). Sociologie critique et critique de la sociologie. *Éducation et sociétés*, 1 (13), 71-84.

De Munck, J. (2011). Les trois dimensions de la sociologie critique. *SociologieS* [En ligne], Repéré à <http://sociologies.revues.org/3576>

Goldmann, L. (1959). *Recherches Dialectiques*. Paris: Gallimard.

Granjon, F. (2012). La critique est-elle indigne de la sociologie ? *Sociologie*, 1 (3), 75-86.

Greimas, A. J. (1976). *Sémiotique et sciences sociales*. Paris : Éditions du Seuil.

Horkheimer, M. (1974). *Théorie traditionnelle et théorie critique*. Paris : Gallimard.

Freire, P. (2001). *Pédagogie des opprimés*, suivi de *Conscientisation et Révolution*. Paris : La Découverte.

Nadeau, R. (1984). L'épistémologie comme idéologie. Dans Savary, C. et Panaccio C. (dir.), *L'idéologie et les stratégies de la raison* (119-147). Montréal: Éditions Hurtubise HMH.

Rioux, M. (1978). *Essai de sociologie critique*. Collection sociologie, Cahiers du Québec, Montréal : Hurtubise HMH.

Rioux, M. (1969). Remarques sur la sociologie critique et la sociologie aseptique, *Sociologie et Société*, 1 (1), p. 53-68.

Sénécal, M. (2001). Technologies, recherches et acteurs sociaux Retour historique sur le développement de la recherche en communication au Québec et au Canada. *Revue MEI Média et information*, 14, 97-131.

Renault, E. (2012). De la sociologie critique à la théorie critique. *Sociologie*, 1 (3), 87-89.

Zima, P. V. (1999). Idéologie, théorie et altérité : l'enjeu éthique de la critique littéraire. *Études littéraires*, 31 (3), 17-30.

Weber, M. (2003). *Le Savant et le politique*. Paris : La Découverte.

Wright Mills, C. (1977). *L'imagination sociologique*. Paris : Maspero.